Royaume du Maroc

Ministère de l'Economie et des Finances

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE BUDGETAIRE **2009**

RAPPORT SUR LE SECTEUR DES ETABLISSEMENTS ET ENTREPRISES PUBLICS

http://www.finances.gov.ma
Boulevard Mohammed V, Quartier Administratif Rabat –Maroc(MA)
Téléphone : (00 212) (0)37 67 72-01- Fax : (00 212) (0)37-67-75-30

« Aussi profonde qu'elle puisse être, la réforme institutionnelle ne peut aboutir que si elle est étayée par des réformes structurelles ou complémentaires qui devraient nous permettre de renforcer nos atouts économiques et sociaux, en donnant une nouvelle impulsion aux secteurs clés, notamment ceux de l'enseignement, de l'agriculture, de l'énergie, de l'eau, et du développement industriel ».

Extrait du discours adressé à la Nation par Sa Majesté le Roi Mohammed VI à l'occasion de la Fête du Trône le 30 juillet 2008

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 7

Première Partie :
Performances du Portefeuille Public et sa contribution au développement économique et social 8

Titre Premier :
Performances du Portefeuille Public 8

1 - Indicateurs Financiers, Economiques et Techniques 12

1.1 - Chiffre d'affaires 12
1.2 - Valeur ajoutée 12
1.3 - Charges d'exploitation 13
1.4 - Résultats d'exploitation 13
1.5 - Résultats courants 13
1.6 - Résultats nets 14
1.7 - Rendement du portefeuille public 14
1.8 - Actifs 15
1.9 - Fonds propres 15
1.10 - Endettement 15
1.11 - Trésorerie et placements 16
1.12 - Contribution par Groupes Homogènes 16
1.13 - Indicateurs techniques 18

2 - Ressources Humaines 19

2.1 - Effectifs 19
2.2 - Charges de personnel 19
2.3 - Plans sociaux 19

3 - Transferts budgétaires entre l'Etat et les EP 20

3.1 - Analyse globale 20
3.2 - Transferts budgétaires de l'Etat aux EP 20
3.3 - Autres concours financiers de l'Etat aux EP 22
3.4 - Produits provenant des EP 23
3.5 - Contribution fiscale des EP 24

Titre deuxième :
Contribution du Portefeuille Public au développement économique et social 26

1 - Investissements des EP : données globales 26

1.1 - Réalisations 2007 26
1.2 - Prévisions 2008 et 2009 et perspectives 2008-2012 28

2 - Investissements des EP : présentation par secteur d'activité 29

2.1 - Programmes spécifiques 29
2.1.1 - Fonds Hassan II pour le Développement Economique et Social 29
2.1.2 - Agence Spéciale Tanger - Méditerranée 31
2.1.3 - Agence du Partenariat pour le Progrès (MCA- Maroc) 32

2.2 - Transports, infrastructures et poste 32
2.2.1 - Transport ferroviaire 32
2.2.2 - Transport autoroutier 33
2.2.3 - Secteur portuaire 34
2.2.4 - Secteur aéroportuaire et aérien 34
2.2.5 - Secteur postal 35

2.3 - Production et distribution d'eau et d'électricité 35
2.3.1 - Energie 35
2.3.2 - Eau potable 36
2.3.3 - Distribution 37

2.4 - Secteur des phosphates 37

2.5 - Agriculture 38

3 - Actions dans les domaines socio-éducatifs et en milieu rural et activités de promotion 38

3.1 - Emploi et formation 38
3.1.1 - Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail 38
3.1.2 - Agence Nationale de la Promotion de l'Emploi et des Compétences 39
3.1.3 - Académies Régionales d'Education et Formation 40

3.2 - Organismes à vocation sociale 40
3.2.1 - Entraide Nationale 40
3.2.2 - Caisse Marocaine des Retraites 40
3.2.3 - Caisse Nationale de Sécurité Sociale 41

3.3 - Actions spécifiques en faveur du milieu rural 41
3.3.1 - Programme d'Electrification Rurale Globale 41
3.3.2 - Généralisation de l'accès à l'eau potable 42
3.3.3 - Programme National des Routes Rurales 43
3.3.4 - Télécommunications et services postaux 43
3.3.5 - Aide aux agriculteurs 44

3.4 - Habitat et urbanisme 44
3.4.1 - Holding Al Omrane 44
3.4.2 - Agence de Logements et d'Equipements Militaires 45
3.4.3 - Idmaj Sakane 46
3.4.4 - Agences Urbaines 47

3.5 - Promotion et aménagements 47
3.5.1 - Agence pour l'Aménagement de la Vallée du Bou Regreg 47
3.5.2 - Société Marocaine d'Ingénierie Touristique 48
3.5.3 - Société Marchica Med 48
3.5.4 - Office National Marocain du Tourisme 48

3.6 - Développement régional 49
3.6.1 - Agence du Nord 49
3.6.2 - Agence du Sud 49
3.6.3 - Agence de l'Oriental 49

4 - Finance 49

4.1 - Caisse de Dépôt et de Gestion 49
4.2 - Crédit Agricole du Maroc 51
4.3 - Crédit Immobilier et Hôtelier 51
4.4 - Fonds d'Equipement Communal 51
4.5 - Banque Centrale Populaire 51

Deuxième partie :
Réformes et restructurations **53**

Titre premier :
Restructurations **53**

1 - Transports 53

1.1 - Transport autoroutier 53
1.2 - Transport ferroviaire 54
1.3 - Secteur portuaire 54
1.4 - Secteur aéroportuaire et aérien 55

2 - Eau, énergie et mines 55

2.1 - Eau potable 55
2.2 - Electricité 56
2.3 - Phosphates 57

3 - Agriculture 58

3.1 - SODEA et SOGETA 58
3.2 - COMAPRA 59

4 - Télécommunications, poste et audiovisuel 59

4.1 - Télécommunications 59
4.2 - Poste 60
4.3 - Audiovisuel 60

5 - Tourisme et promotion 61

5.1 - Promotion touristique 61
5.2 - Aménagement et ingénierie touristiques 62
5.3 - Promotion des investissements 62
5.4 - Commercialisation et exportation 63

Titre deuxième :
Gouvernance, privatisation et partenariats 64

1 - Gouvernance des Entreprises Publiques 64

1.1 - Réforme du contrôle financier de l'Etat sur les EP 64
1.2 - Contractualisation des rapports Etat-EP 65
1.3 - Audits Externes 66
1.4 - Intervention des Juridictions Financières dans les EP 67
1.5 - Autres actions 68
1.5.1 - Fonctionnement des Conseils d'Administration 68
1.5.2 - Externalisation des Caisses Internes de Retraite 68
1.5.3 - Normalisation et organisation comptables 69
1.5.4 - Coopération internationale 70

2 - Privatisation et Partenariats 71

2.1 - Privatisation 71
2.1.1 - Transferts 2007 71
2.1.2 - Opérations en cours 72

2.2 - Gestion déléguée des services publics 72
2.2.1 - Projets en cours 72
2.2.2 - Gestion déléguée du périmètre d'El Guerdane 73
2.2.3 - Partenariat Public Privé autour des terres agricoles 74
2.2.4 - Perspectives 74

Conclusion 75

Annexes	76
1. Mouvements du portefeuille 2006 - 2007 et Inventaire 2007	77
1.A - Liste des Etablissements Publics au 31/12/2007	79
1.B - Liste des Sociétés d'Etat au 31/12/2007	83
1.C - Liste des Filiales Publiques au 31/12/2007	85
1.D - Liste des Sociétés Mixtes au 31/12/2007	87
1.E - Participations des Entreprises Publiques à l'Etranger au 31/12/2007	91
1.E bis - Entreprises à participation publique cotées en Bourse au 31/07/2008	92
1.F - Liste des Entreprises Publiques en cours de dissolution au 31/12/2007	93
1.G - Créations d'EP et prises de participations autorisées par décret 2007-2008	94
2. Liste des 263 principales EP formant le champ d'analyse	96
2bis. Indicateurs des EP du champ d'analyse tenant une comptabilité commerciale	99
3. Principaux indicateurs économiques et financiers des EP : réalisations 2005 -2007	103
3bis. Evolution des indicateurs des Groupes Homogènes : réalisations 2005 - 2007	104
4. Bilan social des EP au titre de 2007	105
5. Transferts de l'Etat aux EP : réalisations 2006 – 2007	106
6. Transferts de l'Etat aux EP : prévisions actualisées de la loi de finances 2008	108
7. Transferts de l'Etat aux EP : réalisations par Ministère de tutelle au titre de 2007	110
8. Produits provenant des EP : réalisations des lois de finances 2005, 2006 et 2007	112
9. Produits provenant des EP : prévisions de la loi de finances 2008 et propositions du projet de loi de finances 2009	113
10. Investissements des EP : classement par ministère de tutelle (2007-2009)	114
10bis. Données sur les EP réalisant plus de 80% des agrégats du secteur au titre de 2007 :	116
10bis.A - Investissements	116
10bis.B - Fonds propres - Dettes de financement	117
10bis.C - Capacité d'autofinancement - Valeur ajoutée	118
10bis.D - Chiffre d'affaires - Charges d'exploitation hors dotations	119
10bis.E - Charges de personnel - Impôt sur les sociétés	120
10bis.F - Trésorerie - Placements	121
11. Contribution fiscale au titre de l'exercice 2007 : Impôt sur les sociétés	122
12. Fiches signalétiques des principales EP *(ADM – BAM – BCP - CAM – CDG - CMR – CNSS – HAO – OCP – OFPPT – ONCF – ONDA – ONE – ONEP – RAM)* : réalisations 2005 – 2007	123
13. Indicateurs techniques des principales EP : réalisations 2005 – 2007	138
14. Indicateurs d'activité des principales EP : réalisations 2006 – 2008	143
15. Opérations de privatisation : réalisations 1993 – 2008	144
16. Recettes de privatisation par année et par mode de transfert : réalisations 1993 – 2008	148
17. Liste des EP soumises au contrôle financier de l'Etat classées par type de contrôle (fin Septembre 2008)	148
17.A - Contrôle préalable	148
17.B - Contrôle d'accompagnement	153
17.C - Contrôle conventionnel	154
17.D - Contrôle spécifique	155

INTRODUCTION

Au cours de l'exercice 2007, le portefeuille public a enregistré 56 entrées et 35 sorties, portant le nombre des Etablissements Publics et sociétés à participation publique à 695 contre 673 en 2006. Les extensions ont concerné principalement la création de nouvelles agences urbaines, la filialisation du Groupe Al Omrane et les prises de participation de la Caisse de Dépôt et de Gestion et de la Banque Centrale Populaire.

Les résultats obtenus par les Entreprises Publiques (EP) sont globalement satisfaisants comme en témoignent les différents indicateurs techniques, économiques et sociaux tels qu'exposés et commentés dans le présent rapport.

L'évolution de ces indicateurs dénote de la bonne performance du secteur et illustre sa contribution remarquable à la croissance économique, au développement social, à la lutte contre la pauvreté et à la promotion du monde rural.

L'investissement des EP a atteint le chiffre record de 50 milliards de dirhams, confirmant le trend haussier observé depuis 2002. Les capacités d'autofinancement, la contribution fiscale et les transferts au Budget Général de l'Etat se sont situés à des niveaux sans précédent.

Avec ce nouveau palier, la dynamique de l'investissement est appelée à s'inscrire dans la durée et ce, dans le cadre du programme gouvernemental pour la période 2008-2012 qui a retenu de grands chantiers, particulièrement dans les secteurs de l'énergie, des phosphates, de l'habitat, des transports et des infrastructures de base, pour une enveloppe évaluée à plus de 430 milliards de dirhams.

Parallèlement, le processus de réforme à travers les libéralisations sectorielles, les restructurations opérationnelles et le développement des opérations de Partenariat Public Privé (PPP) se poursuit inlassablement visant une meilleure efficacité de l'action publique.

La privatisation continue à drainer des ressources vers le Fonds Hassan II pour le Développement Economique et Social permettant à cet organisme de jouer pleinement son rôle de levier pour l'émergence de projets économiques et sociaux, à la fois structurants et novateurs.

Les modes de gestion et de contrôle ne cessent de progresser dans le sillage de l'adaptation du « code marocain des bonnes pratiques de gouvernance d'entreprise » aux EP et de l'application des normes comptables internationales par les grands groupes publics, confortant la culture de transparence et de reddition des comptes dans le secteur public.

****

Le présent rapport traite des réalisations 2007, des opérations en cours en 2008 ainsi que des prévisions 2009 en faisant ressortir, autant que possible, les perspectives sur la période 2008-2012. Il est structuré en deux parties : la première comprend deux titres dédiés aux performances du Portefeuille Public et à sa contribution au développement économique et social ; la deuxième englobe deux titres traitant des restructurations, de la gouvernance des EP, de la privatisation et des partenariats.

PREMIERE PARTIE

PERFORMANCES DU PORTEFEUILLE PUBLIC ET SA CONTRIBUTION AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

TITRE PREMIER

PERFORMANCES DU PORTEFEUILLE PUBLIC

Les performances du Portefeuille Public sont essentiellement appréhendées à travers les indicateurs financiers, économiques et techniques des Entreprise Publiques (EP). Ces indicateurs sont arrêtés sur la base des données découlant des états financiers et comptables des entités formant le champ d'analyse du présent rapport.

A. Inventaire du Portefeuille Public

A fin 2007, l'inventaire des Etablissements Publics et des participations financières directes et indirectes de l'Etat et des Collectivités Locales totalise **695 entités** contre 673 en 2006.

Selon la classification introduite par la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les Entreprises Publiques et autres organismes (***cf. encadré***), le Portefeuille Public comprend :

- **255 Etablissements Publics** (**Etab. P**) **;**
- **440 Sociétés** ainsi réparties : **94** Sociétés d'Etat (**SE**), **120** Filiales Publiques (**FP**) **et 226** Sociétés Mixtes (**SM**).

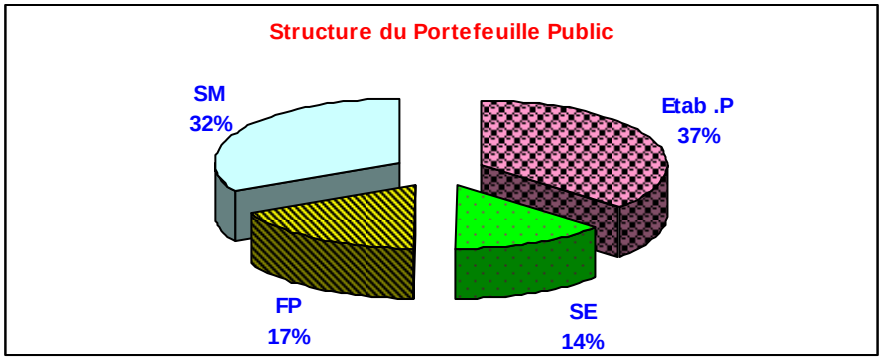
Classification selon la loi n° 69-00

- ***Sociétés d'Etat :*** *les sociétés dont le capital est détenu en totalité par des organismes publics ;*
- ***Filiales publiques*** *: les sociétés dont le capital est détenu à plus de la moitié par des organismes publics ;*
- ***Sociétés mixtes*** *: les sociétés dont le capital est détenu, au plus, à hauteur de 50% par des organismes publics.*

Le capital détenu s'entend de la participation directe ou indirecte, exclusive ou conjointe, détenue par l'Etat, les Collectivités Locales et les Etablissements Publics.

Les participations publiques inférieures au seuil de 5% ne sont pas intégrées dans le portefeuille.

Le graphique ci-après représente la structure du Portefeuille Public à fin 2007 :



Au cours de l'exercice 2007, le Portefeuille Public a enregistré **57 entrées** dont 7 filiales du Holding Al Omrane, 5 nouvelles agences urbaines ainsi que des prises de participations de la CDG et de la BCP et **35 sorties** dont 7 ex-ERAC, DRAPOR et COMANAV et ses filiales. Le détail du Portefeuille et de ses mouvements en 2007 figure en ***Annexe 1.A***.

B. Créations de filiales et prises de participation

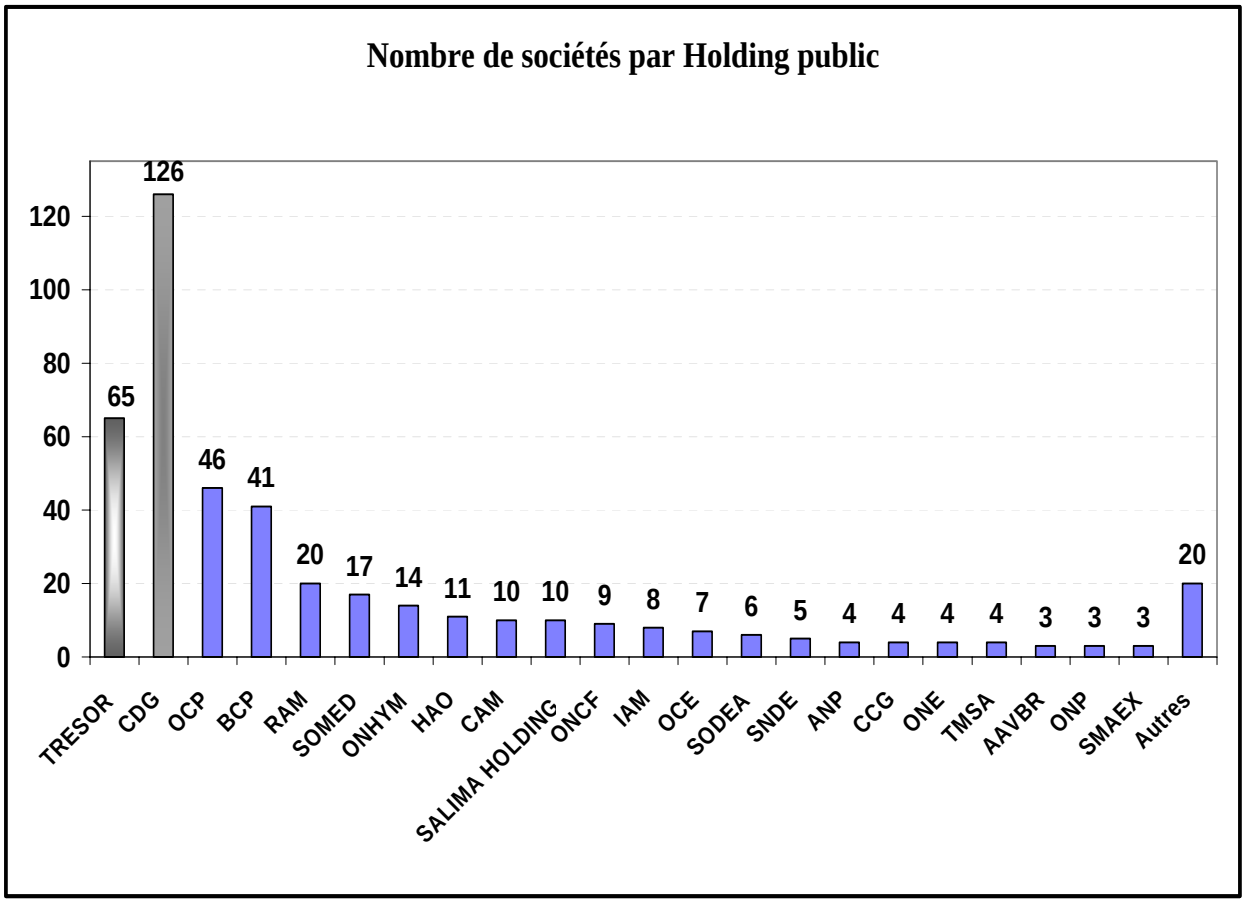
En application des dispositions de l'article 8 de la loi n° 39-89 relative au transfert d'entreprises publiques au secteur privé, 22 décrets autorisant la création d'EP ou la prise de participations financières par les EP ont été publiés en **2007** dont 8 pour la CDG, 4 pour la BCP, 4 pour le CAM et 2 pour l'AAVBR. Le total des investissements prévus correspondant à ces autorisations s'établit à 11,4 MMDH dont 5,9 MMDH concernent la CDG et 5,1 MMDH concernant l'AAVBR.

En **2008**, à la date du 30 septembre, 20 autorisations ont été données dont 6 pour la CDG, 3 pour la BCP, 2 pour la RAM, 2 pour le HAO et 2 pour l'ONE. Les investissements prévus au titre de ces autorisations dépassent les 60 MMDH dont 37,5 MMDH pour le HAO, 12,2 MMDH pour Marchica Med, 5 MMDH pour la Technopolis de Rabatshore et 3 MMDH pour le projet Oued Chbika dans la province de Tan-Tan.

Le détail de ces participations est joint en ***Annexe 1.G.***

C. *Groupes Publics*

Le portefeuille public est constitué à hauteur de 63% de sociétés (440 unités) dont le rattachement par Holding Public à fin 2007 se présente comme suit :



Ce graphique fait ressortir que :

- le Groupe CDG est le premier actionnaire public avec plus de 28% du total ;
- le Trésor Public vient en 2ème position en détenant 15% des sociétés ;
- plus de 85% des sociétés sont contrôlées par le Trésor Public et onze grands Holdings Publics, à savoir : CDG, OCP, BCP, RAM, SOMED, ONHYM, HAO, CAM, SALIMA HOLDING, ONCF et IAM.

******

D. Champ d'analyse retenu dans le présent rapport sur les EP

Le champ d'analyse porte sur un échantillon de **263 EP** dont deux grands Groupes Publics : CDG et OCP. Il demeure centré sur les EP détenues, totalement ou majoritairement, par des organismes publics et choisies eu égard à leur importance sur les plans économique, financier et social. La liste de ces EP figure en ***Annexe 2***.

Le reste des EP détenues à 100% par des organismes publics et non incluses dans l'échantillon précité est constitué principalement des Chambres Professionnelles (93) et des Universités (15). Les données disponibles montrent que l'impact de ces entités sur les indicateurs et les performances du secteur des EP est dans l'ensemble relativement limité.

Pour ce qui est des réformes et des transferts budgétaires entre l'Etat et les EP, le présent rapport comporte des données exhaustives sur le secteur dans sa globalité.

******

Présentation synthétique des principaux agrégats du secteur

Globalement, la contribution des Entreprises Publiques aux agrégats économiques et financiers du pays, à travers les principaux indicateurs**,** confirme l'importance de ce secteur et son dynamisme.

Par rapport à l'exercice précédent, l'année 2007 est marquée par une nette amélioration de l'ensemble des indicateurs de performance du Portefeuille Public comme cela ressort des données ci-après :

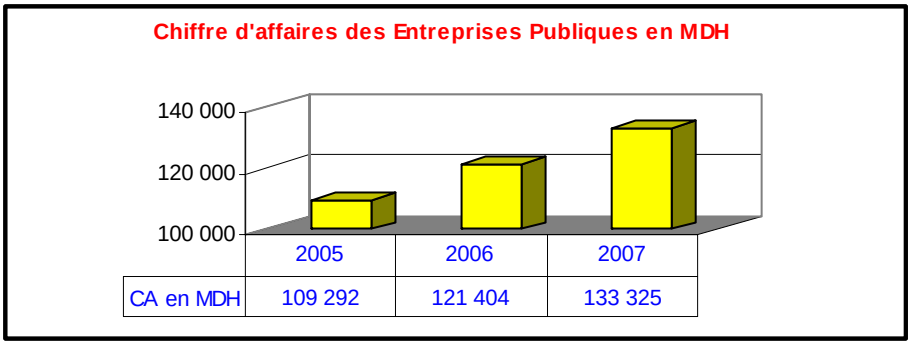
- **l'investissement** : **49,5 MMDH,** en progression de 20,9% représentant 8% du PIB et 25,7% de la FBCF ;
- **le chiffre d'affaires** : **133,3 MMDH,** en hausse de 9,8% ;
- **la valeur ajoutée** : **54,2 MMDH**, en progression de 21,1% ;
- **les résultats d'exploitation** **: 21,9 MMDH,** en accroissement de 61,5% ;
- **les résultats courants** : **25,6 MMDH,** en augmentation de 111,6% ;
- **les résultats nets** : **21,7 MMDH,** en amélioration de 162% ;
- **les ressources humaines** : **124.958** salariés, en baisse de 5,4% ;
- **les fonds propres** : **185,4 MMDH,** en augmentation de 12% ;
- **le total des bilans** : **638,9 MMDH,** en hausse de 14,3% ;
- **la capacité d'autofinancement** : **27,8 MMDH,** en accroissement de 51,5% ;
- **les dettes de financement** : **94,6 MMDH,** en hausse de 25,9%.

Des tableaux de synthèse relatifs à ces agrégats figurent aux ***Annexes 3 et 10 bis***.

1 - INDICATEURS FINANCIERS, ECONOMIQUES ET TECHNIQUES[1]

1.1 - CHIFFRE D'AFFAIRES

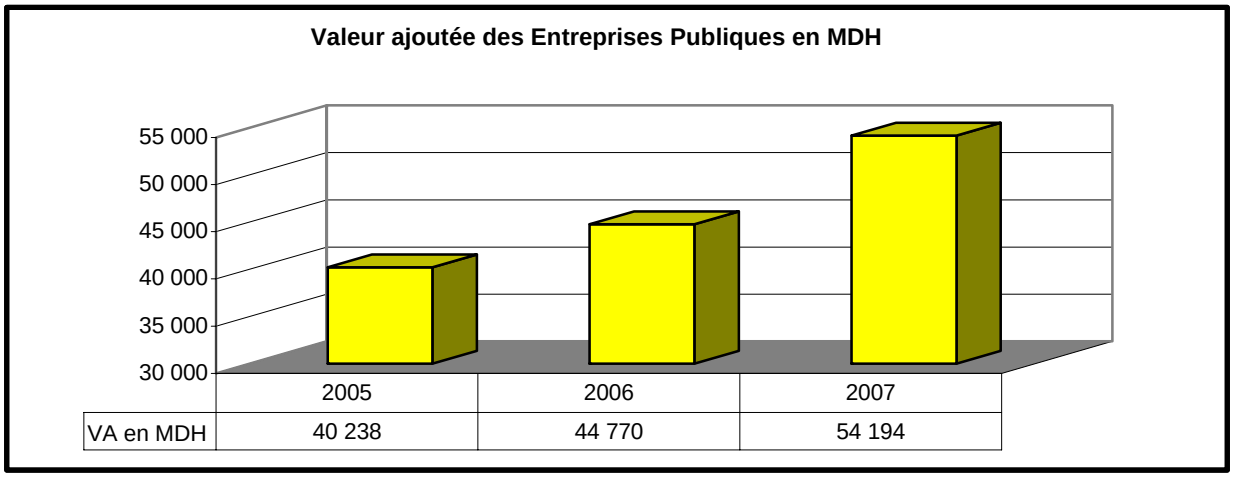
Le chiffre d'affaires réalisé en 2007 s'élève à **133,3 MMDH** en hausse de 9,8% par rapport à 2006. Cette progression est particulièrement liée à l'augmentation des produits des EP suivantes : Groupe OCP (+21%), ONE (+9%), CMR (+7%), CNSS (+11%), RAM (+9%), CAM (+24%), ONEP (+5%), ONCF (+5%) et ANCFCC (+39%) qui représentent, avec la CDG, près de 80% du chiffre d'affaires total de cette année.



1.2 - VALEUR AJOUTEE[2]

A fin 2007, la valeur ajoutée (**VA**) s'est établie à **54,2 MMDH** en hausse de 21,1% par rapport à 2006. Cette augmentation s'explique principalement par celle de la VA de quelques EP dont Groupe OCP (+46,2% avec 13.652 MDH), ONE (+21% avec 5.296 MDH), CNSS (+7% avec 5.154 MDH), RAM (+7,7% avec 4.041 MDH), ANCFCC (+32,6% avec 2.603 MDH), ONCF (+7% avec 2.391 MDH) et CAM (+7,9% avec 2.357 MDH). Ces organismes, avec le Groupe CDG (3.405 MDH), l'ONEP (2.148 MDH), la SODEP (1.705 MDH), l'ONDA (1.705 MDH), la CMR (1.633 MDH) et Barid Al Maghrib (1.067 MDH), produisent près de 87% de la VA totale. Ils ont la particularité d'avoir tous dépassé, individuellement, **le cap du milliard de DH** en 2007.

Par rapport au PIB, la VA des EP a représenté 8,8% en 2007 contre 7,8% en 2006 (7,7% en 2005, 6,72% en 2004 et 8,5% en 2003), ce qui témoigne du dynamisme et de l'importance de la contribution des EP à la production des richesses nationales et ce, dans un contexte marqué par le mouvement de libéralisation de l'économie nationale.



[1] *Cf. Annexes 3, 10bis, 13 et 14*
[2] *Cf. Annexe 10bis.C*

1.3 - CHARGES D'EXPLOITATION

1.3.1 - CHARGES DE FONCTIONNEMENT OU D'EXPLOITATION (y compris charges du personnel et hors dotations) : ces charges ont atteint **104,4 MMDH** en 2007, enregistrant un accroissement de 4,2% par rapport à 2006. Cette progression est particulièrement liée à celle des charges des organismes suivants : CMR (+5%), ONE (+4,5%), RAM (+9,6%), CNSS (+14,4%), ANCFCC (+31,8% en relation avec l'augmentation des travaux topographiques liés à l'intensité de l'activité du cadastre), ONEP (+10,5%) et Atlas Blue (+50% en raison principalement du renchérissement des coûts du carburant, des redevances aéroportuaires et de la maintenance).

1.3.2 - CHARGES FINANCIERES : elles se sont élevées à **10,9 MMDH** en 2007, enregistrant une baisse de 9,9% par rapport à 2006, sous l'effet conjugué de la baisse des charges du Groupe CDG (-7,5%), Groupe OCP (-70,4%), Fonds Hassan II[3] (-63,8%), ONEP (-6,3%) et Barid Al Maghrib (-16,1%) et de l'augmentation des charges d'autres EP dont ONE, CAM, RAM, ADM, ONCF, FEC, ORMVAD et HAO.

1.4 - RESULTATS D'EXPLOITATION

Les résultats d'exploitation ont atteint **21,9 MMDH,** en hausse de 61,5% par rapport à 2006. Cette évolution positive s'explique essentiellement par celle des résultats d'exploitation du Groupe OCP (+257,4%), de la CNSS (+25,5%), du CAM (+9,3%), de la CMR (+31,4%) et de l'ONCF (+10,9%), atténuée par la baisse du bénéfice d'exploitation du Groupe CDG (-2,9%).

Les résultats d'exploitation bénéficiaires sont le fait principalement des EP ci-après qui ont la particularité d'avoir tous dépassé, individuellement, le seuil de **1 milliard DH** de bénéfice : Groupe OCP (5.675 MDH), CNSS (3.077 MDH), Groupe CDG (2.931 MDH), CAM (1.829 MDH) et CMR (1.633 MDH). Ces cinq organismes représentent près de 70% du total.

Parmi les EP qui ont enregistré des résultats d'exploitation déficitaires, l'on cite notamment : APDS (-337 MDH), ORMVAG (-263 MDH), ORMVAD (-253 MDH), ONHYM (-183 MDH), SNRT (-118 MDH), CNESTEN (-116 MDH) et TMSA (-111 MDH).

1.5 - RESULTATS COURANTS

Les résultats courants positifs enregistrés en 2007 s'élèvent à **25,6 MMDH** en hausse de 111,6% par rapport à 2006. Cette variation est le fait principalement des EP suivantes : Groupe OCP (6.025 MDH contre 77 MDH en 2006), Groupe CDG (+234% avec 6.014 MDH), CMR (+17,6% avec 3.986 MDH), SODEP (922 MDH contre 55 MDH en 2006), ONDA (+63% avec 842 MDH) et ANCFCC (+75% avec 674 MDH). Cette augmentation a été atténuée par la baisse des résultats courants de la CNSS (-0,3% avec 4.022 MDH) et de l'ONCF (-5% avec 528 MDH).

Les principales EP qui ont enregistré des résultats d'exploitation déficitaires sont : APDS (-337 MDH), CNESTEN (-144 MDH), ONHYM (-138 MDH), SNRT (-113 MDH) et TMSA (-112 MDH).

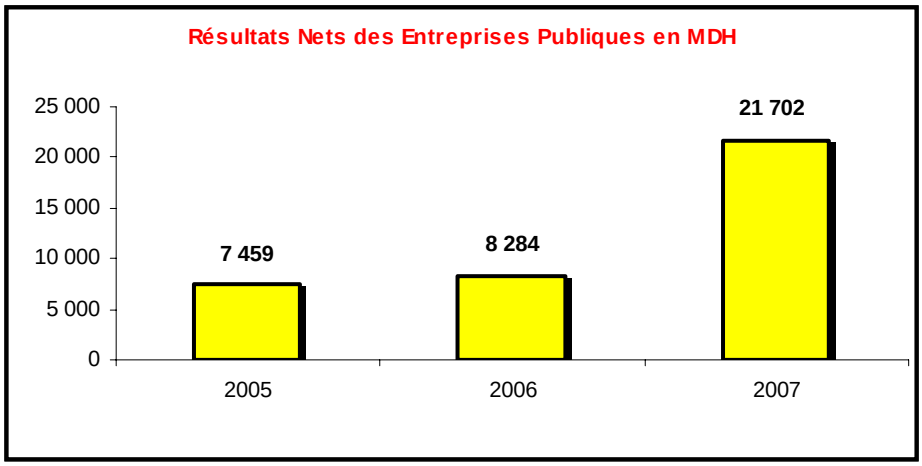
[3] *Le Fonds Hassan II comptabilise, en tant que charges financières, les subventions et avances non remboursables*

1.6 - RESULTATS NETS[4]

Les résultats nets ont atteint **21,7 MMDH,** en progression de 162% par rapport à 2006. Les principaux mouvements constatés sont :

- **la hausse des bénéfices** du Groupe OCP (2.752 MDH contre une perte de 12.251 MDH en 2006), du Groupe CDG (6.443 MDH contre 2.022 MDH en 2006), de la CMR (3.986 MDH contre 3.389 MDH en 2006), de la CNSS (3.665 MDH contre 3.498 MDH en 2006), de l'ALEM (1.797 MDH contre 24 MDH en 2006), de l'ONDA (574 MDH contre 252 MDH en 2006), de l'ANCFCC (411 MDH contre 219 MDH en 2006), du Fonds Hassan II (353 MDH contre une perte de 535 MDH en 2006 en relation avec la baisse des charges financières[5]), de SODEP (345 MDH contre 27 MDH en 2006), du CAM (271 MDH contre 148 MDH en 2006), du FEC (239 MDH contre 227 MDH en 2006) et de l'ANP (206 MDH contre une perte de 11 MDH en 2006). Les hausses enregistrées ont été atténuées par un léger recul des bénéfices de l'ONCF (418 MDH contre 441 MDH en 2006) et de la RAM (111 MDH contre 156 MDH en 2006) ;

- **des résultats déficitaires** notamment de l'ONHYM (perte de 385 MDH contre une perte de 68 MDH en 2006 en raison de la très faible rentabilité des forages et travaux miniers pour le compte de tiers, activité structurellement déficitaire), de Barid Al Maghrib (perte de 366 MDH contre un bénéfice de 8 MDH en 2006 en relation avec l'impact de l'opération des départs volontaires), de l'APDS (perte de 341 MDH contre une perte de 19 MDH en 2006) et de l'ONE (perte de 182 MDH contre une perte de 1.734 MDH en 2006 en relation avec l'impact négatif de l'augmentation de 33% de charges financières et la non augmentation des tarifs malgré la flambée des prix des intrants).



1.7 - RENDEMENT DU PORTEFEUILLE PUBLIC

Le rendement du portefeuille est approché par le ratio de Rendement Financier (*résultat net/fonds propres)* et le ratio de Rendement Commercial *(résultat net/chiffre d'affaires).*

Le ratio de Rendement Financier a plus que doublé en passant de 5% en 2006 à 11,7% en 2007. **Le ratio de Rendement Commercial** a enregistré, quant à lui, une envolée en 2007 en atteignant 16,3% contre 6,8% en 2006. Cette évolution favorable des ratios de rendement trouve son explication dans l'effet de l'augmentation remarquable des résultats nets des EP avec un

[4] *Résultats nets = Résultats nets bénéficiaires – Résultats nets déficitaires*
[5] *Cf. Charges financières supra*

impact déterminant des EP suivantes : Groupe OCP, Groupe CDG, ALEM, ONE, ANP, SNTL, ANCFCC et ONDA, atténuée par la diminution des ratios afférents notamment à RAM, ONCF et SODEP.

1.8 - ACTIFS[6]

A fin 2007, le total des bilans des EP s'élève à **639 MMDH** enregistrant une hausse de 14,3% par rapport à l'année écoulée et ce, en relation avec la consolidation de la structure financière de ces organismes. Les augmentations ont concerné la quasi-totalité des EP. Plus que la moitié des actifs sont le fait de six entités ayant toutes dépassé, individuellement, les 38 MMDH : Groupe CDG, ONE, CAM, CMR, CNSS et Groupe OCP.

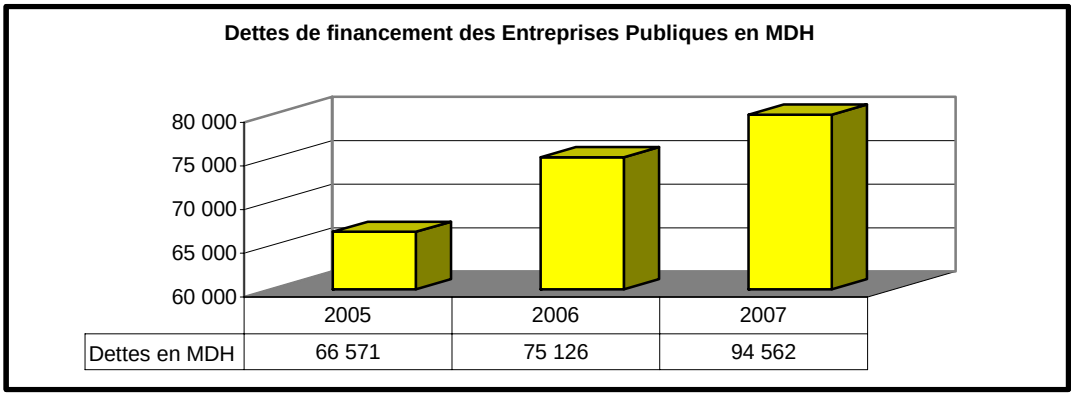
1.9 - FONDS PROPRES[7]

Les capitaux propres des EP ont dépassé **185,4 MMDH** en 2007, en amélioration de 12% par rapport à 2006. Cette variation s'explique par les augmentations de capital ou des fonds de dotations ainsi que par l'accroissement des réserves et des reports à nouveau et des bénéfices. Elle concerne particulièrement : Fonds Hassan II (+11,6%), CNSS (+9,7%), Groupe CDG (+81,4%), ONCF (+5,6%), ONEP (+4,9%), ADM (+58%), TMSA (+4,2%) et RAM (+3,9%).

1.10 - ENDETTEMENT[8]

1.10.1 - Les dettes de financement s'élèvent, à fin 2007, à **94,6 MMDH**, soit **15,4%** du PIB contre 13% en 2006. Elles enregistrent un accroissement de 25,9% qui résulte de flux importants à la hausse touchant notamment ONE (+20,9% avec 19,6 MMDH), CAM (+151% avec 14,9 MMDH en raison de l'augmentation des valeurs données en pension à terme pour un montant de 9.338 MDH ayant servi à financer la réserve monétaire), ONCF (+16% avec 12 MMDH), ADM (+18,7% avec 10,9 MMDH), ONEP (+24,9% avec 7,7 MMDH), RAM (+8,6% avec 5,9 MMDH), FEC (+32,2% avec 4,5 MMDH), TMSA (+154,8% avec 2,5 MMDH), HAO (+22% avec 1,9 MMDH), CFR (+301% avec 1,2 MMDH) et ONDA (+3,1% avec 1,2 MMDH) et de mouvements à la baisse concernant en particulier le Groupe OCP (-34,5% avec 2,1 MMDH) en relation avec le remboursement anticipée de sa dette en prélude à sa restructuration et à sa transformation en société anonyme en 2008.

En 2007, ces dettes représentent **14,8% du total des actifs** (13,4% en 2006) et **51% des fonds propres** (45,4% en 2006).



[6] *Cf. Annexe 10bis.B*
[7] *Cf. Annexe 10bis.B*
[8] *Cf. Annexe 10bis.B*

1.10.2 - L'endettement extérieur des EP s'élève à **54,4 MMDH** à fin **2007**, contre 47,9 MMDH en 2006, soit une hausse de 13,6%. Il représente l'équivalent de :

- **57,5% du total des dettes de financement** des EP, contre 64% en 2006 et 70% en 2005 ;
- **44,7% de l'encours de la dette extérieure publique** contre 41,6% en 2006 et 40% en 2005 ;
- **8,8% du PIB** contre 8,3% en 2006 et 8,9% en 2005**.**

Cette hausse de l'endettement extérieur est en forte corrélation avec l'accélération de l'investissement de certaines grandes EP opérant principalement dans les secteurs des infrastructures.

La dette extérieure des EP est contractée principalement par **ONE (**16,2 MMDH), **ADM (**10,5 MMDH), **RAM (**5,8 MMDH), **ONEP (**5,2 MMDH), **ONCF (**4,7 MMDH), **ORMVAD** (1,7 MMDH), **HAO** (1,6 MMDH), **Groupe OCP (**1,6 MMDH) et **FEC** (1,1 MMDH).

1.11 - TRESORERIE ET PLACEMENTS

1.11.1 - TRESORERIE : à fin 2007, la **trésorerie nette** des EP a atteint **26,1 MMDH** contre 26,3 MMDH en 2006. Les dépôts sont répartis principalement entre la TGR (44,1% contre 37,3% en 2006 et 41,8% en 2005) et les banques (55,9% contre 62,7% en 2006 et 58,2% en 2005). Rapportée à l'ensemble des dépôts à vue, recensés par Bank Al-Maghrib, cette trésorerie représente **8,2**% du total de ces dépôts contre 10,4% en 2006 et 14,7% en 2005 :

- parmi **les principales EP dont la trésorerie est excédentaire** : Fonds Hassan II (8,9 MMDH), ANCFCC (1,9 MMDH), OFPPT (1,4 MMDH), ONICL (989 MDH), AUC (894 MDH) et SNTL (764 MDH) ;
- comme en 2006 et 2005, **la trésorerie passive est principalement le fait de l'ONE** (-2,5 MMDH).

1.11.2 - PLACEMENTS : à fin 2007, le montant des placements des EP s'est établi à **110,8 MMDH** contre 87,7 MMDH en 2006. Plus de 96% de ce montant correspondent aux placements de la CMR (47 MMDH dont 38 MMDH en Bons du Trésor et 8,6 MMDH en OPCVM), de la CNSS (25 MMDH dont 20,7 MMDH auprès de la CDG et 3,9 MMDH en OPCVM), du Fonds Hassan II (16,7 MMDH en totalité en Bons du Trésor), du Groupe OCP (13,4 MMDH en relation avec sa Caisse Interne de Retraite) et de Barid Al Maghrib (4 MMDH).

1.12 - CONTRIBUTION PAR GROUPES HOMOGENES

Le Portefeuille Public peut être réparti, pour les besoins de l'analyse, en quatre grands groupes homogènes[9] : les Entreprises Publiques (EP) Marchandes, les EP non Marchandes, les Organismes Sociaux et les Institutions Financières Publiques (IFP).

Les principaux indicateurs des EP, classées selon les quatre grands groupes homogènes susmentionnés, ont évolué comme suit entre 2005 et 2007 :

9 Cf. Annexe 3bis pour détail de chaque Groupe

1.12.1 - EP Marchandes (en milliers de DH)

EP Marchandes				
Indicateurs	**2005**	**2006**	**2007**	**Evolution 07/06**
Investissement	27 290 320	34 559 829	38 618 778	11,7%
Chiffre d'Affaires	74 843 338	82 942 447	92 057 484	11,0%
Charges d'Exploitation (*)	64 164 723	72 287 802	73 923 430	2,3%
dont Charges de Personnel	15 381 901	17 184 857	18 246 574	6,2%
Charges Financières	7 091 196	7 347 248	6 035 530	-17,9%
Valeur Ajoutée	29 745 668	31 858 783	40 933 090	28,5%
Résultat Net	2 412 765	-808 307	7 388 449	NS
Impôt sur les Sociétés	943 336	1 378 485	2 191 957	59,0%
Capacité d'Autofinancement	9 566 087	7 221 142	16 180 804	124,1%
Dettes de Financement	59 119 539	64 400 507	73 985 776	14,9%
Fonds Propres	86 222 149	121 974 022	130 136 835	6,7%
Total du bilan	265 541 661	322 716 843	359 566 994	11,4%

(*) Hors dotations

1.12.2 - EP Non Marchandes (en milliers de DH)

EP Non Marchandes				
Indicateurs	**2005**	**2006**	**2007**	**Evolution 07/06**
Investissement	3 248 776	4 520 197	6 753 215	49,4%
Chiffre d'Affaires	3 114 936	1 386 394	1 237 019	-10,8%
Charges d'Exploitation (*)	4 054 717	3 664 389	4 126 953	12,6%
dont Charges de Personnel	2 336 426	1 956 386	2 045 691	4,6%
Charges Financières	15 635	19 045	112 261	489,5%
Valeur Ajoutée	125 835	-3 842	-657 627	NS
Résultat Net	-72 260	18	-311 196	NS
Impôt sur les Sociétés	29 250	29 091	36 116	24,1%
Capacité d'Autofinancement	56 886	39 971	-277 672	NS
Dettes de Financement	1 069 196	1 367 836	1 167 695	-14,6%
Fonds Propres	2 961 184	3 132 191	4 062 213	29,7%
Total du bilan	6 315 396	9 481 091	12 774 246	34,7%

(*) Hors dotations

1.12.3 - Organismes Sociaux (en milliers de DH)

Organismes Sociaux				
Indicateurs	**2005**	**2006**	**2007**	**Evolution 07/06**
Investissement	273 000	423 470	311 497	-26,4%
Chiffre d'Affaires	23 746 134	27 525 619	30 182 179	9,7%
Charges d'Exploitation (*)	9 060 513	22 557 649	24 528 868	8,7%
dont Charges de Personnel	1 800 866	1 813 563	1 984 384	9,4%
Charges Financières	248 877	112 722	99 348	-11,9%
Valeur Ajoutée	5 788 554	6 895 167	7 757 035	12,5%
Résultat Net	6 180 411	6 839 329	7 741 979	13,2%
Impôt sur les Sociétés				
Capacité d'Autofinancement	7 585 122	8 469 762	9 115 161	7,6%
Dettes de Financement	543	3 522	272	-92,3%
Fonds Propres	26 238 449	30 433 856	33 389 626	9,7%
Total du bilan	87 932 141	96 820 888	107 568 674	11,1%

(*) Hors dotations

1.12.4 - Institutions Financières Publiques (en milliers de DH)

Institutions Financières Publiques				
Indicateurs	**2005**	**2006**	**2007**	**Evolution 07/06**
Investissement	1 453 958	1 394 311	3 767 861	170,2%
Chiffre d'Affaires	7 587 864	9 549 528	9 848 091	3,1%
Charges d'Exploitation (*)	1 377 830	1 651 692	1 813 260	9,8%
dont Charges de Personnel	482 377	943 640	1 041 861	10,4%
Charges Financières	3 910 809	4 718 749	4 741 888	0,5%
Valeur Ajoutée	4 577 951	6 019 436	6 161 546	2,4%
Résultat Net	-1 061 759	2 252 859	6 882 636	205,5%
Impôt sur les Sociétés	899 964	1 035 944	2 061 807	99,0%
Capacité d'Autofinancement	-2 231 049	2 647 757	2 822 731	6,6%
Dettes de Financement	6 382 014	9 354 504	19 408 707	107,5%
Fonds Propres	2 931 321	9 913 591	17 766 765	79,2%
Total du bilan	106 362 577	129 947 978	159 021 757	22,4%

(*) Hors dotations

Ces tableaux appellent les commentaires suivants :

- **en matière d'investissement,** les EP Marchandes interviennent pour 78% du total avec une hausse de 11,7% ;
- **au niveau des résultats nets,** les Organismes Sociaux viennent en 1ère position (7,7 MMDH soit 35% du total) et ont enregistré une hausse de 13,2%. Les EP marchandes occupent la 2ème position (7,4 MMDH soit 34% du total.

1.13 - INDICATEURS TECHNIQUES[10]

Les indicateurs d'activité des EP, véritable baromètre de l'économie nationale, démontrent une croissance soutenue dépassant souvent les deux chiffres, notamment dans les secteurs liés à l'énergie, aux phosphates, au tourisme, au transport et à l'habitat. Cette évolution corrobore celle des indicateurs économiques et financiers ainsi que celle constatée au niveau de l'activité des différents secteurs économiques. A ce titre, les évolutions suivantes ont été enregistrées en **2007** :

- les **ventes d'énergie électrique** se sont accrues de 7,1% en 2007 et **le nombre d'abonnés de l'ONE** a progressé de 9,1% durant la même période ;
- **le nombre d'abonnés de l'ONEP** a augmenté de 9,5% en 2007 ;
- **le nombre de passagers transportés par le Groupe RAM, le mouvement des passagers au niveau des aéroports ainsi que le mouvement des avions** se sont accrus respectivement de 13,8%, 16,7% et 8,2% en 2007 ;
- **le nombre de voyageurs transportés par l'ONCF** a connu une hausse de 10,7% en 2007 ;
- **le trafic autoroutier** a atteint 9,8 millions **véhicules-kilométres** en 2007, enregistrant une progression de 33,9% ;
- les indicateurs du secteur des télécommunications font ressortir des augmentations considérables et soutenues atteignant 45,5% pour **le nombre d'abonnés Internet** en 2007 sachant que **le nombre des abonnés GSM** et **le nombre des centres d'appels** ont progressé respectivement de 25% et 28,6% en 2007 ;
- **la capitalisation boursière** et le **volume des transactions boursières** se sont accrus, respectivement de l'ordre de 40,5% et 116% en 2007 par rapport à 2006.

Les réalisations du **1er semestre 2008** confirment l'essor de l'activité des EP concernées *(cf. Annexe).*

[10] *Détail aux Annexes 13 et 14*

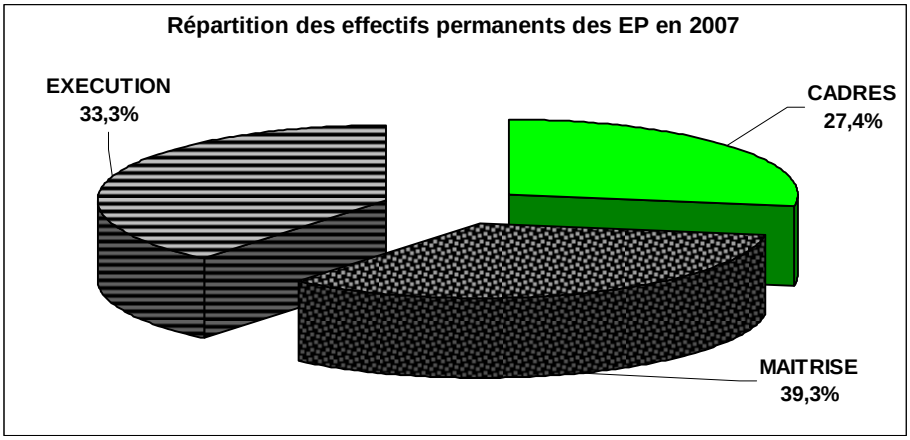
2 - RESSOURCES HUMAINES[11]

2.1 - EFFECTIFS

A fin 2007, l'effectif total du personnel des EP a atteint **124.958 agents,** enregistrant une baisse de 5,4% par rapport à 2006, en relation avec à la poursuite de la rationalisation de la gestion des ressources humaines de ces organismes à travers, entre autres, des départs volontaires indemnisés d'une part et le recours optimisé à des recrutements ciblés d'autre part.

L'effectif total se décompose en **118.043 agents permanents** et **6.915 agents occasionnels**. Durant l'année 2007, on a enregistré **4.430 recrutements** et 6.894 départs).

Parmi les 118.043 agents permanents, on recense 32.408 cadres, 39.331 agents de maîtrise et 46.304 agents d'exécution. **Le taux d'encadrement** s'est fortement amélioré pour s'établir à 27,4% en 2007 contre 24,4% en 2006 et seulement 17% en 2003 et ce, en relation avec, entre autres, l'externalisation d'activités accessoires, de plus en plus pratiquée par les EP.



2.2 - CHARGES DE PERSONNEL

Ces charges se sont élevées à **23,3 MMDH** en hausse de 6,5% par rapport à 2006. La moitié de ces charges est le fait de cinq grandes EP : Groupe OCP, RAM, ONE, CNSS et OFPPT. Rapportées au chiffre d'affaires, les charges du personnel des EP ont représenté 17,5% en 2007 contre 18% en 2006 et 20,8% en 2004 confirmant ainsi **une évolution globale positive au niveau de la productivité et ce, malgré les diverses revalorisations salariales opérées ces dernières années.**

2.3 - PLANS SOCIAUX

Dans le cadre de la rationalisation de la gestion de leurs ressources humaines, certaines EP recourent à des opérations ciblées et concertées, avec les partenaires sociaux, de départs volontaires anticipés à la retraite. Ainsi, **2.470 agents** ont bénéficié des opérations engagées en 2007 dont : ONHYM (391), ORMVAG (388) et CNSS (252).

Les opérations au titre de 2008-2009 concerneront notamment les EP suivantes : Barid Al Maghrib (1.000 agents), SODEA (370 agents), CNSS (300 agents), SOGETA (200 agents), COMAPRA (120 agents), OFEC (70 agents), RAM (60 agents) et RATAG (50 agents).

[11] *Cf. Annexe 4*

3 - TRANSFERTS BUDGETAIRES ENTRE L'ETAT ET LES EP

3.1 - ANALYSE GLOBALE

Le Portefeuille Public est composé de deux populations fortement distinctes :

- **les Etablissements Publics non marchands** qui sont en fait le quasi-prolongement des Administrations, assurant des fonctions administratives, culturelles, sociales, scientifiques et de manière générale de service public et qui, de par leurs missions, ne sont pas appelés à dégager des excédents ;
- **les Entreprises agissant dans des secteurs marchands** et ce, sans qu'elles soient nécessairement et dans tous les cas, tenues d'atteindre, en priorité, des objectifs de rentabilité financière et de contribution aux recettes de l'Etat.

Par conséquent, le parallèle fait entre les subventions et les recettes des EP, **dans leur globalité,** par rapport au budget de l'Etat n'est pas un critère objectif d'analyse. Sur la base des chiffres de 2007, on constate que :

- les transferts budgétaires de l'Etat aux EP totalisent 16,2 MMDH dont près de 12,4 MMDH bénéficient aux Etablissements non marchands, soit 76%. Ces transferts sont destinés à financer les dépenses de fonctionnement et d'équipement de ces établissements publics comme c'est le cas pour les Administrations ;
- les transferts aux EP marchandes ne totalisent que 3,8 milliards DH, soit 23% du total, qui ont bénéficié notamment à l'ONCF, le Crédit Agricole, le CIH, l'OCP et les Autoroutes du Maroc. Ces transferts correspondent au rôle d'actionnaire que joue l'Etat dans ces entreprises, soit pour accompagner leurs programmes d'investissement, soit pour contribuer à leur restructuration financière, soit pour prendre en charge des dépenses décidées par le Gouvernement (abandon des créances sur les petits agriculteurs dans le cadre des mesures anti-sécheresse par exemple).

Concernant les recettes provenant des EP marchands, elles dépassent, en 2007, les 7,7 MMDH, **chiffre record**, avec comme principaux contributeurs : Bank Al-Maghrib et CDG (2,2 MMDH), Maroc Telecom et licences Telecom (3,2 MMDH), ANCFCC (1 MMDH) et OCP (0,7 MMDH).

3.2 - TRANSFERTS BUDGETAIRES DE L'ETAT AUX EP

Les transferts aux EP au cours de l'exercice 2007, particulièrement orientées vers des secteurs prioritaires (infrastructures, enseignement, agriculture et services publics de base), ont atteint **15.695 MDH** enregistrant une hausse de 16% par rapport aux réalisations de l'année 2006. La structure des transferts a enregistré, globalement, en 2007, une **réorientation en faveur des restructurations** et des augmentations de capital.

Les principales augmentations ont concerné :

- **AREF** : 2.419 MDH contre 2.082 MDH pour l'année 2006 ;
- **ORMVA** : 1.239 MDH en 2007 contre 926 MDH en 2006 ;
- **ONCF** : 1.103 MDH en 2007 contre 774 MDH en 2006 ;
- **IFP** (BNDE, CAM et CIH) : 1.000 MDH en 2007 contre 865 MDH en 2006 ;
- **Universités** : 933 MDH contre 732 MDH en 2006 ;
- **OCP** : 933 MDH contre 600 MDH en 2006 ;
- **COMANAV** : 476 MDH en 2007 contre 16 MDH en 2006 ;
- **SNRT** : 419 MDH en 2007 contre 217 MDH en 2006.

De leur côté, les principales baisses se rapportent notamment à :

- **SODEA** : 148 MDH en 2007 contre 451 MDH en 2006 ;
- **ONEP** : 0 en 2007 contre 142 MDH en 2006 ;
- **SOGETA** : 75 MDH en 2007 contre 168 MDH en 2006 ;
- **OFPPT** : 335 MDH en 2007 contre 398 MDH en 2006 ;
- **Centres de Travaux** : 291 MDH en 2007 contre 394 MDH en 2006.

Les principaux bénéficiaires des dotations budgétaires en 2007 (plus de 70% du total) sont : AREF, ORMVA, ONCF, Institutions Financières Publiques, OCP, Universités, Centres Hospitaliers, Agences de Développement Régional, Fondation Mohamed VI des Œuvres Sociales d'Education-Formation, COMANAV, ONMT, SNRT, Agences Urbaines, OFPPT, ADM et AAVBR.

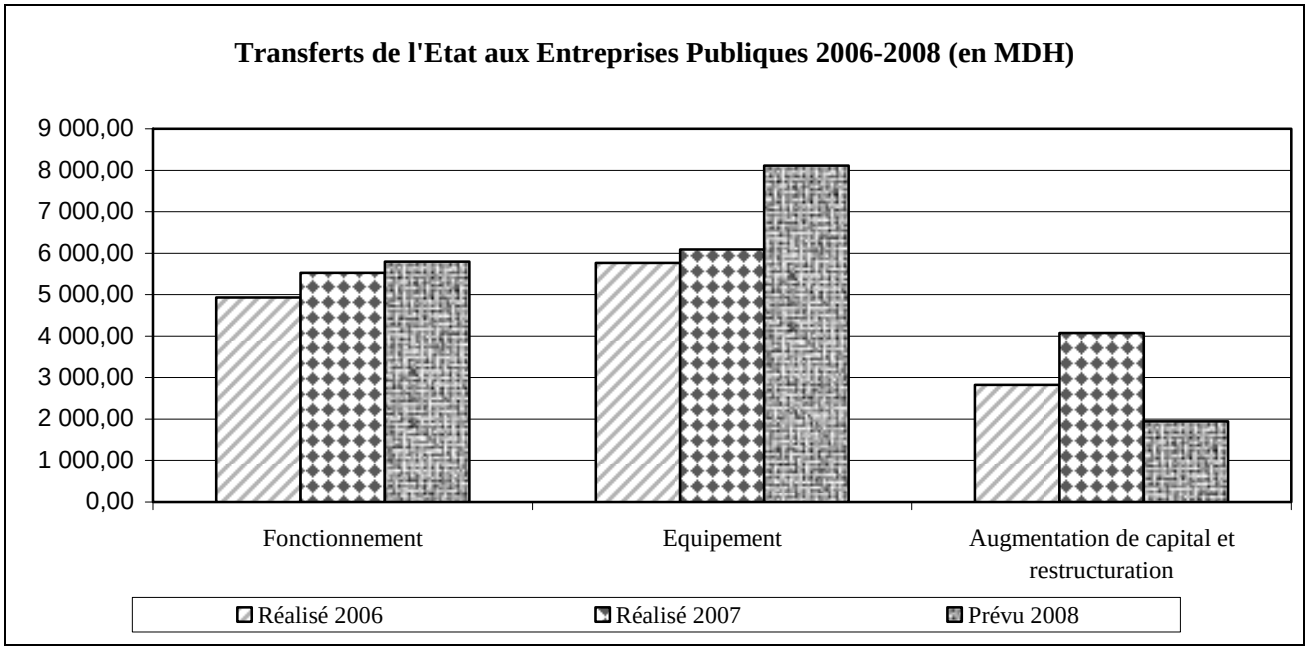
La situation comparative de ces subventions, entre 2006 et 2007, se présente ainsi[12] :

Nature des subventions	Réalisations LF 2006		Réalisations LF 2007	
	MDH	Part en %	MDH	Part en %
Fonctionnement	**4 929,99**	36,5	**5 530,10**	35,2
Equipement	**5 769,14**	42,7	**6 091,75**	38,8
Augmentation de capital et restructuration	**2 825,66**	20,9	**4 073,20**	26,0
Total	**13 524,79**	100,0	**15 695,04**	100,0

Au titre de la loi de finances 2008, les réalisations en matière de subventions budgétaires aux EP ont atteint **10.781 MDH** à fin août 2008 et ce, par rapport à des prévisions actualisées de **15.856 MDH**[13], soit un taux de réalisation de 68%.

Les subventions, au titre du projet de loi de finances pour l'année **2009,** sont estimées à près de **17 MMDH**[14]**.**

[12] *Détail aux Annexes 5 et 7.*
[13] *Détail à l'Annexe 6.*
[14] *Les chiffres définitifs sont arrêtés après l'adoption des budgets des Ministères.*



3. 3 - AUTRES CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX EP

Outre les subventions budgétaires, certaines EP bénéficient d'autres concours financiers de l'Etat. Il s'agit, notamment, du produit des taxes parafiscales perçues par certains Etablissements Publics, de la prise en charge du personnel d'autres Etablissements par le BGE et de la contribution à l'effort de recherche et de formation.

3.3.1 - Les principales **taxes parafiscales**[15] perçues au profit de certains Etablissements Publics totalisent plus de 1.961 MDH en 2007 contre 1.819 MDH en 2006 :

EP	Intitulé de la Taxe parafiscale	Montant perçu en MDH			
		2004	2005	2006	2007
OFPPT	Taxe sur la formation professionnelle	832	869	906	**958**
SNRT & Soread	TPPAN	256	224	228	**324**
ONICL	Taxe de commercialisation des Céréales	121	90	95	**97**
ANPME	Taxe parafiscale à l'importation	32	38	42	**32**
EACCE	Taxe parafiscale à l'importation	87	102	117	**86**
INRH	*Taxe de Recherche Halieutique (TRH)*	*13,4*	*15,3*	*13,5*	***14,3***
	Taxe d'Affrètement (TA)	*5,0*	*12,4*	*5,3*	***8,3***
	TOTAL INRH	**18,3**	**27,7**	**18,8**	**22,6**
ONP	Taxe sur poisson	136	172	150	**149**
CMPE	Taxe ad valorem sur les importations instituée par le	55	64	65	**59**
MDA	Même taxe que le CMPE. Part MDA : 10%.	23	23	28	**24**
ONMT	Taxe de Promotion Touristique (TPT)	45	64	67	**106**
Chambres Artisanat	Décime additionnel à l'impôt des patentes	42	42	44	**47**
CNPAC	*vignettes*	*15*	*18*	*18*	***4***
	assurances	*12*	*12*	*15*	***14***
	automobile	*5*	*4*	*8*	***8***
	carburant	*1*	*1*	*2*	***3***
	transport	*0*	*0*	*0*	***0***
	auto-école	*0*	*0*	*0*	***0***
	TOTAL CNPAC	**33**	**35**	**43**	**29**
CDVM	Taxe parafiscale (taxe contrôle marché boursier)	**6**	**6**	**15**	**28**
Total général		**1 686**	**1 757**	**1 819**	**1 961**

[15] *Ces taxes sont comprises dans les produits d'exploitation des EP concernées.*

3.3.2 - Le **personnel** de certains Etablissements Publics continue à relever, totalement ou partiellement, de la fonction publique et sa rémunération est **prise en charge par le Budget Général de l'Etat.** C'est le cas notamment des Universités, des AREF et des Centres Hospitaliers.

3.3.3 - Contribution à la promotion de la formation et de la recherche

Les EP agissant dans les domaines de la formation et de la recherche bénéficient de contributions spécifiques. En effet, en application de la loi n° 24-96 relative à la poste et aux télécommunications, les Exploitants de Réseaux Publics de Télécommunications contribuent, annuellement, à hauteur de 1% de leur chiffre d'affaires, net des frais d'interconnexion, à la formation (0,75% versé directement au budget de l'ANRT) et à la recherche (0,25% versé dans un fonds d'affectation spéciale).

A cet égard, les contributions des opérateurs au titre de la formation ont atteint 195 MDH en 2008 contre 172 MDH à fin 2007. De même, celles relatives à la recherche ont alimenté ledit fonds à hauteur de 85 MDH à fin avril 2008.

3.4 - PRODUITS PROVENANT DES EP

Les réalisations au titre des produits provenant des EP ont atteint, **au 31 décembre 2007,** un montant record de **7.755 MDH** en hausse de 26 MDH par rapport à 2006 et un taux de réalisation de 97% par rapport aux prévisions de la loi de finances (7.933 MDH)[16]. Ces produits représentent 1,3% du PIB en 2007 contre 1,34% en 2006 ainsi que 4,6% des recettes ordinaires du Budget Général de l'Etat contre 5,3% en 2006.

En 2007, les **principaux versements** représentent **97% du total** et proviennent de :

- **IAM** : **2.220 MDH** (contre 3.180 MDH en 2006 dont 1.202 MDH au titre d'une distribution exceptionnelle) dont **2.120 MDH** au titre des dividendes et **100 MDH** au titre de la redevance domaniale ;
- **Bank Al Maghrib** : **1.699 MDH** (contre 1.530 MDH en 2006) dont 903 MDH au titre des dividendes et 797 MDH au titre de la commission de change ;
- **Contreparties financières des licences Telecom** : **1.080 MDH** au titre des contreparties financières des licences « Mobiles de 3ème génération » attribuées à IAM, Meditel et Maroc Connect moyennant une contrepartie financière de 360 MDH par licence encaissée en janvier 2007 ;
- **ANCFCC** : **1.000 MDH** au titre des produits de monopole contre 600 MDH en 2006 ;
- **OCP** : **701 MDH** au titre de la redevance des phosphates, soit le même montant qu'en 2006 ;
- **CDG** : **600 MDH** au titre des parts de bénéfices contre 500 MDH en 2006 ;
- **BCP** : **115,4 MDH** au titre des dividendes contre 90 MDH en 2006 ;
- **Office des Changes** : **100 MDH** contre 150 MDH en 2006.

La loi de finances pour 2008 a prévu, au titre de ces produits, **un montant de 6.902 MDH**[17]. A fin **août** 2008, les versements ont atteint 5.014 MDH, soit un taux de réalisation de 73%.

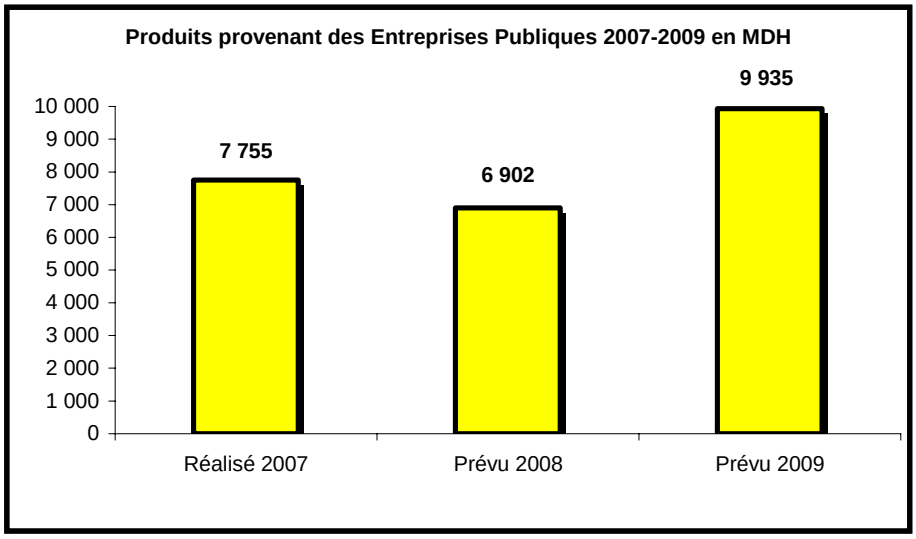
[16] *Détail à l'Annexe 8.*
[17] *Détail à l'Annexe 9.*

Au titre de l'année 2009, les propositions de produits provenant des EP atteignent un montant inégalé par le passé de près de **10 milliards de dirhams,** en hausse de 44% par rapport à 2008 et ce, en raison, essentiellement, de l'inscription de dividendes à provenir de la société OCP. SA et du HAO ainsi que de l'augmentation de la contribution des IFP, de Maroc Telecom et de l'ANCFCC.

Le tableau et le graphique, ci-dessous, retracent l'évolution de ces produits :

Nature des transferts*	Réalisations LF 2007		Prévisions LF 2008		Propositions LF 2009	
	MDH	Part en %	MDH	Part en %	MDH	Part en %
Produits provenant d'organismes financiers	**2 399,00**	30,9	**3 095,00**	44,8	**4 080,00**	41,1
Dividendes et autres produits	**4 453,00**	57,4	**3 592,00**	52,0	**5 635,00**	56,7
Redevances domaniales	**202,00**	2,6	**215,00**	3,1	**220,00**	2,2
Redevance phosphates	**701,00**	9,0	**0,00**	0,0	**0,00**	0,0
TOTAL	**7 755,00**	100,0	**6 902,00**	100,0	**9 935,00**	100,0
Variation annuelle en %	-		**-11,0%**		**43,9%**	

** : hors recettes de la privatisation*



3.5 - CONTRIBUTION FISCALE DES EP

3.5.1 - Impôt sur les Sociétés (IS) :

En 2007, les versements au titre de l'IS des EP, formant le champ d'analyse du présent rapport, ont atteint **4.290 MDH** contre 2.444 MDH en 2006, enregistrant une augmentation de 76% qui s'explique principalement par l'accroissement des contributions du Groupe CDG (+116%), du Groupe OCP (+318%) et de l'ANCFCC (+76%) qui figurent parmi les **cinq EP à l'origine de 73% des versements** : Groupe CDG (1.886 MDH), Groupe OCP (477 MDH), SODEP (274 MDH), ONDA (268 MDH) et ANCFCC (209 MDH).

Si l'on tient compte de la contribution des EP hors échantillon (3.042 MDH) et de celle des sociétés privatisées (6.565 MDH), les versements au titre de l'IS provenant de cette population ont atteint **13.897 MDH**, soit de **46% de l'IS national**[18], ainsi répartis :

- **Total EP :** 7.332 MDH (près de 24% de l'IS national) dont 6.883 MDH provenant de 28 EP ;
- **Sociétés privatisées** : 6.565 MDH (près de 22% de l'IS national).

3.5.2 - Impôt sur le Revenu (IR) :

A fin 2007, les versements des EP au titre de l'IR ont atteint **2.738 MDH** contre 2.851 MDH en 2006.

Six organismes sont à l'origine de plus de 50% des versements au titre de l'IR versé par les EP : Groupe OCP (470 MDH), RAM (316 MDH), ONE (240 MDH), ONEP (160 MDH), OFPPT (155 MDH) et ANCFCC (121 MDH).

[18] *cf. annexe n° 11*

PREMIERE PARTIE

PERFORMANCES DU PORTEFEUILLE PUBLIC ET SA CONTRIBUTION AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

TITRE DEUXIEME

CONTRIBUTION DU PORTEFEUILLE PUBLIC AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

S'inscrivant parfaitement en phase avec les Hautes Orientations Royales et le Programme Gouvernemental 2008-2012, le pilotage du Portefeuille Public demeure fondé principalement sur la libéralisation de l'économie, le recentrage des Entreprises Publiques sur leurs missions institutionnelles et l'amélioration de leur contribution à la création de la richesse et à la relance de l'investissement. Dans ce cadre, les EP contribuent au développement économique et social à travers leurs projets d'investissement dans divers secteurs d'activité et par le biais d'interventions dans les domaines productifs, socio-éducatifs et en faveur de la promotion du monde rural, du développement régional et de la lutte contre la pauvreté.

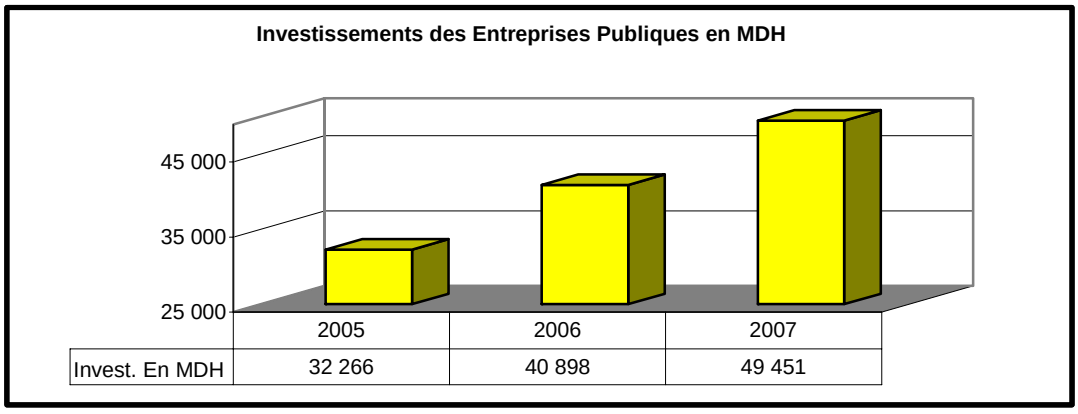
Les investissements réalisés par les EP, ayant atteint le chiffre record de **cinquante milliards de dirhams en 2007**, continuent leur progression entamée depuis 5 ans. La même performance est observée au niveau de la **capacité d'autofinancement qui a atteint les 28 milliards de dirhams**. L'effort d'investissement demeure concentré sur certains secteurs : habitat, autoroutes, routes, eau, électricité, chemins de fer, phosphates, assainissement liquide, éducation et formation professionnelle.

1 - INVESTISSEMENTS DES EP[19] : DONNEES GLOBALES

1.1 - REALISATIONS 2007

1.1.1 - INVESTISSEMENTS[20]

En **2007,** les investissements des EP ont atteint **49,5 MMDH**[21] contre 40,9 MMDH en 2006, soit une progression de 20,9% comme cela ressort du graphique ci-après :



[19] *Déduction faite des investissements du Fonds Hassan II*
[20] *Détail aux Annexes 10 et 10bis.A.*
[21] *En termes de paiements.*

En comparaison avec l'effort d'investissement des autres opérateurs économiques, les investissements des EP représentent une part importante :

- **près de 25,7% de la FBCF** contre 25,1% en 2006 ;
- l'équivalent de **179,3%** des dépenses d'investissement du Budget Général de l'Etat contre 174,5% en 2006.

Les dix principaux investisseurs, représentant plus de 70% pour l'année 2007, sont : HAO (6,6 MMDH), ONE (5,5 MMDH), ONCF (4,5 MMDH), ADM (4,3 MMDH), Groupe CDG (3,3 MMDH), ONEP (3,1 MMDH), Groupe OCP (2,7 MMDH), Groupe RAM (1,7 MMDH), Agence Bou Regreg (1,7 MMDH), et AREF (1,6 MMDH).

Approché à travers leur répartition régionale les investissements des EP ont eu tendance, au cours des dernières années, à s'accroître dans les Régions de Rabat - Salé - Zemmour Zaërs, Chaouia-Ouardigha, Meknès - Tafilalèt, Souss Massa - Draâ, Guelmim - Es Semara et Laâyoune - Boujdour - Sakia El Hamra. De même, il ressort que 4 régions dépassent chacune les 12% du total en 2007. Le tableau ci-après détaille la répartition régionale des investissements des EP au cours de la période 2004-2007 :

Répartition régionale des investissements des EP 2004-2007 (en MDH)

REGION	2004		2005		2006		2007	
	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%
Rabat - Salé - Zemmour Zaër	9 213	30,4%	8 909	27,6%	6 674	16,3%	12 929	26,1%
Doukala - Abda	922	3,0%	1 820	5,6%	3 525	8,6%	1 228	2,5%
Tadla - Azilal	773	2,5%	145	0,4%	440	1,1%	762	1,5%
Meknès - Tafilalèt	1 439	4,7%	980	3,0%	1 424	3,5%	1 749	3,5%
Fès - Boulemane	755	2,5%	985	3,1%	923	2,3%	1 151	2,3%
Taza - AI Hoceima -Taounate	442	1,5%	111	0,3%	435	1,1%	808	1,6%
Tanger - Tétouan	2 906	9,6%	3 728	11,6%	6 719	16,4%	6 989	14,1%
Grand Casablanca	4 144	13,7%	7 908	24,5%	6 198	15,2%	7 199	14,6%
Oriental	1 158	3,8%	831	2,6%	2 936	7,2%	2 158	4,4%
Marrakech -Tensift - AI Haouz	1 676	5,5%	2 055	6,4%	5 767	14,1%	5 939	12,0%
Chaouia - Ouardigha	2 650	8,7%	2 329	7,2%	1 673	4,1%	2 810	5,7%
Gharb Chrarda - Beni Hssen	1 078	3,6%	313	1,0%	1 107	2,7%	1 093	2,2%
Souss Massa - Draâ	2 423	8,0%	1 692	5,2%	2 498	6,1%	3 684	7,5%
Guelmim - Es Semara	125	0,4%	33	0,1%	162	0,4%	299	0,6%
Laâyoune - Boujdour - Sakia El Hamra	567	1,9%	379	1,2%	361	0,9%	609	1,2%
Oued Eddahab - Lagouira	74	0,2%	48	0,1%	54	0,1%	44	0,1%
	30 348	**100,0%**	**32 266**	**100,0%**	**40 898**	**100,0%**	**49 451**	**100,0%**

1.1.2 - FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

- **la capacité d'autofinancement (CAF)** des EP s'est établie à **27,8 MMDH** en 2007 marquant une progression de 51,5% par rapport à 2006. Cette amélioration résulte de l'accroissement de la CAF de la CMR (4.014 MDH ; +18,3% par rapport à 2006), de l'ONE (3.177 MDH contre 218 MDH en 2006), du Groupe CDG (2.265 MDH ; +1,8%), du Groupe OCP (3.223 contre -10.699 MDH en 2006), de la RAM (1.358 MDH ; +8,9%) et de l'ONEP (1.222 MDH ; +23%) et ce, en dépit de la baisse relative de la CAF de la CNSS (4.826 MDH ; -2,1%) et de l'ONCF (1.127 MDH ; -8,4%).

Neuf EP représentent près de 80% de la CAF totale en 2007 : CNSS, CMR, ONE, Groupe CDG, Groupe OCP, RAM, ONEP, ONCF et ONDA.

En 2007, la CAF a représenté l'équivalent de **56,2% de l'investissement** des EP contre 44,9% l'année précédente. Si l'on retranche les dividendes et parts de bénéfices distribués au profit de l'Etat (3.876 MDH en 2007), l'**autofinancement** qui en résulte couvre **46,4%** des investissements de l'année 2007 contre 32,4% en 2006, dénotant une amélioration continue.

- **la contribution de l'Etat** au financement des investissements des EP s'est concrétisée par les augmentations ou dotations en capital des EP et par les dotations d'équipement du Budget Général de l'Etat au profit des EP, pour un total de **8.818 MDH en 2007** contre 7.561 MDH en 2006.

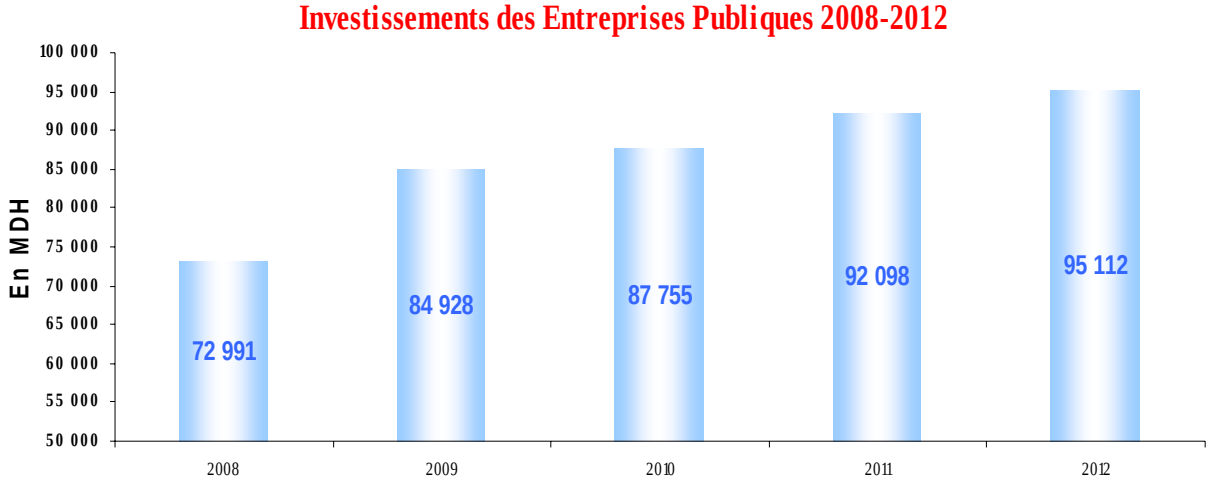
- **la contribution du Fonds Hassan II pour le Développement Economique et Social** au financement de grands projets de certaines EP demeure importante, particulièrement dans les domaines suivants : habitat social, tourisme, industrie et infrastructures portuaires, routières et autoroutières[22] *(cf. détails chiffrés infra)*.

1.2 - PREVISIONS 2008 ET 2009 ET PERSPECTIVES 2008-2012[23]

Les investissements des EP au titre des exercices 2008 et 2009 s'inscrivent dans le cadre du **Programme du Gouvernement pour la période 2008-2012** qui consacre l'intensification des grands chantiers impliquant les EP.

1.2.1 - PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DES EP POUR 2008-2012

Une enveloppe de 433 milliards de dirhams est programmée au niveau des plans pluriannuels de 30 grandes EP sur la période 2008-2012 comme cela ressort du graphique ci-après :



Les investissements des 30 grandes EP ont enregistré une envolée considérable en passant d'une enveloppe globale de 176 MMDH sur la période 2003-2007 à 433 MMDH sur la période 2008-2012, traduisant ainsi la politique volontariste des Pouvoirs Publics visant l'accélération du rythme de réalisation des grands chantiers portant notamment sur les autoroutes et les routes, les chemins de fer, l'habitat, l'eau, l'énergie, les ports, l'aéronautique et les phosphates.

[22] *Cf. Partie suivante pour de plus amples détails sur les interventions du Fonds Hassan II.*
[23] *Détail à l'Annexe 10.*

1.2.2 - INVESTISSEMENTS 2008

Les prévisions budgétaires des investissements des EP pour **2008** s'élèvent à **72,9 MMDH**.

Onze principaux investisseurs, interviennent pour plus de 70% : ONE (10,2 MMDH), HAO (7,8 MMDH), ADM (6,8 MMDH), Groupe OCP (4,7 MMDH), ONEP (4,5 MMDH), ONCF (4,2 MMDH), Groupe CDG (3,3 MMDH), TMSA (3,1 MMDH), Régies de Distribution (2,8 MMDH), Agence Bou Regreg (2 MMDH) et ONDA (2 MMDH).

1.2.3 - INVESTISSEMENTS PROGRAMMES POUR 2009

Les investissements des EP au titre de l'exercice **2009** sont estimés à **84,9 MMDH**.

Les dix principaux investisseurs qui interviennent pour près de 73% des investissements pour cette année sont : Groupe OCP (14,9 MMDH), ONE (11,9 MMDH), HAO (8,6 MMDH), ADM (6,7 MMDH), ONCF (5 MMDH), ONEP (4,2 MMDH), Groupe CDG (3,3 MMDH), Régies de Distribution (3,2 MMDH), TMSA (2 MMDH) et Agence Bou Regreg (2 MMDH).

2 - INVESTISSEMENTS : PRESENTATION PAR SECTEUR D'ACTIVITE

2.1 - PROGRAMMES SPECIFIQUES

2.1.1 - FONDS HASSAN II POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

Le Fonds Hassan II pour le Développement Economique et Social, alimenté par une part des recettes de privatisation, demeure un puissant levier de l'investissement productif et un instrument efficace de développement économique et social.

En termes de recettes, le Fonds a bénéficié, à fin 2007, de **35,4 MMDH** correspondant à sa quote-part dans les recettes de privatisation comme cela ressort du tableau ci-après :

Année	Montant versé au Fonds en MDH	Opération concernée
1999	6 830,0	cession de la deuxième licence GSM
2001	6 170,0	cession de 35% du capital de IAM
2003	6 096,0	cession de 80% du capital de Régie des Tabacs
2004	4 034,0	cession en Bourse de 14,9% du capital de IAM
2005	6 200,0	cession de 16% du capital de IAM
2005	683,8	cession des 4 sociétés sucrières publiques
2006	269,5	cession de la totalité du capital de SOMATHES
2006	2 010,0	cession de 20% du capital de Régie des Tabacs
2006	49,2	cession en Bourse de 0,1% du capital de IAM
2006	15,0	cession de 12% du capital de SOMACA
2007	163,8	cession de 100% du capital de DRAPOR
2007	2 283,0	cession en Bourse de 4% du capital de IAM
2007	591,0	cession de 75,93% du capital de COMANAV
TOTAL	**35 395,3**	

L'activité du Fonds a été marquée, durant l'année 2007**,** par la signature de cinq nouvelles conventions. **Les engagements du Fonds**, au titre de sa contribution aux nouveaux projets, s'élèvent à **406 MDH,** portant ses engagements cumulés, au 31/12/2007, à **18.260 MDH**.

Ces engagements sont composés de contributions financières non remboursables (46%), d'avances remboursables (23%) et de prises de participations financières (31%).

Les **décaissements** effectués par le Fonds en 2007 s'élèvent à **2.101 MDH**. Les plus forts décaissements ont concerné la contribution du Fonds à la réalisation des autoroutes Fès-Oujda (600 MDH) et Marrakech-Agadir (500 MDH), de la ligne ferroviaire Taourirt-Nador (300 MDH) et le développement de la Zone Spéciale Tanger Méditerranée (200 MDH). Les **versements cumulés** du Fonds se sont élevés, au 31/12/2007, à **13.862 MDH**, soit 76% des engagements cumulés à cette date.

Les investissements totaux générés par les interventions du Fonds sont estimés à **219 MMDH**, soit un **coefficient multiplicateur de plus de 12 fois**. Les emplois directs et indirects générés par ces investissements sont estimés à **561.000**.

Les principaux projets ressortant des nouvelles conventions signées en 2007 concernent :

- **l'aménagement de la lagune de Marchica à Nador :** souscription à hauteur de 250 MDH au capital de la nouvelle société anonyme, au capital de 500 MDH, chargée de la réalisation du projet consistant en divers aménagements résidentiels, hôteliers et de loisirs sur une superficie d'impact de 1.000 Ha ;

- **les nouvelles stations touristiques relevant du Plan Azur :** contribution à hauteur de 16,6 MDH et 34,3 MDH respectivement au financement des infrastructures hors-site des stations touristiques Mazagan à El Jadida et Lixus à Larache ;

- **Le programme d'appui à la mise en place de réformes structurelles** : contribution sous forme d'avances non remboursables d'un montant total de 100 MDH, destinée à l'appui de programmes pionniers dans leur conception, recourant aux méthodes et aux technologies novatrices et avec des effets structurants, durables et rapidement ressentis sur le terrain par les populations concernées. Cette contribution est répartie entre les Départements de l'Agriculture (25 MDH), de l'Education Nationale et l'Enseignement Supérieur (25 MDH), l'Eau (20 MDH), l'Energie (20 MDH) et la Formation Professionnelles (10 MDH).

Le 1er semestre de l'année 2008 a été caractérisé par la signature de **six** nouvelles conventions avec des engagements s'élevant à **2.190 MDH** portant sur le financement de projets dont le coût total s'élève à **5.660 MDH** qui concernent, notamment, l'achèvement des stades de Tanger, de Marrakech et d'Agadir et la réalisation du grand stade de Casablanca, l'appui à l'investissement industriel et au développement des nouvelles technologies et le programme de pôles d'excellence industriels intégrés. Avec ces nouveaux projets, les engagements cumulés du Fonds totalisent, à fin juin 2008, la somme de **20 .450 MDH** se répartissant par domaine d'intervention comme suit :

- grandes infrastructures : 11.718 MDH ;
- promotion de l'investissement privé : 3.796 MDH ;
- promotion sociale, culturelle et sportive : 4.936 MDH.

Le tableau ci-après récapitule l'évolution des engagements et décaissements du Fonds au cours de la période 2005-2008 :

En Millions Dirhams	2005	2006	2007	2008 (1er semestre)	2008* (Probabilités de clôture)
Engagements	**4.781**	**1.302**	**406**	**2.190**	**-**
Engagements cumulés	**16.681**	**17.856**	**18.260**	**20.450**	**20.540**
Décaissements	**2.509**	**2.932**	**2.101**	**1.444**	**2.830**
Décaissements cumulés	**8.862**	**11.761**	**13.862**	**15.306**	**16.692**

** hors nouveaux engagements éventuels*

2.1.2 - AGENCE SPECIALE TANGER - MEDITERRANEE

Le projet de la zone spéciale de développement Tanger Méditerranée situé à 35 Km à l'est de la ville de Tanger comporte trois composantes, à savoir :

- *un complexe portuaire développant les activités conteneurs, passagers, TIR, céréales, hydrocarbures et marchandises diverses ;*
- *des zones franches logistiques, industrielles et commerciales ;*
- *des infrastructures de connexion comportant des liaisons autoroutières et ferroviaires et des travaux hors site. La réalisation de ces infrastructures et de ces travaux est à la charge de l'Etat et des EP concernées (ADM, ONCF, ONE et ONEP).*

Le coût actualisé de ce projet, y compris la composante Tanger Med II, est estimé à près de 27 MMDH dont :

- *13,6 MMDH pour le complexe portuaire (port Tanger Med I : 5 MMDH, port roulier : 1,6 MMDH et port Tanger Med II : 7 MMDH) ;*
- *3,3 MMDH pour les zones franches ;*
- *9,2 MMDH pour les infrastructures de connexion (voie ferrée : 3,8 MMDH, autoroutes Tanger-Port Tanger Med et Tétouan Fnideq : 5,4 MMDH) ;*
- *1,07 MMDH pour les travaux hors site dont 483 MDH pour les routes et 507 MDH pour les ouvrages hydrauliques (barrage : 440 MDH et déviation du canal : 67 MDH).*

Le financement des composantes du projet à la charge de TMSA, soit la réalisation du complexe portuaire et l'aménagement des zones franches, est assuré comme suit :

- *Fonds Hassan II pour le développement économique et social: 3,4 MMDH ;*
- *Fonds Abu Dhabi : 300 Millions de dollars (2,7 MMDH environ) : don de 100 M$US et prêt de 200 M$US ;*
- *Les fonds propres et autres emprunts contractés par TMSA.*

L'année **2007** a été marquée par les principaux événements ci-après :

- mise en service du premier terminal à conteneurs le 27 juillet 2007 ;
- lancement des travaux de construction du port Tanger Med II dont le coût global est estimé à 12 MMDH ;
- signature du protocole d'intention entre l'Etat et l'alliance Renault-Nissan en vue de l'installation, au niveau de la zone franche Melloussa I, d'une usine ayant une capacité de production de 200.000 véhicules par an à partir de 2010, date de sa mise en service, et jusqu'à 400.000 à plus long terme ;
- adoption du nouveau décret portant la délimitation du nouveau périmètre de la zone franche du complexe portuaire Tanger Med.

Par ailleurs, un appel d'offres a été lancé pour la levée des fonds relatifs au financement du nouveau port Passagers et Roulier et les contrats de crédits correspondants ont été signés pour, respectivement, 500 MDH et 50 millions d'euros.

En matière de concessions, il a été procédé en 2007 :

- à la signature du contrat de concession relative à la distribution d'eau, d'électricité, d'assainissement liquide et solide, d'éclairage publique, d'hygiène et de propreté au consortium ONE, ONEP, Pizzorno et Segedema ;
- au lancement des appels d'offres relatifs à la mise en concession des deux terminaux à conteneurs du port Tanger Med II.

Le plan d'action au titre de l'année 2008 porte, notamment sur :

- le lancement de l'exploitation du deuxième quai à conteneurs ;
- le lancement des travaux de réalisation du terminal carrier ;
- la poursuite des travaux de réalisation du nouveau port passagers et roulier ;
- la poursuite des travaux de construction du port Tanger Med II ;
- la concession des différents terminaux à conteneurs au port Tanger Med II ;
- l'aménagement de la première tranche de la zone franche logistique, sa mise en service et la poursuite de sa commercialisation ;
- l'achèvement de la concession du terminal à hydrocarbures et le lancement des concessions du terminal vrac et des prestations de services (distribution d'eau et d'électricité,..).

2.1.3 - AGENCE DU PARTENARIAT POUR LE PROGRES (MCA - MAROC)

Le Conseil d'Administration du Millennium Challenge Corporation (MCC), société américaine qui gère le Compte du Millénaire, a approuvé le 9 août 2007 l'octroi d'une assistance de près de 6 MMDH (697,5 millions de dollars US) au profit du Maroc. De même, l'accord conclu le 31 août 2007 entre le Maroc et les Etats-Unis a mis en place le programme et les mécanismes d'exécution des projets à financer par le ***MCA :***

- près de 2.560 MDH seront alloués à des ***projets arboricoles ;***
- près de 990 MDH seront consacrés à la ***modernisation de toutes les activités de la pêche artisanale*** *;*
- plus de 950 MDH pour un ***« Projet de l'artisan et de la médina de Fès »*** *;*
- plus de 390 MDH pour la promotion et l'amélioration des services financiers offerts aux ***micro-entreprises*** *;*
- 280 MDH pour le ***soutien aux entreprises*** *et les associations opérant dans le micro-crédit.*

Pour la mise en œuvre de ce programme, la loi n° 35-07 portant création de **l'Agence du Partenariat pour le Progrès** (APP), promulguée par le dahir n° 1-08-12 du 26 février 2008, a été publiée au Bulletin Officiel du 6 mars 2008.

Le conseil d'orientation stratégique de l'APP, établissement public, est présidé par le Premier Ministre. Il a tenu sa première réunion en août 2008**.** Outre l'APP, cinq autres établissements publics sont associés à la mise en œuvre de ce programme : ONP, OFPPT, ANPME, ADER Fès et Maison de l'Artisan. La mise en œuvre du programme a démarré en septembre 2008

2.2 - TRANSPORTS, INFRASTRUCTURES ET POSTE

Le transport, par son rôle de soutien logistique des échanges, continue à jouer un rôle de premier plan dans le développement du pays. La contribution des EP y est déterminante.

2.2.1 - TRANSPORT FERROVIAIRE

L'ONCF exécute un programme d'investissement enregistrant un bond par rapport aux années passées et nécessitant une enveloppe de **24.764 MDH** durant la période 2008-2012, y compris la 1ère tranche du projet de TGV.

Les investissements réalisés en **2007** ont atteint **4.459 MDH.** En **2008** et en **2009**, les investissements prévus portent sur des enveloppes respectives de **4.191 MDH** et de **5.000 MDH.** Cet important programme d'investissement comprend, particulièrement :

- la réalisation des lignes ferroviaires Tanger-nouveau Port Méditerranée et Taourirt-Nador ;
- le doublement des lignes Nouasser-Jorf Lasfar et Sidi El Aïdi-Settat ;
- le renouvellement et la rectification du tracé Settat-Marrakech ;
- le renouvellement et l'électrification du tracé Tanger-Bel Ksiri ;

- le renouvellement des voies et caténaires ;
- l'acquisition et la réhabilitation du matériel roulant (rames, wagons et matériel à voyageurs) ;
- les gares, bâtiments techniques, passages à niveau et ateliers et les installations de sécurité.

Le programme du Gouvernement prévoit la réalisation, à partir de 2009, du tronçon **TGV** (Train de Grande Vitesse) reliant Tanger à Casablanca faisant partie de l'axe Tanger-Marrakech.

Ligne de TGV Tanger-Kénitra

Pour tirer le meilleur profit des investissements déjà réalisés sur le tronçon Casablanca-Kénitra (en double voie), il est prévu de réaliser la ligne à grande vitesse sur une première section Kénitra-Tanger sur 200 km pour une vitesse d'exploitation de 320 km/h ce qui permettrait de relier Casablanca à Tanger en 2h10 et Rabat à Tanger en 1h20, moyennant un matériel roulant de18 rames avec une mise en service prévue pour juin 2014.

Selon les estimations préliminaires, le projet de ligne à grande vitesse reliant Kénitra à Tanger nécessitera une enveloppe estimée à 1.800 millions d'Euros (plus de 20 milliards de dirhams), ventilée comme suit : Génie civil (900 millions d'euros) - Equipement (500 millions d'euros) - Matériel roulant (400 millions d'euros).

2.2.2 - TRANSPORT AUTOROUTIER

Le rythme de réalisation du programme autoroutier est passé à **160 Km par an** sur la période 2006-2010 avec des investissements annuels de plus de **4.000 MDH,** contre 100 Km par an sur la période 2001-2005 avec des investissements annuels de 1.300 MDH et 40 Km par an sur la période 1991-2000 avec des investissements annuels de 650 MDH. Deux grands axes délimitent les programmes autoroutiers à l'horizon 2010 qui portent sur 1.500 kilomètres : **le premier, Nord-Sud** est constitué de trois tronçons : Casablanca-Tanger-Tétouan-Fnideq, Casablanca-Marrakech-Agadir-Taroudant et Casablanca-El Jadida-Jorf Lasfar ; **le second, Est-Ouest,** raccorde Rabat à Fès et Oujda.

A fin juillet 2008, le réseau réalisé par la société **ADM** a atteint **un linéaire de 863 Km**. Ce réseau comprend les axes Casablanca-Rabat (62 Km), Rabat-Oued Rmel (273 Km), Rabat-Fès (167 Km), Contournement de Casablanca (34 Km), Casablanca-El Jadida (79 Km), Casablanca-Settat (57 Km), Settat-Marrakech (162 Km) et Tétouan-Fnideq (28 km).

En 2007, ADM a réalisé un investissement de **4.341 MDH.** Les prévisions au titre des exercices **2008** et **2009** sont respectivement de **6.749 MDH** et **6.715 MDH.**

Par ailleurs, un nouveau **Contrat programme Etat/ADM pour la période 2008-2015** a été signé le 1er juillet 2008. Le programme d'investissement que ADM s'engage à réaliser durant cette période, totalise un montant de **31.665 MDH** et ce, dans le cadre d'un programme global de **38.100 MDH** pour atteindre un linéaire global de **1.830 kilomètres**, comme cela ressort du tableau ci-après :

En millions de dirhams courants	Km	2007 et antérieurs	2008-2015	Total	Date mise en service
1 - Achèvement de tronçons en cours de réalisation :		**6.435**	**17.913**	**24.348**	
▪ Tétouan – Fnideq	28	881	467	1.348	**2008**
▪ Desserte du complexe portuaire de Oued - R'mel	50	3.443	857	4.300	**2008**
▪ Marrakech – Agadir	233	1.510	6.490	8.000	**2010**
▪ Fès – Oujda	320	601	10.099	10.700	**2011**
2 - Réalisation de nouveaux Projets dont :		**-**	**13.752**	**13.752**	
21 - Casablanca - Rabat (3ème voie)	60	**-**	**927**	**927**	**2012**
2.2 - Nouveau Programme autoroutier * :		**-**	**12.825**	**12.825**	
o Contournement de Rabat	41	-	1.840	1.840	**2013**
o Berrechid – Beni Mellal	172	-	5.750	5.750	**2013**
o Tit Mellil – Berrechid	30,5	-	1.035	1.035	**2015**
o El Jadida – Safi	140	-	4.200	4.200	**2015**
TOTAL		**6.435**	**31.665**	**38.100**	

** la réalisation d'un nouveau programme autoroutier a été décidée par le Gouvernement dans sa déclaration du 14 octobre 2007*

2.2.3 - SECTEUR PORTUAIRE

2.2.3.1 - SODEP (Marsa Maroc) conduit un programme d'investissement pour la période 2007-2009 de **2.076 MDH**. Dans ce cadre, SODEP a réalisé un investissement de l'ordre de **470 MDH** en **2007** et prévoit des investissements de l'ordre de **1.138 MDH** en **2008** et **414 MDH** en **2009.** Les principaux projets d'investissement de SODEP :

- acquisition de grues aux ports de Nador, Jorf lasfar et Lâayoune (381 MDH) ;
- acquisition de terrains pour le développement de zone logistiques (300 MDH) ;
- acquisition de chariots cavaliers aux ports de Casablanca et Agadir (230 MDH)
- acquisition de portiques à conteneurs aux ports de Casablanca (120 MDH)
- acquisition d'élévateurs et tracteurs pour conteneurs aux ports de Casablanca et Agadir (96 MDH)

2.2.3.2 - L'ANP, régulateur du secteur portuaire et chargée principalement des missions d'autorité, a réalisé un investissement de **652 MDH** en **2007** et exécute un plan d'investissement de **2.999 MDH** sur la période 2008-2012 dont **718 MDH** en **2008 et 664 MDH** en **2009.** Les principaux projets inscrits sur la période 2008-2010 sont récapitulés ci-après :

- la construction d'un terminal à conteneurs et d'une desserte nord, au port de Casablanca (800 MDH) ;
- l'acquisition de divers équipements portuaires (288 MDH) ;
- les grosses réparations des infrastructures (235 MDH) ;
- la rénovation des réseaux d'eau et d'électricité et l'assainissement (87 MDH).

2.2.4 - SECTEUR AEROPORTUAIRE ET AERIEN

2.2.4.1 - SECTEUR AEROPORTUAIRE

L'ONDA exécute un programme d'investissement nécessitant une enveloppe de l'ordre de 9.639 MDH sur la période 2008-2012, dont les principaux projets portent sur :

- l'extension des aéroports Mohammed V et de Marrakech ;
- l'extension du terminal 1 de l'aéroport de Rabat-Salé et des aérogares de Tanger, de Fès-Saïss, de Ouarzazate et d'Al-Hoceima ;
- l'infrastructure et l'aérogare de l'aéroport d'Agadir et l'aérogare de Dakhla ;

- la nouvelle aérogare de l'aéroport Essaouira-Mogador ;
- le nouvel aéroport Benslimane, et le nouveau terminal de l'aéroport d'Oujda ;
- l'automatisation du contrôle aérien et le programme de sûreté aéroportuaire.

L'Office a réalisé en **2007** un investissement de **1.521 MDH** et prévoit d'investir **2.001 MDH** et **1.881 MDH** respectivement en **2008** et **2009.**

2.2.4.2 - TRANSPORT AERIEN

Le Groupe RAM conduit un programme de modernisation et d'harmonisation de sa flotte.

2.2.4.2.1 - Flotte RAM

La RAM dispose actuellement de 33 unités Moyen et Long courrier. Le programme d'achat 2008-2013 d'avions moyen courrier nouvelle génération (B 737-800) prévoit l'acquisition de 16 unités dont 5 seront livrées entre 2008 et 2010 et qui remplaceront la sortie de 5 avions ancienne génération (B737-500).

2.2.4.2.2 - Flotte Atlas Blue

La flotte de cette filiale de la RAM se compose actuellement de onze unités, compte tenu de la location auprès de RAM de deux avions moyen courrier en 2008.

Dans le cadre de sa politique d'harmonisation de la flotte au niveau du Groupe, dans le sens d'une réduction des coûts opérationnels (maintenance et formation notamment), la RAM a entrepris des acquisitions et des transferts vers sa filiale lui permettant de s'inscrire dans le modèle d'exploitation de ses concurrents Low Cost qui n'opèrent qu'avec un monotype.

Le Groupe RAM a réalisé en **2007** un investissement de **1.764 MDH** et prévoit d'investir **1.530 MDH** et **1.799 MDH** respectivement en **2008** et **2009.**

2.2.5 - SECTEUR POSTAL

Le programme d'investissement de **Barid Al-Maghrib** (**BAM**) au cours de la période **2008-2012** s'élève à **5.015 MDH**, et concerne, pour l'essentiel, la mise en place du Centre Messagerie Logistique, le réaménagement et la construction des agences postales, l'extension des guichets automatiques bancaires et l'acquisition de nouvelles technologies. BAM a réalisé en **2007** des investissements de **338 MDH.** Pour les années **2008 et 2009**, le programme d'investissement prévisionnel porte sur des enveloppes de **355 MDH** et **373 MDH** respectivement.

2.3 - PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

2.3.1 - ENERGIE

Dans le secteur de la production d'électricité, **l'énergie nette appelée en 2007** a atteint **22.608 GWH** contre 21.105 GWH en 2006, soit une augmentation de 7,1%. En vue de satisfaire cette demande, **l'ONE** a mobilisé les sources d'énergie ci-après : achats auprès de JLEC (43%) et de Tahaddart (12,1%), production ONE (28,4%), interconnexion avec Espagne (15,7%) et production du Complexe Eolien du Détroit. Ainsi, l'ONE continue à opérer des arbitrages entre les différentes sources de production et ce, afin d'assurer la meilleure qualité de service à un coût raisonnable tout en assurant une marge de sécurité acceptable.

En termes d'investissements, le programme à réaliser durant la période 2008-2012 s'élève à **67 MMDH** y compris les investissements des concessionnaires privés (25 MMDH). Ce programme vise, conformément aux orientations des Pouvoirs Publics, le renforcement des capacités de production de l'Office, du réseau de transport et des interconnexions avec les pays voisins, l'achèvement du programme de généralisation de l'accès à l'électricité (PERG) ainsi que le développement des énergies renouvelables. Il porte sur deux composantes :

- **la poursuite de la réalisation des projets en cours de construction ou engagés :**

Ouvrages	Nature	Puissance	Mise en service
Tanafnit - El Borj	Hydraulique	40 MW	2008
Parc éolien de Tanger	Eolien	140 MW	2009
Centrale Thermo solaire de Ain Béni Mathar	Thermo solaire	470 MW	2009
Centrale Mohammedia - Turbine à gaz	Thermique	3 x 100 MW	2009
Centrale Tan-Tan - Groupe Diesel	Thermique	100 MW	2009

- **le lancement de nouveaux projets :**

Projets	Puissance	Coût en MMDH
Centrale à charbon dans la région de Safi	2 x 660 MW	20
Parc éolien à Tarfaya	300 MW	4,2
Turbine à gaz à Kénitra	100 MW	2,1
STEP Abdelmoumen	400 MW	2
Extension de la Centrale de Jerada	300 MW	3,8
Groupes diesel à Agadir	15 à 20 MW	0,9
Centrale hydraulique à Tillouguit/Béni Mellal	34 MW	0,8

Les réalisations de l'ONE en termes d'investissement, au cours de l'année **2007**, s'élèvent à **5.510 MDH** y compris la composante PERG[24]**.** Le programme prévisionnel de l'ONE, au titre des années **2008** et **2009** s'élève à **10.224 MDH** et **11.857 MDH** respectivement, y compris la composante PERG.

2.3.2 - EAU POTABLE

L'investissement réalisé par **l'ONEP** s'est élevé à **3.093 MDH** en **2007** contre 3.315 MDH en 2006. Les investissements prévus pour **2008** et **2009** s'élèvent respectivement à **4.506 MDH** et **4.241 MDH**.

Le programme d'investissement de l'ONEP prévu dans le cadre du projet de contrat de programme à conclure avec l'Etat pour la période 2008-2010 s'élève à plus de **12,8 MMDH**. Ce programme reflète l'importance stratégique du secteur de l'eau, tout particulièrement au niveau du PAGER et de l'assainissement liquide. Ces investissements visent à pérenniser, sécuriser et consolider les infrastructures d'eau potable en milieu urbain (5,8 MMDH), à généraliser l'accès à l'eau potable dans le milieu rural (4,1 MMDH) et à soutenir l'intervention active de l'Office dans le secteur de l'assainissement liquide (3 MMDH).

[24] *Cf. développements consacrés au PERG - infra*

2.3.3 - DISTRIBUTION

2.3.3.1 - Régies de distribution : l'année 2007 a enregistré la dissolution de la Régie de Nador (RADEEN pour 25 000 abonnés) et le transfert de la gestion des services d'eau potable et d'assainissement liquide à l'ONEP (intervention effective de l'ONEP à partir du 31/03/2008).

Les investissements réalisés par les 12 Régies portent sur le renforcement des réseaux de distribution d'eau, d'électricité et d'assainissement liquide. Ils concernent le développement de l'infrastructure de base (capacité de stockage d'eau potable, postes de livraison d'électricité et stations d'épuration), le renforcement, l'entretien et la réhabilitation des réseaux ainsi que l'acquisition des moyens d'exploitation. Les investissements réalisés par ces organismes en **2007** sont de **1.225 MDH**. Les prévisions pour **2008** et **2009** sont respectivement de **2.792 MDH** et **3.179 MDH**.

2.3.3.2 - Délégataires : Les sociétés **Lydec à Casablanca, Redal à Rabat-Salé et Amendis à Tanger et Tétouan** traitent environ le tiers de l'activité de distribution du secteur. En 2008, ces sociétés exécutent un programme d'investissement, pour la réalisation des projets ressortant des contrats conclus avec les autorités délégantes, de l'ordre de **1.841 MDH**.

2.4 - SECTEUR DES PHOSPHATES

Le secteur des phosphates occupe une place très importante dans l'économie nationale par sa contribution au développement économique du pays à travers, notamment, sa participation au produit intérieur brut, sa part dans les exportations et par l'attrait d'investisseurs étrangers de renom dans le secteur des produits dérivés.

En termes d'investissements, le programme à réaliser par le **Groupe OCP-SA**, durant la période 2008-2012 s'élève à **37 MMDH** hors investissements directs extérieurs. Pour **2007**, les réalisations du Groupe OCP ont atteint **2.671 MDH**. Les investissements prévus au titre des années **2008** et **2009** s'élèvent respectivement à **4.746 MDH** et **14.936 MDH**. Les principaux projets programmés se présentent comme suit :

- **Augmentation de la capacité d'extraction de 23 millions de tonnes (MT) :**
  - Mine Oulad Farès : 6 MT ;
  - Mine Helassa : 5,5 MT ;
  - Mine Ext ZCN : 4 MT ;
  - Mine Benguerir : 3 MT.

- **Construction de 4 laveries pour une capacité de près de 40 MT :**
  - Merah Lahrech : 13 MT ;
  - Oulad Farès : 12 MT ;
  - Helassa : 12 MT ;
  - Benguerir : 2,8 MT.

- **Mise à niveau du port de Jorf Lasfar** pour accueillir, à horizon 2012-2015, les trafics importations et exportations liés au développement de JPH (valorisation supplémentaire de 16 MT phosphates par an)

Par ailleurs, l'OCP conduit de nombreux projets dans le cadre de **partenariats avec des opérateurs internationaux de renom** dont BUNGE, PETROVIETNAM et LIBYA AFRICA INVESTMENT PORTFOLIO. Le tableau ci-après récapitule les principales caractéristiques de ces partenariats :

	BMP (BUNGE MAROC PHOSPHORE)	JV OCP - PETROVIETNAM	JV OCP - LIBYA AFRICA INVESTMENT PORTFOLIO
Production	375 KT/an d'équivalent d'acide phosphorique à Jorf Lasfar	375 KT/an d'équivalent d'acide phosphorique à Jorf Lasfar	Production d'acide phosphorique, d'ammoniac à Jorf Lasfar et d'engrais au Maroc ou Libye
Partenaires	OCP - BUNGE (Brésil)	OCP - PetroVietnam (Vietnam)	OCP - Libya Africa Investment Portfolio (Libye)
Participations	à parts égales	à parts égales	à parts égales
Mise en service	2008	2011	-
Investissement	2,7 MMDH	4,6 MMDH	7,4 MMDH.

2.5 - AGRICULTURE

L'activité des **ORMVA** s'inscrit dans la continuité des exercices précédents et se caractérise par sa dépendance du Budget Général de l'Etat pour couvrir ses charges d'exploitation et un important déficit en matière de maintenance et de réhabilitation des réseaux d'irrigation.

Les investissements des ORMVA ont atteint **529 MDH en 2007**. Les prévisions d'investissement de ces Offices au titre **2008** et **2009** sont de l'ordre **780 MDH** par an. Les principaux projets portent sur les travaux d'aménagements hydro-agricoles et de mise en valeur en bour, le développement rural et l'aménagement de la petite et moyenne irrigation.

Par ailleurs, deux entités publiques viennent enrichir le dispositif institutionnel du secteur agricole, à savoir :

- la **Société de Financement de Développement Agricole (SFDA**) dédiée au financement des projets des petits agriculteurs, prévue par la convention Etat-CAM signée en avril 2008, pour la mise en place d'un système conventionnel destiné au financement des activités agricoles et rurales requérant un soutien spécifique des Pouvoirs Publics ;
- **l'Agence de Développement Agricole**, en cours de création dans le cadre de la mise en œuvre du **Plan Maroc Vert**.[25]

3 - ACTIONS DANS LES DOMAINES SOCIO-EDUCATIFS ET EN MILIEU RURAL ET ACTIVITES DE PROMOTION

L'action des Entreprises Publiques est déterminante dans la formation, la conduite de nombreux programmes d'envergure tels que le PAGER, le PERG, le PNRR 2, l'habitat social sans oublier les actions de promotion et leur contribution au développement à travers les Agences de Développement Régional.

3.1 - EMPLOI ET FORMATION

3.1.1 - OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL (OFPPT)

Depuis le coup d'accélérateur donné à la formation en 2003, plus de 309.000 jeunes ont été formés, soit 80% de l'objectif fixé (400.000). La dernière phase 2007/2008 verra la formation de plus de 93.000 nouveaux stagiaires.

Dans ce cadre, il a été procédé au renforcement de l'offre de la formation et à la mise en place de nouveaux cursus adaptés aux métiers émergents et porteurs (Tourisme, NTIC, Offshoring, Agroalimentaire, Automobile, Aéronautique, Transport..).

[25] *Cf. Infra pour détails*

Le partenariat avec les opérateurs nationaux et internationaux ainsi que l'implication dans l'Initiative Nationale pour le Développement Humain, ont abouti notamment à la construction de 12 établissements de formation, en partenariat avec la Fondation Mohammed V pour la Solidarité, la réalisation de 23 centres de formation au sein des établissements pénitentiaires accueillant 3.300 stagiaires et la mise en place de trois centres sociaux éducatifs à Oujda et un foyer des jeunes filles à Guelmim.

En 2008, l'Office prévoit la création de 7 nouveaux établissements.

Parmi les réalisations de l'OFPPT en matière de formation, on citera en particulier :

- **au niveau de la formation qualifiante** : les effectifs de stagiaires sont passés de 142.376 en 2006/2007 à 165.000 en 2007/2008 tandis que la capacité d'accueil a atteint 76.682 places pédagogiques contre 70.350 en 2006/2007. Le dispositif de la formation professionnelle a été renforcé par la création de nouveaux établissements portant leur nombre total à 265 unités ;
- **au niveau des Contrats Spéciaux de Formation (CSF)** : le nombre des entreprises bénéficiaires des CSF en 2006 a atteint 965 en diminution de 9% par rapport à 2005. L'année 2007 a été marquée par l'entrée en vigueur effective de la réforme matérialisée par l'application des dispositions du nouveau manuel de procédures et la poursuite de l'opération d'assainissement des dossiers relatifs à la période 2002-2005.

Les réalisations de l'Office en matière d'investissement, ont atteint **163 MDH** en **2007**. Les investissements prévisionnels au titre de **2008 et 2009** s'élèvent, respectivement, à **470 MDH et 518 MDH**.

3.1.2 - AGENCE NATIONALE DE PROMOTION DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES (ANAPEC)

L'activité de l'Agence a été marquée par plusieurs chantiers dont :

- l'extension du réseau de l'ANAPEC à travers la création d'une vingtaine d'agences régionales et locales qui passent de 28 à 46 Agences ;
- la promotion de l'emploi par l'amélioration des insertions à travers les principaux programmes adoptés par l'Agence (IDMAJ, TAEHIL et MOUKAWALATI). Les réalisations au terme de la période 2006 - 2007 ont atteint plus de 70.000 insertions.

Programmes	Objet	Objectif 2006-2008	Réalisé 2006	Réalisé 2007	Réalisé à fin août 2008
IDMAJ	Insertions	105.000	32.880	40.160	31.009
TAEHIL	Amélioration de l'employabilité	50.000	2.880	9.326	4.765
MOUKAWALATI	Créations d'entreprises	30.000	Démarrage	572	890
	Insertions	90.000	Démarrage	1.093	3.230
Objectif du Contrat Progrès	Insertions	195.000	32.880	41.253	34.239

Une enveloppe globale de **939 MDH** est consacrée aux nouvelles mesures « Initiatives Emplois » hors budget de gestion de l'ANAPEC.

Le plan d'action, au titre de l'exercice **2008**, dont le coût est de **1.253 MDH** (y compris la dotation dédiée aux mesures « Initiatives Emplois » de 939 MDH), s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'ANAPEC, telle que déclinée dans le **Contrat Progrès 2006-2008.**

3.1.3 - ACADEMIES REGIONALES DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION (AREF)

En 2007, les principaux indicateurs des 16 AREF se présentent comme suit :

- Nombre de Délégations : 68
- Nombre d'établissements scolaires publics : 9.068
- Nombre d'enseignants : 218.388
- Nombre d'élèves : 5.628.380
- Nombre d'internats : 421
- Nombre de bénéficiaires de cantines scolaires : 979.319

En **2007**, les investissements réalisés ont atteint **1.639 MDH**. Les investissements prévisionnels au titre de **2008 et 2009** s'élèvent, respectivement, à **1.665 MDH et 1.670 MDH**.

L'amélioration de la gouvernance des AREF constitue une nécessité impérative à travers notamment l'autonomie telle que prescrite par les textes et ce, dans le sens de la déconcentration/décentralisation. Outre l'apport des AREF, l'atteinte des objectifs du **Plan d'Urgence** (*cf. encadré)* peut se faire à travers l'encouragement du secteur privé à assumer pleinement son rôle dans ce domaine par le renforcement du Partenariat Public-Privé.

Plan d'Urgence Education Nationale, Enseignement Supérieur, Formation des Cadres et Recherche Scientifique

Il s'agit d'un plan ambitieux et innovant s'étalant sur la période 2009-2012 et qui vise à donner un nouveau souffle à la Charte d'Education et de Formation. Un ensemble de 23 projets ont été identifiés dans le cadre de ce plan en vue d'accélérer la mise en œuvre de la réforme du Système Educatif et de Formation pour un coût global prévisionnel estimé à 46 MMDH.

3.2 - ORGANISMES A VOCATION SOCIALE

3.2.1 - ENTRAIDE NATIONALE (EN)

L'activité de l'EN a été marquée, en 2007, par l'augmentation significative du nombre de ses Centres qui est passé de 2.094 à 2.272 en 2007 (soit plus 8,5%) et de celui des bénéficiaires qui a atteint 227.197 en 2007 contre 208.628 en 2006 (soit plus 8,9 %). De même, la capacité d'accueil des Associations Musulmanes de Bienfaisance s'est renforcée puisque leur nombre a atteint 824 en 2007 contre 744 en 2006, bénéficiant à 58.000 résidents en 2007 contre 55.000 résidents en 2006. Sur le plan budgétaire, les réalisations de **2007** s'élèvent à **317 MDH** dont **42 MDH** au titre de l'investissement et 275 MDH pour l'exploitation. Les prévisions de **2008** sont de l'ordre de **600 MDH** dont **105 MDH** au titre de l'investissement.

3.2.2 - CAISSE MAROCAINE DES RETRAITES (CMR)

Les principaux indicateurs de l'activité de la Caisse pour 2006-2008 se présentent comme suit :

En MDH

Désignation	2006	2007	2008 (Prévu)
Recettes des régimes (cotisations)	15.093	14.275	15.723
Dépenses des régimes (prestations)	12.690	12.271	13.179
Charges de gestion (fonctionnement et équipement)	75	111	139
Résultats de gestion	3.223	3.991	3.517
Produits du portefeuille et du patrimoine	2.191	2.365	2.600
Résultat net avec produits financiers	5.414	6.356	6.117

Les charges de gestion au titre de l'exercice **2007** s'élèvent à **111 MDH** dont 77 MDH au titre de l'exploitation et 34 MDH pour l'investissement, sachant que les charges d'investissement en 2007 sont impactées par le coût du nouveau siège de la Caisse dont l'achèvement est prévu fin 2008.

3.2.3 - CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE (CNSS)

Les principaux indicateurs du budget de la CNSS (Régime Général et AMO) ont évolué comme suit :

DESIGNATION (en MDH)	2006	2007	2008 (prévu)
Cotisations	10 267	10 803	11 897
Prestations	6 755	7 425	8 133
Frais de gestion	1 173	1 129	1 635
Résultat de gestion	2 339	2 249	2 129
Produits financiers	1 339	962	1 053
Autres produits	272	314	546
Résultat net	3 950	3 525	3 728

Les réalisations en matière d'investissement ont atteint 114 MDH en 2007. Les investissements programmés en 2008 sont de 333 MDH.

Impact de l'entrée en vigueur de l'AMO sur les recettes et les prestations de la CNSS

- ***Recettes** : la rubrique « cotisations AMO (4%) » représente 991 millions DH en 2007 et 1.035 millions DH en 2008. Les cotisations de solidarité AMO (1,5%) représentent 685 millions en 2007 et 947 millions DH en 2008.*
- ***Dépenses** : Les frais de gestion de l'AMO assurée par la CNSS, s'élèvent respectivement à 147 millions DH en 2007 et à 203 millions DH en 2008.*

La CNSS dispose de trois Fonds de réserve et d'un Fonds Commun de Placement auprès de la CDG qui totalisent, à fin 2007**,** un montant de **20.700 MDH** contre 19.641 MDH fin 2006**.**

3.3 - ACTIONS SPECIFIQUES EN FAVEUR DU MILIEU RURAL

3.3.1 - PROGRAMME D'ELECTRIFICATION RURALE GLOBALE (PERG)[26]

A fin 2007, le PERG a permis l'électrification de 3.643 villages par réseau interconnecté et 623 villages par kits photovoltaïques, permettant à 168.519 foyers de bénéficier de l'électricité, dont 7.230 foyers par kits photovoltaïques. Le PERG arrive à son terme courant 2008. Le taux d'électrification rurale aura alors atteint plus de 98% contre 18% en 1996. Le tableau, ci-après, retrace l'évolution 2000-2008 :

ANNEE	NOMBRE DE VILLAGES / AN	NOMBRE DE FOYERS / AN	INVESTISSEMENT EN MDH / AN	TAUX D'ELECTRIFICATION RURALE EN %
2000	1 817	152 559	1 046	45
2001	1 840	112 538	933	50
2002	2 004	121 416	1 042	55
2003	3 145	161 049	1 100	62
2004	3 973	187 008	1 600	72
2005	5 424	243 201	2 212	81
2006	4 741	178 286	1 864	88
2007	4 266	168 519	2 155	93
2008 (Prévu)	4 500	172 000	1 789	98

[26] *Financement PERG : ONE (55%), Collectivités locales concernées (20%) et bénéficiaires (25%)*

Pour l'exercice **2009**, l'ONE prévoit un montant de **1.217 MDH** pour la clôture des marchés liés au PERG.

Dans le cadre du **Plan de Valorisation de l'Electrification Rurale**, lancé par l'ONE et dont l'ambition est de faire du PERG un levier pour le développement rural, 74 projets pilotes ont été identifiés à fin 2007. Les principaux domaines d'activité concernés sont le pompage agricole, le pompage de l'eau potable, le conditionnement du lait, la transformation de produits agricoles et le tourisme rural. L'état d'avancement de ces projets se présente comme suit :

- pour 5 projets : la composante électrique est réalisée ;
- pour 17 projets : les études de branchement sont faites et les projets sont en cours d'achèvement ;
- pour 52 projets : les études sont en cours.

Les actions prévues dans le cadre dudit Plan en 2008 concernent la finalisation de la stratégie, la concrétisation de nouveaux projets pilotes, le raccordement de 7.000 clients à usages productifs « Force Motrice » dans le milieu rural, le lancement d'un « appel à projets » et le développement de nouveaux partenariats. Par ailleurs, l'ONE a signé une convention de partenariat avec l'ADS pour la promotion des activités génératrices de revenus.

3.3.2 - GENERALISATION DE L'ACCES A L'EAU POTABLE

Le Programme de Généralisation de l'Accès à l'Eau Potable[27], lancé en 1995, comporte 4 composantes à savoir : le PAGER, le Programme anti-sécheresse, le Programme « quartiers périphériques » et les nouvelles gérances. S'agissant du PAGER, l'ONEP[28] a desservi, en **2007**, une population additionnelle de 1.750.000 habitants (1.100 MDH). Ci-après, les réalisations 2000-2007 :

Année	Nombre de douars / an	Population desservie/ an	Montant en MDH / an (1)[29]	Taux d'accès cumulé en %
2000	256	135 000	180	40
2001	264	161 000	211	48
2002	265	233 000	231	50
2003	457	408 000	320	56
2004	1 100	820 000	630	61
2005	1 740	1 100 000	920	70
2006	1 700	871.822	1 151	77
2007	4 000	1 750 000	1 100	87
Total	**9 782**	**3 507 000**	**4 743**	

Dans le cadre de son projet de contrat programme 2008-2010, l'ONEP prévoit des investissements au titre du PAGER pour un montant estimé à 4 Milliards DH (1.400 MDH en 2008, 1.300 MDH en 2009 et 1.300 MDH en 2010).

[27] *Financement PAGER : BGE (80%), Collectivités locales concernées (15%) et bénéficiaires (5%)*

[28] *L'ONEP a été désigné depuis janvier 2004 comme seul opérateur pour la réalisation du PAGER*

[29] *Montants en termes de paiement, sachant que les engagements sur la période 2002-2007 s'élèvent à près de 9 MMDH.*

3.3.3 - PROGRAMME NATIONAL DES ROUTES RURALES (PNRR 2)

*Une convention de partenariat a été signée entre l'Etat et la **Caisse pour le Financement Routier (CFR),** le 22 août 2005, portant sur la réalisation de routes rurales dans le cadre du deuxième Programme National de Routes Rurales **(PNRR 2)** qui a été élaboré selon une approche participative portant sur environ **15.500 Km** et qui a pour objectif de porter le taux d'accessibilité de 54% en 2005 à 80% en 2015. La première tranche **2005-2010** porte sur **8.389 Km** pour un coût de **6.533 MDH.***

***Le nouveau programme du Gouvernement** vise à accélérer le rythme de réalisation annuel pour le porter de 1.500 Km à **2.000 Km** et, par conséquent, atteindre le taux d'accessibilité de 80% **en 2012** au lieu de 2015 prévu initialement.*

Le financement, initialement fixé pour le PNRR2, est assuré à hauteur de 40 % par le Fonds Spécial Routier et le Budget Général de l'Etat, 45% par des emprunts contractés par la CFR et 15% par les Collectivités Locales. Suite au nouvel engagement du Gouvernement pour augmenter le rythme de réalisation des routes rurales à 2000 km/an, un nouveau montage financier est en cours de finalisation pour anticiper les ressources financières nécessaires. Les financements mobilisés ou en cours concernent la BEI (660 MDH), l'AFD (550 MDH), la Banque Mondiale (550 MDH), le Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social (450 MDH), le Fonds de l'OPEP pour le Développement International (225 MDH), le Fonds Koweitien pour le Développement Economique Arabe (450 MDH), la BAD (495 MDH), la JBIC (600 MDH) et le Fonds Hassan II pour le Développement Economique et Social (100 MDH).

A fin 2007, il a été procédé au lancement des travaux de 4.348 km pour un coût de 3.911 MDH. Le linéaire restant à lancer entre 2008 et 2012 s'élève à 11.212 km.

L'année **2007** a enregistré le lancement de la construction ou l'aménagement d'un linéaire de **1.400 Km**. Il est prévu, en **2008,** de lancer les travaux relatifs à un linéaire de **1.892 Km.**

3.3.4 - TELECOMMUNICATIONS ET SERVICES POSTAUX

3.3.4.1 - TELECOMMUNICATIONS : la loi n° 55-01 relative à la Poste et aux Télécommunications fixe à 2% du chiffre d'affaires la contribution annuelle des exploitants de réseaux publics de télécommunications au financement des missions du **service universel**, ce qui est de nature à favoriser l'équipement des zones rurales. Dans ce cadre, 32 localités rurales ont bénéficié, en 2007, d'une connexion de la téléphonie GSM, pour un coût de 60 MDH et 826 localités rurales ont été équipées en Internet et service téléphonique pour un montant de 178 MDH.

Le Comité de Gestion du Service Universel des Télécommunications a approuvé, le 26 décembre 2007, un programme dénommé « **PACTE** » visant la généralisation de l'accès aux télécommunications à l'ensemble des zones rurales du Maroc pour la période 2008-2011. Ce programme, dont le coût est de 1.443 MDH, porte sur 9.263 localités rurales (appelées zones blanches), pour une population de 2 millions d'habitants. L'année 2008 verra la réalisation des projets relatifs à 5.200 localités.

La 1ère phase du Programme de Généralisation des Technologies de l'Information et de Communications dans l'Enseignement (**GENIE**) a été achevée en juin 2007. Elle a consisté en l'équipement de 2.000 salles pour 1,4 million d'élèves et l'acquisition de 27.311 ordinateurs. De même, 4.000 enseignants ont bénéficié d'une formation. Le coût de cette première phase s'élève à 284 MDH.

La deuxième phase de ce programme, entamée en 2008, consiste à équiper les établissements de l'éducation et de formation des AREF et délégations en salles multimédias pour un montant de 551 MDH, en la formation pour un montant de 20 MDH et la fourniture de documentation pour un montant de 2 MDH.

3.3.4.2 - SERVICES POSTAUX : le réseau de Barid Al- Maghrib compte 1.159 Agences en milieu rural sur un total de 1.742 points de contact sur le territoire national. Au titre de chaque exercice, BAM prévoit une enveloppe budgétaire importante pour effectuer des travaux de réaménagement des agences relevant de son réseau rural. Cet organisme réserve aussi une enveloppe budgétaire pour l'entretien et le réaménagement des locaux abritant des Agences postales rurales (833 agences) qui assurent le service mais qui ne font pas partie de son patrimoine. Le programme de réaménagement a concerné plus de 99 agences sur la période 2006-2007.

3.3.5 - AIDE AUX AGRICULTEURS

Pour assainir la situation des **arriérés d'eau d'irrigation et de la participation directe des ORMVA**, de l'ordre de **733 MDH** au 31 décembre 2007, l'Etat a décidé, en date du 23 mai 2008, d'exonérer des majorations de retard et des frais de recouvrement au titre de la redevance d'eau d'irrigation et de la participation directe, les agriculteurs qui s'acquittent de la totalité du principal de leurs dettes avant le 31 mars 2009. Au titre de la précédente opération d'exonération qui a porté uniquement sur les **arriérés d'eau d'irrigation**, le montant qui a été recouvré reste faible. Ainsi, au 30 juin 2007, les ORMVA ont recouvré un montant de l'ordre de **76 MDH** sur des arriérés de l'ordre de **500 MDH**.

Par ailleurs, la convention entre l'Etat et le **CAM**, signée en avril 2008, pour la mise en place d'un système conventionnel pour le financement des activités agricoles et rurales requérant un soutien spécifique des pouvoirs publics, prévoit, la création de la Société de Financement de Développement Agricole (**SFDA**) dédiée au financement des projets des petits agriculteurs.

De même et dans le cadre de l'accompagnement du projet de gestion déléguée de l'eau d'irrigation **d'El Guerdane**, le CAM se propose de financer, à des conditions avantageuses et sur des périodes allant jusqu'à 15 ans avec une période de grâce de 4 années, le reliquat de la participation des agriculteurs au projet d'El Guerdane, soit 7.000 DH par hectare souscrit, les frais de renouvellement du verger, les frais d'équipement des parcelles et autres charges annexes, soit une enveloppe moyenne par hectare d'environ 100.000 DH.

3.4 - HABITAT ET URBANISME

Face aux mutations connues par le secteur de l'habitat en relation notamment avec la pression démographique et le taux d'urbanisation et outre la réforme du secteur, la politique des Pouvoirs Publics en la matière se reflète notamment à travers l'accroissement considérable des investissements du Holding d'Aménagement Al Omrane (HAO), l'intervention de l'ALEM et des Agences Urbaines et la création d'organismes dédiés à des projets spécifiques.

3.4.1 - HOLDING AL OMRANE (HAO)

En matière **d'accès à l'habitat social** et de **lutte contre l'habitat insalubre**, les indicateurs significatifs de l'activité du Groupe Al Omrane au titre de 2007 se résument comme suit :

Désignation	Réalisation	% par rapport aux prévisions de l'exercice
Mises en chantier	136.160 unités (*dont 66 172 unités nouvelles)*	85%
Achèvements	125.265 unités (*dont 64 393 unités nouvelles)*	96%
Livraisons	29.551 unités	75%
Démolitions baraques	27.140 baraques	60%
Création titres fonciers	25.750 titres	51%
Contrats de vente	20.463 contrats	70%

Le HAO compte intensifier son rythme d'activité à partir de l'exercice 2008. A cet effet, le Groupe retient un volume d'investissement global de l'ordre de 7,8 MMDH en augmentation de plus de 15% par rapport au budget 2007 (6,7 MMDH).

Dans ce cadre, le Groupe prévoit de lancer plus de 176.000 nouvelles unités et en achever près de 130.000 au cours de 2008. L'activité du Groupe devrait s'accroître davantage au cours de la période 2008-2012 comme en témoigne le volume d'investissement prévisionnel pour cette période et qui est de l'ordre de 45 MMDH soit une moyenne de 9 MMDH par an.

Il est à rappeler que **le programme « Villes Sans Bidonvilles » (VSB)** concerne plus de 80 villes (hors Provinces du Sud). Globalement, ledit programme devra mobiliser un investissement de près de 25 MMDH avec un appui public de 10 MMDH.

Dans le cadre du **Partenariat Public Privé (PPP)**, HAO a initié 41 opérations entre 2003 et 2007. Ce partenariat a porté sur un total de 486 îlots ou lots d'une superficie globale de 745 hectares équipés, ayant fait l'objet de 278 conventions avec 238 partenaires pour la production de 132.500 logements dont près de 22.500 de faible Valeur Immobilière Totale (VIT).

Concernant la réalisation des conventions signées, les projets de partenariat ont enregistré à fin 2007 les résultats suivants :

- 11.000 logements achevés, soit 8% du total des logements prévus par les conventions ;
- 39.500 logements en cours, soit 30% du total logements prévus par les conventions.

Dans le cadre du **Programme des Villes Nouvelles**, le HAO a poursuivi, au cours de l'exercice 2007, l'aménagement et l'équipement en infrastructures hors site et in site des villes nouvelles de Tamesna (840 ha) près de Rabat et de Tamansourt (1.200 ha) près de Marrakech tout en initiant des programmes de logements diversifiés en maîtrise d'ouvrage directe ou en partenariat avec le secteur privé.

Dans le cadre de la **mobilisation du foncier public**, l'Etat a mobilisé des terrains faisant partie de son domaine privé et d'autres appartenant aux organismes publics (SODEA, SOGETA et ALEM) et des terrains collectifs. De même, l'Etat apporte, sur la période 2008-2012, une réserve foncière de 2.300 ha pour l'opération de production des logements, notamment, le programme des 129.000 logements à 140.000 DH destinés aux ménages à faible revenu plafonné à 1,5 fois le SMIG.

3.4.2 - AGENCE DE LOGEMENTS ET D'EQUIPEMENTS MILITAIRES (ALEM)

Le plan d'action de **l'ALEM** pour la période 2007-2011 comprend un important **Programme de 80.000 logements sociaux,** lancé en 2007, sur l'ensemble du territoire national au profit du personnel civil et militaire de l'Administration de la Défense Nationale.

Programme de 80.000 logements

Le programme, s'étalant sur 6 ans, se répartit comme suit :

- 30.000 logements dits « de fonction » destinés à la location dont 20.000 seront réalisés par une ***société de projet*** *à créer par l'ALEM et le Groupe CDG et 10.000 par l'ALEM ;*

- 50.000 logements destinés à l'accession à la propriété pouvant être réalisés par l'ALEM, la société de projet ou tout autre promoteur immobilier dans le cadre de conventions spécifiques.

Le coût global du programme dont la réalisation nécessite la mobilisation d'une assiette foncière de 700 ha, est estimé à ***16 milliards de DH*** *dont 5,4 milliards de DH pour le locatif et 10,6 milliards de DH pour la propriété. Ce coût ne prend pas en considération l'investissement hors site et les équipements collectifs.*

Le schéma de financement du programme repose sur des apports en fonds propres (800 MDH pour les logements de fonction), des contributions de l'Etat (2,7 MMDH dont 600 MDH par FSH pour les logements de fonction et 1,1 MMDH pour l'accession à la propriété) ainsi que des emprunts à long terme (1,8 MMDH pour les logements de fonction et 9,5 MMDH pour le préfinancement des acquéreurs).

L'état d'avancement, en 2007, se présente comme suit :

- signature par SA MAJESTE LE ROI, en juin 2007, d'une Instruction particulière concernant la procédure de cession onéreuse de 50.000 logements au profit du personnel civil et militaire de l'Administration de la Défense Nationale, de l'ALEM et des adhérents de la Fondation Hassan II pour les Oeuvres Sociales des Anciens Militaires et Anciens Combattants (OSAMAC) ;
- publication du décret n° 2-07-1151 autorisant la société CDG Développement et l'ALEM à prendre chacune une participation de 50% dans le capital de la société anonyme PATRILOG.

En **2008**, une enveloppe de 1.476 MDH est réservée audit programme dont 874 MDH pour le programme locatif et 602 MDH pour le programme d'accession à la propriété comme suit :

- **le locatif :** en 2007-2008, il sera réalisé à hauteur de 8.953 unités par l'ALEM et 6.850 unités par la société PATRILOG avec des coûts respectifs de l'ordre de 2,3 MMDH et 1,4 MMDH.
- **l'accession à la propriété** : 9.040 unités sont en cours d'étude ou de travaux à fin 2007 pour un coût de 2,1 MMDH et 40.960 unités sont à lancer à partir de 2009 pour un coût de 8 MMDH.

Concernant la mobilisation des ressources financières, 440 MDH ont été débloqués à fin mars 2008, au titre des logements locatifs auxquels d'ajoutent 50 MDH représentant l'aide frontale programmée au titre de 2007. Les subventions du FSH pour un montant de 200 MDH au titre des exercices 2007 et 2008 ont été également débloquées. Le total de ces subventions sera réparti entre l'ALEM et la société PATRILOG suivant les taux respectifs de 36% et 64%.

3.4.3 - IDMAJ SAKANE

Cette société a pour mission principale de mener les actions permettant l'intégration des quartiers insalubres et sous équipés dans la Région du Grand Casablanca. Les réalisations physiques et commerciales de la Société Idmaj Sakane au titre de l'exercice 2007 se présentent comme suit :

Désignation	Réalisations 2006	Réalisations 2007
Mises en chantier (unité)	7 744	5.434
Achèvements (unité)	0	4.241
Démolitions (unité)	0	1.666
Ventes de lots de mixité sociale (unité)	0	66
Créations de titres fonciers (unité)	0	1.561
Recettes clients (MDH)	0	23
Investissement (MDH)	0,45	198
Chiffre d'affaires (MDH)	0	29

Par ailleurs, la Société Idmaj Sakane a procédé, au cours de l'année 2007, à :

- la préparation de 12 conventions de partenariat ;
- l'élaboration de 4 conventions de financement concernant 2.060 ménages pour un coût global de 372 MDH dont 82 MDH pour le FSH ;
- la conclusion d'une convention cadre de partenariat et de financement du programme complémentaire de résorption des bidonvilles concernant 46.000 ménages.

3.4.4 - AGENCES URBAINES

Dans le cadre de la généralisation de l'implantation des Agences Urbaines à travers l'ensemble du territoire national, il a été procédé à la création de cinq nouvelles Agences en 2006 ainsi qu'au renforcement des 6 Agences créées en 2004.

Les réalisations techniques des Agences[30] se résument ainsi :

Année	2005	2006	2007	Variation en % (2007/2006)
Dossiers instruits	71.228	86.890	84.745	-2,5
Avis favorable émis	56.253	59.748	62.235	4,2
Chantiers contrôlés	18.254	8.883	11.744	32,2
Infractions constatées	8.121	6.284	7.857	25,0

3.5 - PROMOTION ET AMENAGEMENTS

De nombreux EP contribuent, de manière déterminante, aux aménagements urbanistiques et touristiques ainsi qu'à la promotion touristique et au développement territorial : Agence Bou Regreg, SMIT, Marchica Med, ONMT et Agences Régionales de Développement.

3.5.1 - AGENCE POUR L'AMENAGEMENT DE LA VALLEE DU BOU REGREG (AAVBR)

Le coût de réalisation du projet d'aménagement de la Vallée du Bou Regreg est estimé à **10 MMDH**. Le plan d'action **2006-2010**, dont le montant s'élève à **6.000 MDH**, comprend l'apurement foncier, les aménagements, le pont Moulay Hassan, le tunnel des Oudayas et le tramway.

Les réalisations de l'Agence, depuis le démarrage du projet, s'élèvent, à fin septembre 2008, à **2.588 MDH** soit une taux de réalisation de 43%, illustrant l'avancement normal des **principales séquences** du projet dont notamment Bab Al Bahr (2.326 MDH), Kasbat Abi Raqraq (150 MDH) et Amwaj (62 MDH).

[30] *Y compris Agence Urbaine de Casablanca*

3.5.2 - SOCIETE MAROCAINE D'INGENIERIE TOURISTIQUE (SMIT)

Le programme d'investissement de la SMIT au titre de l'exercice 2008 porte sur une enveloppe de 203 MDH.

Parallèlement à la poursuite des plans d'action respectifs des ex-sociétés (SONABA et SNABT), la SMIT poursuivra les actions entreprises par le Département du Tourisme pour le développement du tourisme national à travers le Plan Azur, le Plan Mada'In, le Plan Biladi, le Plan Tourisme Rural et de Niche ainsi que la promotion des investissements touristiques.

3.5.3 - SOCIETE MARCHICA MED

L'année 2007 a été marquée par la finalisation du projet d'aménagement de la Lagune de Nador dont l'exécution a été confiée à la Société dénommée « Marchica Med[31]» pour une enveloppe supérieure à 12 MMDH.

Données sur le projet à réaliser

- ***Zone d'intervention*** *: 1.036 hectares ;*
- ***Objectifs*** *: valorisation du produit balnéaire, intégration urbaine de l'arrière pays, développement d'activités économiques et préservation de l'environnement.*
- ***Coût prévisionnel*** *: études : 100 MDH, équipements spécifiques : 1.000 MDH, foncier : 800 MDH outre les investissements privés : 11.000 MDH*
- ***Recettes prévisionnelles*** *: 14.500 MDH*
- ***Délai*** *: 15 ans pour l'ensemble des composantes*

Les premières actions mises en œuvre en 2008 dans le cadre du budget de démarrage de la nouvelle société, d'une enveloppe de 170 MDH, concernent la réalisation des conclusions des études urbanistiques, architecturales pour trois sites (Atalayoun, Cité des deux mers et Cité du secteur de l'ONDA), des études relatives au positionnement stratégique de développement touristique de la lagune de Marchica et la définition de la démarche à entreprendre pour la résorption des problèmes liés à l'acquisition de l'assiette foncière.

3.5.4 - OFFICE NATIONAL MAROCAIN DU TOURISME (ONMT)

L'année 2007 a été marquée par une croissance de 13% des arrivées de touristes. Cette tendance confirme l'évolution favorable du secteur. L'évolution des principaux indicateurs de l'année 2007 comparativement à 2006 se présente comme suit :

- 7,4 millions de touristes, soit +13% ;
- 59 milliards de DH de recettes, soit +11% ;
- 16,9 millions de nuitées, soit +3% ;
- 48% de taux d'occupation des hôtels contre 49%.

Dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre du volet promotionnel de l'accord-cadre conclu entre le gouvernement et la CGEM en 2001, dont l'exécution est confiée à l'ONMT, des dotations budgétaires annuelles sont allouées à l'Office et atteignant 500 MDH en 2008, destinées à promouvoir le produit Maroc et ce, en faisant appel à des cabinets étrangers et à des spécialistes en matière de partenariats avec les Tours Opérateurs.

L'Office a réalisé, en 2008, une étude relative à la définition de la stratégie du tourisme au Maroc dite « Vision 2020 » visant l'amélioration de la distribution par le développement du partenariat paneuropéen et la mise en place d'une plate forme de formation des ressources humaines.

[31] *Société anonyme à Conseil de Surveillance et Directoire créée par le décret n° 2-08-76 du 5 mars 2008*

3.6 - DEVELOPPEMENT REGIONAL

3.6.1 - AGENCE DU NORD (APDN)

Le montant de l'investissement réalisé en **2007** s'élève à 277 MDH concernant 170 projets portant sur le développement des infrastructures et la mise à niveau urbaine, l'appui à différents secteurs d'activité en rapport avec le développement humain. Pour l'année **2008,** le montant prévisionnel est de **559 MDH**.

Pour ce qui est du plan d'action à moyen terme (**2006-2009**), l'enveloppe totale s'élève à 3.153 MDH dont 952 MDH représentant la contribution de l'Agence, 1.294 MDH correspondant à l'apport des partenaires nationaux et le reliquat, soit 902 MDH, provenant de la coopération internationale.

3.6.2 - AGENCE DU SUD (APDS)

L'année 2007 a connu la poursuite des programmes menés depuis 2004 concernant principalement les actions de proximité couvrant différents projets de développement humain et de mise à niveau sociale à fort impact économique (habitat, mise à niveau urbaine, eau, environnement, pêche artisanale, tourisme et artisanat). Ainsi, 241 projets ont été achevés en 2007, représentant un investissement de près de 579 MDH et 193 projets sont en cours représentant un montant global de 2,2 MMDH.

Au terme de l'année **2007,** le programme d'action de l'Agence a atteint le seuil de 1,7 MMDH représentant 31% du programme prioritaire mis en œuvre, d'un montant global de 5,4 MMDH. En **2008**, l'Agence prévoit le lancement de 117 nouveaux projets pour un total de 1,3 MMDH, auxquels s'ajoutent 246 projets en cours d'étude nécessitant un financement de 1,3 MMDH.

3.6.3 - AGENCE DE L'ORIENTAL (APDO)

L'année **2007** a été marquée par l'affectation de 140 MDH à 156 projets dont 17 projets hérités de l'APDN consacrés notamment à l'appui à l'aménagement des routes dans la région, le développement et la gestion intégrée des ressources en eau, le lancement de nouvelles activités génératrices de revenus et le développement des organismes de micro- crédit.

Le plan d'action 2008 porte sur une enveloppe de 234 MDH consacrée à 85 projets concernant la stratégie de développement régional, l'appui au développement sectoriel et territorial ainsi que la promotion du partenariat et la mobilisation des financements.

4 - FINANCE

4.1 - CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION (CDG)

4.1.1 - Résultats du Groupe

En ligne avec sa vocation d'investisseur à long terme et son objectif de développement rentable, le Groupe CDG a réalisé, au titre de l'exercice 2007, un résultat net consolidé de 6,4 MMDH, en hausse de 210% par rapport à l'exercice 2006. Ce résultat qui se situe parmi les meilleures réalisations au niveau du secteur bancaire et financier national, a permis le renforcement des fonds propres du Groupe qui, consolidés, ont atteint 15 milliards de dirhams.

Ce résultat découle de la forte progression du résultat d'exploitation non bancaire qui est passé de 187 MDH en 2006 à 3,4 MMDH en 2007 sachant que le produit net bancaire est passé de 3 MMDH en 2006 à 2,9 MMDH en 2007.

4.1.2 - Principaux projets du Groupe

Au cours de l'année 2007, le Groupe a poursuivi le déploiement des différents projets structurants mis en oeuvre pour l'accompagnement des politiques publiques dans les domaines de l'épargne et de la prévoyance, de la bancarisation et du marché financier, du développement territorial et des grands projets d'infrastructure. Cette année a été marquée par la consolidation des métiers du développement territorial portés par CDG Développement qui a vu l'émergence en son sein d'acteurs de poids dans l'ingénierie, l'aménagement, l'incubation, les services et le développement à travers MEDZ et la CGI dont l'introduction en Bourse a connu un large succès.

Dans ce cadre, la CDG a déjà à son actif le lancement de plusieurs projets d'importance comme le pôle urbain de Fnideq, le complexe urbain d'El Jadida, le parc industriel de Jorf Lasfar, le projet de l'hôtel Rif à Nador, celui de Quemado Resort à Al Hoceima, le projet de la place Mohammed VI dans la même ville, l'aménagement d'une zone immobilière et touristique autour d'un golf dans le cadre du projet Oued Fès. De même, l'engagement de la CDG vis-à-vis des collectivités locales, fruit d'une réflexion engagée depuis 2004, s'est concrétisé par la mise en place de deux sociétés d'économie mixte, Casa Développement et Témara Développement.

A côté de son rôle d'investisseur direct, la CDG appuie également l'investissement, notamment à travers des prises de participation dans des Fonds spécialisés où elle n'a pas vocation à être majoritaire. Elle intervient ainsi dans des Fonds de développement régionaux mais aussi dans des fonds de capital risque. Elle s'est ainsi associée à des institutions nationales et internationales pour la promotion d'outils de développement orientés vers des activités ou des secteurs particuliers.

La CDG intervient également au niveau du secteur de micro-crédit via le Fonds JAIDA de financement des associations de la micro-finance, auquel se sont associées la KFW allemande, la Caisse des Dépôts et Consignations française et l'Agence Française de Développement.

4.1.3 - Chantiers futurs

En tant qu'établissement de crédit assimilé, la CDG est astreinte à un certain nombre d'obligations comptables et prudentielles prévues par les textes légaux et réglementaires régissant les établissements de crédit et qui garantissent le bon fonctionnement, la sécurité et la transparence de cette institution. Ainsi, la CDG met des chantiers importants tels que la conversion au référentiel IFRS, la consolidation des comptes et le renforcement des dispositifs de gestion des risques et convergence Bâle II.

S'agissant du nouveau plan de développement 2008-2012, le Groupe CDG nourrit des actions d'impulsion et des expériences d'incubation de nouveaux métiers afférents à des domaines stratégiques tels que les énergies renouvelables, l'eau, la santé et l'économie du savoir.

Par ailleurs, la CDG détient quatre **participations à l'étrange**r dont trois sont cotées en bourse : Club Méditerranée (10%), Vivendi (0,61%) et Touristik Union International (5%).

4.2 - CREDIT AGRICOLE DU MAROC (CAM)

La mise en œuvre du plan de développement a permis au CAM d'améliorer sa structure financière en réalisant, en 2007, les performances suivantes :

- un bénéfice net de 271 MDH contre 148 MDH, soit une amélioration de 84% ;
- le produit net bancaire a atteint 1,8 MMDH en 2007 contre 1,7 MMDH en 2006 (+ 9%) ;
- le total bilan s'est accru de 42% par rapport à 2006 pour atteindre 60,6 MMDH à fin 2007 et les ressources de la clientèle se sont élevées à 41 MMDH contre 34 MMDH (+20%) ;
- l'encours des créances saines s'est situé, en 2007, à 30,1 MMDH (+39%) ;
- les créances en souffrance ont reculé de 3% pour se situer à 6,9 MMDH et le taux de leur couverture s'est élevé à 64,6% en 2007 contre 63,3% en 2006.

4.3 - CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH)

Suite à la mise en œuvre du plan de redressement financier qui s'est achevé en 2006 de façon satisfaisante, l'activité du CIH a été marquée par une nette reprise :

- un résultat positif de 1.415 MDH en 2007 contre 388 MDH en 2006 ;
- un produit net bancaire qui s'est accru de 20% en 2007 pour atteindre 1.381 MDH contre 1.151 MDH en 2006 ;
- un total du bilan en progression de 6% par rapport à 2006 atteignant 22,8 MMDH ;
- des ressources collectées auprès de la clientèle en hausse de 3% pour atteindre 13 MMDH contre 12,6 MMDH un an auparavant ;
- des créances sur la clientèle (18,3 MMDH) qui ont augmenté de 10% par rapport à 2006.

4.4 - FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL (FEC)

Au cours de l'exercice 2007, le FEC a consolidé les rythmes de progression et les performances financières enregistrées en 2006. A ce titre, l'évolution de ses principaux indicateurs financiers a été marquée par ce qui suit :

- les décaissements sont passés à 1.731 MDH en 2007 contre 999 MDH en 2006 (+73%) ;
- l'encours des crédits accordés est passé de 5,8 à 6,8 MMDH entre 2006 et 2007 (+17 %) ;
- les fonds propres ont atteint 1.685 MDH en 2007 contre 1.450 M DH en 2006 (+16%) ;
- les créances en souffrance ont baissé de 72% pour passer de 987 MDH en 2006 à 271 MDH en 2007 ;
- le produit net bancaire s'est apprécié de 5% en 2007 pour atteindre 316 MDH contre 301 MDH en 2006 ;
- le résultat net s'est amélioré de 5% en passant de 227 MDH en 2006 à 239 MDH en 2007.

4.5 - BANQUE CENTRALE POPULAIRE (BCP)

Au cours de l'exercice 2007, le Groupe BCP a enregistré des résultats positifs qui lui ont permis de consolider son assise financière :

- le produit net bancaire a atteint 1,3 MMDH en 2007 contre 1,1 MMDH en 2006 (+ 17,4%) ;
- le total bilan s'est accru de 6,5% par rapport à 2006 pour atteindre 84,6 MMDH et les dépôts de la clientèle se sont élevés à 12,3 MMDH contre 8 MMDH (+54%) ;
- l'encours des créances s'est situé, en 2007, à 13 MMDH (+83,5%) ;
- le bénéfice net ressort à 652 MDH contre 802 MDH, en baisse de 18,7% du fait des produits non récurrents réalisés au titre de 2006 ;

- la performance du cours de l'action BCP en bourse est de 29,3% entre début 2007 et mars 2008 avec une capitalisation atteignant 14,2 MMDH.

Par ailleurs, l'Agence de notation Standard and Poor's a renouvelé sa confiance au Groupe Banques Populaires en lui attribuant, pour la 4ème année consécutive, la note « BB+ à long terme, B à court terme et des perspectives de développement stables ». Le Groupe, selon Standard and Poor's, affiche un profil financier très solide, une liquidité élevée, une rentabilité adéquate et une bonne capitalisation.

DEUXIEME PARTIE

REFORMES ET RESTRUCTURATIONS

TITRE PREMIER

RESTRUCTURATIONS

L'amélioration de la performance des EP, leur modernisation et la rationalisation de leur gestion sont conduites à travers :

- d'une part, **les restructurations institutionnelles et stratégiques qui touchent certains secteurs prioritaires** : elles sont dictées notamment par la volonté des Pouvoirs Publics de préparer et de mettre en oeuvre les réformes concernant particulièrement des services publics ou sociaux tels que les transports (routier, autoroutier, ferroviaire et maritime), le portuaire, l'aéroportuaire, la poste, les télécommunications, l'audiovisuel, l'habitat, le social, l'agriculture, l'énergie, l'eau…;
- d'autre part**, les restructurations opérationnelles et financières qui concernent des entreprises publiques** : pouvant être réalisées dans le cadre de **contrats de programme**, ces actions sont dictées par la nécessité de prendre des mesures visant l'assainissement et/ou la consolidation de la situation de certaines EP jouant un rôle important dans le développement économique national.

Une grande panoplie des mesures de restructuration des EP :

- *recapitalisation*
- *redéploiement des ressources humaines*
- *rationalisation des charges*
- *refonte de la tarification*
- *réorganisation*
- *cession d'actifs non nécessaires*
- *désendettement*
- *rééchelonnement d'arriérés de créances ou de dettes*
- *externalisation de régimes de retraite*
- *sous-traitance ou concession*
- *compensation de sujétions de service public… .*

Les réalisations ainsi que le plan d'action en matière de réformes et de restructurations sont présentées **par secteur.**

1 - TRANSPORTS

Ce secteur névralgique et hautement capitalistique est concerné par toutes les formes de restructurations, qu'elles soient institutionnelles ou opérationnelles, formalisées parfois dans des contrats de programme.

1.1 - TRANSPORT AUTOROUTIER

Le nouveau Contrat Programme Etat/ADM pour la période 2008-2015 a été signé le 2 juillet 2008. Il vise le renforcement, par l'Etat, des capitaux propres de **ADM** en vue d'asseoir les bases de sa viabilité à moyen et long terme et de lui permettre de faire face à son ambitieux programme d'investissement. Cet appui de l'Etat est accompagné d'un certain nombre d'engagements de ADM destinés à améliorer ses performances dont :

- la réalisation d'un programme d'investissement d'un montant de **31.665 MDH** couvrant l'achèvement de tronçons en cours de travaux et la réalisation de nouveaux projets dont le triplement du tronçon Casablanca-Rabat et le nouveau programme autoroutier (Contournement de Rabat, Tit Mellil-Berrechid-Beni Mellal et El Jadida-Safi) ;
- l'amélioration de la gouvernance de la société.

Par ailleurs, le cadre de développement et de gestion du secteur autoroutier fait l'objet de réflexions et ce, afin de sécuriser la dynamique de développement du secteur autoroutier national à travers la consolidation de la situation de ADM et l'introduction éventuelle d'opérateurs privés dans ce secteur. Dans ce cadre, ADM a lancé, de concert avec l'Administration, un appel d'offres, le 1er juillet 2008, pour le choix des consultants qui seront chargés de la réalisation d'une étude sur la **réforme institutionnelle du secteur autoroutier** marocain intégrant la création éventuelle d'une structure publique distincte de l'opérateur historique ADM et destinée à porter les financements du secteur dans le but d'assurer le développement de ce secteur et son ouverture à de nouveaux opérateurs.

1.2 - TRANSPORT FERROVIAIRE

Les réalisations, au titre de l'exercice 2007, du Contrat de Programme ETAT-ONCF, ont été globalement satisfaisantes et les engagements qui y sont souscrits honorés. Les efforts fournis par l'ONCF en matière de rationalisation et d'amélioration de sa gestion se sont traduits par une progression des principaux indicateurs techniques et financiers de l'Office. Ainsi, l'Office a réalisé un résultat net de 418 MDH (contre 441 MDH en 2006 et un déficit de -23 MDH prévu par le Contrat), un résultat d'exploitation de 1.032 MDH marquant un taux de réalisation de 210% par rapport aux prévisions du Contrat et un taux de réalisation de 95% du programme d'investissement. Ce contrat est appelé à être amendé pour tenir compte des actualisations apportées au programme d'investissement de l'Office.

Par ailleurs, des concertations sont en cours entre l'ONCF, l'OCP et les Départements Ministériels concernés pour trouver la solution idoine au projet de pipeline aqueux programmé par l'OCP et son impact sur l'activité de l'ONCF.

Enfin, un projet de convention de concession est en cours de finalisation et la transformation de l'ONCF en Société Anonyme est prévue pour le 1er janvier 2009.

1.3 - SECTEUR PORTUAIRE

L'introduction de la concurrence au niveau des ports, au nombre de 34 et par lesquels passent 98% des échanges commerciaux du Maroc, était l'un des objectifs majeurs de la réforme portuaire introduite par la loi n° 15-02. C'est ainsi que suite à la mise en œuvre de cette réforme, l'ANP a établi des conventions de concession d'exploitation avec la SODEP d'une part et avec la SOMAPORT (concessionnaire privé opérant au port de Casablanca) d'autre part.

Les mutations induites par cette réforme se sont traduites, dès 2007, par des retombées positives sur les opérateurs économiques à travers la réduction du coût de passage, la transparence dans les actions commerciales et le respect du tarif plafond fixé par l'ANP. Depuis, le 12 mars 2007, les coûts maxima de manutention au port de Casablanca ont baissé de 30% sur les conteneurs et de 25% sur le RoRo. De même, la société SODEP (Marsa Maroc) s'est attelée à mettre en en place les principales mesures suivantes :

- l'unicité du tarif de manutention, terre et bord, pour l'ensemble des produits transitant au port de Casablanca et pour la manutention des conteneurs au port de Laâyoune ;

- la suppression du tarif ad valorem pour certains produits ;
- la préférence envers les tarifs négociés dans le cadre de partenariats commerciaux.

Sur un autre plan, le groupement, composé de la SODEP, de la société « Port of Singapour Authority » et de la société SNI a été retenu en 2008 pour la prise en concession du terminal Multi-users du port de Tanger Med II, suite à l'appel à expression d'intérêt lancé par TMSA.

1.4 - SECTEUR AEROPORTUAIRE ET AERIEN

L'année 2007 a été marquée essentiellement par l'aboutissement du processus de libéralisation du transport aérien à travers la signature de l'accord de l'Open Sky avec l'Union Européenne en 2006, accord basé sur trois principes majeurs, à savoir la libéralisation des marchés et la simplification des procédures d'autorisation, l'amélioration des conditions de concurrence et le haut niveau de coopération et de rapprochement réglementaire.

Dans ce contexte, les axes majeurs de la stratégie déployée par la **RAM** concernent :

- l'adoption d'un projet d'entreprise en vue d'assurer à la RAM, une visibilité sur son évolution et de lui permettre de retrouver sa flexibilité et d'augmenter sa productivité et sa performance ;
- l'amélioration de la gouvernance à travers notamment la dynamisation du rôle de ses instances dirigeantes ;
- la redéfinition des missions de la RAM en vue de développer les activités qui vont de pair avec ses objectifs de rentabilité et de performance ;
- la filialisation, dans le cadre d'un plan global concertée, de certaines activités en vue d'accroître le potentiel de la création de la valeur tout en renforçant leur compétitivité et leur productivité dans un contexte dérégulé et de plus en plus ouvert à la concurrence ;
- l'adoption d'une stratégie commerciale visant le développement de la plateforme de Casablanca comme un « Hub » permettant le développement des activités de la Compagnie de et vers les marchés africain, européen et américain ;
- la contribution, par le renforcement de la capacité de l'offre, à la promotion du tourisme pour atteindre l'objectif de 10 millions de touristes à l'horizon 2010.

2 - EAU, ENERGIE ET MINES

2.1 - EAU POTABLE

Le secteur de l'eau fait l'objet d'une restructuration globale accompagnée, en cela, par la Banque Mondiale et prévoyant la conclusion d'un **Contrat de programme Etat-ONEP**.

Figurant parmi les actions prévues par le PPD-Eau, le nouveau projet de Contrat de programme entre l'Etat et l'ONEP pour la période 2008-2010 est en cours de finalisation. Il porte sur :

- la réalisation d'un programme d'investissement de plus de 12,8 MMDH répartis entre l'Amenée d'Eau Potable vers l'urbain (5,8 MMDH), le PAGER (4,1 MMDH) et l'assainissement liquide (3 MMDH) ;

Prêt de Politique de Développement du secteur de l'Eau (PPD-Eau)

Il s'agit d'un prêt programmatique de la Banque Mondiale (BM) comportant 4 tranches annuelles de 100 millions dollars à décaisser de 2007 à 2010. Le décaissement de ces tranches est conditionné par la satisfaction de certaines mesures et actions de restructuration du secteur de l'eau. Les objectifs retenus de ce prêt se présentent comme suit :

- l'amélioration de la gouvernance et du pilotage sectoriels ;
- la mise en place d'une Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) ;
- l'amélioration du service d'irrigation et la durabilité de ses investissements ;
- la généralisation de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement liquide.

- le renforcement de la production en eau, l'amélioration de la qualité du produit et des services et la protection de l'environnement ;
- la modernisation de la gestion et maîtrise des coûts à travers notamment la réadaptation de la structure organisationnelle de l'ONEP, aux niveaux central et régional.

2.2 - ELECTRICITE

A l'instar du secteur de l'eau, celui de l'électricité fait lui aussi l'objet d'une restructuration, globale avec l'accompagnement de la Banque Mondiale (*cf. encadré*), et d'un projet de restructuration de l'**ONE**, d'autre part.

L'avant-projet de loi relative à la libéralisation et à la modernisation du secteur de l'électricité vise notamment à assurer que les prix de l'électricité livrée à l'industrie nationale soient les plus compétitifs possibles et ce, dans le cadre d'un équilibre économique durable du secteur. Il vise également à attirer des investissements privés dans la production de l'électricité et à garantir le service public (accès à l'électricité, tarif social et respect de la péréquation tarifaire nationale).

Prêt de Politique de Développement du secteur de l'Energie (PPD-Energie)

Il s'agit d'un prêt programmatique de la Banque Mondiale de 100 Millions de Dollars sur la période 2006-2009 en trois tranches. Ses principaux objectifs sont :

- aider le Gouvernement marocain à améliorer la sécurité énergétique par le développement des ressources énergétiques nationales, l'utilisation efficace de l'énergie et la conception d'une stratégie à long terme dans le domaine des importations d'énergie ;
- stimuler la concurrence sur le marché de l'énergie par l'intégration dans le système régional, la libéralisation du marché national de l'électricité à haute tension et l'ouverture à la concurrence du marché des produits pétroliers raffinés ;
- de réduire le niveau des subventions consenties par l'Etat aux produits pétroliers.

Le schéma préconisé se présente comme suit :

- l'activité de transport de l'électricité relevant d'un monopole naturel serait exercée par un gestionnaire du réseau de transport ;
- l'activité de production actuelle de l'ONE serait assurée par une société anonyme ;
- l'activité de distribution actuelle de l'ONE serait aussi exercée par une ou plusieurs sociétés ;
- la régulation du secteur serait confiée à une entité restant à définir.

Dans ce contexte, l'ONE est appelé également à mener une restructuration financière, à achever l'externalisation de sa Caisse Interne de Retraite dont le coût est estimé à 15 milliards de dirhams et à préparer sa transformation en société anonyme.

Par ailleurs et en vue de restaurer l'équilibre financier de l'ONE, les mesures suivantes sont préconisées :

- des révisions tarifaires (hors tranche sociale) de manière à assurer l'équilibre du compte d'exploitation ;
- l'engagement de toutes les mesures requises pour le recouvrement des créances de l'ONE ;
- l'accélération du processus de cession de la participation de l'Office dans le capital de la société « Energie Electrique Tahaddart » et d'autres éléments d'actifs non nécessaires à l'exploitation.

Plan National d'Actions Prioritaires (PNAP) pour le secteur électrique

En vue d'atténuer les effets de la croissance rapide de la demande électrique et d'optimiser l'adéquation entre l'offre et la demande d'électricité, le Gouvernement a adopté, en avril 2008, le PNAP pour le secteur électrique, qui s'article autour des axes ci-après :

- ***Actions sur l'offre** : le renforcement de la capacité installée à travers la réalisation de nouvelles unités de production , l'exécution d'un programme de maintenance des unités existantes et l'élargissement de l'interconnexion avec les pays voisins (Espagne notamment) ;*
- ***Efficacité Energétique :** ce volet vise l'économie d'énergie dans les secteurs du bâtiment, du transport et de l'industrie, à travers l'introduction des normes et la définition des plans d'action appropriés pour la réduction de la consommation électrique (audit énergétique des installations industrielles, modernisation des installations, encouragement des sources alternatives d'energie …) ;*
- ***Actions sur la demande :** il s'agit d'un plan d'action axée sur la réduction de la consommation électrique des ménages, de l'éclairage public et des bâtiments administratifs à travers la généralisation des lampes de basses consommation (LBC) et l'introduction d'une tarification incitative et sociale, la mise à niveau des équipements de livraison d'électricité (postes de livraison) ainsi que le réaménagement de la courbe de charge électrique par la mise en place d'une tarification appropriée. La réalisation des actions sur la demande est confiée aux Distributeurs d'électricité dans le cadre des contrats programmes signés, en juillet 2008, entre l'Etat et ces opérateurs.*

2.3 - PHOSPHATES

Dans l'objectif de jeter les bases d'une restructuration globale de l'Office, un protocole d'accord a été conclu le 19 juillet 2007 entre l'Etat, l'OCP et la CDG. Cet accord porte sur les actions majeures visant l'amélioration de la gouvernance de l'OCP et la mise en oeuvre d'une stratégie ambitieuse et clairement définie devant répondre aux défis de la compétitivité et consolider son rang de leader mondial dans le secteur des phosphates.

Les principales mesures de restructuration de l'OCP se présentent comme suit :

- **l'externalisation de la Caisse Interne de Retraite** à travers le transfert des engagements de retraite de l'OCP au RCAR et à la CNRA. Dans ce cadre, une convention a été signée le 30 septembre 2008 entre l'OCP et la CDG portant sur un montant de 28 milliards de dirhams au profit de 32.169 pensionnés et 11.847 cotisants ;

- **la transformation de l'OCP en Société Anonyme** : la loi n° 46-07 portant transformation de l'OCP en SA a été publiée au Bulletin Officiel le 6 mars 2008 en vue du démarrage de OCP SA le 1er avril 2008. Le décret portant sur la fixation du capital de l'OCP, ses statuts ainsi que la nomination des premiers Administrateurs et commissaires aux comptes de la société a été signé par le Premier Ministre le 6 juin 2008 ;

- **la suppression de la redevance sur l'exploitation des phosphates** : conformément aux dispositions de la loi de finances au titre de l'année budgétaire 2008, la redevance de 34dh/tonne, perçue auparavant par l'Etat sur le phosphate exporté brut ou transformé a été supprimée. Cette mesure a pour objectif de permettre à l'OCP de faire face aux besoins générés par l'externalisation de la CIR sans remettre en cause sa pérennité financière et ses capacités de développement stratégique (plan d'investissement ambitieux) ;

- **l'élaboration d'un contrat programme entre l'Etat et l'OCP** qui permettra de définir les engagements réciproques des deux parties. Pour ce faire, un projet de contrat programme a été élaboré, définissant le programme d'investissement sur la période 2008-2012, le plan de rationalisation des charges ainsi que les objectifs de performances techniques et financières, de productivité et de rentabilité. Ce projet de contrat programme est en cours de finalisation par les parties concernées ;

- **la conclusion d'un pacte d'actionnaires Etat-CDG et d'une convention de monopole :** Ces deux documents sont en cours de finalisation.

Par ailleurs, l'envolée des cours des phosphates a abouti à d'importants changements dans la situation financière de l'OCP, ce qui ne manquera pas d'impacter substantiellement et favorablement les hypothèses du plan initial.

3 - AGRICULTURE

3.1 - SODEA ET SOGETA

L'état d'avancement des Contrats de Restructuration Etat- **SODEA** et Etat-**SOGETA**, signés le 26 mai 2003 pour la période 2003-2006 et dont la date a été prorogée jusqu'à la réalisation totale de la 2ème tranche de l'opération partenariat autour des terres agricoles, montre que la concrétisation des deux principaux volets des plans, **restructuration** d'une part et **partenariat Public-Privé**[32] d'autre part, ont franchi des étapes très importantes.

A fin 2007, les actions de restructuration ont permis :

- le départ indemnisé de 3.687 agents des deux sociétés pour un coût de 604 MDH et le remboursement des dettes envers les caisses sociales pour 193 MDH et la CNSS pour 271 MDH ;
- l'apurement des autres dettes pour un montant de 2.209 MDH (soit 80 % de la dette initiale).

Conformément au schéma de financement arrêté par les contrats, ces dépenses ont été financées, dans le cadre des Comptes de Restructuration créés à cet effet, essentiellement par le produit de cession de terrains urbains et suburbains précédemment gérés par ces sociétés.

En ce qui concerne les filiales de SODEA, elles sont en arrêt d'activité suite au départ indemnisé de la quasi-totalité de leur personnel (1.226 agents pris en charge dans le cadre du plan social de SODEA) et à l'apurement de leurs dettes vis-à-vis des caisses sociales. Le schéma d'assainissement des autres dettes de ces filiales essentiellement bancaires et fiscales, arrêtées après traitement, à 130 MDH, est en cours de finalisation.

Il est prévu de parachever le processus de restructuration en 2008 à travers notamment l'achèvement du plan social, le règlement du reliquat des dettes (fiscales, sociales et fournisseurs) et le parachèvement des mesures d'assainissement des filiales de SODEA.

Par ailleurs, le schéma institutionnel et le devenir des sociétés SODEA et SOGETA seront examinés en relation avec la création en cours, sous forme d'établissement public, de **l'Agence pour le Développement Agricole**, appelée à porter la mise en oeuvre du **Plan Maroc Vert.** Les missions de cette Agence s'articuleraient autour des axes suivants :

[32] *cf. Partenariat en infra*

- identifier et paramétrer les projets à haute valeur ajoutée autour des modèles d'agrégation pour encourager les investissements agricoles et agro-industriels ;
- encourager, organiser et soutenir les agriculteurs dans le cadre notamment de la reconversion, de l'intensification et de la diversification de leurs cultures ;
- assurer l'adaptation et la mise à jour de la stratégie agricole en fonction des contextes national et international et de l'évolution des marchés.

Plan Maroc Vert

Le Plan Maroc Vert vise la création d'un million d'entreprises agricoles un PIB agricole supplémentaire de 70 à 100 milliards DH. Ce nouveau plan s'articule autour de deux piliers :

- ***Pilier I :*** *générer un maximum d'investissements privés sur les filières avec 10 milliards de dirhams par an pour les relancer, autour de nouveaux modèles d'agrégation, portés par des investisseurs à forte capacité managériale ;*

- ***Pilier II*** *: mettre en œuvre de projets sociaux solidaires autour de trois programmes :*

- ***Projets de reconversion*** *: l'objectif est de faire passer les exploitants fragiles de la céréaliculture à des productions à plus forte valeur ajoutée et moins sensibles à la volatilité de la pluie ;*
- ***Projets de diversification :*** *l'objectif est de créer des revenus complémentaires pour les exploitants fragiles autour du développement accéléré des produits du terroir ;*
- ***Projets d'intensification :*** *l'objectif est de mieux faire ce qui est fait aujourd'hui, non seulement sur les filières animales mais aussi sur les filières végétales et ce, en encadrant les exploitants pour leur permettre de disposer des meilleures techniques et d'améliorer drastiquement leur productivité et la valorisation de leur production.*

3.2 - COMAPRA

Dans le cadre de la dissolution de cette société décidée compte tenu de sa non viabilité, les négociations avec les partenaires sociaux ont abouti à la signature d'un accord social le 20 juin 2007. Depuis le début de l'exécution du plan social de la COMAPRA, 92 agents sur un total de 178 ont été indemnisés pour un montant global de 24 MDH. Des moyens de financement supplémentaires du plan social, en liaison avec le transfert à l'Etat d'une partie du patrimoine foncier de la société, sont en cours de mobilisation. Par ailleurs, la convention fixant les modalités de gestion, de suivi et de contrôle du Compte de Restructuration, ouvert dans le cadre de cette opération, a été signée par l'Etat en date du 20 septembre 2007.

Compte tenu de l'évolution négative de la situation de la COMAPRA, il a été décidé, lors de la réunion du Conseil de Surveillance en date du 21 juillet 2008, de convoquer l'Assemblée Générale des actionnaires pour prononcer la dissolution de la société.

4 - TELECOMMUNICATIONS, POSTE ET AUDIOVISUEL

4.1 - TELECOMMUNICATIONS

En 2007, le cadre légal et réglementaire a été renforcé avec la promulgation de la loi n° 29-06 modifiant et complétant la loi n° 24-96 relative à la poste et aux télécommunications élargissant les attributions de l'ANRT à la gestion des noms de domaine « .ma » et à la certification électronique, l'entrée en vigueur de la portabilité des numéros et l'approbation des conditions techniques et réglementaires du dégroupage.

L'année 2008 constitue l'année de la consolidation de la concurrence dans le secteur des télécommunications sur les services fixes, mobiles et de l'Internet.

En effet, c'est l'année du lancement d'un appel d'offres pour l'octroi d'une 3ème licence 2G, marquant, de ce fait, le parachèvement des dispositions de la Note d'Orientations Générales du Premier Ministre pour la période 2004-2008 pour la libéralisation du secteur des télécommunications. Elle permettra également d'élaborer un plan national stratégique de développement des TIC au Maroc pour la période 2009-2013.

Dans ce contexte, il est prévu de lancer un ensemble d'actions articulées autour des principaux volets suivants :

- la préparation d'un plan de développement du marché des télécommunications pour la période 2008-2011 ;
- la révision des contrats liant les clients aux opérateurs dans une optique de protection des consommateurs ;
- la révision de l'arrêté fixant les redevances pour assignation de fréquences ;
- le lancement de la révision du plan national des fréquences ;
- la poursuite de la réalisation du programme GENIE.

4.2 - POSTE

Les actions visant ce secteur sont d'ordre institutionnel et opérationnel.

4.2.1 - RESTRUCTURATION INSTITUTIONNELLE DU SECTEUR DE LA POSTE

Barid Al Maghrib a démarré en 2007 sa réforme stratégique visant la modernisation des services postaux et la structuration de son activité des services financiers sous le champ de la loi bancaire.

Le projet de loi portant transformation de Barid Al Maghrib en société anonyme a été adopté par le Conseil des Ministres du 08 juillet 2008.

Par ailleurs, la société filiale dénommée « Al Barid Bank » dont la mise en en place est conditionnée par l'obtention de l'agrément bancaire prévu par la loi n° 34-03, constitue le premier jalon de la Banque Postale qui permettra à Barid Al-Maghrib de gérer, par ses propres moyens, la trésorerie des CCP et des mandats et de lancer l'activité de découvert.

Principaux axes de la réforme envisagée

- la définition de la portée, des coûts ainsi que des modalités et mécanismes d'exécution et de financement des obligations de service public ;
- la filialisation des services financiers de Barid Al Maghrib ;
- la libéralisation des activités postales ;
- la régulation du secteur ;
- la transformation de Barid Al Maghrib en société anonyme.

4.2.2 - RESTRUCTURATION DE BARID AL-MAGHRIB (Contrat de programme 2006-2008)

Les réalisations, au titre de 2007, du Contrat de Programme couvrant la période 2006-2008 fait ressortir certaines avancées notamment en ce qui concerne la finalisation du projet de la loi postale et l'opération de départs volontaires, décidée par le Conseil d'Administration de Barid Al Maghrib en février 2008. Par ailleurs, les questions relatives à la dégradation, pour la 2ème année consécutive, des principaux ratios et indicateurs de productivité et de gestion de l'organisme, en relation avec l'assainissement de sa situation fiscale notamment, l'étude stratégique et aux opérations d'externalisation réalisées en 2007 font l'objet d'une analyse approfondie par le Comité de Suivi de ce contrat programme.

4.3 - AUDIOVISUEL (Contrat programme ETAT-SNRT 2006-2008)

Le Contrat programme Etat-SNRT, signé le 8 février 2006, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la loi n° 77-03 relative à la communication audiovisuelle.

Les réalisations de la SNRT au titre de la deuxième année dudit contrat ont connu une amélioration relative des ressources et une dégradation au niveau des charges. Les ressources ont enregistré une augmentation de 8% par rapport aux prévisions qui s'explique, notamment, par l'effort déployé par la SNRT pour recouvrer les arriérés au titre de la taxe pour la promotion du paysage audiovisuel national (TPPAN). Les charges d'exploitation ont augmenté de 19% par rapport aux prévisions s'expliquant essentiellement par la hausse de la masse salariale (avancement et régularisation du personnel de l'ex-RTM).

Dans le cadre de l'appui au plan d'action de la SNRT, l'Etat s'est engagé, en vertu du Contrat, à verser à ladite société au titre de la période 2006-2008 une contribution totale de 1.725 MDH.

Participation de la SNRT au capital de la chaîne Euronews

La SNRT entreprend les dispositions nécessaires pour appliquer la décision gouvernementale relative à la participation de la SNRT au capital de la chaîne ***Euronews*** *à l'occasion du lancement du service d'information en langue arabe en 2008. Cette prise de participation présente un intérêt à plus d'un titre. Ainsi, le Maroc pourra participer au comité éditorial, obtenir gratuitement les droits de diffusion à l'échelle nationale de tout le bouquet Euronews et véhiculer vers l'Europe et vers les autres continents son identité, sa culture et sa production artistique.*

Concernant la **société SOREAD-2M**, son Conseil d'Administration a pris, lors de sa réunion du 23 novembre 2007 des résolutions visant à procéder à l'élaboration d'un Contrat Programme Etat-SOREAD-2M pour la période 2008-2010 et à mettre en œuvre la convention de contrôle et l'institution du comité d'audit, prévues par la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes.

5 - TOURISME ET PROMOTION

5.1 - PROMOTION TOURISTIQUE

L'**ONMT** a poursuivi sa restructuration qui est en phase avec les grands axes de l'Accord-cadre conclu entre l'Etat et le secteur touristique le 10 janvier 2001 (Vision 2010) et ce, à travers :

- le recentrage de l'Office sur la promotion du produit touristique marocain, axée sur le ciblage des marchés émetteurs et le développement de partenariats avec les professionnels du secteur (budget de promotion de 500 MDH en 2008 contre 450 MDH en 2007, 400 MDH en 2006 et 340 MDH en 2005) ;
- la poursuite du processus de désengagement total de l'office des autres activités par la cession des dernières unités hôtelières en l'occurrence Asmaa à Chefchaoune et Ibn Toumert à Taliouine ainsi que des terrains figurant encore dans son patrimoine. Cette action a rencontré des difficultés liées au dénouement du contentieux avec les propriétaires des terrains assises foncières des hôtels ;
- l'amélioration des recettes liées au recouvrement de la Taxe pour la Promotion du Tourisme (TPT) et ce, grâce à la mise en œuvre de la convention de partenariat avec la Trésorerie Générale du Royaume lui confiant le contrôle des déclarations de recouvrement et le suivi de la collecte des impayés. A ce titre, le montant de la TPT recouvré en 2007 s'est élevé à 98 MDH contre 59 MDH en 2006, soit une amélioration de 66% ;
- la poursuite des efforts d'apurement du passif des hôtels à travers le paiement des arriérés (salaires, CNSS, assurances, taxes,…) : des dettes d'un montant de 12,7 MDH ont été réglées sur le fonds d'assainissement qui a enregistré, en 2007, des recettes de 16 MDH.

5.2 - AMENAGEMENT ET INGENIERIE TOURISTIQUES

L'année 2007 a été marquée par le parachèvement du processus de restructuration des sociétés SNABT et SONABA qui a porté sur le changement de la dénomination de cette dernière en la **Société Marocaine d'Ingénierie Touristique** (SMIT) avec l'élargissement de ses missions et l'absorption de la SNABT et de la Direction des Aménagements et des Investissements (DAI) du Ministère du Tourisme.

La transformation de la SONABA en SMIT a été adoptée par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SONABA du 31 mars 2008 en application de la loi n° 10-07[33] portant changement de dénomination et restructuration de la SONABA. Cette loi prévoit que la SMIT conservera tous les privilèges et missions conférés auparavant aux deux sociétés, notamment le privilège d'expropriation, et qu'elle réalisera les missions suivantes :

- les études nécessaires à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie de développement du tourisme arrêtée par les Pouvoirs Publics ;
- les études de marché pour la définition des différentes gammes de produits touristiques ;
- les études préalables à l'identification et au choix des zones touristiques ainsi qu'à la définition de leur vocation ;
- les études nécessaires à la réalisation des plans d'aménagement des zones touristiques, des plans de lotissement devant supporter des établissements d'hébergement et/ou d'animation touristiques et des plans d'occupation des sols dans lesdites zones ;
- la promotion du développement touristique auprès des investisseurs ainsi que la recherche et la mobilisation des ressources de financement en faveur du développement touristique ;
- le suivi des contrats et conventions conclus avec des investisseurs touristiques et le règlement des litiges y afférents.

5.3 - PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale en matière d'investissement, il est prévu la création, sous forme d'établissement public, d'une **Agence Marocaine de Développement des Investissements** chargée de missions importantes dont :

- entreprendre toute action de promotion et de communication afin de faire connaître les opportunités d'investissement au Maroc ;
- assurer la veille en matière de mesures adoptées par d'autres pays pour assurer le développement et la promotion des investissements afin de consolider la situation concurrentielle du Maroc ;
- organiser, en collaboration avec les autorités gouvernementales et les autres organismes de droit public ou privé compétents, tous types de salons, séminaires, conférences, foires et manifestations de nature à promouvoir l'investissement et en assurer la coordination au niveau national et à l'étranger ;
- définir les indicateurs de performance relatifs à la promotion des investissements, produire et analyser ces indicateurs et publier périodiquement les résultats de ces analyses.

De même, cette Agence sera chargée de développer des zones d'activités dédiées aux secteurs de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies et ce, en complément de l'action des autres organes agissant dans les secteurs du tourisme, de l'agriculture, de l'artisanat…

[33] *Publiée au B.O n° 5588 du 20 décembre 2007*

5.4 - COMMERCIALISATION ET EXPORTATION

L'état d'avancement des quatre volets du plan de restructuration du Groupe OCE, validé le 24 octobre 2005 par le Comité Interministériel présidé par le Premier Ministre, se présente comme suit :

- volet social : les réalisations ont concerné 66 agents pour un montant de 23 MDH auxquels s'ajoutent 23 agents relevant des filiales pour un coût de 6 MDH ;
- volet patrimoine : les opérations de cession ont concerné des biens immobiliers au Maroc pour un montant de 62 MDH en plus de 3,1 Millions d'Euros correspondant à la cession des locaux en France ; le produit de cession est affecté au financement du plan social
- volet financier : le désengagement de l'Office du préfinancement de la campagne des agriculteurs a été entamé suite à la signature, le 22 août 2006, d'une convention entre l'OCE et le CAM et l'externalisation du recouvrement de ses créances a été opérée en janvier 2007 ;
- volet institutionnel : un projet de loi visant la transformation de l'Office en Société Anonyme est en cours.

Le plan de restructuration de l'OCE est appelé à être redynamisé sur la base des recommandations d'une étude stratégique en cours de lancement.

DEUXIEME PARTIE

REFORMES ET RESTRUCTURATIONS

TITRE DEUXIEME

GOUVERNANCE, PRIVATISATION ET PARTENARIATS

L'amélioration de la contribution du Portefeuille Public au développement du Maroc nécessite, outre les actions de réforme et de restructuration, le développement d'une meilleure **gouvernance** des Entreprises Publiques ainsi que la modernisation de leur **mode de gestion.**

Ces actions sont complétées, conformément à la politique de libéralisation de l'économie marocaine, par la conduite d'une politique de **privatisation et de Partenariats Public-Privé**.

1 - GOUVERNANCE DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Des avancées majeures marquent la gouvernance et le management des Entreprises Publiques :

- modernisation du contrôle financier de l'Etat ;
- renforcement de la contractualisation des rapports Etat-EP ;
- recours aux audits externes ;
- application de standards reconnus en matière d'information financière ;
- amélioration de la qualité des ressources humaines de ces entreprises.

1.1 - REFORME DU CONTROLE FINANCIER DE L'ETAT SUR LES EP

Evaluation de la réforme du contrôle financier dans le cadre de l'étude CFAA de la Banque Mondiale

*Cette réforme, conduite dans le cadre de la loi n° 69-00, a fait l'objet en 2007 d'une évaluation dans le cadre de l'étude CFAA (**C**ountry **F**inancial **A**ccountability **A**ssessment) de la Banque Mondiale au sujet des réformes économiques et financières engagées par le Maroc durant les dernières années. Le rapport CFAA constate que la réforme du contrôle financier sur les EP rejoint les normes et standards internationaux et met l'accent, sur les recommandations visant notamment la mise en œuvre des instruments de gestion au sein des Sociétés d'Etat à participation directe et l'institution des comités d'audit au sein des Etablissements Publics et Sociétés d'Etat à participation directe.*

***La classification des différentes EP, selon les types de contrôle prévus par la loi n° 69-00**, est fournie en **Annexe 17** du présent rapport.*

En matière de mise en oeuvre de la loi n° 69-00 et outre les instruments de gestion déjà mis en place, les principales mesures entreprises à fin juin 2008 concernent :

- la signature des arrêtés portant organisation financière et comptable de la quasi-totalité des EP soumis au contrôle préalable (61) en plus de règlements financiers et comptables de deux établissements publics soumis au contrôle spécifique (ADS et IRCAM) ;
- la signature des décisions relatives aux seuils de visa des contrôleurs d'Etat de l'ensemble des EP soumis au contrôle préalable ;

- l'instruction et la signature de 74 règlements de marchés des EP ;
- la mise en harmonie des statuts du personnel de certains EP avec la loi n° 69-00 (ONDA et CDVM) ;
- l'élaboration des procédures afférentes à l'exercice du contrôle financier dont celles couvrant les aspects suivants : recrutement par contrat du personnel des EP, dépôt des fonds disponibles, instruments de gestion des établissements publics soumis au contrôle d'accompagnement, modalités d'imposition de l'indemnité de départ volontaire du personnel des EP et cessation de paiement des cadres dirigeants dépassant l'âge limite d'activité ;
- la transmission par les Trésoriers payeurs et les Agents comptables à la Cour des Comptes et aux Cours Régionales des Comptes de leurs situations comptables annuelles ;
- l'institution de Comités d'audit : ONE, OCP, ONEP, MJS, HAO, AL OMRANE AL JANOUB, AL OMRANE AL BOUGHAZ, AL OMRANE TAMESNA, ONCF, SAR, CDVM, ORMVA, INRA et CCG ;
- la communication des rapports annuels des Contrôleurs d'Etat et Commissaires du Gouvernement aux Présidents des Conseils d'Administration concernant les exercices 2006 (166 rapports) et 2007 (181 rapports) ;
- la mise en place du contrôle conventionnel au niveau de trois filiales : AL OMRANE AL JANOUB, AL OMRANE AL BOUGHAZ et AL OMRANE TAMESNA.

1.2 - CONTRACTUALISATION DES RAPPORTS ETAT –EP

La contractualisation des rapports ETAT-EP constitue une constante de la politique des Pouvoirs Publics en matière gestion du Portefeuille Public visant davantage de visibilité et de responsabilisation. Elle permet également la préparation et l'accompagnement des restructurations sectorielles ou opérationnelles.

Au cours de l'année **2007**, deux Contrats ont été signés entre l'Etat et :

- **Barid Al-Maghrib** au titre de la période 2006-2008 : ce Contrat Programme a été signé le 16 janvier 2007 ;
- la **Caisse Marocaine des Retraites** : ce Contrat Plan a été signé le 19 septembre 2007 au titre de la période allant du 1er octobre 2007 au 31 décembre 2009.

Concernant l'année 2008, le nouveau Contrat Programme **Etat-ADM** au titre de la période 2008-2015 a été signé, sous la présidence effective de Sa Majesté le Roi, le 2 juillet 2008 à Tanger.

Il y a lieu de signaler l'importance des objectifs escomptés des Contrats actuellement en cours d'exécution et, plus particulièrement, des programmes d'investissement qui y sont prévus. Ces Contrats concernent les cinq EP ci-après :

EP	Période du Contrat	Date de signature	Principaux objectifs	Investissements
ADM	2008-2015	2 juillet 2008	Achèvement du premier schéma d'armature autoroutier national de **1.416 Km** et initiation d'un nouveau programme de **384 Km**	32 MMDH
CMR	2007-2009	19 septembre 2007	Mise à niveau du Système d'Information et de Gestion de la Caisse	-
Barid Al-Maghrib	2006-2008	16 janvier 2007	Préparation de la refonte du cadre institutionnel de BAM	1,9 MMDH
SNRT	2006-2008	8 février 2006	Mise à niveau du SIG et des installations techniques	426 MDH
ONCF (*)	2005-2009	29 juillet 2005	Transformation en SA et consolidation de l'outil ferroviaire	15 MMDH

** Contrat en cours d'amendement*

Le tableau ci-dessus n'intègre pas les données relatives aux **Contrats programmes ou de restructuration spécifiques** passés avec d'autres organismes à savoir : **SODEA, SOGETA, ANPME, Crédit Agricole du Maroc et Agence Bou Regreg.**

Par ailleurs, et dans le cadre de la nouvelle politique énergétique, des contrats spécifiques Etat-EP distributeurs d'énergie (Régies et Délégataires) ont été signés le 8 juillet 2008.

La contractualisation des relations entre l'Etat et les EP est appelée à se renforcer avec la mise en œuvre de la loi n° 69-00 qui fait de la passation d'un Contrat de Programme avec l'Etat un moyen pour être éligible au contrôle d'accompagnement. Dans le cadre du **plan d'action 2008**, les projets de Contrats suivants sont en cours d'examen ou de finalisation :

EP	Période du Contrat	Principaux objectifs
1. ABH	2008-2012	Mise à niveau organisationnelle et du SIG
2. CHIR et CHIS	2008-2012	Mise à niveau organisationnelle et du SIG
3. HAO	2008-2012	Consolidation du rôle de HAO en tant que pôle public en matière d'habitat
4. OCP SA	2008-2012	Restructuration financière et industrielle de l'Office
5. ONCF	Avenant 2005-2009	Développement du réseau ferroviaire national
6. ONDA	2008-2012	Développement de l'activité de l'Office et libéralisation de son secteur d'activité
7. ONP	2008-2012	Mise à niveau des filières de la pêche
8. ONEP	2008-2010	Renforcement des capacités de production et assainissement liquide
9. ODCO	2009-2012	Accompagnement du développement du secteur coopératif
10. ANP	2009-2012	Clarification du rôle de l'Agence et programme d'investissement

Etant donné que la plupart des Contrats Etat-EP sont liés à des actions de restructuration, les détails les concernant sont présentés au niveau de la partie consacrée aux Restructurations du présent rapport.

1.3 - AUDITS EXTERNES

La dynamisation des travaux d'audit s'est poursuivie au cours de 2007 et 2008, aussi bien pour les audits financiers ayant un caractère récurrent et annuel que pour les audits institutionnels et stratégiques, les audits opérationnels et de gestion, ainsi que les audits spécifiques (projets, fonction commerciale, marchés et approvisionnement,..).

L'année 2007 a connu :

- le lancement des audits externes relatifs aux EP suivantes : les sociétés Al Omrane Marrakech et Al Omrane Agadir (audit de la fonction commerciale et audit des projets) et l'Office des Changes et l'EACCE (audit institutionnel, stratégique, opérationnel et de gestion). Ces opérations d'audit sont toutes en cours de réalisation et il est prévu de les réceptionner au cours de l'exercice 2008 ;
- l'examen et la réception des rapports d'audit définitifs de la CCG et de la CMR.

Au titre de l'exercice 2008, le programme d'audit concerne le CNESTEN (audit général), l'AREF de Marrakech - Tensift - Al Haouz (audit opérationnel et de gestion) et l'OFEC (audit institutionnel et stratégique, avec des scenarii sur le devenir de l'Office).

Par ailleurs, l'année 2008 a connu, jusqu'à fin août, l'examen et la réception du rapport d'audit définitif du projet de rectification du tracé et doublement de la voie ferrée entre Sidi Kacem et Meknès de l'ONCF, ainsi que la réception du rapport définitif de l'audit institutionnel, stratégique, opérationnel et de gestion de l'Office des Changes.

Le suivi des recommandations des auditeurs est concrétisé à travers des actions d'accompagnement des EP pour la mise en application desdites recommandations. Pour 2007, une vingtaine de missions de suivi ont concerné des EP opérant dans différents secteurs : Centres Hospitaliers Ibn Sina et Ibn Rochd, ISCAE, ENIM, ENCG Settat, ODCO, ONMT, Entraide Nationale, CCM, Théâtre Mohamed V, Agences Urbaines de Rabat Salé et de Kénitra, ONP, Chronopost, CID, Supratours, CNRST et Barid Al Maghrib.

1.4 - INTERVENTION DES JURIDICTIONS FINANCIERES DANS LES EP

En vertu des dispositions de la loi n° 62-99 formant Code des Juridictions Financières, et plus particulièrement ses articles 75 à 85, la Cour des Comptes et les Cours Régionales des Comptes ont procédé, dans le cadre de leurs programmes au titre de l'exercice 2006, au contrôle de la gestion d'un certain nombre d'Entreprises Publiques. Les organismes contrôlés relèvent des secteurs de l'eau et de l'électricité, de l'énergie, de l'agriculture, de l'habitat, du tourisme, des infrastructures et le secteur social (RADEET, RADEEC, RADEEMA, RADEEJ, ONHYM, ABH d'Oum R'biaa, ONOUSC, Centre Hospitalier Ibn Rochd, CCM, ADM, ORMVAL, SOSIPO, ONICL, ONP, Chambres d'Agriculture, Chambres de Commerce, d'Industrie et de Services, Dyar Al Madina et Société Foncière Chellah).

De même, des programmes sociaux impliquant des EP ont été contrôlés par lesdites Juridictions Financières, à savoir, le PERG, l'habitat social et l'Association des Œuvres Sociales des Régies et des Services Concédés.

Principales recommandations des juridictions financières pour les EP

- *dynamisation des Conseils d'Administration et des autres organes délibérants ;*
- *renforcement des systèmes de contrôle interne et d'organisation et des systèmes d'information ;*
- *rationalisation des dépenses par une bonne gestion des marchés et des bons de commande, le respect de la réglementation qui les régissent et un bon suivi des projets ;*
- *maîtrise de la gestion des ressources humaines et des stocks ;*
- *amélioration des recettes notamment par la maîtrise de la facturation et le recouvrement des créances ainsi que la protection du patrimoine.*

Dans ce cadre et en vue d'un meilleur suivi de la mise en œuvre des recommandations découlant de ces rapports, une Note circulaire n° 2-2335 du 25 mai 2008 a été adressée par le Ministre de l'Economie et des Finances aux Présidents, Directeurs Généraux et Directeurs des Etablissements et Entreprises Publics. De même, une Note n° 2-1460 du 4 avril 2008 a été transmise aux Administrateurs représentant le Ministère de l'Economie et des Finances, aux Contrôleurs d'Etat et aux Commissaires de Gouvernement des EP. Ces deux Notes invitent les destinataires à prendre les dispositions nécessaires en vue de faire inscrire l'examen et le suivi des rapports de la Cour des Comptes à l'ordre du jour des réunions des Conseils d'Administration ou des organes délibérants des organismes concernés.

1.5 - AUTRES ACTIONS

1.5.1 - FONCTIONNEMENT DES CONSEILS D'ADMINISTRATION

L'année 2007 et le premier semestre 2008 ont été marqués par le dynamisme relevé ces dernières années, au niveau des réunions des organes délibérants des EP en relation notamment avec les mutations marquant certains secteurs d'activité comme l'énergie, les phosphates, l'habitat, l'agriculture, les transports ou les autoroutes.

L'amélioration de la gouvernance des Entreprises Publiques est aussi recherchée à travers la mise en place d'un **guide relatif aux pratiques de bonne gouvernance des EP** s'inspirant des meilleures pratiques en la matière au niveau international. A cet effet, un projet de guide est en cours de finalisation par le Groupe de Travail issu de la Commission Nationale de la gouvernance d'entreprise au Maroc qui a entamé ses travaux en juin 2008.

Ce projet fait partie des annexes prévues par **le Code marocain de bonnes pratiques de gouvernance d'entreprise** dont le lancement officiel a eu lieu en mars 2008 par la Commission Nationale, composée des acteurs clés en matière de gouvernance d'entreprise au Maroc (CGEM, Administrations, Ordre des Experts Comptables, Institutions financières, Agences de régulation, Organisations professionnelles, CDG,..).

La gouvernance des EP est également améliorée par la transformation des Etablissements Publics en Sociétés Anonymes. A cet égard, la loi de finances 2008 a introduit une neutralité fiscale en faveur de ces transformations.

Transformation des établissements publics en sociétés anonymes
Dispositions fiscales de la loi de Finances n° 38-07 pour l'année budgétaire 2008
(Code général des impôts - Article 8)

Article 129-IV (20ème) : *Sont exonérés des droits d'enregistrement les opérations d'apport, ainsi que les prises en charge du passif résultant de la transformation d'un établissement public en société anonyme ».*

Article 161-IV : *L'opération de transformation d'un établissement public en société anonyme peut être réalisée sans incidence sur son résultat fiscal lorsque le bilan du dernier exercice comptable de l'établissement concerné est identique au bilan du premier exercice comptable de la société ».*

1.5.2 - EXTERNALISATION DES CAISSES INTERNES DE RETRAITE

L'assainissement et le renforcement des caisses de retraite continuent à occuper une place de choix parmi les priorités des Pouvoirs Publics. Ainsi, les actions visant l'externalisation de la Caisse Interne de Retraite (CIR) de l'OCP et de la Caisse Commune de Retraite-CCR (ONE, Régies de distribution et sociétés délégataires) se sont poursuivies.

Rappel

*Les Caisses Internes de Retraite de **l'ONCF**, de la **Régie des Tabacs** et de **l'ODEP** ont été transférées au RCAR, respectivement, en 2002, 2003 et 2004 pour des montants respectifs de 5.868 MDH, 3.429 MDH et 2.342 MDH.*

L'aboutissement du processus d'externalisation du régime de retraite de **l'OCP** a été matérialisé par la conclusion d'un protocole d'accord le 19 juillet 2007 entre l'Etat, la CDG et l'OCP pour la restructuration financière et l'externalisation de la CIR de l'OCP vers le RCAR. A cet égard, il a été procédé le 30 septembre 2008 à la signature de la convention du transfert partiel du régime interne de retraite de l'OCP au RCAR.

Le montant du coût de transfert s'élève à environ 28 MMDH. Dans ce cadre, un dispositif complet sur la mise en oeuvre du transfert a été mis au point, dont les principes directeurs sont :

- l'affiliation au RCAR de l'ensemble des bénéficiaires (32.169 pensionnés et 11.847 cotisants) est assortie d'une pension de transfert définie par OCP selon le régime interne de retraite ;
- l'OCP continuera à assurer la couverture des droits non transférés au RCAR ;
- un guichet unique auprès de la Caisse Nationale de Retraite et d'Allocation (CNRA) servira les retraités.

Dans l'optique d'externaliser sa caisse interne de retraite, l'**ONE** est en phase de conclure avec la CDG une convention, dans le cadre de l'accord-cadre signé entre les deux parties le 18 mai 2005, pour le transfert du régime interne de retraite de l'Office au RCAR et à la CNRA tout en garantissant les droits acquis du personnel actif, des pensionnés et de leurs ayants droits. Cette opération, qui concernera près de 7.750 agents en activité et 4.800 pensionnés, nécessitera une enveloppe d'environ 15 MMDH.

1.5.3 - NORMALISATION ET ORGANISATION COMPTABLES

Les actions visent à consolider la réforme comptable en vue d'une plus grande transparence de l'information financière et comptable des entreprises. Le **Conseil National de la Comptabilité (CNC**) joue, à travers ses diverses instances, un rôle clé dans ce domaine.

A fin août 2008, les projets d'arrêtés de mise en vigueur des normes, adoptées par l'assemblée plénière du CNC lors des 10ème et 11ème sessions, ont été finalisés et transmis au SGG pour publication au Bulletin officiel concernant les plans comptables des associations de micro-crédit, des sociétés mutualistes, des partis politiques, de Bank Al-Maghrib et des sociétés de bourse. De même, il a été procédé à la publication de l'avis n° 6 du CNC relatif au plan comptable des caisses de retraite.

Par ailleurs, le Comité Permanent du CNC a approuvé, lors de sa 61ème réunion, tenue le 15 juillet 2008, le projet de plan comptable de l'Etat qui sera présenté à l'assemblée plénière du CNC lors de sa 12ème session prévue au courant du dernier trimestre de l'année 2008. Le Comité Permanent du CNC a poursuivi également la finalisation du projet de plan comptable des collectivités locales.

Le plan d'action du CNC au titre de l'année **2009** porte notamment sur :

- la poursuite de l'examen et la finalisation des projets de plans et de normes comptables relatifs aux organismes de placement en capital risque, au Fonds Hassan II pour le Développement Economique et Social, au secteur hôtelier et aux collectivités locales ;
- le lancement des travaux d'actualisation du Code Général de la Normalisation Comptable et d'amendement de la loi n° 9-88 relative aux obligations comptables des commerçants ainsi que la préparation du projet de loi sur la consolidation des comptes ;
- la création des Groupes de Travail qui seront chargés de préparer les projets de normes comptables relatives à la refonte du plan comptable des Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) et au plan comptable des universités.

S'agissant de la **profession comptable**, il a été procédé à l'examen des candidatures au titre de comptable agréé pour l'exercice 2008. La liste comportant 290 professionnels dont 33 nouvelles inscriptions et 257 renouvellements d'inscriptions, a été publiée au Bulletin Officiel[34].

[34] *Bulletin Officiel n° 5.606 du 21/02/2008.*

Un projet de loi réglementant la profession et instituant un Ordre des Comptables Agréés a été préparé et finalisé en étroite concertation avec l'Ordre des Experts Comptables, l'Association des Comptables Agréés par l'Etat du Maroc (ACAM) et la Fédération Marocaine des Associations des Professionnels de la Comptabilité (FEMAPROC).

Loi n° 38-05 relative aux comptes consolidés des établissements et entreprises publics publiée au Bulletin officiel n° 5404 du 15 safar 1427 (16 mars 2006) :

Article premier : *Les établissements publics ainsi que les sociétés d'Etat, filiales publiques et entreprises concessionnaires, visées à l'article premier de la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes, possédant ou contrôlant des filiales et des participations au sens des articles 143 et 144 de la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes, doivent établir et présenter des comptes annuels consolidés selon la législation en vigueur ou, à défaut, selon les normes internationales en vigueur.*

Article 2 : *La présente loi prend effet à compter du deuxième exercice ouvert après la date de sa publication au "Bulletin officiel."*

1.5.4 - COOPERATION INTERNATIONALE

L'amélioration de la gestion du Portefeuille Public est présente dans bon nombre d'actions de **coopération entre le Maroc et certains pays et organisations internationales partenaires**. Dans ce cadre, le projet de coopération intitulé « Assistance au Royaume du Maroc dans l'amélioration de la gestion de ses participations publiques », faisant l'objet d'un don du Gouvernement français, a été réalisé durant la période septembre 2006-décembre 2007.

Ledit projet a été achevé,de manière satisfaisante pour les deux parties, pour ses trois volets, à savoir, la **gestion du portefeuille de l'Etat** (diagnostic de l'organisation et amélioration des performances du système d'information de gestion), la **transformation des Etablissements Publics en sociétés anonymes** (élaboration d'une méthodologie destinée à servir de guide pour la mise en œuvre de ces opérations) et **l'étude stratégique du secteur autoroutier** (diagnostic, recommandations, modèle technico-financier et formation).

En 2008, **un projet de jumelage** est en cours de finalisation dans le cadre de la coopération avec l'Union Européenne. Les thèmes proposés se rapportent aux PPP, à la gouvernance des Entreprises Publiques et à l'amélioration de l'information financière. A cet égard, les étapes permettant l'identification des besoins et l'élaboration du contrat de jumelage avec l'Union Européenne en la matière, ont été entamées.

Concernant les **perspectives** et outre le potentiel que présente le projet de jumelage susvisé, un plan d'action a été défini dans le cadre du projet de coopération entre le Ministère de l'Economie et des Finances et l'Agence de coopération technique internationale du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie français (ADETEF) pour les années 2008-2009. Les principaux thèmes proposés sont la gouvernance des Entreprises Publiques, les PPP, la normalisation et la formation comptable, la gestion des participations de l'Etat (traitement des liquidations d'Entreprises Publiques, création de véhicules de privatisation, amélioration du rendement du portefeuille) et la réforme postale dont le projet de Banque Postale.

2 - PRIVATISATION ET PARTENARIATS

Le programme est mis en œuvre à travers la conduite d'opérations de **privatisation** et la conclusion de contrats de **gestion déléguée** des services publics.

A ce jour, des recettes totales de plus de **101 MMDH** ont été réalisées au titre des privatisations régies par la loi n° 39-89 d'une part (87,6 MMDH), et des opérations de transfert régies par des textes spécifiques et d'octroi de licences Télécom d'autres part (13,7 MMDH)[35].

2.1- PRIVATISATION

Depuis la première opération de privatisation réalisée en 1993, ce sont au total 47 sociétés et 26 établissements hôteliers qui ont été transférés au secteur privé dans le cadre de la loi n° 39-89[36], à travers 107 opérations de privatisation. Les recettes totales s'élèvent à plus de **87,6 MMDH**.

Au-delà de leur dimension financière à travers les effets appréciables sur la vie économique nationale et la contribution au Budget Général de l'Etat et au Fonds Hassan II[37], les privatisations ont été à l'origine de libéralisations sectorielles à l'instar de celles ayant concerné les télécommunications et ont favorisé un courant d'investissements privés d'envergure avec des retombées positives sur l'emploi, la productivité et les recettes fiscales.

2.1.1 - TRANSFERTS 2007

En 2007, les recettes de privatisation ont totalisé plus de 6.081 MDH correspondant au transfert des participations publiques détenues dans les sociétés **DRAPOR** et **COMANAV** et à la cession en Bourse d'une tranche supplémentaire représentant 4% du capital de **Maroc Telecom**.

2.1.1.1 - Cession à la société SATRAM de la totalité du capital de la société DRAPOR

A l'issue d'un appel d'offres ouvert, la Commission des Transferts a déclaré la société gabonaise SATRAM, soumissionnaire le plus offrant, attributaire de 100% des actions de la société DRAPOR pour un montant de **327,6 MDH.**

2.1.1.2 - Cession au Groupe CMA-CGM des participations publiques détenues dans le capital de COMANAV

Cette cession a été caractérisée par la sortie conjointe de l'Etat et de deux actionnaires minoritaires, à savoir FIPAR-HOLDING et Finance.com (Groupe BMCE) du capital de COMANAV. Le produit de la cession correspondant à 99,49% du capital et des droits de vote de la société COMANAV et qui s'élève à 2.238,5 MDH est réparti comme suit :

- part revenant à l'Etat, au titre de sa participation directe, à l'OCP et à l'OCE, correspondant à 7.833.839 actions : **1.182,2 MDH** ;
- part revenant à FIPAR-HOLDING, filiale de la CDG, correspondant à 3.486.206 actions : 526,1 MDH ;
- part revenant à FINANCE.COM (groupe BMCE), correspondant à 3.513.695 actions : 530,2 MDH.

[35] *Cf. annexes n° 15 et 16.*

[36] *Loi n° 39-89 autorisant le transfert d'entreprises publiques au secteur privé.*

[37] *Le produit de cession des participations publiques est réparti à parts égales entre le Trésor Public et le Fonds Hassan II en application de la réglementation en vigueur*.

2.1.1.3 - Cession en Bourse de 4% du capital de Maroc Telecom

Cette opération a généré un produit de cession, s'élevant à **4.571,3 MDH.** Elle a aussi permis d'atteindre les objectifs qui lui ont été tracés dont :

- l'augmentation de la liquidité du titre en portant le flottant en Bourse de 15% à 19% ;
- la protection de l'évolution du cours à l'avenir et l'optimisation de la participation résiduelle de l'Etat ;
- la réalisation d'une opération simple et rapide mais visible et transparente ;
- la démonstration, de nouveau, de l'attractivité du Maroc en matière d'investissement à travers une entreprise phare.

2.1.2 - OPERATIONS EN COURS

Les recettes de privatisation en cours sont estimées à 3.000 MDH et ce, compte tenu de l'état d'avancement effectif des opérations portant sur les sociétés BIOPHARMA, SSM, SOCOCHARBO, BTNA et COTEF pour lesquelles, des missions d'évaluation, de placement et d'assistance juridique sont en cours.

La cession éventuelle d'une nouvelle tranche du capital de la BCP est également envisagée.

2.2 - GESTION DELEGUEE DES SERVICES PUBLICS

Bien que le dispositif juridique prévu par **la loi n° 54-05 relative à la gestion déléguée des services publics**[38] qui régit les contrats passés en la matière par les Etablissements Publics et les Collectivités Locales ou leurs groupements[39], ne soit applicable qu'aux contrats de gestion déléguée des Etablissements Publics et des Collectivités Locales, il n'en demeure pas moins que ses dispositions restent parfaitement transposables aux projets concernant l'Etat.

2.2.1 - PROJETS EN COURS

Les opérations de gestion déléguée réalisées en 2007, en cours de réalisation en 2008 et celles prévues pour l'année 2009 illustrent, à juste titre, la volonté d'encourager la gestion déléguée pour la réalisation d'infrastructures et la gestion des services publics. Les principaux projets en cours de finalisation concernent des secteurs multiples et diversifiés :

- **concession des eaux thermales de Moulay Yacoub** : il a été procédé au renouvellement du contrat de concession et sa signature, le 26 octobre 2007, par l'Agence du Bassin Hydraulique de Sebou (le concédant) et la société Sothermy (le concessionnaire) pour une durée de 30 ans ;
- gestion déléguée de la réalisation et de la gestion du **nouveau parc zoologique de Rabat** à la société Jardin Zoologique National (JZN), société d'Etat concessionnaire créée par le décret n° 2-07-841 du 24 mai 2007 : le projet de convention de gestion déléguée a été validé et soumis pour signature aux parties concernées ;
- **gestion déléguée des polycliniques de la CNSS** : après le lancement, le 29 mai 2007, de l'appel d'offres restreint, une seule offre a été reçue et déclarée recevable. Toutefois, faute

[38] *Publiée au B.O n° 5404 du 16 mars 2006.*
[39] *Décret n° 2-06-362 du 9 août 2006 pris pour l'application de la loi n° 54-05 sur la gestion déléguée, notamment pour les opérations de gestion déléguée initiées par les collectivités locales ou leurs groupements.*

d'accord sur les conditions de financement, la CNSS a déclaré l'appel d'offres infructueux le 6 juin 2008. Considérant le délai limite pour la mise en gestion déléguée des polycliniques de la CNSS ayant expiré le 18 août 2008, la loi n° 65-00, portant code de la couverture médicale de base, a été amendée par la proposition de loi n° 17-02 adoptée par les deux Chambres du Parlement en juin et juillet 2008 et ce, en vue de proroger le délai jusqu au 18 août 2010 ;

- **gestion déléguée du monopole de commercialisation de l'alcool éthylique** : un appel d'offres ouvert a été lancé le 14 avril 2008 qui a permis de déclarer, le 8 septembre 2008, la société SOTRAMEG attributaire ;
- gestion déléguée du service de l'eau d'irrigation dans le périmètre du **Loukkos** ;
- concession du réseau ferroviaire à la **SMCF** ;
- projets **éoliens** d'électricité ;
- **centrale à charbon** pour la production d'électricité d'une capacité de 2 X 660 MW ;
- gestion déléguée du réseau de **transport urbain par autobus** dans la région de Rabat-Salé.

2.2.2 - GESTION DELEGUEE DU PERIMETRE EL GUERDANE

Le projet de gestion déléguée du périmètre agrumicole El Guerdane constitue une opération pilote consistant à confier à la société Amensouss, société anonyme de droit marocain, la participation au financement, à la conception, la construction et l'exploitation des ouvrages d'irrigation comprenant l'adduction et le réseau de distribution en vue d'assurer le service public d'irrigation dans ce périmètre et ce, sur superficie de 10.000 hectares plantés en agrumes, et sur une période de 30 ans avec un engagement de distribuer un volume d'eau annuel de 45 millions de m^3 au profit de 670 agriculteurs.

Le coût du projet, dont la durée de réalisation est de 24 mois, est de 987 MDH ainsi financés :

- une contribution du Fonds Hassan II pour le Développement Economique et Social de 475 MDH (237,5 MDH sous forme de subvention et 237,5 MDH sous forme de prêt concessionnel) ;
- un co-financement du délégataire (Amensouss) estimé à 432 MDH dont une partie en fonds propres et une partie en emprunts ;
- une contribution des agriculteurs, propriétaires des terres, de 80 MDH.

L'ouvrage de prise d'eau sur le barrage d'Aoulouz est réalisé à 100%. Il en est de même pour la conduite d'adduction. Le réseau de distribution est réalisé à hauteur de 30% et la date de mise en service totale du réseau et le début d'exploitation totale du projet est prévue courant 2009.

L'ORMVA de Souss Massa est mandaté par l'Autorité Délégante (Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime) pour la représenter et assurer le suivi quotidien de la gestion déléguée aussi bien pendant la réalisation du projet que pendant son exploitation.

En capitalisant sur l'expérience en cours dans le périmètre d'El Guerdane, le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime a bénéficié d'un don d'un million d'euros auprès du FEMIP (Facilité Euro-Méditerranéenne d'Investissement et de Partenariat) pour réaliser une étude de faisabilité et d'assistance technique pour la mise en place d'un projet de gestion déléguée du service de l'eau d'irrigation du périmètre du Loukkos.

De même, des études de structuration sont en préparation en vue d'étendre l'expérience à d'autres périmètres tels le Tadla, les Doukkala, le Gharb et la zone de Chtouka..

2.2.3 - PARTENARIAT PUBLIC PRIVE AUTOUR DES TERRES AGRICOLES

En capitalisant sur la réussite de la première expérience, **une 2ème tranche de ce partenariat** a été lancée le 16 avril 2007, via un Appel d'Offres International et deux Appels à Manifestation d'Intérêt relatifs à l'opération de « partenariat Public-Privé autour des terres gérées par SODEA et SOGETA » portant sur **38.731 hectares**.

Rappel : *La* ***1ère tranche*** *de ce partenariat dont les résultats avaient été proclamés en septembre 2005 a permis la conclusion de plus de* ***160 conventions*** *avec des partenaires nationaux et étrangers dont les projets sont appelés à générer* ***plus 4,5 milliards de dirhams d'investissements et 15.153 emplois.***

Les résultats définitifs de cette 2ème tranche, publiés le 1er août 2008, montrent que[40] :

- les projets proposés ont fait l'objet de **860 offres dont 132 par des étrangers (15%) ;**
- la moyenne des offres par projet s'est élevée à **7,14** soit +140% par rapport à la 1ère tranche ;
- **les investissements projetés sont de 7.684 MDH** ;
- **des partenaires étrangers de renom** ont été retenus dont des espagnols, des français, des américains et des argentins ;
- les créations **d'emplois stables** seront de **23.457** postes ;
- le programme agricole envisagé porte sur 20.000 ha ;
- pour éviter l'accaparement, et à l'instar de la 1ère tranche, aucun candidat n'a eu droit à plus de 4 projets pour l'ensemble de l'opération.

Le **Plan Maroc Vert** prévoit le développement des PPP autour de 700.000 hectares de terres agricoles appartenant à l'Etat et aux collectivités ethniques à raison de **70.000 hectares par an.**

2.2.4 - PERSPECTIVES

Les Partenariats Public-Privé (PPP) sont appelés à se développer à l'avenir et ce, en raison des avantages qu'ils procurent en matière de conception, de financement et de gestion des projets et des possibilités qu'ils offrent à la partie publique (Etat, Collectivités Locales ou Etablissements Publics).

A cet égard, une étude d'identification de PPP viables dans les infrastructures et les services publics, sur un horizon de trois ans, est en cours de réalisation dans le cadre du protocole d'accord signé le 24 mai 2007 avec la Société Financière Internationale (SFI). Les secteurs concernés sont les transports, les services sociaux, l'eau y compris l'irrigation, l'assainissement et l'énergie.

De même, le développement des PPP fait l'objet de plusieurs actions de coopération entre le Maroc et certains pays partenaires.

[40] *Résultats publiés sur le site (www.agripartenariat.ma).*

CONCLUSION

En dépit d'un contexte mondial défavorable marqué par la poursuite du renchérissement des prix des produits énergétiques et des matières premières, les réalisations techniques, économiques, sociales et financières des Entreprises Publiques (EP) ont été globalement remarquables.

Ces résultats sont le fruit des restructurations et actions de modernisation des modes de gestion des EP engagées durant les dernières années. Les secteurs de l'habitat et des transports ainsi que les Institutions Financières Publiques et les caisses internes de retraite des EP ont été particulièrement concernés par ce mouvement de réforme.

Le processus de changement continuera avec la mise en branle d'une nouvelle génération de programmes aussi structurants et parfois plus complexes, à travers des plans intégrés et innovants tels Emergence Phosphates, Maroc Vert, Energie Pro, Plan autoroutier, Transport urbain dans les grandes agglomérations et Plan ferroviaire, dans lesquels les EP sont fortement impliquées.

Les acquis enregistrés en matière de privatisation et de Partenariats Public Privé (PPP) seront mis à profit pour adopter des formules novatrices de nature à relever les défis particulièrement en matière d'enseignement, de santé, d'énergie, de valorisation des terres agricoles et de gestion de l'eau.

La modernisation du cadre institutionnel et organisationnel des EP n'est pas en reste. Elle se poursuivra en relation avec la transformation des Etablissements Publics marchands en Sociétés Anonymes et l'adoption de règles de gouvernance, de management, de contrôle et de transparence financière conformes aux standards internationaux.

Annexes

Annexe 1

INVENTAIRE ET MOUVEMENTS DU PORTEFEUILLE 2006 - 2007

I- INVENTAIRE

ENTITES		NOMBRE	
		31/12/2006	31/12/2007
ETABLISSEMENTS PUBLICS		257	255
SOCIETES		416	440
dont :	SOCIETES D'ETAT	88	94
	FILIALES PUBLIQUES	131	120
	SOCIETES MIXTES	197	226
TOTAL GLOBAL		673	695

II- MOUVEMENTS

A) ETABLISSEMENTS PUBLICS

1- ENTREES (6)

Sigle	Raison Sociale
AU EL JADIDA	AGENCE URBAINE D'EL JADIDA
AU ESSAOUIRA	AGENCE URBAINE D'ESSAOUIRA
AU KELA SRAGHNA	AGENCE URBAINE DE KELAA SRAGHNA
AU KHEMISSET	AGENCE URBAINE DE KHEMISSET
AU KHENIFRA	AGENCE URBAINE DE KHENIFRA
UNI SMS/BM	UNIVERSITE SULTAN MOULAY SLIMANE DE BENI-MELLAL

2- SORTIES (8)

Sigle	Raison Sociale
ERACC	ETABLISSEMENT REGIONAL D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION DE LA REGION CENTRE
ERACCN	ETABLISSEMENT REGIONAL D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION DE LA REGION CENTRE-NORD
ERACCS	ETABLISSEMENT REGIONAL D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION DE LA REGION CENTRE-SUD
ERACNO	ETABLISSEMENT REGIONAL D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION DE LA REGION NORD-OUEST
ERACO	ETABLISSEMENT REGIONAL D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION DE LA REGION ORIENTAL
ERACS	ETABLISSEMENT REGIONAL D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION DE LA REGION SUD
ERACT	ETABLISSEMENT REGIONAL D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION DE LA REGION TENSIFT
RADEEN	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU DE NADOR

B) SOCIETES

1- ENTREES (51)

Sigle	Raison Sociale	Holding	Participation Publique
AGRAM INVEST	SOCIETE AGRAM INVEST	CAM	9,00%
AL OMRANE AGADIR	SOCIETE AL OMRANE AGADIR	HAO	100,00%
AL OMRANE CASA	SOCIETE AL OMRANE CASABLANCA	HAO	100,00%
AL OMRANE FES	SOCIETE AL OMRANE FES	HAO	100,00%
AL OMRANE MARRAKECH	SOCIETE AL OMRANE MARRAKECH	HAO	100,00%
AL OMRANE MEKNES	SOCIETE AL OMRANE MEKNES	HAO	100,00%
AL OMRANE OUJDA	SOCIETE AL OMRANE OUJDA	HAO	100,00%
AL OMRANE RABAT	SOCIETE AL OMRANE RABAT	HAO	100,00%
AM INVEST MOROC	AM INVEST MOROCCO	BCP	5,43%
ATLANTA	ASSURANCE ATLANTA	CDG	40,00%
ATLAS HR	ATLAS HOTELS & RESORTS	RAM	90,12%
ATLAS SERVICES	ATLAS MULTISERVICES SA	RAM	95,94%
AVILMAR	AVILMAR	CDG	49,00%
BRG MARINA	BOU REGREG MARINA	AAVBR	100,00%
CAPMEZZANINE	FONDS CAPMEZZANINE	CDG	100,00%
CASADEV	CASADEV	CDG	49,00%
CHAABI COURTAGE	CHAABI COURTAGE SA	BCP	40,81%
CIRES	CIRES TELECOM	TMSA	51,00%
CPA	CONSEIL ET PLACEMENT D'ASSURANCES	CDG	13,55%
CREDIT EQDOM	CREDIT EQDOM	CDG	9,35%
EDS	EDS - CDG IT SERVICES MAROC	CDG	49,00%
EXPROM	EXPROM	CDG	100,00%
FENIE BROSSETTE	FENIE BROSSETTE	SOMED	19,92%
FES DEVELOPPEME	FES DEVELOPPEMENT	CDG	49,00%
FIPAR INTERNAT	FIPAR INTERNATIONAL	CDG	100,00%
GABON TELECOM	GABON TELECOM	IAM	15,30%
GCM	LES GRANDES CARRIERES MAROCAINES	ONCF	64,01%
IMEG	INFORMATIQUE ET METHODES DE GESTION	CDG	10,32%
ITER ERFOUD	SOCIETE IMMOBILIERE ET TOURISTIQUE D'ERFOUD	CDG	72,20%
JAIDA	FONDS JAIDA DE FINANCEMENT DES ORGANISMES DE MICROFINANCE AU MAROC	CDG	45,00%
JZN	JARDIN ZOOLOGIQUE NATIONAL SA	TRESOR	100,00%
LAFARGE	LAFARGE CIMENTS DU MAROC	CDG	8,19%
LIDO	LE LIDO RIAD SALAM	CDG	72,20%
MADAEF	MADAEF SA	CDG	100,00%
MEDHUB SA	MEDHUB SA	TMSA	100,00%
PANOMAR	PANOMAR	SOMED	8,83%

Annexe 1

Sigle	Raison Sociale	Holding	Participation Publique
PARADISE	SOCIETE PARADISE HOTEL TICHKA SA	CDG	72,20%
PATRILOG	PATRILOG	CDG	100,00%
RG GESTION	REGIONAL GESTION SA	BCP	16,20%
SANAD	COMPAGNIE D'ASSURANCES SANAD	CDG	39,86%
SITZAG	SOCIETE IMMOBILIERE ET TOURISTIQUE DE ZAGORA	CIH	72,20%
SGAM AL KANTARA	SGAM AL KANTARA	BCP	7,47%
SNED	SOCIETE NATIONALE D'ETUDES DU DETROIT DE GIBRALTAR	TRESOR	50,00%
STE IMMO.SANAD	STE IMMOBILIERE SANAD	CDG	38,47%
TECK CAPITAL	TECK CAPITAL MANAGEMENT	CDG	100,00%
TFZ	TANGER FREE ZONES	TMSA	29,45%
TMA	TMA	SOMED	8,94%
TUI AG	TOURISTIK UNION INTERNATIONAL	CDG	5,00%
WAFA HOTEL	WAFA HOTEL	CDG	72,20%
WAHATE AGUEDAL	WAHATE AGUEDAL SA	SOMED	35,77%
ZAL CASABLANCA	SOCIETE ZONE D'ACTIVITES LOGISTIQUES CASABLANCA	ONCF	40,00%

2- SORTIES (27)

Sigle	Raison Sociale	Holding	Participation Publique
ACOMAR	AGENCE DE CONSIGNATION MAROCAINE	COMANAV	76,09%
ALM	ALLICOM MAROC CHIMIE	BCP	5,18%
ATLAS	SOCIETE MAROCAINE DE NAVIGATION	COMANAV	70,38%
BMCE MADRID	BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTERIEUR INTERNATIONAL	OCP	12,30%
COMANAV	COMPAGNIE MAROCAINE DE NAVIGATION	TRESOR	76,09%
COMANAV VOYAGE	SOCIETE DE TOURISME ET DE VOYAGES DE LA COMANAV	COMANAV	69,07%
DOURDOU	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DOURDOU	HAO	99,50%
DRAPOR	SOCIETE DE DRAGAGE DES PORTS	SODEP	100,00%
FINAPACK	FINANCIERE PAPIER ET CARTON KADIRIA	CDG	16,00%
GAM	GSM AL MAGHREB	IAM	11,90%
IMEG CC	SOCIETE IMEG CC	CDG	9,93%
LAITERIE DU NOR	LAITERIE DU NORD	CAM	2,45%
LIMADET	LIGNES MARITIMES DU DETROIT	COMANAV	73,54%
LSE	LABORATOIRE LSE	ONCF	43,14%
MANUCO	SOCIETE MAROCAINE DE MANUTENTION, DE CONSIGNATION ET DE POINTAGE	COMANAV	76,09%
MARBAR	MARBAR MARATIME	COMANAV	38,05%
MARONOR	MARONOR	COMANAV	38,05%
ONT LOGISTICS	ONT LOGISTICS	SNTL	100,00%
PROMOPECHE	SOCIETE DE PROMOTION ET D'EXPLOITATION DE LA PECHE	ONP	100,00%
SMDM	SOCIETE MAGHREBINE DE DEFENSE MARITIME	COMANAV	45,65%
SOMACAT	SOMACAT	COMANAV	7,61%
SOMAPORT	SOMAPORT	COMANAV	76,09%
SOMAT	SOCIETE MARITIME DE L'ATLANTIQUE	COMANAV	38,81%
TANGERMED GATE	TANGER MED GATE	COMANAV	7,61%
TANGERMED GM	TANGER MED GATE MANAGEMENT	COMANAV	15,22%
THONAPECHE	SOCIETE MAROCAINE DE PECHE ET DE THON	ONP	100,00%
UDEMAC	UDEMAC	COMANAV	57,07%

En cours de sortie en 2008

Sigle	Raison Sociale	Observations
SONABA	SOCIETE NATIONALE D'AMENAGEMENT DE LA BAIE D'AGADIR	Fusion
SNABT	SOCIETE NATIONALE DE L'AMENAGEMENT DE LA BAIE DE TANGER	
AEROTECHNIC	AEROTECHNIC INDUSTRIES	Cession

En cours d'entrée en 2008

Sigle	Raison Sociale	Holding
AL BARID BANK	AL BARID BANK	BAM
AL OMRANE BENI MELLAL	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE BENI MELLAL	HAO
ATLAS PC	ATLAS PATRIMOINE CASABLANCA	RAM
ATLAS PN	ATLAS PATRIMOINE NATIONAL	RAM
BAB AL BAHR	BAB AL BAHR	AAVBR
BMP	BUNGE MAROC PHOSPHORE	OCP
BPMM	BANQUE POPULAIRE MAROCO MAURITANIENNE	BCP
CDE	SOCIETE CAMEROUNAISE DES EAUX	CDG
OCD	OUED CHBIKA DEVELOPPEMENT	CDG
EURONEWS	EURONEWS	SNRT
MARCHICA MED	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DE LA LAGUNE DE MARCHICA MED	FDSHII
OGIF	OIL & GAZ INVESTMENT FUND	CDG
ONE SENEGAL	ONE SENEGAL	ONE
SFDA	SOCIETE DE FINANCEMENT ET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE	CAM
SMIT	SOCIETE MAROCAINE DE L'INGENIERIE TOURISTIQUE	TRESOR
SNTL ASSURANCES	SNTL ASSURANCES	SNTL
TAMANSOURT	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE TAMANSOURT	HAO
TEMARA DEV	SOCIETE TEMARA DEVELOPPEMENT	CDG
TMU	TANGER MED UTILITIES	ONE / ONEP
TSR	TECHNOPOLIS RABAT SHORE	CDG

Annexe 1-A

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS (255)
AU 31/12/2007

Sigle	Raison sociale
AAVBR	AGENCE POUR L'AMENAGEMENT DE LA VALLEE DU BOU REGREG
ABHBC	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU BOU REGREG ET DE LA CHAOUIA
ABHL	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU LOUKKOS
ABHM	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE LA MOULOUYA
ABHOR	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE L'OUM ER-RBIA
ABHS	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU
ABHSM	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE SOUSS MASSA
ABHT	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU TENSIFT
ADS	AGENCE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL
ALEM	AGENCE DES LOGEMENTS ET DES EQUIPEMENTS MILITAIRES
ANAM	AGENCE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE
ANAPEC	AGENCE NATIONALE DE PROMOTION DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES
ANCFCC	AGENCE NATIONALE DE LA CONSERVATION FONCIERE, DU CADASTRE ET DE LA CARTOGRAPHIE
ANP	AGENCE NATIONALE DES PORTS
ANPME	AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE
ANRT	AGENCE NATIONALE DE REGLEMENTATION DES TELECOMMUNICATIONS
APDN	AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PROVINCES DU NORD
APDO	AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PROVINCES DE L'ORIENTAL
APDS	AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PROVINCES DU SUD
AREFCA	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DU GRAND CASABLANCA
AREFCO	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE CHAOUIA-OUARDIGHA
AREFDA	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE DOUKKALA-ABDA
AREFFB	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE FES-BOULMANE
AREFGCB	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DU GHARB-CHERARDA-BENI HSINE
AREFGS	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE GUELMIM SMARA
AREFLB	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE LAAYOUNE-BOUJDOUR- SAKIA EL HAMRA
AREFMT	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE MEKNES-TAFILALT
AREFODL	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE OUED ED-DAHAB-LAGOUIRA
AREFOR	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE L'ORIENTAL
AREFRSZ	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE RABAT-SALE-ZEMMOUR-ZAER
AREFSMM	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE SOUSS-MASSA-DRAA
AREFTA	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE TADLA AZILAL
AREFTEH	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE TENSIFT-EL HAOUZ
AREFTHT	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE TAZA-EL HOCEIMA-TAOUNATE
AREFTT	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE TANGER-TETOUAN
AU AGADIR	AGENCE URBAINE D'AGADIR
AU BENI-MELLAL	AGENCE URBAINE DE BENI-MELLAL
AU CASABLANCA	AGENCE URBAINE DE CASABLANCA
AU EL HOCEIMA	AGENCE URBAINE EL HOCEIMA
AU EL JADIDA	AGENCE URBAINE D'EL JADIDA
AU ERRACHIDIA	AGENCE URBAINE DE ERRACHIDIA
AU ESSAOUIRA	AGENCE URBAINE D'ESSAOUIRA
AU FES	AGENCE URBAINE ET DE SAUVEGARDE DE FES
AU GUELMIM	AGENCE URBAINE DE GUELMIM-SMARA
AU KELA SRAGHNA	AGENCE URBAINE DE KELAA SRAGHNA
AU KENITRA	AGENCE URBAINE DE KENITRA
AU KHEMISSET	AGENCE URBAINE DE KHEMISSET
AU KHENIFRA	AGENCE URBAINE DE KHENIFRA
AU LAAYOUNE	AGENCE URBAINE DE LAAYOUNE
AU MARRAKECH	AGENCE URBAINE DE MARRAKECH
AU MEKNES	AGENCE URBAINE DE MEKNES
AU NADOR	AGENCE URBAINE DE NADOR
AU OUARZAZATE	AGENCE URBAINE DE OUARZAZATE-ZAGORA
AU OUEDDAHAB	AGENCE URBAINE DE OUEDDAHAB-AOUSSERD
AU OUJDA	AGENCE URBAINE D'OUJDA
AU RABAT	AGENCE URBAINE DE RABAT - SALE
AU SAFI	AGENCE URBAINE DE SAFI
AU SETTAT	AGENCE URBAINE DE SETTAT
AU TANGER	AGENCE URBAINE DE TANGER
AU TAZA	AGENCE URBAINE DE TAZA
AU TETOUAN	AGENCE URBAINE DE TETOUAN
BAM	BARID AL MAGHRIB
BM	BANK AL MAGHRIB
BNRM	BIBLIOTHEQUE NATIONALE DU ROYAUME DU MAROC
CADETAF	CENTRALE D'ACHAT ET DE DEVELOPPEMENT MINIER DE TAFILALET ET FIGUIG
CAGAGADIR	CHAMBRE D'AGRICULTURE D'AGADIR
CAGALHOCEIMA	CHAMBRE D'AGRICULTURE D'AL HOCEIMA
CAGAZILAL	CHAMBRE D'AGRICULTURE D'AZILAL
CAGBENI-MELLAL	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE BENI-MELLAL
CAGBENSLIMANE	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE BENSLIMANE

Annexe 1-A

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS (255)
AU 31/12/2007

Sigle	Raison sociale
CAGBOUARFA	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE BOUARFA
CAGCASABLANCA	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE CASABLANCA
CAGCHEFCHAOUN	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE CHEFCHAOUNE
CAGELJADIDA	CHAMBRE D'AGRICULTURE D'EL JADIDA
CAGELKELAA	CHAMBRE D'AGRICULTURE D'EL KELAA
CAGERRACHIDIA	CHAMBRE D'AGRICULTURE D'ERRACHIDIA
CAGESSAOUIRA	CHAMBRE D'AGRICULTURE D'ESSAOUIRA
CAGFES	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE FES
CAGGUELMIM	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE GUELMIM
CAGKENITRA	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE KENITRA
CAGKHEMISSET	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE KHEMISSET
CAGKHENIFRA	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE KHENIFRA
CAGKHOURIBGA	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE KHOURIBGA
CAGLAAYOUNE	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LAAYOUNE
CAGLARACHE	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LARACHE
CAGMARRAKECH	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE MARRAKECH
CAGMEKNES	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE MEKNES
CAGMISSOUR	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE MISSOUR
CAGNADOR	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE NADOR
CAGOUARZAZAT	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE OUARZAZAT
CAGOUEDEDDAHAB	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE OUED EDDAHAB
CAGOUJDA	CHAMBRE D'AGRICULTURE D'OUJDA
CAGSAFI	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE SAFI
CAGSETTAT	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE SETTAT
CAGSIDIKACEM	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE SIDI KACEM
CAGTANGER	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE TANGER
CAGTAOUNATE	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE TAOUNATE
CAGTAROUDANT	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE TAROUDANT
CAGTATA	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE TATA
CAGTAZA	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE TAZA
CAGTETOUAN	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE TETOUAN
CAGTIZNIT	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE TIZNIT
CARAGADIR	CHAMBRE D'ARTISANAT D'AGADIR
CARBENI-MELLAL	CHAMBRE D'ARTISANAT DE BENI-MELLAL
CARCASABLANCA	CHAMBRE D'ARTISANAT DE CASABLANCA
CARELJADIDA	CHAMBRE D'ARTISANAT D'EL JADIDA
CARESSAOUIRA	CHAMBRE D'ARTISANAT D'ESSAOUIRA
CARFES	CHAMBRE D'ARTISANAT DE FES
CARKENITRA	CHAMBRE D'ARTISANAT DE KENITRA
CARKHEMISSET	CHAMBRE D'ARTISANAT DE KHEMISSET
CARKHENIFRA	CHAMBRE D'ARTISANAT DE KHENIFRA
CARLAAYOUNE	CHAMBRE D'ARTISANAT DE LAAYOUNE
CARMARRAKECH	CHAMBRE D'ARTISANAT DE MARRAKECH
CARMEKNES	CHAMBRE D'ARTISANAT DE MEKNES
CARNADOR	CHAMBRE D'ARTISANAT DE NADOR
CAROUARZAZAT	CHAMBRE D'ARTISANAT DE OUARZAZAT
CAROUEDEDDAHAB	CHAMBRE D'ARTISANAT DE OUED EDDAHAB
CAROUJDA	CHAMBRE D'ARTISANAT D'OUJDA
CARRABAT	CHAMBRE D'ARTISANAT DE RABAT
CARSAFI	CHAMBRE D'ARTISANAT DE SAFI
CARSALE	CHAMBRE D'ARTISANAT DE SALE
CARSETTAT	CHAMBRE D'ARTISANAT DE SETTAT
CARSMARA	CHAMBRE D'ARTISANAT DE SMARA
CARTANGER	CHAMBRE D'ARTISANAT DE TANGER
CARTAZA	CHAMBRE D'ARTISANAT DE TAZA
CARTETOUAN	CHAMBRE D'ARTISANAT DE TETOUAN
CC	CAISSE DE COMPENSATION
CCG	CAISSE CENTRALE DE GARANTIE
CCISAGADIR	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES D'AGADIR
CCISALHOCEIMA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICE D'AL HOCEIMA
CCISBENI-MELLAL	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE BENI-MELLAL
CCISCASABLANCA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE CASABLANCA
CCISELJADIDA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES D'EL JADIDA
CCISELKELAA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES D'EL KELAA
CCISERRACHIDIA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES D'ERRACHIDIA
CCISESSAOUIRA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES D'ESSAOUIRA
CCISFES	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE FES
CCISKENITRA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE KENITRA
CCISKHEMISSET	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE KHEMISSET
CCISKHENIFRA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE KHENIFRA

Annexe 1-A

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS (255)
AU 31/12/2007

Sigle	Raison sociale
CCISKHOURIBGA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE KHOURIBGA
CCISLAAYOUNE	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE LAAYOUNE
CCISMARRAKECH	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE MARRAKECH
CCISMEKNES	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE MEKNES
CCISMOHAMADIA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE MOHAMADIA
CCISNADOR	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE NADOR
CCISOUARZAZAT	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE OUARZAZAT
CCISOUEDEDDAHAB	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE OUED EDDAHAB
CCISOUJDA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES D'OUJDA
CCISRABAT	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE RABAT
CCISSAFI	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE SAFI
CCISSETTAT	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE SETTAT
CCISTANGER	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE TANGER
CCISTANTAN	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE TANTAN
CCISTAZA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE TAZA
CCISTETOUAN	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE TETOUAN
CCM	CENTRE CINEMATOGRAPHIQUE MAROCAIN
CDER	CENTRE DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES
CDG	CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION
CDVM	CONSEIL DEONTOLOGIQUE DES VALEURS MOBILIERES
CFR	CAISSE POUR LE FINANCEMENT ROUTIER
CHIR	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE IBN ROCHD
CHIS	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE IBN SINA
CHUHII	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE HASSAN II
CHUMVI	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE MOHAMED VI
CMPE	CENTRE MAROCAIN DE PROMOTION DES EXPORTATIONS
CMR	CAISSE MAROCAINE DES RETRAITES
CNESTEN	CENTRE NATIONAL DE L'ENERGIE, DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES NUCLEAIRES
CNPAC	COMITE NATIONAL DE LA PREVENTION DES ACCIDENTS DE LA CIRCULATION
CNRST	CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
CNSS	CAISSE NATIONALE DE LA SECURITE SOCIALE
CPMAGADIR	CHAMBRE DES PECHES MARITIMES D'AGADIR
CPMCASABLANCA	CHAMBRE DES PECHES MARITIMES DE CASABLANCA
CPMDAKHLA	CHAMBRE DES PECHES MARITIMES DE DAKHLA
CPMTANGER	CHAMBRE DES PECHES MARITIMES DE TANGER
CT	CENTRES DE TRAVAUX
EACCE	ETABLISSEMENT AUTONOME DE CONTROLE ET DE COORDINATION DES EXPORTATIONS
EHTP	ECOLE HASSANIA DES TRAVAUX PUBLICS
EN	ENTRAIDE NATIONALE
ENAM	ECOLE NATIONALE D'AGRICULTURE DE MEKNES
ENIM	ECOLE NATIONALE DE L'INDUSTRIE MINERALE
FDSHII	FONDS HASSAN II POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL
FEC	FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL
FFIEM	FONDS DE FORMATION PROFESSIONNELLE INTER-ENTREPRISES MINIERES
FONDATION MVI	FONDATION MOHAMMED VI POUR LA PROMOTION DES OEUVRES SOCIALES DE L'EDUCATION-FORMATION
IAV	INSTITUT AGRONOMIQUE ET VETERINAIRE HASSAN II
INRA	INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE
INRH	INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES HALIEUTIQUES
IPM	INSTITUT PASTEUR DU MAROC
IRCAM	INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE
ISA	INSTITUT SUPERIEUR DE L'ADMINISTRATION
ISCAE	INSTITUT SUPERIEUR DE COMMERCE ET D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
ISM	INSTITUT SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE
ITPSMGEA	INSTITUT TECHNIQUE PRINCE SIDI MOHAMMED DE GESTION DES ENTREPRISES AGRICOLES
LOARC	LABORATOIRE OFFICIEL D'ANALYSES ET DE RECHERCHES CHIMIQUES
MAP	AGENCE MAGHREB ARABE PRESSE
MDA	MAISON DE L'ARTISAN
OC	OFFICE DES CHANGES
OCE	OFFICE DE COMMERCIALISATION ET D'EXPORTATION
OCP	OFFICE CHERIFIEN DES PHOSPHATES
ODCO	OFFICE DE DEVELOPPEMENT DE LA COOPERATION
OFEC	OFFICE DES FOIRES ET D'EXPOSITIONS DE CASABLANCA
OFPPT	OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL
OMPIC	OFFICE MAROCAIN DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE
ONCF	OFFICE NATIONAL DES CHEMINS DE FER
ONDA	OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS
ONE	OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE
ONEP	OFFICE NATIONAL DE L'EAU POTABLE
ONHYM	OFFICE NATIONAL DES HYDROCARBURES ET DES MINES
ONICL	OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES ET DES LEGUMINEUSES

Annexe 1-A

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS (255)
AU 31/12/2007

Sigle	Raison sociale
ONMT	OFFICE NATIONAL MAROCAIN DU TOURISME
ONOUSC	OFFICE NATIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES SOCIALES ET CULTURELLES
ONP	OFFICE NATIONAL DES PECHES
ORMVAD	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE DOUKKALA
ORMVAG	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU GHARB
ORMVAH	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU HAOUZ
ORMVAL	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU LOUKKOS
ORMVAM	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE LA MOULOUYA
ORMVAO	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE OUARZAZATE
ORMVASM	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE SOUS MASSA
ORMVAT	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU TADLA
ORMVATAF	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU TAFILALET
RADEEC	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE CHAOUIA
RADEEF	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE FES
RADEEJ	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE D'EL JADIDA
RADEEL	REGIE AUTONOME INTERCOMMUNALE DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE LARACHE
RADEEM	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE MEKNES
RADEEMA	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE MARRAKECH
RADEEO	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU D'OUJDA
RADEES	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE SAFI
RADEET	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE BENI-MELLAL
RADEETA	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE TAZA
RAFC	REGIE AUTONOME DES FRIGORIFIQUES DE CASABLANCA
RAK	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE KENITRA
RAMSA	REGIE AUTONOME MULTI-SERVICE D'AGADIR
RATAG	REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS URBAINS D'AGADIR
RATF	REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS URBAINS DE FES
RATR	REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS URBAINS DE RABAT-SALE
RATS	REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS URBAINS DE SAFI
TNMV	THEATRE NATIONAL MOHAMED V
UNI SMS/BM	UNIVERSITE SULTAN MOULAY SLIMANE DE BENI MELLAL
UNI.AE	UNIVERSITE ABDELMALEK ESSAADI DE TETOUAN
UNI.AQ	UNIVERSITE AL QUARAOUIYINE DE FES
UNI.CA	UNIVERSITE CADI AYAD DE MARRAKECH
UNI.CD	UNIVERSITE CHOUAIB DOUKKALI D'EL JADIDA
UNI.HI	UNIVERSITE HASSAN I DE SETTAT
UNI.HII/AI	UNIVERSITE HASSAN II DE AIN CHOCK
UNI.HII/MO	UNIVERSITE HASSAN II DE MOHAMMEDIA
UNI.IT	UNIVERSITE IBN TOFAIL DE KENITRA
UNI.IZ	UNIVERSITE IBNOU ZOHR D'AGADIR
UNI.MI	UNIVERSITE MOHAMED I D'OUJDA
UNI.MIS	UNIVERSITE MOULAY ISMAIL DE MEKNES
UNI.MVA	UNIVERSITE MOHAMED V DE RABAT AGDAL
UNI.MVS	UNIVERSITE MOHAMED V DE RABAT SOUISSI
UNI.SMBA	UNIVERSITE SIDI MOHAMED BEN ABDALLAH DE FES

Annexe 1-B

LISTE DES SOCIETES D'ETAT (94)
AU 31/12/2007

Sigle	Raison sociale	Participation Publique
ACASA	ACCES CAPITAL ATLANTIQUE	100%
AL BOUGHAZ	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE AL BOUGHAZ	100%
AL JANOUB	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE AL JANOUB	100%
ALOMRANE AGADIR	SOCIETE AL OMRANE AGADIR	100%
ALOMRANE CASA	SOCIETE AL OMRANE CASABLANCA	100%
ALOMRANE FES	SOCIETE AL OMRANE FES	100%
ALOMRANE MARRAKECH	SOCIETE AL OMRANE MARRAKECH	100%
ALOMRANE MEKNES	SOCIETE AL OMRANE MEKNES	100%
ALOMRANE OUJDA	SOCIETE AL OMRANE OUJDA	100%
ALOMRANE RABAT	SOCIETE AL OMRANE RABAT	100%
AUDA	AGENCE D'URBANISATION ET DE DEVELOPPEMENT D'ANFA	100%
BIOPHARMA	SOCIETE DE PRODUCTIONS BIOLOGIQUES ET PHARMACEUTIQUES VETERINAIRES	100%
BNDE	BANQUE NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	100%
BRG MARINA	BOUREGREG MARINA	100%
CAPMEZZANINE	FONDS D'INVESTISSEMENT CAPMEZZANINE	100%
CDG CAPITAL	CDG CAPITAL	100%
CDG DEVELOPPEME	CDG DEVELOPPEMENT	100%
CD2G	CD2G	100%
CERPHOS	CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES DES PHOSPHATES MINERAUX	100%
CFPM	CONDITIONNEMENT DES FRUITS ET PRIMEURS	100%
CGPARKING	COMPAGNIE GENERALE DES PARKINGS	100%
CHELLAH SA	FONCIERE CHELLAH SA	100%
CIL	CAISSE INTERPROFESSIONNELLE DU LOGEMENT	100%
COMAPRA	COMPAGNIE MAROCAINE DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES	100%
COMATAM	COMPAGNIE MAROCAINE DE TRANSPORTS ET D'AFFRETEMENTS MARITIMES	100%
CRNMDA	CAVES DES ROCHES NOIRES	100%
DYAR ALMANSOUR	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DYAR ALMANSOUR	100%
EXPROM	EXPROM	100%
FCCM	FONDS CAPITAL CARBONE MAROC	100%
FES MOTEL	FES MOTEL	100%
FIPAR	HOLDING FINANCIERE DE PARTICIPATIONS ET D'INVESTISSEMENTS	100%
FIPAR INTERNAT	FIPAR INTERNATIONAL	100%
FRESH FISH	FRESH FISH	100%
FRESH FISH PRIM	FRESH FISH PRIMEUR	100%
GPFCE	GROUPEMENT DE PARTICIPATION POUR LE FINANCEMENT DU COMMERCE EXTERIEUR	100%
GRV NADOR	GARE ROUTIERE VOYAGEURS DE NADOR	100%
HAO	HOLDING D'AMENAGEMENT AL OMRANE	100%
HOLMADET	HOLMADET	100%
IDMAJ SAKAN	IDMAJ SAKAN	100%
IMSA	SOCIETE IMMOBILIERE ET HOTELIERE DE SAFI	100%
JZN	JARDIN ZOOLOGIQUE NATIONAL SA	100%
KSAR ES SOUK MO	KSAR ESSOUK MOTEL	100%
LEJONC ET CIE	LEJONC ET COMPAGNIE	100%
MADAEF	MADAEF SA	100%
MAMOUNIA	SOCIETE LA MAMOUNIA	100%
MAROC TOURIST	MAROC TOURIST	100%
MAROPHOS I	MAROC-PHOSPHORE	100%
MARPHOCEAN	MARPHOCEAN	100%
MEDHUB SA	MEDHUB SA	100%
MHV	MAROC HOTELS ET VILLAGES	100%
MJS	LA MAROCAINE DES JEUX ET DES SPORTS	100%
PATRILOG	PATRILOG	100%
PHOSBOUCRAA	PHOSPHATES DE BOUCRAA	100%
PROMAGRUM	PROMOTION DES AGRUMES AU MAROC	100%
PROMOBAT	SOCIETE DE PROMOTION TOURISTIQUE DE LA BAIE DE TANGER	100%
RGF	ROYAL GOLF DE FES	100%
SA ZENATA	SOCIETE D'AMENAGEMENT ZENATA	100%
SABR	SABR AMENAGEMENT	100%
SAI M'DIQ	SOCIETE ANONYME IMMOBILIERE DE M'DIQ	100%
SAR	SOCIETE D'AMENAGEMENT RYAD	100%
SCI SEBTA	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE SEBTA	100%
SEFERIF	SOCIETE D'EXPLOITATION DES MINES DU RIF	100%
SGLN	SOCIETE DE GESTION DE LA LOTERIE NATIONALE	100%
SHN	SOCIETE HOTELIERE DE NADOR	100%
SHSH	SOCIETE HOTELIERE SIDI HARAZEM	100%
SIMEF	SOCIETE D'INDUSTRIES MECANIQUES ET ELECTRIQUES DE FES	100%
SLIMACO	SOCIETE DE CONDITIONNEMENT DES AGRUMES POUR LE GHARB	100%
SMESI	SOCIETE MAROCAINE D'ETUDES SPECIALES ET INDUSTRIELLES	100%
SNABT	SOCIETE NATIONALE DE L'AMENAGEMENT DE LA BAIE DE TANGER	100%
SNPP	SOCIETE NATIONALE DES PRODUITS PETROLIERS	100%

Annexe 1-B

LISTE DES SOCIETES D'ETAT (94)
AU 31/12/2007

Sigle	Raison sociale	Participation Publique
SNRT	SOCIETE NATIONALE DE LA RADIO ET DE LA TELEVISION	100%
SNTL	SOCIETE NATIONALE DES TRANSPORTS ET DE LA LOGISTIQUE	100%
SOCOBER	SOCIETE DE CONDITIONNEMENT DES AGRUMES DE BERKANE	100%
SODEA	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE	100%
SODECAT	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DU CUIVRE DE L'ANTI-ATLAS	100%
SODEP	SOCIETE D'EXPLOITATION DES PORTS	100%
SODEVI	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT VITICOLE	100%
SOFICOM	SOCIETE DE FINANCEMENT ET DE PARTICIPATIONS COMMERCIALES	100%
SOGATOUR	SOCIETE GENERALE D'AMENAGEMENT TOURISTIQUE	100%
SOMADET	SOCIETE MAROCAINE POUR LE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE	100%
SOPHAL	SOCIETE NATIONALE DE PROMOTION D'HABITAT LOCATIF	100%
SOTREG	SOCIETE DE TRANSPORTS REGIONAUX	100%
SSM	SOCIETE DES SELS DE MOHAMMEDIA	100%
STAR	SOCIETE DE TRANSPORTS ET D'AFFRETEMENTS REUNIS	100%
STOZ	SOCIETE TOURISTIQUE DE OUED ZEM	100%
SUPRATOURS	AGENCE ONCF TRANSPORT ET TOURISME	100%
TAMESNA	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE TAMESNA	100%
TECK CAPITAL	TECK CAPITAL MANAGEMENT	100%
TELECART	SOCIETE DE TELEDETECTION, DE CARTOGRAPHIE ET DE TOPOGRAPHIE	100%
TEMPS VERT	TEMPS VERT SA	100%
TMSA	AGENCE SPECIALE TANGER MEDITERRANEE	100%
TMSA HOLDING	AGENCE SPECIALE TANGER MEDITERRANEE HOLDING	100%
TRANSATLANTIQUE	CHAINE HOTELIERE TRANSATLANTIQUE	100%
UIM	UNION INDUSTRIELLE DE MONTAGE	100%

Annexe 1-C

LISTE DES FILIALES PUBLIQUES (120)
AU 31/12/2007

Sigle	Raison sociale	Participation Publique
ACACIANET	ACACIANET	51,00%
ACAMSA	ACCES CAPITAL ATLANTIQUE MAROC SA	55,99%
ACAS	ATLAS CATERING AIRLINES SERVICES	95,94%
ADER	AGENCE DE DEDENSIFICATION ET DE REHABILITATION DE LA MEDINA DE FES	99,99%
ADM	SOCIETE NATIONALE DES AUTOROUTES DU MAROC	97,13%
AEROTECHNIC	AEROTECHNIC INDUSTRIES	95,94%
AGRO CONCEPT	AGRO CONCEPT	66,22%
ALMANAR	AL MANAR DEVELOPMENT COMPANY	86,00%
AMADEUS	NATIONAL MARKETING COMPANY AMADEUS MAROC	67,16%
AOULI	MINES D'AOULI	98,32%
ARTS	AGRUMICULTEURS REUNIS DES TRIFFAS	82,19%
ATLAS BLUE	ATLAS BLUE	95,94%
ATLAS CARGO	ATLAS CARGO LINES	95,94%
ATLAS HOSPITALI	ATLAS HOSPITALITY	96,22%
ATLAS HR	ATLAS HOTELS & RESORTS	96,22%
ATLAS ONLINE	SOCIETE ATLAS ONLINE SA CALL CENTER	95,94%
ATLAS SERVICES	ATLAS MULTISERVICES SA	95,94%
BAILAUTO	BAIL AUTO	72,67%
BMAO	BANQUE MAROCAINE POUR L'AFRIQUE ET L'ORIENT	86,25%
BTNA	BRIQUETERIE TUILERIE NORD AFRICAINE	61,66%
CAM	CREDIT AGRICOLE DU MAROC	90,00%
CARNAUD	CARNAUD MAROC	51,00%
CDM	CHARBONNAGES DU MAROC	98,89%
CELLUMA	CELLULOSE DU MAROC	62,92%
CGI	COMPAGNIE GENERALE IMMOBILIERE	80,00%
CHANAB	SOCIETE DES CHANTIERS NAVALS BEN MOKOUT	80,00%
CHRONOPOST INT	CHRONOPOST INTERNATIONAL	66,00%
CID	CONSEIL, INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	54,58%
CIH	CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER	72,20%
CIRES	CIRES TELECOM	51,00%
CIVAC	SOCIETE CIVILE DES VILLAGES DE VACANCES	57,28%
CLUB SANGHO	CLUB SANGHO	50,54%
CMM	CAISSE MAROCAINE DES MARCHES	99,33%
COGEFES	CONFECTION GENERALE DE FES	91,95%
COTEF	COMPLEXE TEXTILE DE FES	98,52%
DIYAR AL MADINA	DIYAR AL MADINA	99,68%
EET	ENERGIE ELECTRIQUE DE TAHADDART SA	55,00%
EUCA FOREST	EUCA FOREST	62,92%
FIRO	FONDS D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE L'ORIENTAL	53,87%
FMF	FONDS MAROC FORETS	51,00%
FONDS IGRANE	FONDS D'INVESTISSEMENT IGRANE	61,95%
GCM	LES GRANDES CARRIERES MAROCAINES	64,01%
GEFS	LES GRANDS ENTREPÔTS FRIGORIFIQUES DU SOUSS	99,43%
GRV BENI-MELLAL	GARE ROUTIERE VOYAGEURS DE BENI-MELLAL	51,00%
GRV EL JADIDA	GARE ROUTIERE VOYAGEURS D'EL JADIDA	75,66%
GRV KSAR KEBIR	GARE ROUTIERE VOYAGEURS DE KSAR KEBIR	71,48%
GRV SAFI	GARE ROUTIERE DE LA VILLE DE SAFI	60,00%
HALA FISHERIES	HALA FISHERIES	99,43%
HOLDAGRO	HOLDAGRO	91,65%
HOLDCO	HOLDCO	75,66%
INGEMA	SOCIETE MAGHREBINE D'INGENIERIE	84,67%
ITER ERFOUD	SOCIETE IMMOBILIERE ET TOURISTIQUE D'ERFOUD	72,20%
LIDO	LE LIDO RIAD SALAM	72,20%
LOR	SOCIETE DE REPARTITION DES BILLETS DE LOTERIE	99,95%
LOTOPRINT	LOTOPRINT	60,00%
LPEE	LABORATOIRE PUBLIC D'ESSAIS ET D'ETUDES	57,44%
MAGETH	SOCIETE MAROCAINE DE GESTION THERMALE	94,81%
MAGHREB TITRISN	MAGHREB TITRISATION	60,32%
MAHD SALAM	HOTELS MAHD SALAM	72,20%
MARMOL	SOCIETE MANUFACTURA MARMOL DE TANGER	77,00%
MAROC LEASING	COMPAGNIE MAROCAINE DE LOCATION D'EQUIPEMENT	69,13%
MAROCLEAR	MAROCLEAR	61,27%
MCM	MASSIRA CAPITAL MANAGEMENT	65,00%
MVINVEST	MARRAKECH VILLAGINVEST	80,00%
PALM BAY	PALM BAY	61,37%
PAPELERA	PAPELERA DE TETUAN SA	65,72%
PARADISE	SOCIETE PARADISE HOTEL TICHKA SA	72,20%
PIZZERIA NAPOLI	RESTAURANT PIZZERIA NAPOLI	95,00%
RAM	COMPANIE NATIONALE DE TRANSPORT AERIEN ROYAL AIR MAROC	95,94%
RAM ACADEMY	RAM ACADEMY GMK	95,94%

Annexe 1-C

LISTE DES FILIALES PUBLIQUES (120)
AU 31/12/2007

Sigle	Raison sociale	Participation Publique
SAFABAIL	SAFABAIL	86,25%
SAFABOURSE	SAFABOURSE	84,85%
SAFACRED	SAFACRED	95,00%
SBM	SOCIETE DES BASALTES MAROCAINS	91,47%
SCET-MAROC	SOCIETE CENTRALE POUR L'EQUIPEMENT DU TERRITOIRE	89,25%
SCET-SCOM	SCET-SCOM S.A.	95,38%
SCI AL WIFAQ	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE AL WIFAQ	78,26%
SCI NATHALIE	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE NATHALIE	72,20%
SCI RHOSN	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE RHOSN ENNAKHIL	72,20%
SCI ROSE MARIE	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE ROSE MARIE	91,67%
SCI SIDI IFNI	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE SIDI IFNI	70,94%
SCI SPARTEL	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE SPARTEL	75,00%
SCOM	SOCIETE DE COORDINATION ET D'ORDONNANCEMENT MAROCAINE	79,94%
SCORE U	SOCIETE DES CONSIGNATAIRES REUNIS	99,43%
SCR	SOCIETE CENTRALE DE REASSURANCE	94,41%
SCVA	SOCIETE COOPERATIVE VINICOLE D'AIT SOUALA	74,49%
SCVM	SOCIETE COOPERATIVE VINICOLE DE MEKNES	58,83%
SEPYK	SOCIETE D'EXPLOITATION DE LA PYROTHINE DE KETTARA	99,99%
SERECAF	SOCIETE D'ETUDE ET DE REALISATION DE LA CHAINE DE FROID AU MAROC	99,65%
SHR	SOCIETE HOTELIERE EL RIAD	54,70%
SIDET	SOCIETE IMMOBILIERE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE	92,61%
SIDETSA	SOCIETE IMMOBILIERE POUR LE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DU SAHARA	95,63%
SIM	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MER	57,60%
SITZAG ZAGOURA	SOCIETE IMMOBILIERE ET TOURISTIQUE DE ZAGORA	72,20%
SMTRC	SOCIETE MAROCAINE DES TRANSPORTS RAPIDES CARRE	64,02%
SNDE	SOCIETE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE	99,72%
SOCAMAR	SOCIETE COMMERCIALISATION DES AGRUMES ET AUTRES FRUITS AU MAROC	99,98%
SOCICA	SOCIETE CHERIFIENNE DE LA CITE OUVRIERE MAROCAINE DE CASA	64,01%
SOCOCHARBO	SOCIETE COMMERCIALE DE CHARBONS ET BOIS	98,32%
SOFAC-CREDIT	SOCIETE DE FINANCEMENTS D'ACHATS A CREDIT	75,96%
SOGETA	SOCIETE DE GESTION DES TERRES AGRICOLES	99,02%
SOMAVIVAC	SOCIETE MAROCAINE DES VILLAGES DE VACANCES	64,00%
SONABA	SOCIETE NATIONALE D'AMENAGEMENT DE LA BAIE D'AGADIR	99,99%
SONACOS	SOCIETE NATIONALE DE COMMERCIALISATION DE SEMENCES	96,12%
SONADAC	SOCIETE NATIONALE D'AMENAGEMENT COMMUNAL	82,59%
SONARP	SOCIETE DE NAVIGATION, D'ARMEMENT ET DE PECHE	99,43%
SORASRAK	SOCIETE REGIONALE D'AMENAGEMENT TOURISTIQUE DE SAIDIA	69,16%
SOREAD	SOCIETE D'ETUDES ET DE REALISATIONS AUDIOVISUELLES "SOREAD" SA	71,82%
SOREAD FRANCE	SOCIETE D'ETUDES ET DE LA REALISATIONS AUDIOVISUELLES - FRANCE	71,81%
SOREC	SOCIETE ROYALE D'ENCOURAGEMENT DU CHEVAL	99,75%
SOSIPO	SOCIETE DES SILOS PORTUAIRES	75,75%
SOTHERMY	SOCIETE THERMO MEDICALE DE MOULAY YACOUB	95,00%
TICHKA OUARZAZ	SOCIETE HOTELIERE DU TICHKA	72,20%
UREB BEN SLIMAN	UNITE REGIONALE D'ELEVAGE BOVIN DE BEN SLIMANE	99,72%
UREB CHTOUKA	UNITE REGIONALE D'ELEVAGE BOVIN DE CHTOUKA	99,72%
UREB HAD SOUALE	UNITE REGIONALE D'ELEVAGE BOVINS DE SOUALEM	99,72%
UREB TIZITINE	UNITE REGIONALE D'ELEVAGE BOVIN DE TIZITINE	83,53%
VINICOOP	SOCIETE COOPERATIVE VINICOLE DES BENI SNASSEN	63,52%
WAFA HOTEL	WAFA HOTEL	72,20%
WAFIQ	SOCIETE IMMOBILIERE WAFIQ	95,94%

Annexe 1-D

LISTE DES SOCIETES MIXTES (226)
AU 31/12/2007

Sigle	Raison sociale	Participation Publique
ACMAR	ASSURANCE CREDIT MAROCAIN	16,15%
AGA INGENIERIE	SOCIETE POUR L'INGENIERIE DES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	26,93%
AGM	AKKA GOLD MINING	16,07%
AGRAM INVEST	SOCIETE AGRAM INVEST	9,00%
AIR SENEGAL	AIR SENEGAL INTERNATIONAL	48,93%
AL WASSIT	INTERMEDIATION ET CONSEIL FINANCIER" AL WASSIT"	23,40%
ALMAQAM	SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE AL MAQAM	5,91%
AMD	AMWAJ MOROCCO DEVELOPPEMENT	50,00%
AMENSOUSS	AMENSOUSS	20,00%
AMOS	ANGLO MOROCCAN SHIPYARD AMOS	5,00%
ASSARF	ASSARF ACHAABI	31,76%
ATLANTA	ASSURANCE ATLANTA	40,00%
ATLANTIS	SOCIETE HOTELIERE ATLANTIS	12,48%
AVILMAR	AVILMAR	49,00%
BANK AL AMAL	BANK AL AMAL	5,74%
BCDM PARIS/BRUX	BANQUE CHAABI DU MAROC	45,37%
BCP	BANQUE CENTRALE POPULAIRE	45,37%
BDM	BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	5,45%
BENAF	BENAF	45,37%
BHCI	BANQUE D'HABITAT DE LA COTE D'IVOIRE	6,17%
BPMC	BANQUE POPULAIRE MAROCO-CENTREAFRICAINE	28,36%
BPMG	BANQUE POPULAIRE MAROCO-GUINEENNE	24,75%
CASA AERO	CASA AERO SAS	48,93%
CASADEV	CASADEV	49,00%
CASANET	CASANET	30,00%
CDI	CDI	7,28%
CHAABI COURTAG	CHAABI COURTAGE SA	40,81%
CHAABI LEASING	CHAABI LEASING	13,61%
CHAABI LLD	CHAABI LOCATION LONGUE DUREE	17,69%
CHAABI MOUSSAHA	SOCIETE DE GESTION "CHAABI MOUSSAHAMA"	45,34%
CHIMIE PRODUIT	CHIMIE PRODUIT	36,40%
CIB	CHAABI INTERNATIONAL BANK OFFSHORE	27,22%
CIMA	CIMENTERIE MAGHREBINE	50,00%
CIMAR	CIMENTS DU MAROC	10,06%
CLUB MED	CLUB MEDITERRANEEN	10,00%
CMC	COMPAGNIE MAURITANIENNE DE COMMUNICATION	24,00%
CMF	COMMON MARKET FERTILIZERS	9,80%
CMG	COMPAGNIE MINIERE DES GUEMASSA	23,08%
CMI	CENTRE MONETIQUE INTERBANQUE	35,97%
CMKD	CONSORTIUM MAROCO-KOWEITIEN DE DEVELOPPEMENT	11,82%
CMSO	CITE MAROCAINE DE SIDI OTHMANE	12,08%
COLORADO	COLORADO SA PEINTURES	15,00%
COMABAR	COMPAGNIE MAROCAINE DE BARYTES	45,00%
CPA	CONSEIL ET PLACEMENT D'ASSURANCES	13,55%
CREDIT EQDOM	CREDIT EQDOM	9,35%
CTJ	CITE TROIS DES JEUNES	5,32%
DARADDAMAN	SOCIETE DE CAUTION MUTUELLE DAR ADDAMAN	38,59%
DELMA	SOCIETE DELMA D'INVESTISSEMENTS TOURISTIQUES	12,41%
DIYAR	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT IMMOBILIERE DIYAR	11,82%
ECESCO	ELECTRO CHEMSTEEL COMMERCE	36,40%
EDITIONMI	EDITIONS MAROCAINES ET INTERNATIONALES	12,19%
EDS	EDS - CDG IT SERVICES MAROC	49,00%
ELKHEIR	SOCIETE EL KHEIR	10,00%
EMAPHOS	EURO MAROC PHOSPHORE	49,05%
EMIROTEL	SOCIETE EMIROTEL	5,35%
EP D'ANFA	ESPACE PORTE D'ANFA	11,34%
ESSALMIYAH	ESSALMIYAH	11,82%
ESSOUKNA	SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE ESSOUKNA SARL	22,69%
ETI	EXPERTS TRAITEMENT D'INFORMATIONS	21,56%
EUMAGEX	EURO-MAROCAINE DE GESTION A L'EXPORT	9,23%
EUROCHEM	EUROCHEM REASSURANCE	47,17%
EUROCHEQUE	EUROCHEQUE MAROC	18,09%
FARAH MAGHREB	FARAH MAGHREB	12,56%
FASIND	FONDS D'AMORCAGE SINDIBAD	23,93%
FENIE BROSSETTE	FENIE BROSSETTE	19,86%
FES DEVELOPPEME	FES DEVELOPPEMENT	49,00%
FIROGEST	SOCIETE DE GESTION DES FONDS DE L'ORIENTAL	43,17%
FOSBRASIL	FOSBRASIL	5,42%
FS MOUSSAHAMA I	FONDS MOUSSAHAMA I	45,34%
GABON TELECOM	GABON TELECOM	15,30%

Annexe 1-D

LISTE DES SOCIETES MIXTES (226)
AU 31/12/2007

Sigle	Raison sociale	Participation Publique
GALLIA	GALLIA INDUSTRIES	36,40%
GASPER	GASPER GIE	9,43%
GENEX	GENEX PARTICIPATIONS	45,37%
GOLD	JEAN GOLDSCHMIDT	23,58%
GRV MARRAKECH	GARE ROUTIRE VOYAGEURS DE MARRAKECH	40,00%
GRV RABAT	GARE ROUTIERE VOYAGEURS DE RABAT	40,00%
GRV SETTAT	GARE ROUTIERE VOYAGEURS DE SETTAT	39,38%
HHC	HOSPITALITY HOLDING COMPANY	50,00%
HOLEXP	HOLDING EXPANSION	18,20%
HOTEL DAKHLA	HOTEL DAKHLA	17,98%
HOTEL DIAFA	HOTEL DIAFA	14,39%
HV MAROC	HERITAGE VISION MAROC	38,49%
HYDRO	HYDROMETAL	23,58%
HYDROT	HYDRO THECHNOLOGIES	12,03%
IAM	ITISSALAT AL-MAGHRIB	30,00%
IMACID	INDO-MAROC-PHOSPHORE	33,33%
IMEG	INFORMATIQUE ET METHODES DE GESTION	10,32%
INTERBANCAIRE	IMMOBILIERE INTERBANCAIRE	32,86%
INTERBANK	SOCIETE INTERBANK	29,03%
ISTITMARC	ETABLISSEMENT GESTIONNAIRE ALISTITMAR CHAABI	15,43%
JAIDA	FOND JAIDA DE FINANCEMENT DES ORGANISMES DE MICROFINANCES AU MAROC	45,00%
LABOMETAL	LABORATOIRE METALLURGIQUE D'ETUDES ET DE CONTROLE	10,59%
LAFARGE	LAFARGE CIMENTS DU MAROC	8,19%
LYDEC	LYONNAISE DES EAUX DE CASABLANCA	19,75%
MABENSA	MINIERE AFARHA BENTONITE SA	20,00%
MAC/Z	MAROC CUIVRE ET ZINC	18,14%
MAEVA	MAEVA MANAGEMENT	23,58%
MAI	MAROC ASSISTANCE INTERNATIONALE	23,43%
MAI TOURISME	MAI TOURISME	18,61%
MAINTER	MULTI ASSISTANCE INTERNATIONAL	23,43%
MANUJORF	SOCIETE JORF-LASFAR DE MANUTENTION	25,00%
MARTCO	MARGHREB ARAB TRADING COMPANY	9,07%
MASCANFOOD	MASCANFOOD	13,60%
MATELCA	SOCIETE MAROCAINE DE TELECOMMUNICATIONS PAR CABLES SOUS-MARINS	15,00%
MATIS AEROSPACE	MATIS AEROSPACE	31,98%
MATRONIX	MATRONIX	18,20%
MEDI TELECOM	MEDI TELECOM	8,00%
MEDI 1 SAT	MEDI 1 SAT	36,40%
MEDIA	MEDIA FINANCE	31,76%
MEDISTERPH	MEDISTERPH	22,67%
MERE VERTE	SOCIETE MERE VERTE	40,00%
METAL	METAL ET RESIDUS	18,16%
MIRADOR	SOCIETE ANONYME DU MIRADOR	25,00%
MITC	MORROCAN INFORMATION TECHNOPARK CASABLANCA	25,44%
MMA	PECHINEY M.M.A	21,05%
MOBISUD	MOBISUD SA	19,80%
MSI	MAROC SERVICE INTERMEDIATION	30,21%
MSIN	SOCIETE DE BOURSE MSIN -MAROC SERVICE INTERMEDIATION	29,90%
MTB	MAROC TELECOM BELGIQUE SA	30,00%
NEW SALAM	SOCIETE NEW SALAM	43,32%
NIHAM	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE NIHAM	25,00%
OB TENSIFT	OB TENSIFT	7,28%
ONATEL	OFFICE NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS DU BURKINA FASO	15,30%
ORBITA	ORBITA	49,26%
OTM	OMNIUM TECHNIQUE MAROC	20,00%
PALMARE	PALMERAIES MAROC D'EMIRATS	22,75%
PALMARIVA	PALMARIVA MAROC	16,81%
PANOMAR	PANOMAR	8,80%
PERLITE	PERLITE ROCHE	20,00%
PKDS	PK DUENGERHANDEL-SGESELLSCHAFT MBH	23,58%
PLM	DOUNIA HOTELS PLM	36,30%
PMP	PAKISTAN MAROC PHOSPHORE	50,00%
POPULAIRE AMAL	LA POPULAIRE AMAL	45,37%
POPULAIREALWANE	LA POPULAIRE ALWANE	45,37%
PRAYON	PRAYON (UK, PLC/PRAYON SPECIALITY PRODUCTS LTD)	49,73%
PRAYON SA	PRAYON SA	47,17%
PRAYONB	PRAYON BENELUX	47,17%
PRAYOND	PRAYON ALLEMAGNE	47,17%
PRAYONF	PRAYON FRANCE	47,17%
PRAYONI	PRAYON IBERICA	47,17%

Annexe 1-D

LISTE DES SOCIETES MIXTES (226)
AU 31/12/2007

Sigle	Raison sociale	Participation Publique
PRAYONINC	PRAYON INC INTERNATIONAL	47,17%
PRAYONIT	PRAYON ITALIA	23,58%
PRAYONS	PRAYON SERVICE ET FINANCE	47,17%
PRAYTECH	PRAYTECH	47,17%
PRT	PRAYON-RUPEL TECHNOLOGIE	47,17%
RECOURS	RECOURS SOCIETE ANONYME	18,33%
RESORT CO	RESORT CO	36,49%
RG GESTION	REGIONAL GESTION SA	42,37%
SACEM	SOCIETE ANONYME CHERIFIENNE D'ETUDE MINIERES	42,99%
SAFIR	SAFIR	11,26%
SALIMA HOLDING	SOCIETE ARABE LIBYO-MAROCAINE HOLDING	36,40%
SAMAZ	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL HAOUZIA	29,59%
SANAD	COMPAGNIE D'ASSURANCES SANAD	39,86%
SASMA	SOCIETE AGRICOLE DE SERVICES AU MAROC	25,00%
SCI ABLA	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE ABLA	13,61%
SCI ALMASSIRA	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE AL MASSIRA	43,10%
SCI DAIT ROUMI	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DAIT ROUMI II	40,83%
SCI JEAN	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE JEAN	45,22%
SCI JEAN F	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE JEAN FRANCOIS	43,10%
SCI NAMIR	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE NAMIR	44,92%
SCI OASIS	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE OASIS-YVES	45,22%
SCI PAPILLON	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE PAPILLON	45,07%
SCI RIGOT	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE RIGOT	40,83%
SCIF	SOCIETE CHERIFIENNE DE MATERIEL INDUSTRIEL ET FERROVIAIRE	19,96%
SCIMEP	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DE LA MAISON D'ETUDIANTS DE PARIS	35,39%
SCPR	SOCIETE CHIMIQUE PRAYON-RUPEL	47,17%
SCS	SOCIETE CHERIFIENNE DES SELS	50,00%
SECO	SOCIETE DES ENGRAIS CHIMIQUES ET ORGANIQUES	23,57%
SETAFIL	SETTAT FILATURE	6,86%
SFAPM	SOCIETE FINANCIERE D'AFRICA PALACE MAROC	14,26%
SG AL ISTITMAR	SOCIETE GESTIONNAIRE AL ISTITMAR CHAABI	15,43%
SG IGRANE	SOCIETE DE GESTION DES FONDS D'IGRANE	42,37%
SGAM AL KANTARA	SGAM AL KANTARA	6,81%
SHNG	SOCIETE HÔTELS NOUVELLE GENERATION	36,10%
SI AL AIN	SOCIETE IMMOBILIERE AL AIN	17,83%
SIAHA	SOCIET EL SIAHA	11,69%
SIBA	SOCIETE IMMOBILIERE DES BANQUES ASSOCIEES	40,88%
SICOPAR	SICOPAR	7,24%
SIEF	SOCIETE IMMOBILIERE ETAPEX DE FES	20,00%
SILOX	SOCIETE INDUSTRIELLE LIEGEOISE DES OXYDES	23,58%
SILOX UK LTD	SILOX UNITED KINGDOM LIMITED	23,58%
SILOXAN	SILOXAN HOLDING	23,58%
SIMEB	SOCIETE IMMOBILIERE AL BOUGHAZ	12,86%
SMADA	SOCIETE MAROCO ARABE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE	24,76%
SMAEX	SOCIETE MAROCAINE D'ASSURANCE A L'EXPORTATION	46,16%
SMCEI	SOCIETE MAROCO-CANARIENNE D'ETUDES ET D'INVESTISSEMENTS	18,83%
SNCZ	SOCIETE NOUVELLE DES COULEURS ZINCIQUES	23,58%
SNECMA	SNECMA MOROCCO ENGINE SERVICES	47,01%
SNED	SOCIETE NATIONALE D'ETUDES DU DETROIT DE GIBRALTAR	50,00%
SODIP	SODIP	15,00%
SOGEPIB	SOCIETE DE GESTION ET D'EXPLOITATION DU PARC INDUSTRIEL DE BOUSKOURA	34,86%
SOGIP	SOGIP	20,00%
SOMED	SOCIETE MAROC-EMIRATS ARABES UNIS DE DEVELOPPEMENT	35,65%
SOPROLIVES	SOPROLIVES	17,83%
SOTADEC	SOCIETE TANGEROISE D'EXPLOITATIONS COMMERCIALES	40,00%
SOTCODAT	SOCIETE DE CONDITIONNEMENT DES DATTES	19,61%
SOTHERMA	SOCIETE DU THERMALISME MAROCAIN	27,44%
SPIP	SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE DU PLATEAU	10,64%
SPORT DEV	SOCIETE POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA PROMOTION DU SPORT	25,00%
STE IMMO.SANAD	SOCIETE IMMOBILIERE SANAD	38,47%
SUCRAFOR	SUCRERIE RAFFINERIE DE L'ORIENTAL	5,00%
SUD LUX	SUD LUX	10,83%
SUGITON	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE SUGITON	11,82%
SUNABEL	SUCRERIE NATIONALE DE BETTERAVES DU LOUKKOS	5,11%
SURAC	SUCRERIE RAFFINERIE DE CANNES DU GHARB	5,00%
SURGELES	SURGELES DU LOUKKOS	8,00%
TECICO	TECICO	7,14%
TFZ	TANGER FREE ZONES	29,45%
TICKET AFRIQUE	TICKET AFRIQUE	33,48%
TIVOLI	SOCIETE IMMOBILIERE LE TIVOLI	34,55%

Annexe 1-D

LISTE DES SOCIETES MIXTES (226)
AU 31/12/2007

Sigle	Raison sociale	Participation Publique
TLS GRPSET	TLS GROUPE SETTAT	9,62%
TMA	TMA	8,91%
TRANSPEK	TRANSPEK	16,10%
TUI AG	TOURISTIK UNION INTERNATIONAL	5,00%
UCOMEP	UCOMEP	12,13%
UMA	UMA TRAIDING	21,84%
UMASOLAR	UMASOLAR	18,20%
UMEP	UNION MAROC EMIRATS ARABES UNIS DE PECHE	21,38%
UMET	UNION MAROC EMIRATS POUR LE TOURISME	16,78%
UPLINE TECHNO	UPLINE TECHNOLOGIES	20,00%
UREB OULMES	UNITE REGIONALE D'ELEVAGE BOVINS D'OULMES	33,24%
WAHATE AGUEDAL	WAHATE AGUEDAL SA	35,65%
ZAL CASABLANCA	SOCIETE ZONE D'ACTIVITES LOGISTIQUES CASABLANCA	40,00%
ZELLIDJA	ZELLIDJA SA	26,59%
ZEOLINE	ZEOLINE	23,58%
ZMPL	ZUARIE MAROC PHOSPHATES PRIVATE LIMITED	50,00%

Annexe 1-E

PARTICIPATIONS DES ENTREPRISES PUBLIQUES A L'ETRANGER AU 31/12/2007

Sigle	Raison sociale	Participation Publique	Holding	Pays
AIR SENEGAL	AIR SENEGAL INTERNATIONAL	48,93%	RAM	SENEGAL
ASSARF	ASSARF ACHAABI	37,98%	BCP	FRANCE
BCDM PARIS/BRUX	BANQUE CHAABI DU MAROC	54,25%	BCP	FRANCE
BHCI	BANQUE D'HABITAT DE LA COTE D'IVOIRE	6,03%	CDG	COTE D'IVOIRE
BPMC	BANQUE POPULAIRE MAROCO-CENTRE AFRICAINE	31,20%	BCP	CENTRE AFRIQUE
BPMG	BANQUE POPULAIRE MAROCO-GUINEENNE	29,66%	BCP	GUINEE
CLUB MED	CLUB MEDITERRANEE	10,00%	CDG	FRANCE
CMC	COMPAGNIE MAURITANIENNE DE COMMUNICATION	27,20%	IAM	MAURITANIE
CMF	COMMON MARKET FERTILIZERS	9,80%	OCP	BELGIQUE
EUROCHEM	EUROCHEM REASSURANCE	47,16%	OCP	LUXEMBOURG
FOSBRASIL	FOSBRASIL	5,42%	OCP	BRESIL
GASPER	GASPER GIE	9,43%	OCP	FRANCE
GOLD	JEAN GOLDSCHMIDT	23,58%	OCP	BELGIQUE
HYDRO	HYDROMETAL	23,58%	OCP	BELGIQUE
HYDROT	HYDRO THECHNOLOGIES	12,03%	OCP	CANADA
LEJONC ET CIE	LEJONC ET COMPAGNIE	100,00%	OCP	FRANCE
MAEVA	MAEVA MANAGEMENT	23,58%	OCP	BELGIQUE
METAL	METAL ET RESIDUS	18,16%	OCP	FRANCE
PKDS	PK DUENGERHANDEL-SGESELLSCHAFT MBH	23,58%	OCP	ALLEMAGNE
PRAYON	PRAYON (UK, PLC/PRAYON SPECIALITY PRODUCTS LTD)	47,16%	OCP	ROYAUME UNI
PRAYON SA	PRAYON SA	47,16%	OCP	BELGIQUE
PRAYONB	PRAYON BENELUX	47,16%	OCP	BELGIQUE
PRAYOND	PRAYON ALLEMAGNE	47,16%	OCP	ALLEMAGNE
PRAYONF	PRAYON FRANCE	47,16%	OCP	FRANCE
PRAYONI	PRAYON IBERICA	47,16%	OCP	ESPAGNE
PRAYONINC	PRAYON INC INTERNATIONAL	47,16%	OCP	BELGIQUE
PRAYONIT	PRAYON ITALIA	23,58%	OCP	ITALIE
PRAYONS	PRAYON SERVICE ET FINANCE	47,16%	OCP	BELGIQUE
PRAYTECH	PRAYTECH	47,16%	OCP	BELGIQUE
PRT	PRAYON-RUPEL TECHNOLOGIE	47,16%	OCP	BELGIQUE
SCI SEBTA	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE SEBTA	100,00%	OCE	FRANCE
SCIMEP	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DE LA MAISON D'ETUDIANTS DE PARIS	35,39%	OCP	FRANCE
SCPR	SOCIETE CHIMIQUE PRAYON-RUPEL	47,16%	OCP	BELGIQUE
SECO	SOCIETE DES ENGRAIS CHIMIQUES ET ORGANIQUES	23,56%	OCP	FRANCE
SILOX	SOCIETE INDUSTRIELLE LIEGEOISE DES OXYDES	23,58%	OCP	BELGIQUE
SILOX UK LTD	SILOX UNITED KINGDOM LIMITED	23,58%	OCP	ROYAUME UNI
SILOXAN	SILOXAN HOLDING	23,58%	OCP	CANADA
SOREAD FRANCE	SOCIETE D'ETUDES ET DE REALISATIONS AUDIOVISUELLES - FRANCE	71,97%	SOREAD	FRANCE
STAR	SOCIETE DE TRANSPORTS ET D'AFFRETEMENTS REUNIS	100,00%	OCP	FRANCE
TRANSPEK	TRANSPEK	16,10%	OCP	BELGIQUE
TUI AG	TOURISTIK UNION INTERNATIONAL	5,00%	CDG	ALLEMAGNE
VIVENDI	VIVENDI	0,61%	CDG	FRANCE
ZEOLINE	ZEOLINE	23,58%	OCP	BELGIQUE
ZMPL	ZUARIE LMT	49,00%	OCP	INDE

Annexe 1-E bis

1- ENTREPRISES A PARTICIPATION PUBLIQUE COTEES A LA BOURSE DE CASABLANCA

AU 31/07/2008

Sigle	Raison sociale	Cours en DH	Capitalisation en MDH	Participation Publique	Holding Public
BCP	BANQUE CENTRALE POPULAIRE	**2 700,00**	**16 664,9**	**54,66%**	**TRESOR**
CGI	COMPAGNIE GENERALE IMMOBILIERE	**2 180,00**	**40 129,4**	**80,00%**	**CDG**
CIH	CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER	**572,00**	**12 483,0**	**68,38%**	**CDG**
CIMAR	CIMENTS DU MAROC	**2 056,00**	**14 840,2**	**6,10%**	**CDG**
COLORADO	COLORADO SA - PEINTURES	**760,00**	**684,0**	**15,00%**	**CDG**
IAM	ITISSALAT AL MAGHRIB	**185,70**	**163 248,0**	**30,00%**	**TRESOR**
LYDEC	LYONNAISE DES EAUX DE CASABLANCA	**254,50**	**2 036,0**	**19,75%**	**CDG**
MLE	COMPAGNIE MAROCAINE DE LOCATION D'EQUIPEMENT	**360,00**	**574,2**	**71,03%**	**CDG**
PAPELERA	PAPELERA DE TETUAN SA	**213,90**	**218,0**	**65,72%**	**CDG**
SOFAC-CREDIT	SOCIETE DE FINANCEMENTS D'ACHATS A CREDIT	**420,00**	**595,0**	**75,96%**	**CDG**
ZELLIDJA	ZELLIDJA SA	**1 770,00**	**1 014,0**	**26,76%**	**SOMED**

2- ENTREPRISES A PARTICIPATION PUBLIQUE COTEES EN BOURSES ETRANGERES

AU 31/07/2008

Sigle	Raison sociale	Cours en Euros	Capitalisation en Millions d'Euros	Participation Publique	Holding Public
TUI AG	TOURISTIK UNION INTERNATIONAL	**14,84**	**3 728,5**	**5,00%**	**CDG**
CLUB MED	CLUB MEDITERRANEE	**28,69**	**556,0**	**10,00%**	
VIVENDI	VIVENDI	**26,97**	**31 427,6**	**0,61%**	

Annexe 1-F

Liste des Entreprises Publiques en cours de dissolution (38) au 31/12/2007

Sigle	Raison Sociale
AOULI	MINES D'AOULI
ASSARF	ASSARF ACHAABI
BPIC	BANQUE POPULAIRE INVEST CONSULT
CDM	CHARBONNAGES DU MAROC
CIMA	CIMENTERIE MAGHREBINE
EUMAGEX	EURO-MAROCAINE DE GESTION A L'EXPORT
EUROCHEQUE	EUROCHEQUE MAROC
GRV BENI-MELLAL	GARE ROUTIERE DE LA VILLE DE BENI-MELLAL
GSPAS	GROUPEMENT DE SOCIETES POUR LA PROMOTION DES ACTIVITES SOCIALES, SPORTIVES ET CULTURELLES
HALA FISHERIES	HALA FISHERIES
HOLEXP	HOLDING EXPANSION
IMEC	INSTITUT MAROCAIN D'ESSAIS ET DE CONSEILS
MARTCO	MARGHREB ARAB TRADING COMPANY
NEW SALAM	SOCIETE NEW SALAM
PALM BAY	PALM BAY
PALMARIVA	PALMARIVA MAROC
PERLITE	PERLITE ROCHE
PROMOPECHE	SOCIETE DE PROMOTION ET D'EXPLOITATION DE LA PECHE
RATR	REGIE AUTONOME DE TRANSPORT URBAIN DE RABAT-SALE
SAFIR	CMKD SAFIR
SASMA	SOCIETE AGRICOLE DE SERVICES AU MAROC
SEFERIF	SOCIETE D'EXPLOITATION DES MINES DU RIF
SEPYK	SOCIETE D'EXPLOITATION DE LA PYROTHINE DE KETTARA
SIMEF	SOCIETE D'INDUSTRIES MECANIQUES ET ELECTRIQUES DE FES
SMEEG	SOCITE MAROCAINE D'ETUDES ECONOMIQUES ET DE GESTION
SNDE	SOCIETE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE
SNPP	SOCIETE NATIONALE DES PRODUITS PETROLIERS
SOCICA	SOCIETE CHERIFIENNE DE LA CITE OUVRIERE MAROCAINE DE CASA
SONARP	SOCIETE DE NAVIGATION D'ARMEMENT ET DE PECHE
SOPLEM	SOCIETE DE PLANTATION ET D'EMBALLAGE OULED MEHALLA
TELECART	SOCIETE DE TELEDETECTION DE CARTOGRAPHIE ET DE TOPOGRAPHIE
THONAPECHE	SOCIETE MAROCAINE DE PECHE ET DE THON
TRANSATLANTIQUE	CHAINE HOTELIERE TRANSATLANTIQUE
UREB OULMES	UNITE REGIONALE D'ELEVAGE BOVIN D'OULMES
UREB TIZITINE	UNITE REGIONALE D'ELEVAGE BOVIN DE TIZITINE
UREB BENSLIMANE	UNITE REGIONALE D'ELEVAGE BOVIN DE BEN SLIMANE
UREB CHTOUKA	UNITE REGIONALE D'ELEVAGE BOVIN DE CHTOUKA
UREB HAD SOUALEM	UNITE REGIONALE D'ELEVAGE OVIN DE HAD SOUALEM

Annexe 1-G

CREATIONS D'EP ET PRISES DE PARTICIPATION AUTORISEES PAR DECRET
EN VERTU DE L'ARTICLE 8 DE LA LOI N° 39-89 SUR LA PRIVATISATION
ANNEE 2007

Holding	Dénomination	Objet Principal	Capital Social	Taux de participation	Investissement Projeté en MDH
CDG	JAIDA	Refinancement d'organismes de micro-crédit	100 MDH	45%	-
	EDS – CDG LT SERVICES	Offshoring informatique	300.000 DH	49%	65
	TECK CAPITAL MANAGEMENT	Détention d'investissements financiers dans le secteur touristique à l'étranger	100 000 Euros	-	-
	FIPAR INTERNATIONAL	Détention de paticipations du Groupe CDG à l'étranger	100.000 Euros	100%	-
	AVILMAR	Développement économique et social de la ville de Marrakech	40 MDH	49%	-
	CASADEV	Développement économique et social de la ville de Casablanca	40 MDH	49%	1 842
	FES DEVELOPPEMENT	Développement économique et social de la ville de Fès	40 MDH	49%	-
	PATRILOG (1)	Réalisation d'un programme de 20.000 logements sociaux au profit du personnel de l'Administration de la Défense Nationale	540 MDH	50%	4 000
RAM	ATLAS MULTISERVICES	Prestation de services : personnel intérimaire et sous-traitance	5 MDH	100%	-
BCP	AM INVEST MOROCCO	Réalisation d'investissements dans des opérations de capital développement, capital transmission et capital risque	215 MDH	10,90%	-
	SGAM AL KANTARA	Investissements dans des sociétés commerciales non cotées situées au Maroc ou à l'étranger	52,5 MDH	Jusqu'à 15 %	-
	FONDS MOUSSAHAM II	Financement d'entreprises en phase de développement ou en création	200 MDH	56%	-
	ALTERMED MAGHREB & VIVERIS ISTITMAR	Financement des PME non cotées	-	30 MDH	-
TMSA	MEDHUB SA	Exploitation de la zone franche logistique adjacente au port Tanger Med	10 MDH	100%	23
CAM	TARGA	Promotion d'investissements dans des projets dela filière agroalimentaire	30 MDH	100%	-
	CAM GESTION	Gestion de portefeuilles individuels ou collectifs pour le compte de tiers à travers l'investissement en valeurs mobilières ou toute autre forme de placement	2 MDH	100%	-
	AGRAM INVEST	Investissement dans des sociétés situées au Maroc spécialisées dans l'Agro-alimentaire et l'Agro-industrie	10 MDH	10%	-
	OLEA CAPITAL	Investissements dans des sociétés dont l'activité se rattache à la production et à la commercialisation de l'huile d'olive	619 MDH	10%	-
ONCF	ZAL CASABLANCA	Aménagement, gestion et développement des plateformes logistiques	2,5 MDH	40%	-
TRESOR	JARDIN ZOOLOGIQUE NATIONAL	Réalisation et gestion du futur parc zoologique de Rabat	300.000 DH	100%	400
AAVBR	BOU REGREG MARINA	Gestion et exploitation de la zone de plaisance	20 MDH	100%	70
	BAB AL BAHR	Promotion et commercialisation immobilière	300.000 DH	50%	5 000

(1) : 50% CDG DEVELOPPEMENT et 50% AGENCE DES LOGEMENTS ET EQUIPEMENTS MILITAIRES

Annexe 1-G bis

CREATIONS D'EP ET PRISES DE PARTICIPATION AUTORISEES PAR DECRET EN VERTU DE L'ARTICLE 8 DE LA LOI N° 39-89 SUR LA PRIVATISATION DU 01/01/2008 AU 30/09/2008

Holding	Dénomination	Objet Principal	Capital Social	Taux de participation	Investissement Projeté en MDH
CDG	TEMARA DEVELOPPEMENT	Développement économique et social de la ville de Témara	40 MDH	49%	-
	TECHNOPOLIS RABAT SHORE	Promotion, commercialisation et gestion de zones d'offshoring et de nouvelles technologies	880 MDH	100%	5 000
	CAMEROUNAISE DES EAUX (1)	Exploitation du service public de la production, du transport et de la distribution de l'eau potable	105 MDH	33,33%	-
	VIVENDI (France)	Télécommunications, Télévision, Internet, Musique…	6.409 Millions Euros	1%	-
	OIL et GAZ INVESTMENT FUND	Financement des travaux de recherche pétrolière	300.000 DH	19,14%	-
	OUED CHBIKA DEVELOPPEMENT	Développement de zones touristiques	10 MDH	35%	2 923
BCP	BANQUE POPULAIRE MAROCO-MAURITANIENNE	Activité bancaire	6.000 Millions Ouguiyas	100%	-
	H PARTNERS et H PARTNERS GESTION	Investissements en actifs touristiques	2.500 MDH	16%	-
	FONDS DE FONDS DU CPM	Prises de participation, souscription aux titres de société ou fonds d'investissement	1.000 MDH	56 % BCP 44 % BPR	-
ONE/ONEP	TANGER MED UTILITIES	Gestion des services de distribution d'eau et d'électricité	75 MDH	48 % / 42 %	-
ONE	ONE SENEGAL	Concession d'électrification rurale	1628 millions FCFA	100%	-
OCP	BUNGE MAROC PHOSPHORE	Production de produits phosphatés	900 MDH	50%	2 900
HAO	AL OMRANE BENI MELLAL	Aménagement et construction de logement dans les régions de Chaouia-Ouerdigha et de Tadla-Azilal	5 MDH	100%	13 000
	AL OMRANE TAMANSOURT	Aménagement et gestion de la nouvelle ville de Marrakech	5 MDH	100%	24 500
TRESOR / FDSHII	MARCHICA MED	Aménagement et mise en valeur de la lagune de Marchika située sur la façade maritime de la ville de Nador	500 MDH	50% TRESOR 50% FDSHII	12 200
RAM	ATLAS PATRIMOINE NATIONAL	Hôtellerie en partenariat avec SNTL	-		-
	ATLAS PATRIMOINE CASABLANCA	Hôtellerie au Centre International de Conférences de Casablanca	191 MDH	75%	-
SNTL	SNTL ASSURANCES	Assurance	1 MDH	100%	-
BAM	AL BARID BANK	Gestion et placement des fonds des chèques postaux et des mandats	200 MDH	100%	-
CAM	SFDA	Financement et développement agricoles	100 MDH	100%	-

(1) : ONEP 33,33%, MEDZ (filiale CDG) 32,33% et INGEMA (filiale CDG) 1%

Annexe 2

LISTE DES 263 PRINCIPALES EP FORMANT LE CHAMP D'ANALYSE
au 31/12/2007

Sigle	Raison Sociale	Groupe
AAVBR	AGENCE POUR L'AMENAGEMENT DE LA VALLEE DU BOU REGREG	NM
ABHBC	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU BOUREGREG ET DE LA CHAOUIA	NM
ABHL	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU LOUKKOS	NM
ABHM	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE LA MOULOUYA	NM
ABHOR	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE L'OUM ER-RBIA	NM
ABHS	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU	NM
ABHSM	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE SOUSS MASSA	NM
ABHT	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU TENSIFT	NM
ACAS	ATLAS CATERING AIRLINES SERVICES	M
ADER	AGENCE DE DEDENSIFICATION ET DE REHABILITATION DE LA MEDINA DE FES	M
ADM	SOCIETE NATIONALE DES AUTOROUTES DU MAROC	M
ADS	AGENCE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL	NM
AL BOUGHAZ	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE AL BOUGHAZ	M
AL JANOUB	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE AL JANOUB	M
ALEM	AGENCE DES LOGEMENTS ET DES EQUIPEMENTS MILITAIRES	M
ALOMRANE AGADIR	SOCIETE AL OMRANE AGADIR	M
ALOMRANE CASA	SOCIETE AL OMRANE CASABLANCA	M
ALOMRANE FES	SOCIETE AL OMRANE FES	M
ALOMRANE MARRAKECH	SOCIETE AL OMRANE MARRAKECH	M
ALOMRANE MEKNES	SOCIETE AL OMRANE MEKNES	M
ALOMRANE OUJDA	SOCIETE AL OMRANE OUJDA	M
ALOMRANE RABAT	SOCIETE AL OMRANE RABAT	M
ANAM	AGENCE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE	NM
ANAPEC	AGENCE NATIONALE DE PROMOTION DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES	NM
ANCFCC	AGENCE NATIONALE DE LA CONSERVATION FONCIERE, DU CADASTRE ET DE LA CARTOGRAPHIE	M
ANP	AGENCE NATIONALE DES PORTS	M
ANPME	AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE	M
ANRT	AGENCE NATIONALE DE REGLEMENTATION DES TELECOMMUNICATIONS	M
APDN	AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PROVINCES DU NORD	NM
APDO	AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PROVINCES DE L'ORIENTAL	NM
APDS	AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PROVINCES DU SUD	NM
AREFCA	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DU GRAND CASABLANCA	NM
AREFCO	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE CHAOUIA-OUARDIGHA	NM
AREFDA	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE DOUKKALA-ABDA	NM
AREFFB	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE FES-BOULMANE	NM
AREFGCB	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DU GHARB-CHERARDA-BENI HSINE	NM
AREFGS	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE GUELMIM SMARA	NM
AREFLB	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE LAAYOUNE-BOUJDOUR- SAKIA EL HAMRA	NM
AREFMT	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE MEKNES-TAFILALT	NM
AREFODL	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE OUED ED-DAHAB-LAGOUIRA	NM
AREFOR	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE L'ORIENTAL	NM
AREFRSZ	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE RABAT-SALE-ZEMMOUR-ZAER	NM
AREFSMM	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE SOUSS-MASSA-DRAA	NM
AREFTA	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE TADLA AZILAL	NM
AREFTEH	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE TENSIFT-EL HAOUZ	NM
AREFTHT	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE TAZA-EL HOCEIMA-TAOUNATE	NM
AREFTT	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE TANGER-TETOUAN	NM
ATLAS BLUE	ATLAS BLUE	M
ATLAS CARGO	ATLAS CARGO LINES	M
ATLAS HOSPITALI	ATLAS HOSPITALITY	M
AU AGADIR	AGENCE URBAINE D'AGADIR	NM
AU BENI-MELLAL	AGENCE URBAINE DE BENI-MELLAL	NM
AU CASABLANCA	AGENCE URBAINE DE CASABLANCA	NM
AU EL HOCEIMA	AGENCE URBAINE EL HOCEIMA	NM
AU EL JADIDA	AGENCE URBAINE D'EL JADIDA	NM
AU ERRACHIDIA	AGENCE URBAINE DE ERRACHIDIA	NM
AU ESSAOUIRA	AGENCE URBAINE D'ESSAOUIRA	NM
AU FES	AGENCE URBAINE ET DE SAUVEGARDE DE FES	NM
AU GUELMIM	AGENCE URBAINE DE GUELMIM-SMARA	NM
AU KELA SRAGHNA	AGENCE URBAINE DE KELAA SRAGHNA	NM
AU KENITRA	AGENCE URBAINE DE KENITRA	NM
AU KHEMISSET	AGENCE URBAINE DE KHEMISSET	NM

Annexe 2

LISTE DES 263 PRINCIPALES EP FORMANT LE CHAMP D'ANALYSE
au 31/12/2007

Sigle	Raison Sociale	Groupe
AU KHENIFRA	AGENCE URBAINE DE KHENIFRA	**NM**
AU LAAYOUNE	AGENCE URBAINE DE LAAYOUNE	**NM**
AU MARRAKECH	AGENCE URBAINE DE MARRAKECH	**NM**
AU MEKNES	AGENCE URBAINE DE MEKNES	**NM**
AU NADOR	AGENCE URBAINE DE NADOR	**NM**
AU OUARZAZATE	AGENCE URBAINE DE OUARZAZATE-ZAGORA	**NM**
AU OUEDDAHAB	AGENCE URBAINE DE OUEDDAHAB-AOUSSERD	**NM**
AU OUJDA	AGENCE URBAINE D'OUJDA	**NM**
AU RABAT	AGENCE URBAINE DE RABAT - SALE	**NM**
AU SAFI	AGENCE URBAINE DE SAFI	**NM**
AU SETTAT	AGENCE URBAINE DE SETTAT	**NM**
AU TANGER	AGENCE URBAINE DE TANGER	**NM**
AU TAZA	AGENCE URBAINE DE TAZA	**NM**
AU TETOUAN	AGENCE URBAINE DE TETOUAN	**NM**
BAM	BARID AL MAGHRIB	**M**
BIOPHARMA	SOCIETE DE PRODUCTIONS BIOLOGIQUES ET PHARMACEUTIQUES VETERINAIRES	**M**
BNRM	BIBLIOTHEQUE NATIONALE DU ROYAUME DU MAROC	**NM**
CAM	CREDIT AGRICOLE DU MAROC	**IFP**
CASA AERO	CASA AERO SAS	**M**
CCG	CAISSE CENTRALE DE GARANTIE	**IFP**
CCM	CENTRE CINEMATOGRAPHIQUE MAROCAIN	**M**
CDER	CENTRE DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES	**NM**
CDG	CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION	**IFP**
CDVM	CONSEIL DEONTOLOGIQUE DES VALEURS MOBILIERES	**NM**
CFR	CAISSE POUR LE FINANCEMENT ROUTIER	**M**
CHIR	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE IBN ROCHD	**NM**
CHIS	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE IBN SINA	**NM**
CHUHII	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE HASSAN II	**NM**
CHUMVI	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE MOHAMED VI	**NM**
CMPE	CENTRE MAROCAIN DE PROMOTION DES EXPORTATIONS	**NM**
CMR	CAISSE MAROCAINE DES RETRAITES	**OS**
CNESTEN	CENTRE NATIONAL DE L'ENERGIE, DES SCIENCES ET TECHNIQUES NUCLEAIRES	**NM**
CNPAC	COMITE NATIONAL DE LA PREVENTION DES ACCIDENTS DE LA CIRCULATION	**NM**
CNSS	CAISSE NATIONALE DE LA SECURITE SOCIALE	**OS**
COMAPRA	COMPAGNIE MAROCAINE DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES	**M**
COTEF	COMPLEXE TEXTILE DE FES	**M**
CT	CENTRES DE TRAVAUX	**NM**
EACCE	ETABLISSEMENT AUTONOME DE CONTROLE ET DE COORDINATION DES EXPORTATIONS	**NM**
EN	ENTRAIDE NATIONALE	**NM**
ENAM	ECOLE NATIONALE D'AGRICULTURE DE MEKNES	**NM**
ENIM	ECOLE NATIONALE DE L'INDUSTRIE MINERALE	**NM**
FDSHII	FONDS HASSAN II POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL	**M**
FEC	FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL	**IFP**
HAO	HOLDING D'AMENAGEMENT AL OMRANE	**M**
IAV	INSTITUT AGRONOMIQUE ET VETERINAIRE HASSAN II	**NM**
INRA	INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE	**NM**
INRH	INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES HALIEUTIQUES	**NM**
IPM	INSTITUT PASTEUR DU MAROC	**M**
ISCAE	INSTITUT SUPERIEUR DE COMMERCE ET D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES	**NM**
JZN	JARDIN ZOOLOGIQUE NATIONAL SA	**M**
LOARC	LABORATOIRE OFFICIEL D'ANALYSES ET DE RECHERCHES CHIMIQUES	**M**
LPEE	LABORATOIRE PUBLIC D'ESSAIS ET D'ETUDES	**M**
MAP	AGENCE MAGHREB ARABE PRESSE	**NM**
MDA	MAISON DE L'ARTISAN	**NM**
MJS	LA MAROCAINE DES JEUX ET DES SPORTS	**M**
OC	OFFICE DES CHANGES	**M**
OCE	OFFICE DE COMMERCIALISATION ET D'EXPORTATION	**M**
OCP	OFFICE CHERIFIEN DES PHOSPHATES	**M**
ODCO	OFFICE DE DEVELOPPEMENT DE LA COOPERATION	**NM**
OFEC	OFFICE DES FOIRES ET D'EXPOSITIONS DE CASABLANCA	**M**
OFPPT	OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL	**OS**
OMPIC	OFFICE MAROCAIN DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE	**M**

Annexe 2

LISTE DES 263 PRINCIPALES EP FORMANT LE CHAMP D'ANALYSE
au 31/12/2007

Sigle	Raison Sociale	Groupe
ONCF	OFFICE NATIONAL DES CHEMINS DE FER	**M**
ONDA	OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS	**M**
ONE	OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE	**M**
ONEP	OFFICE NATIONAL DE L'EAU POTABLE	**M**
ONHYM	OFFICE NATIONAL DES HYDROCARBURES ET DES MINES	**M**
ONICL	OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES ET DES LEGUMINEUSES	**M**
ONMT	OFFICE NATIONAL MAROCAIN DU TOURISME	**M**
ONP	OFFICE NATIONAL DES PECHES	**M**
ORMVAD	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE DOUKKALA	**M**
ORMVAG	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU GHARB	**M**
ORMVAH	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU HAOUZ	**M**
ORMVAL	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU LOUKKOS	**M**
ORMVAM	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE LA MOULOUYA	**M**
ORMVAO	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE OUARZAZATE	**M**
ORMVASM	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE SOUS MASSA	**M**
ORMVAT	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU TADLA	**M**
ORMVATAF	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU TAFILALET	**M**
RADEEC	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE CHAOUIA	**M**
RADEEF	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE FES	**M**
RADEEJ	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE D'EL JADIDA	**M**
RADEEL	REGIE AUTONOME INTERCOMMUNALE DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE LARACHE	**M**
RADEEM	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE MEKNES	**M**
RADEEMA	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE MARRAKECH	**M**
RADEEO	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU D'OUJDA	**M**
RADEES	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE SAFI	**M**
RADEET	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE BENI-MELLAL	**M**
RADEETA	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE TAZA	**M**
RAFC	REGIE AUTONOME DES FRIGORIFIQUES DE CASABLANCA	**M**
RAK	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE KENITRA	**M**
RAM	COMPANIE NATIONALE DE TRANSPORT AERIEN ROYAL AIR MAROC	**M**
RAMSA	REGIE AUTONOME MULTI-SERVICE D'AGADIR	**M**
RATAG	REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS URBAINS D'AGADIR	**M**
RATF	REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS URBAINS DE FES	**M**
RATS	REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS URBAINS DE SAFI	**M**
SNABT	SOCIETE NATIONALE DE L'AMENAGEMENT DE LA BAIE DE TANGER	**M**
SNRT	SOCIETE NATIONALE DE LA RADIO ET DE LA TELEVISION	**M**
SNTL	SOCIETE NATIONALE DES TRANSPORTS ET DE LA LOGISTIQUE	**M**
SODEA	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE	**M**
SODEP	SOCIETE D'EXPLOITATION DES PORTS	**M**
SOGETA	SOCIETE DE GESTION DES TERRES AGRICOLES	**M**
SONABA	SOCIETE NATIONALE D'AMENAGEMENT DE LA BAIE D'AGADIR	**M**
SONACOS	SOCIETE NATIONALE DE COMMERCIALISATION DE SEMENCES	**M**
SONADAC	SOCIETE NATIONALE D'AMENAGEMENT COMMUNAL	**M**
SOREAD	SOCIETE D'ETUDES ET DE REALISATIONS AUDIOVISUELLES "SOREAD" SA	**M**
SOREC	SOCIETE ROYALE D'ENCOURAGEMENT DU CHEVAL	**M**
SOSIPO	SOCIETE DES SILOS PORTUAIRES	**M**
SSM	SOCIETE DES SELS DE MOHAMMEDIA	**M**
TAMESNA	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE TAMESNA	**M**
TMSA	AGENCE SPECIALE TANGER MEDITERRANEE	**M**

IFP	Institutions Financières Publiques (82)	**OS**	Organismes Sociaux (03)
NM	EP Non Marchandes (78)	**M**	EP Marchandes (100)

Annexe 2 BIS

INDICATEURS DES EP DU CHAMP D'ANALYSE TENANT UNE COMPTABILITE COMMERCIALE AU 31/12/2007

En Milliers de DH

Sigle	Effectif en unité	Chiffre d'Affaires	Fonds Propres	Résultat Net
AGENCE DE DEDENSIFICATION ET DE REHABILITATION DE LA MEDINA DE FES	71	42 640	-3 497	2 022
AGENCE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL	155	64 025	252 558	0
AGENCE DES LOGEMENTS ET DES EQUIPEMENTS MILITAIRES	107	225 692	2 735 591	1 796 960
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE LA MOULOUYA	1	6 006	63 396	6 224
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE L'OUM ER-RBIA	1	47 524	122 094	9 142
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE SOUSS MASSA	1	29 957	112 885	10 637
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU BOU REGREG ET DE LA CHAOUIA	1	7 615	42 384	-5 444
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU LOUKKOS	1	13 296	46 278	-13 372
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU	1	20 987	128 341	15 977
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU TENSIFT	1	33 706	71 429	-3 729
AGENCE MAGHREB ARABE PRESSE	753	20 289	18 565	18 175
AGENCE NATIONALE DE LA CONSERVATION FONCIERE, DU CADASTRE ET DE LA CARTOGRAPHIE	4 381	2 908 294	1 884 675	410 577
AGENCE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE	35	34 672	57 551	23 248
AGENCE NATIONALE DE PROMOTION DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES	428	110	78 098	-63 803
AGENCE NATIONALE DE REGLEMENTATION DES TELECOMMUNICATIONS	335	361 142	386 513	69 181
AGENCE NATIONALE DES PORTS	897	1 008 541	380 498	206 259
AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE	63	5	126 929	36 410
AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PROVINCES DU NORD	80	237 626	58 750	0
AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PROVINCES DE L'ORIENTAL	29	21	37 173	7 019
AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PROVINCES DU SUD	69	0	-372 827	-341 344
AGENCE POUR L'AMENAGEMENT DE LA VALLEE DU BOU REGREG	1	90	1 302 133	-8 331
AGENCE SPECIALE TANGER MEDITERRANEE	72	21 508	3 738 553	-78 512
AGENCE URBAINE D'AGADIR	90	1 975	6 397	-7 324
AGENCE URBAINE DE BENI-MELLAL	67	1 495	29 136	-1 995
AGENCE URBAINE DE CASABLANCA	218	34 863	275 472	16 165
AGENCE URBAINE DE ERRACHIDIA	23	4	9 003	-39
AGENCE URBAINE DE KENITRA	63	116	16 784	-2 040
AGENCE URBAINE DE KHEMISSET	15	0	3 210	-1 289
AGENCE URBAINE DE LAAYOUNE	43	0	27 489	5 102
AGENCE URBAINE DE MARRAKECH	101	748	13 712	-6 119
AGENCE URBAINE DE MEKNES	62	1 465	19 495	2 287
AGENCE URBAINE DE NADOR	26	74	12 679	-214
AGENCE URBAINE DE OUARZAZATE-ZAGORA	23	13	11 256	161
AGENCE URBAINE DE OUEDDAHAB-AOUSSERD	16	0	13 163	292
AGENCE URBAINE DE RABAT - SALE	86	3 069	37 451	-3 911
AGENCE URBAINE DE SAFI	77	170	3 834	-4 027

Annexe 2 BIS

En Milliers de DH

Sigle	Effectif en unité	Chiffre d'Affaires	Fonds Propres	Résultat Net
AGENCE URBAINE DE SETTAT	63	1 605	10 255	-1 822
AGENCE URBAINE DE TANGER	59	521	20 036	-505
AGENCE URBAINE DE TAZA	82	873	15 268	-4 914
AGENCE URBAINE DE TETOUAN	66	196	10 504	-1 389
AGENCE URBAINE D'EL JADIDA	28	3	4 311	-1 577
AGENCE URBAINE D'ESSAOUIRA	16	9	2 632	632
AGENCE URBAINE D'OUJDA	77	2 155	7 083	-149
AGENCE URBAINE EL HOCEIMA	9	8	12 784	1 365
AGENCE URBAINE ET DE SAUVEGARDE DE FES	99	323	25 448	-6 061
AL OMRANE AGADIR	139	547 803	416 106	40 840
AL OMRANE CASABLANCA	86	174 656	163 011	-15 536
AL OMRANE FES	83	50 710	21 468	-10 386
AL OMRANE MARAKECH	157	968 143	403 536	94 195
AL OMRANE MEKNES	51	210 729	278 153	54 044
AL OMRANE OUJDA	70	28 694	60 722	11 379
AL OMRANE RABAT	85	171 617	125 628	22 865
ATLAS BLUE	216	1 898 704	695 108	75 971
ATLAS CATERING AIRLINES SERVICES	307	265 524	263 994	30 622
ATLAS HOSPITALITY	1 288	373 682	486 790	50 168
BARID AL MAGHRIB	8 621	1 382 394	1 249 917	-366 064
CAISSE CENTRALE DE GARANTIE	81	30 634	79 738	-70 341
CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION	522	6 109 281	14 955 042	6 443 226
CAISSE MAROCAINE DES RETRAITES	464	15 614 794	12 018	3 986 144
CAISSE NATIONALE DE LA SECURITE SOCIALE	4 679	13 305 801	31 345 274	3 665 347
CAISSE POUR LE FINANCEMENT ROUTIER	15	1	467 623	-134
CASA AERO SAS	13	39 738	152 486	8 740
CENTRE CINEMATOGRAPHIQUE MAROCAIN	173	9 199	64 770	-4 143
CENTRE DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES	152	0	43 011	-4 464
CENTRE MAROCAIN DE PROMOTION DES EXPORTATIONS	67	0	38 351	689
CENTRE NATIONAL DE L'ENERGIE, DES SCIENCES ET TECHNIQUES NUCLEAIRES	233	6 164	-82 381	-48 924
COMPAGNIE MAROCAINE DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES	181	20 975	-94 289	-16 834
COMPANIE NATIONALE DE TRANSPORT AERIEN ROYAL AIR MAROC	4 619	11 636 969	3 335 648	110 893
CONSEIL DEONTOLOGIQUE DES VALEURS MOBILIERES	64	83 159	123 926	34 407
CREDIT AGRICOLE DU MAROC	3 152	3 153 043	1 047 273	270 981
ENTRAIDE NATIONALE	4 995	131	368 473	26 817
ETABLISSEMENT AUTONOME DE CONTROLE ET DE COORDINATION DES EXPORTATIONS	240	0	260 375	20 794
FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL	106	555 133	1 684 712	238 770

Annexe 2 BIS

En Milliers de DH

Sigle	Effectif en unité	Chiffre d'Affaires	Fonds Propres	Résultat Net
FONDS HASSAN II POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL	21	4	32 720 928	353 207
HOLDING D'AMENAGEMENT AL OMRANE	425	1 877 248	2 402 155	113 545
INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES HALIEUTIQUES	387	26 329	237 437	-17 102
INSTITUT PASTEUR DU MAROC	210	75 730	60 200	1 807
JARDIN ZOOLOGIQUE NATIONAL SA	74	0	301	1
LA MAROCAINE DES JEUX ET DES SPORTS	30	341 772	4 051	1 250
LABORATOIRE OFFICIEL D'ANALYSES ET DE RECHERCHES CHIMIQUES	90	15 981	13 945	559
LABORATOIRE PUBLIC D'ESSAIS ET D'ETUDES	971	387 153	226 489	15 289
MAISON DE L'ARTISAN	24	1 343	63 261	3 687
OFFICE CHERIFIEN DES PHOSPHATES (GROUPE)	17 602	28 900 000	-9 860 000	2 752 000
OFFICE DE COMMERCIALISATION ET D'EXPORTATION	78	3 516	164 604	-4 447
OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL	5 765	1 261 584	2 032 334	90 488
OFFICE DES CHANGES	315	198 870	650 476	40 531
OFFICE DES FOIRES ET D'EXPOSITIONS DE CASABLANCA	128	11 922	-17 523	-1 090
OFFICE MAROCAIN DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE	66	32 095	34 161	8 382
OFFICE NATIONAL DE L'EAU POTABLE	6 967	3 117 925	12 548 120	137 266
OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE	8 929	16 420 471	17 603 747	-181 873
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS	2 656	2 097 932	3 161 863	574 098
OFFICE NATIONAL DES CHEMINS DE FER	8 170	3 000 668	14 637 588	418 157
OFFICE NATIONAL DES HYDROCARBURES ET DES MINES	946	151 325	1 208 150	-384 792
OFFICE NATIONAL DES PECHES	704	171 985	404 020	5 827
OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES ET DES LEGUMINEUSES	330	98 014	1 029 328	63 210
OFFICE NATIONAL MAROCAIN DU TOURISME	261	128 909	420 736	178 777
OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE DOUKKALA	603	79 103	3 305 274	-23 888
OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE LA MOULOUYA	804	51 097	554 074	1 619
OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE OUARZAZATE	470	331	107 894	-1 460
OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE SOUS MASSA	634	48 298	438 215	-37 644
OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU GHARB	1 138	135 292	2 133 597	-95 832
OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU HAOUZ	765	57 057	2 343 093	9 951
OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU LOUKKOS	570	65 206	1 004 405	-21 756
OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU TADLA	925	87 529	605 454	25 989
OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU TAFILALET	595	347	92 026	4 277
REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU D'OUJDA	223	144 557	326 479	2 663
REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE MARRAKECH	939	1 231 497	1 984 881	143 211
REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE BENI-MELLAL	195	109 460	174 806	16 548
REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE CHAOUIA	146	107 999	424 779	16 734
REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE FES	1 173	1 070 592	1 000 369	352

Annexe 2 BIS

En Milliers de DH

Sigle	Effectif en unité	Chiffre d'Affaires	Fonds Propres	Résultat Net
REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE KENITRA	517	501 595	666 576	5 713
REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE MEKNES	560	619 546	831 875	34 373
REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE SAFI	362	259 731	382 413	28 966
REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE TAZA	111	36 836	91 717	5 873
REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE D'EL JADIDA	487	416 341	771 147	64 905
REGIE AUTONOME DES FRIGORIFIQUES DE CASABLANCA	55	17 148	22 830	676
REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS URBAINS D'AGADIR	399	36 489	-117 451	-6 089
REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS URBAINS DE FES	1 066	84 623	-18 889	2 100
REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS URBAINS DE SAFI	164	23 566	12 750	6 001
REGIE AUTONOME INTERCOMMUNALE DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE LARACHE	293	280 117	225 745	6 266
REGIE AUTONOME MULTI-SERVICE D'AGADIR	430	335 200	1 280 953	15 655
SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE AL JANOUB	39	4 874	1 953	-2 794
SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE AL BOUGHAZ	26	17 424	12 955	4 163
SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE TAMESNA	19	7 601	8 148	2 152
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE	814	97 609	-1 595 212	-151 849
SOCIETE DE GESTION DES TERRES AGRICOLES	551	66 032	-146 123	3 018
SOCIETE DE PRODUCTIONS BIOLOGIQUES ET PHARMACEUTIQUES VETERINAIRES	82	51 412	148 956	17 214
SOCIETE DES SELS DE MOHAMMEDIA	74	55 263	115 859	23 276
SOCIETE DES SILOS PORTUAIRES	57	19 599	12 931	253
SOCIETE D'ETUDES ET DE REALISATIONS AUDIOVISUELLES "SOREAD" SA	763	602 888	417 491	21 123
SOCIETE D'EXPLOITATION DES PORTS	2 138	2 556 193	1 339 223	344 603
SOCIETE NATIONALE D'AMENAGEMENT COMMUNAL	79	23 756	60 389	23 601
SOCIETE NATIONALE D'AMENAGEMENT DE LA BAIE D'AGADIR	27	119 988	98 118	65 711
SOCIETE NATIONALE DE COMMERCIALISATION DE SEMENCES	601	541 480	68 323	7 892
SOCIETE NATIONALE DE LA RADIO ET DE LA TELEVISION	2 247	834 681	860 168	2 934
SOCIETE NATIONALE DE L'AMENAGEMENT DE LA BAIE DE TANGER	17	102 254	100 276	69 429
SOCIETE NATIONALE DES AUTOROUTES DU MAROC	597	1 040 142	5 701 430	23 877
SOCIETE NATIONALE DES TRANSPORTS ET DE LA LOGISTIQUE	412	737 851	659 458	107 458
SOCIETE ROYALE D'ENCOURAGEMENT DU CHEVAL	526	265 870	7 062	3 764
TOTAL EP TENANT UNE COMPTABILITE COMMERCIALE (A)	**117 593**	**133 036 359**	**184 958 743**	**21 669 796**
TOTAL SECTEUR DES EP (B)	**124 958**	**133 324 773**	**185 355 439**	**21 701 868**
PART EN % : A / B	**94,1%**	**99,8%**	**99,8%**	**99,9%**

Annexe 3

PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

DES ENTREPRISES PUBLIQUES

REALISATIONS 2005 - 2006 - 2007

(En Milliers de DH)

Indicateurs	2005	2006	2007	Evolution 2007 / 2006
Investissement	32 266 054	40 897 807	49 451 351	20,9%
Chiffre d'Affaires	109 292 272	121 403 988	133 324 773	9,8%
Charges d'Exploitation (*)	78 657 783	100 161 532	104 392 511	4,2%
dont Charges de Personnel	20 001 570	21 898 446	23 318 510	6,5%
Charges Financières	11 266 517	12 197 764	10 989 027	-9,9%
Valeur Ajoutée	40 238 008	44 769 544	54 194 044	21,1%
Résultat d'Exploitation	12 669 540	13 563 378	21 900 950	61,5%
Résultat Courant	10 499 585	12 102 699	25 610 725	111,6%
Résultat Net	7 459 157	8 283 899	21 701 868	162,0%
Impôt sur les Sociétés	1 872 550	2 443 520	4 289 880	75,6%
Capacité d'Autofinancement	14 977 046	18 378 632	27 841 024	51,5%
Dettes de Financement	66 571 292	75 126 369	94 562 450	25,9%
Fonds Propres	118 353 103	165 453 660	185 355 439	12,0%
Total du bilan	466 151 775	558 966 800	638 931 671	14,3%

(*) Hors dotations d'exploitation

Annexe 3 BIS

Evolution des Indicateurs des Groupes Homogènes :

Réalisations 2005 - 2006 - 2007 (En Milliers de DH)

EP Marchandes

Indicateurs	2005	2006	2007	Evolution 07/06
Investissement	27 290 320	34 559 829	38 618 778	11,7%
Chiffre d'Affaires	74 843 338	82 942 447	92 057 484	11,0%
Charges d'Exploitation (*)	64 164 723	72 287 802	73 923 430	2,3%
dont Charges de Personnel	15 381 901	17 184 857	18 246 574	6,2%
Charges Financières	7 091 196	7 347 248	6 035 530	-17,9%
Valeur Ajoutée	29 745 668	31 858 783	40 933 090	28,5%
Résultat Net	2 412 765	-808 307	7 388 449	NS
Impôt sur les Sociétés	943 336	1 378 485	2 191 957	59,0%
Capacité d'Autofinancement	9 566 087	7 221 142	16 180 804	124,1%
Dettes de Financement	59 119 539	64 400 507	73 985 776	14,9%
Fonds Propres	86 222 149	121 974 022	130 136 835	6,7%
Total du bilan	265 541 661	322 716 843	359 566 994	11,4%

EP Non Marchandes

Indicateurs	2005	2006	2007	Evolution 07/06
Investissement	3 248 776	4 520 197	6 753 215	49,4%
Chiffre d'Affaires	3 114 936	1 386 394	1 237 019	-10,8%
Charges d'Exploitation (*)	4 054 717	3 664 389	4 126 953	12,6%
dont Charges de Personnel	2 336 426	1 956 386	2 045 691	4,6%
Charges Financières	15 635	19 045	112 261	489,5%
Valeur Ajoutée	125 835	-3 842	-657 627	NS
Résultat Net	-72 260	18	-311 196	NS
Impôt sur les Sociétés	29 250	29 091	36 116	24,1%
Capacité d'Autofinancement	56 886	39 971	-277 672	NS
Dettes de Financement	1 069 196	1 367 836	1 167 695	-14,6%
Fonds Propres	2 961 184	3 132 191	4 062 213	29,7%
Total du bilan	6 315 396	9 481 091	12 774 246	34,7%

Organismes Sociaux

Indicateurs	2005	2006	2007	Evolution 07/06
Investissement	273 000	423 470	311 497	-26,4%
Chiffre d'Affaires	23 746 134	27 525 619	30 182 179	9,7%
Charges d'Exploitation (*)	9 060 513	22 557 649	24 528 868	8,7%
dont Charges de Personnel	1 800 866	1 813 563	1 984 384	9,4%
Charges Financières	248 877	112 722	99 348	-11,9%
Valeur Ajoutée	5 788 554	6 895 167	7 757 035	12,5%
Résultat Net	6 180 411	6 839 329	7 741 979	13,2%
Impôt sur les Sociétés				
Capacité d'Autofinancement	7 585 122	8 469 762	9 115 161	7,6%
Dettes de Financement	543	3 522	272	-92,3%
Fonds Propres	26 238 449	30 433 856	33 389 626	9,7%
Total du bilan	87 932 141	96 820 888	107 568 674	11,1%

Institutions Financières Publiques

Indicateurs	2005	2006	2007	Evolution 07/06
Investissement	1 453 958	1 394 311	3 767 861	170,2%
Chiffre d'Affaires	7 587 864	9 549 528	9 848 091	3,1%
Charges d'Exploitation (*)	1 377 830	1 651 692	1 813 260	9,8%
dont Charges de Personnel	482 377	943 640	1 041 861	10,4%
Charges Financières	3 910 809	4 718 749	4 741 888	0,5%
Valeur Ajoutée	4 577 951	6 019 436	6 161 546	2,4%
Résultat Net	-1 061 759	2 252 859	6 882 636	205,5%
Impôt sur les Sociétés	899 964	1 035 944	2 061 807	99,0%
Capacité d'Autofinancement	-2 231 049	2 647 757	2 822 731	6,6%
Dettes de Financement	6 382 014	9 354 504	19 408 707	107,5%
Fonds Propres	2 931 321	9 913 591	17 766 765	79,2%
Total du bilan	106 362 577	129 947 978	159 021 757	22,4%

(*) Hors dotations d'exploitation

Annexe 4

BILAN SOCIAL DES ENTREPRISES PUBLIQUES

EXERCICE 2007

		INDICATEURS AU 31/12/2007			
		EFFECTIF GLOBAL	RECRUTEMENTS EFFECTUES	DEPARTS	
				TOTAUX	VOLONTAIRES INDEMNISES
ETABLISSEMENTS PUBLICS (EP)	Cadres	26 373	1 158	1 325	518
	Maîtrise	31 174	1 005	1 737	949
	Exécution	34 273	881	2 168	570
Total Permanents		91 820	3 044	5 230	2 037
Occasionnels		5 173	10	196	4
Sous Total (1)		**96 993**	**3 054**	**5 426**	**2 041**
SOCIETES (S)	Cadres	6 035	437	423	189
	Maîtrise	8 157	324	407	157
	Exécution	12 031	311	601	83
Total Permanents		26 223	1 072	1 431	429
Occasionnels		1 742	304	37	0
Sous Total (2)		**27 965**	**1 376**	**1 468**	**429**
GLOBAL (EP+S)	Cadres	32 408	1 595	1 748	707
	Maîtrise	39 331	1 329	2 144	1 106
	Exécution	46 304	1 192	2 769	653
Total Permanents		118 043	4 116	6 661	2 466
Occasionnels		6 915	314	233	4
Total Général (1+2)		**124 958**	**4 430**	**6 894**	**2 470**

Annexe 5

Transferts de l'Etat aux EP
Réalisations au titre des lois de finances 2006 et 2007 (En MDH)

EP	REALISATIONS 2006				REALISATIONS 2007			
	Equipement	Fonctionnement	Autres *	Total	Equipement	Fonctionnement	Autres *	Total
AAVBR	210,00	63,42		**273,42**	290,00	20,00		**310,00**
ABH	82,15			**82,15**	78,50			**78,50**
ADER	9,45			**9,45**				**0,00**
ADM			320,00	**320,00**			320,00	**320,00**
ADS	51,78	21,52		**73,30**	49,41	28,70		**78,11**
AGENCES URBAINES	240,68	250,03		**490,71**	151,00	248,70		**399,70**
ALEM	40,00			**40,00**	50,00			**50,00**
ANAM	5,90			**5,90**				**0,00**
ANAPEC	29,50	41,24		**70,74**	56,90	40,84		**97,74**
ANPME		23,64		**23,64**				**0,00**
APDN	145,00			**145,00**	185,00			**185,00**
APDO	100,00	20,00		**120,00**	160,00			**160,00**
APDS	240,00	31,06		**271,06**	291,82			**291,82**
AREF	1 123,37	958,85		**2 082,22**	1 317,87	1 101,31		**2 419,18**
BNDE			300,00	**300,00**			400,00	**400,00**
BNRM	2,85	10,75		**13,60**		20,28		**20,28**
CADETAF	0,67			**0,67**	0,67			**0,67**
CAG	23,63	20,20		**43,83**	16,34	17,98		**34,32**
CAM	15,00		300,00	**315,00**	49,88		350,00	**399,88**
CAR				**0,00**		3,99		**3,99**
CCIS		38,74		**38,74**				**0,00**
CCM	6,81	36,21		**43,02**	6,81	41,41		**48,22**
CDER	3,34	20,04		**23,38**	3,34	23,74		**27,08**
CDM			29,58	**29,58**		32,06		**32,06**
CHIR	20,00	147,00		**167,00**	25,00	162,00		**187,00**
CHIS	30,00	288,33		**318,33**	48,17	313,00		**361,17**
CHUHII	15,32	28,43		**43,74**	17,12	44,20		**61,32**
CHUMVI	16,11	27,80		**43,91**	17,91	44,80		**62,71**
CIH			250,00	**250,00**			250,00	**250,00**
CNESTEN	80,00	40,15		**120,15**	80,00	54,69		**134,69**
CNPAC	3,00			**3,00**	1,00			**1,00**
CNRST	48,00	35,25		**83,25**	64,00	24,80		**88,80**
COMANAV			15,75	**15,75**			475,83	**475,83**
COMAPRA				**0,00**		15,00	30,00	**45,00**
COTEF	35,00			**35,00**				**0,00**
CT	31,73	362,42		**394,15**	35,27	256,02		**291,29**
EHTP	13,80			**13,80**	36,31	4,00		**40,31**
EN	56,70	157,81		**214,51**	50,86	188,00		**238,86**
ENAM	6,99	49,18		**56,17**	4,73	69,01		**73,74**
ENIM	0,67	76,65		**77,32**	19,14	51,14		**70,27**
FONDS HASSAN II		538,39		**538,39**		579,75		**579,75**
IAV HASSAN II	11,63	160,70		**172,34**	10,17	245,22		**255,39**
IDMAJ SAKAN			7,00	**7,00**				**0,00**

Annexe 5

Transferts de l'Etat aux EP
Réalisations au titre des lois de finances 2006 et 2007 (En MDH)

EP	REALISATIONS 2006				REALISATIONS 2007			
	Equipement	Fonctionnement	Autres *	Total	Equipement	Fonctionnement	Autres *	Total
INRA	67,82	112,50		**180,32**	67,75	95,00		**162,75**
INRH	30,00	23,35		**53,35**	30,00	23,35		**53,35**
IPM	10,00	13,00		**23,00**	10,00	13,00		**23,00**
IPSM	1,91	4,65		**6,55**	1,80	5,11		**6,90**
IRCAM		70,00		**70,00**		70,00		**70,00**
ISA		6,00		**6,00**		6,00		**6,00**
ISCAE		41,55		**41,55**		28,94		**28,94**
ISM		16,53		**16,53**		20,60		**20,60**
JZN				**0,00**	9,00		1,00	**10,00**
MAP	4,44	172,85		**177,28**	8,34	178,60		**186,94**
MDA				**0,00**	14,00			**14,00**
OCP			600,00	**600,00**			933,14	**933,14**
ODCO		16,09		**16,09**		26,93		**26,93**
OFPPT	144,00	254,00		**398,00**	80,80	254,00		**334,80**
ONCF			774,00	**774,00**			1 103,00	**1 103,00**
ONE	0,06		62,00	**62,06**			57,00	**57,00**
ONEP	142,00			**142,00**				**0,00**
ONHYM	185,09			**185,09**	235,09			**235,09**
ONMT	400,90			**400,90**	451,00			**451,00**
ONOUSC	16,00	164,70		**180,70**	40,00	182,71		**222,71**
ORMVA	709,10	216,53		**925,63**	774,52	464,19		**1 238,71**
RAM				**0,00**			78,23	**78,23**
RATC				**0,00**		49,22		**49,22**
RATM				**0,00**		24,98		**24,98**
RATR		39,88		**39,88**		40,81		**40,81**
REGIES DE DISTRIBUTION	52,00			**52,00**				**0,00**
SEFERIF			9,21	**9,21**				**0,00**
SIMEF	14,00			**14,00**				**0,00**
SNDE		0,98		**0,98**		1,29		**1,29**
SNED				**0,00**		10,00		**10,00**
SNRT	141,98		75,00	**216,98**	344,00		75,00	**419,00**
SODEA	451,00			**451,00**	148,28		0,00	**148,28**
SOGETA	167,70			**167,70**	74,54			**74,54**
SOMED			83,12	**83,12**				**0,00**
SURAC				**0,00**	17,40			**17,40**
SUTA				**0,00**	1,00			**1,00**
TMSA	120,00			**120,00**	126,00			**126,00**
TNMV		9,93		**9,93**		12,65		**12,65**
UNIVERSITES	412,06	319,64		**731,70**	541,03	392,08		**933,12**
TOTAL	**5 769,14**	**4 929,98**	**2 825,66**	**13 524,78**	**6 091,75**	**5 530,10**	**4 073,20**	**15 695,05**

**** la rubrique "Autres" regroupe les transferts au titre du capital, de la dette et des restructurations.***

Annexe 6

Transferts de l'Etat aux EP
Prévisions actualisées de la loi de finances 2008 (En MDH)

EP	Equipement	Fonctionnement	Autres *	Total général
ADM	808,00			**808,00**
AREF	1 426,42	1 224,93		**2 651,35**
AAVBR	250,00	54,40		**304,40**
ADS	59,07	28,70		**87,77**
APDO	140,00			**140,00**
APDN	150,00			**150,00**
APDS	290,00			**290,00**
ANP	20,00	130,00		**150,00**
ABH	88,00			**88,00**
AGENCES URBAINES	220,50	238,40		**458,90**
ANAPEC	3,50	41,24		**44,74**
ANMPE	200,00			**200,00**
BNRM	1,74	23,00		**24,74**
CADETAF	0,67			**0,67**
CAM	50,00		350,00	**400,00**
CCG	150,00			**150,00**
CCM	6,81	36,21		**43,02**
CDER	3,34	20,04		**23,38**
CDM		10,37		**10,37**
CT	56,78	266,00		**322,78**
CFR	134,70			**134,70**
CHUHII	15,00	76,22		**91,22**
CHIS	30,00	370,40		**400,40**
CHIR	23,50	230,60		**254,10**
CHUMVI	16,00	73,52		**89,52**
CAG	6,50	21,45		**27,95**
CAR		1,01		**1,01**
CIH			250,00	**250,00**
CNESTEN	80,00	46,85		**126,85**
CNPAC	3,00			**3,00**
CNRST	64,00	47,29		**111,29**
COMAPRA	33,00			**33,00**
COMANAV	183,77			**183,77**
DRAPOR	7,54			**7,54**
EHTP	28,46	14,37		**42,83**
ENAM	9,00	52,20		**61,20**
ENIM	14,17	57,89		**72,05**

Annexe 6

Transferts de l'Etat aux EP
Prévisions actualisées de la loi de finances 2008 (En MDH)

EP	Equipement	Fonctionnement	Autres *	Total général
EN	40,40	196,00		**236,40**
FONDS HASSAN II		626,08		**626,08**
IAV HASSAN II	15,50	180,00		**195,50**
INRA	68,00	126,00		**194,00**
INRH	32,00	83,85		**115,85**
ISM		20,00		**20,00**
IPM	10,00	13,00		**23,00**
IPSM	2,00	5,60		**7,60**
IRCAM		70,00		**70,00**
ISA		6,00		**6,00**
ISCAE		28,94		**28,94**
MAP	8,34	159,10		**167,44**
ODCO		16,09		**16,09**
OFPPT	85,80	254,00		**339,80**
ONCF			1 144,00	**1 144,00**
ONHYM	235,09			**235,09**
ONMT	500,00			**500,00**
ONOUSC	40,00	174,50		**214,50**
ORMVA	751,54	209,00		**960,54**
RATAG		9,65		**9,65**
RATC		49,22		**49,22**
RATR		40,81		**40,81**
RATM		21,45		**21,45**
RATF		15,75		**15,75**
RATS		9,15		**9,15**
SEFERIF			16,60	**16,60**
Marchika MED			182,50	**182,50**
JZN	71,58			**71,58**
SNED		10,00		**10,00**
SNRT	405,00			**405,00**
SODEA	112,32			**112,32**
SOGETA	25,00			**25,00**
SURAC/SUTA	50,00			**50,00**
TNMV		15,95		**15,95**
TMSA	469,56			**469,56**
UNIVERSITES	617,88	393,84		**1 011,72**
Total	**8 113,46**	**5 799,07**	**1 943,10**	**15 855,63**

**** la rubrique "Autres" regroupe les transferts au titre du capital, de la dette et des restructurations.***

Annexe 7

Transferts de l'Etat aux Entreprises Publiques : Réalisations par Ministère de tutelle au titre de la loi de finances 2007 (En MDH)

MINISTERE DE TUTELLE	EP	Réalisations			Total
		Equipement	Fonctionnement	Autres *	
COUR ROYALE	IRCAM	0,00	70,00	0,00	**70,00**
	TOTAL	0,00	70,00	0,00	**70,00**
PREMIER MINISTRE	APDN	185,00			**185,00**
	APDO	160,00			**160,00**
	APDS	291,82			**291,82**
	ALEM	50,00			**50,00**
	ISA		6,00		**6,00**
	TMSA	126,00			**126,00**
	TOTAL	812,82	6,00	0,00	**818,82**
MINISTERE DE LA CULTURE	BNRM		20,28		**20,28**
	CCM	6,81	41,41		**48,22**
	TNMV		12,65		**12,65**
	TOTAL	6,81	74,34	0,00	**81,15**
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	MAP	8,34	178,60		**186,94**
	SNRT	344,00		75,00	**419,00**
	TOTAL	352,34	178,60	75,00	**605,94**
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME	CT	35,27	256,02		**291,29**
	CAGs	16,34	17,98		**34,32**
	COMAPRA		15,00	30,00	**45,00**
	ENAM	4,73	69,01		**73,74**
	IAV HASSAN II	10,17	245,22		**255,39**
	INRA	67,75	95,00		**162,75**
	INRH	30,00	23,35		**53,35**
	IPSM	1,80	5,11		**6,90**
	ORMVAs	774,52	464,19		**1 238,71**
	SNDE		1,29		**1,29**
	SODEA	148,28			**148,28**
	SOGETA	74,54			**74,54**
	JZN	9,00		1,00	**10,00**
	SUTA	1,00			**1,00**
	TOTAL	1 173,40	1 192,16	31,00	**2 396,56**
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL, DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE	ADS	49,41	28,70		**78,11**
	EN	50,86	188,00		**238,86**
	TOTAL	100,27	216,70	0,00	**316,97**
MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	ANAPEC	56,90	40,84		**97,74**
	OFPPT	80,80	254,00		**334,80**
	TOTAL	137,70	294,84	0,00	**432,54**
MINISTERE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	CARs		3,99		**3,99**
	MDA	14,00			**14,00**
	ODCO		26,93		**26,93**
	ONMT	451,00			**451,00**
	TOTAL	465,00	30,91	0,00	**495,91**
MINISTERE CHARGE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DE L'ESPACE	AGENCE URBAINES (Hors AUC)	99,00	208,40		**307,40**
	TOTAL	99,00	208,40	0,00	**307,40**
MINISTERE DE L'INTERIEUR	AAVBR	290,00	20,00		**310,00**
	AUC	52,00	40,30		**92,30**
	RATC		49,22		**49,22**
	RATM		24,98		**24,98**
	RATR		40,81		**40,81**

Annexe 7

Transferts de l'Etat aux Entreprises Publiques : Réalisations par Ministère de tutelle au titre de la loi de finances 2007 (En MDH)

MINISTERE DE TUTELLE	EP	Réalisations			Total
		Equipement	Fonctionnement	Autres *	
	TOTAL	342,00	175,31	0,00	**517,31**
MINISTERE DE LA JUSTICE	ISM		20,60		**20,60**
	TOTAL	0,00	20,60	0,00	**20,60**
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU TRANSPORT	ADM			320,00	**320,00**
	CNPAC	1,00			**1,00**
	COMANAV			475,83	**475,83**
	EHTP	36,31	4,00		**40,31**
	ONCF			1 103,00	**1 103,00**
	RAM			78,23	**78,23**
	SNED		10,00		**10,00**
	TOTAL	37,31	14,00	1 977,06	**2 028,37**
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	BNDE			400,00	**400,00**
	CAM	49,88		350,00	**399,88**
	CIH			250,00	**250,00**
	TOTAL	**49,88**	**0,00**	**1 000,00**	**1 049,88**
MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES	ISCAE		28,94	0,00	**28,94**
	SURAC	17,40		0,00	**17,40**
	TOTAL	**17,40**	**28,94**	**0,00**	**46,34**
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	AREFs	1 317,87	1 101,31		**2 419,18**
	CNRST	64,00	24,80		**88,80**
	UNIVERSITES	541,03	392,08		**933,12**
	FONDATION MVI		579,75		**579,75**
	ONOUSC	40,00	182,71		**222,71**
	TOTAL	**1 962,90**	**2 280,65**	**0,00**	**4 243,55**
MINISTERE DE LA SANTE	CHIS	48,17	313,00		**361,17**
	CHIR	25,00	162,00		**187,00**
	CHUHII	17,12	44,20		**61,32**
	CHUMVI	17,91	44,80		**62,71**
	IPM	10,00	13,00		**23,00**
	TOTAL	**118,20**	**577,00**	**0,00**	**695,20**
MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT	ABH	78,50			**78,50**
	CADETAF	0,67			**0,67**
	CDER	3,34	23,74		**27,08**
	CDM			32,06	**32,06**
	CNESTEN	80,00	54,69		**134,69**
	ENIM	19,14	51,14		**70,27**
	OCP			933,14	**933,14**
	ONE			57,00	**57,00**
	ONHYM	235,09			**235,09**
	TOTAL	**416,73**	**129,57**	**1 022,21**	**1 568,51**
TOTAL GENERAL		**6 091,75**	**5 498,03**	**4 105,27**	**15 695,05**

**** la rubrique "Autres" regroupe les transferts au titre du capital et des restructurations.***

Annexe 8

Produits à provenir des Entreprises Publiques (*)
Réalisations des lois de finances 2005 - 2007 (En MDH)

DESIGNATION DES RECETTES	LF 2005	LF 2006	LF 2007
Produits à provenir d'organismes financiers			
Produits à provenir de BANK AL MAGHRIB	**1 704,00**	**1 530,23**	**1 699,00**
Produits provenir de la Caisse de Dépôt et de Gestion	**400,00**	**500,00**	**600,00**
Dividendes au titre des participations de l'Etat à la BCP		**90,00**	**115,40**
Dividendes au titre des participations de l'Etat dans les sociétés et organismes internationaux			
Produits à provenir de l'Office des Changes		**150,00**	**100,00**
Produits des monopoles, parts de bénéfices et contributions des établissements publics			
Produits à provenir de l'OCP			
Produits à provenir de l'Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie (ANCFCC)	**700,00**	**600,00**	**1 000,00**
Produits à provenir de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT)		**220,48**	**51,00**
Produits à provenir de Barid Al Maghrib	**20,00**	**30,00**	
Produits à provenir de l'Office National des Aéroports (ONDA)			
Dividendes à provenir des sociétés à participation publique			
Dividendes à provenir de Itissalat Al Maghrib (IAM)	**1 409,00**	**1 877,77**	**2 119,74**
Dividendes à provenir du Holding d'Aménagement Al Omrane			
Dividendes à provenir de la société d'Exploitation des Ports (Ex-ODEP)	**113,00**	**113,00**	
Dividendes à provenir de la Société Marocaine du Thé et du Sucre (SOMATHES)	**46,00**		
Dividendes à provenir de la Société Nationale du Transport et de la Logistique (SNTL) - ex ONT	**20,00**	**85,76**	
Dividendes à provenir de la Société de Productions Biologiques et Pharmaceutiques Vétérinaires (BIOPHARMA)	**10,00**		
Redevances pour l'occupation du domaine public et autres produits			
Redevances pour l'occupation du domaine public provenant d'IAM	**100,00**	**100,00**	**100,00**
Redevances pour l'occupation du domaine public provenant de l'Office National des Aéroports (ONDA)	**60,00**	**60,00**	**60,00**
Redevances pour l'occupation du domaine public provenant de l'Agence Nationale des Ports (ANP) (Ex-ODEP)	**42,00**	**42,00**	**42,00**
Produits à provenir d'opérateurs de télécommunications		**381,00**	**1 080,00**
Autres produits à provenir de participations financières		**1 202,46**	
Produits divers	**157,00**	**45,11**	**86,86**
Redevance sur l'exploitation des phosphates	**710,00**	**701,00**	**701,00**
Total	**5 491,00**	**7 728,80**	**7 755,00**

**** HORS RECETTES DE LA PRIVATISATION***

Annexe 9

Produits à provenir des Entreprises Publiques (*) : Prévisions de la loi de finances 2008 et propositions du projet de loi de finances (PLF) 2009 (en MDH)

DESIGNATION DES RECETTES	LF 2008	PLF 2009
Produits à provenir d'organismes financiers		
Produits à provenir de BANK AL MAGHRIB	**2 491,00**	**3 340,00**
Produits à provenir de la Caisse de Dépôt et de Gestion	**600,00**	**600,00**
Dividendes au titre des participations de l'Etat à la BCP		**140,00**
Dividendes au titre des participations de l'Etat dans les sociétés et organismes internationaux	**4,00**	
Produits à provenir de l'Office des Changes		
Produits des monopoles, parts de bénéfices et contributions des établissements publics		
Produits à provenir de l'Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie (ANCFCC)	**700,00**	**1 200,00**
Produits à provenir de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT)	**36,00**	**45,00**
Produits à provenir de Barid Al Maghrib	**126,00**	
Produits à provenir de l'Office National des Aéroports (ONDA)	**100,00**	
Dividendes à provenir des sociétés à participation publique		
Dividendes à provenir de la société " OCP S.A "	**500,00**	**2 000,00**
Dividendes à provenir de Itissalat Al Maghrib (IAM)	**2 000,00**	**2 200,00**
Dividendes à provenir du Holding d'Aménagement Al Omrane		**70,00**
Dividendes à provenir de la société d'Exploitation des Ports (Ex-ODEP)	**43,00**	**30,00**
Dividendes à provenir de la Société Nationale du Transport et de la Logistique (SNTL) - ex ONT	**31,00**	**30,00**
Redevances pour l'occupation du domaine public et autres produits		
Redevances pour l'occupation du domaine public provenant d'IAM	**100,00**	**100,00**
Redevances pour l'occupation du domaine public provenant de l'Office National des Aéroports (ONDA)	**65,00**	**65,00**
Redevances pour l'occupation du domaine public provenant de l'Agence Nationale des Ports (ANP)	**50,00**	**55,00**
Produits à provenir d'opérateurs de télécommunications	**-**	**PM**
Autres produits à provenir de participations financières		
Produits divers	**56,00**	**60,00**
Total	**6 902,00**	**9 935,00**

**** HORS RECETTES DE LA PRIVATISATION***

INVESTISSEMENT DES EP : CLASSEMENT PAR MINISTERE DE TUTELLE (2007-2009) Annexe 10

MINISTERE DE TUTELLE	EP	INVESTISSEMENT EN MILLIERS DE DHS				
		Réalisations	Prévisions Budgétaires	Estimations	Pourcentage	
		2007	2008	2009	2008	2009
COUR ROYALE	IRCAM	7 000	7 000	7 000	0,01%	0,01%
	TOTAL	7 000	7 000	7 000	0,01%	0,01%
PREMIER MINISTRE	ALEM	335 000	3 480 000	4 162 000	4,77%	4,90%
	ANRT	29 886	111 000	100 000	0,15%	0,12%
	APDN	347 000	630 000	754 000	0,86%	0,89%
	APDO	157 300	280 000	270 000	0,38%	0,32%
	APDS	280 000	740 000	650 000	1,01%	0,77%
	CC	399	575	400	0,00%	0,00%
	ISA	240	280	280	0,00%	0,00%
	TMSA	1 594 969	3 117 000	2 034 000	4,27%	2,39%
	TOTAL	2 744 794	8 358 855	7 970 680	11,45%	9,39%
MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES	ANPME	3 515	41 700	41 700	0,06%	0,05%
	BAM	338 207	355 114	372 872	0,49%	0,44%
	CMPE	3 000	3 000	3 000	0,00%	0,00%
	ISCAE	11 250	8 430	8 430	0,01%	0,01%
	OCE	0	1 400	1 700	0,00%	0,00%
	OFEC	0	0	100	0,00%	0,00%
	OMPIC	12 735	8 520	7 640	0,01%	0,01%
	TOTAL	368 707	418 164	435 442	0,57%	0,51%
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU TRANSPORT	ADM	4 340 939	6 749 000	6 715 000	9,25%	7,91%
	ANP	651 556	718 342	664 445	0,98%	0,78%
	CFR	957 386	1 140 000	1 216 000	1,56%	1,43%
	CNPAC	8 142	25 600	25 600	0,04%	0,03%
	EHTP	52 470	26 140	26 140	0,04%	0,03%
	LPEE	28 342	47 277	47 277	0,06%	0,06%
	ONCF	4 459 429	4 191 342	5 000 000	5,74%	5,89%
	ONDA	1 521 160	2 000 651	1 880 695	2,74%	2,21%
	SNTL	63 802	329 250	270 000	0,45%	0,32%
	SODEP	470 423	1 137 649	413 884	1,56%	0,49%
	RAM Groupe	2 201 728	1 751 349	1 978 036	2,40%	2,33%
	TOTAL	14 755 377	18 116 600	18 237 077	24,82%	21,47%
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME	ANCFCC	174 934	532 350	800 000	0,73%	0,94%
	BIOPHARMA	5 388	9 955	9 955	0,01%	0,01%
	CAM	218 578	461 000	461 000	0,63%	0,54%
	CT	50 770	50 100	50 100	0,07%	0,06%
	EACCE	16 794	80 701	54 940	0,11%	0,06%
	ENAM	3 700	35 030	75 000	0,05%	0,09%
	IAV	21 190	19 500	19 500	0,03%	0,02%
	INRA	71 875	72 069	76 000	0,10%	0,09%
	INRH	20 266	32 000	35 900	0,04%	0,04%
	ITPSMGEA	5 790	5 967	5 000	0,01%	0,01%
	LOARC	3 692	5 100	4 850	0,01%	0,01%
	ONICL	10 891	11 408	10 000	0,02%	0,01%
	ONP	71 050	273 330	185 995	0,37%	0,22%
	ORMVAs	528 838	780 667	780 667	1,07%	0,92%
	SODEA	0	0	0	0,00%	0,00%
	SOGETA	0	0	0	0,00%	0,00%
	SONACOS	5 687	16 578	21 000	0,02%	0,02%
	SOREC	37 000	50 000	50 000	0,07%	0,06%
	SOSIPO	1 599	1 416	1 416	0,00%	0,00%
	TOTAL	1 248 042	2 437 171	2 641 323	3,34%	3,11%
MINISTERE CHARGE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DE L'ESPACE	HAO groupe	6 609 526	7 760 810	8 590 770	10,63%	10,12%
	AGENCES URBAINES - AUC	163 164	243 062	222 181	0,33%	0,26%
	SAR	230 000	169 000	92 000	0,23%	0,11%
	TOTAL	7 002 690	8 172 872	8 904 951	11,20%	10,49%
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	AREFs	1 639 310	1 664 880	1 670 480	2,28%	1,97%
	CNESTEN	114 634	77 830	44 531	0,11%	0,05%
	CNRST	109 730	227 140	227 140	0,31%	0,27%
	ONOUSC	16 040	40 000	40 000	0,05%	0,05%
	UNIVERSITES	855 563	1 184 452	1 312 519	1,62%	1,55%
	TOTAL	2 735 277	3 194 302	3 294 670	4,38%	3,88%

INVESTISSEMENT DES EP : CLASSEMENT PAR MINISTERE DE TUTELLE (2007-2009) Annexe 10

MINISTERE DE TUTELLE	EP	INVESTISSEMENT EN MILLIERS DE DHS				
		Réalisations	Prévisions Budgétaires	Estimations	Pourcentage	
		2007	2008	2009	2008	2009
MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT	ABHs	180 623	289 788	255 274	0,40%	0,30%
	CADETAF	134	2 590	1 500	0,00%	0,00%
	CDER	4 693	8 388	8 388	0,01%	0,01%
	ENIM	17 442	19 168	19 168	0,03%	0,02%
	OCP Groupe	2 671 000	4 746 000	14 936 000	6,50%	17,59%
	ONE	5 510 000	10 224 000	11 857 000	14,01%	13,96%
	ONEP	3 093 436	4 506 000	4 241 000	6,17%	4,99%
	ONHYM	156 540	173 485	404 534	0,24%	0,48%
	SSM	8 942	12 285	12 285	0,02%	0,01%
	TOTAL	11 642 810	19 981 704	31 735 149	27,38%	37,37%
MINISTERE DE L'INTERIEUR	AAVBR	1 745 278	2 026 000	2 000 000	2,78%	2,35%
	ADER	225	720	720	0,00%	0,00%
	AU CASABLANCA	297 000	667 000	500 000	0,91%	0,59%
	FEC	2 781	3 000	3 000	0,00%	0,00%
	REGIES DE DISTRIBUTION	1 225 426	2 792 429	3 179 210	3,83%	3,74%
	REGIES DE TRANSPORT	8 099	78 580	51 840	0,11%	0,06%
	RAFC	2 509	2 970	3 000	0,00%	0,00%
	SONADAC	12 775	13 275	13 275	0,02%	0,02%
	TOTAL	3 294 093	5 583 974	5 751 045	7,65%	6,77%
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	BCP	238 398	238 398	238 398	0,33%	0,28%
	CCG	1 300	5 476	1 200	0,01%	0,00%
	CDG Groupe	3 306 804	3 300 000	3 300 000	4,52%	3,89%
	CDVM	1 411	75 938	75 938	0,10%	0,09%
	CMR	34 000	43 000	38 000	0,06%	0,04%
	OC	19 000	206 000	50 000	0,28%	0,06%
	TOTAL	3 600 913	3 868 812	3 703 536	5,30%	4,36%
MINISTERE DE LA SANTE	ANAM	15 000	25 000	70 000	0,03%	0,08%
	CHUs	296 940	228 840	173 300	0,31%	0,20%
	IPM	22 464	36 775	36 775	0,05%	0,04%
	TOTAL	334 404	290 615	280 075	0,40%	0,33%
MINISTERE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	CAR	33 908	33 908	33 908	0,05%	0,04%
	MDA	4 823	18 850	19 900	0,03%	0,02%
	ODCO	400	400	30	0,00%	0,00%
	ONMT	510 000	520 000	540 000	0,71%	0,64%
	SONABA	340 506	203 000	250 000	0,28%	0,29%
	SNABT	57 500				
	TOTAL	947 137	776 158	843 838	1,06%	0,99%
MINISTERE DE LA CULTURE	BNRM	3 000	18 000	2 850	0,02%	0,00%
	CCM	7 000	14 000	9 500	0,02%	0,01%
	TNMV	1 000	6 000	5 000	0,01%	0,01%
	TOTAL	11 000	38 000	17 350	0,05%	0,02%
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	MAP	5 000	17 000	9 000	0,02%	0,01%
	SNRT	173 000	170 000	142 000	0,23%	0,17%
	SOREAD	111 000	60 000	11 000	0,08%	0,01%
	TOTAL	289 000	247 000	162 000	0,34%	0,19%
MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	ANAPEC	48 400	105 170	59 198	0,14%	0,07%
	CNSS	114 000	333 000	101 000	0,46%	0,12%
	OFPPT	163 497	469 645	518 100	0,64%	0,61%
	TOTAL	325 897	907 815	678 298	1,24%	0,80%
MINISTERE DE LA JUSTICE	ISM	3 400	11 800	11 800	0,02%	0,01%
	TOTAL	3 400	11 800	11 800	0,02%	0,01%
MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	MJS	1 540	1 540	1 540	0,00%	0,00%
	TOTAL	1 540	1 540	1 540	0,002%	0,002%
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL, DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE	ADS	97 000	414 000	190 000	0,57%	0,22%
	EN	42 270	104 733	2 700	0,14%	0,00%
	TOTAL	139 270	518 733	192 700	0,71%	0,23%
HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORÊTS	JZN	0	60 000	60 000	0,08%	0,07%
	TOTAL	0	60 000	60 000	0,08%	0,07%
TOTAL GENERAL		**49 451 351**	**72 991 115**	**84 928 474**	**100,00%**	**100,00%**

Annexe 10 bis -A

DONNEES SUR LES EP REALISANT PLUS DE 80% DES AGREGATS DU SECTEUR AU TITRE DE 2007 (EN MILLIERS DE DH)

INVESTISSEMENTS

Sigle	EXERCICE 2007			Prévisions	Estimations
	Réalisations	Poids %	Cumul %	Clôture 2008	2009
HOLDING D'AMENAGEMENT AL OMRANE (Groupe)	6 609 526	13,37%	13,37%	7 760 810	8 590 770
OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE	5 510 000	11,14%	24,51%	10 224 000	11 857 000
OFFICE NATIONAL DES CHEMINS DE FER	4 459 429	9,02%	33,53%	4 191 342	5 000 000
SOCIETE NATIONALE DES AUTOROUTES DU MAROC	4 340 939	8,78%	42,30%	6 749 000	6 715 000
CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION	3 306 804	6,69%	48,99%	3 300 000	3 300 000
OFFICE NATIONAL DE L'EAU POTABLE	3 093 436	6,26%	55,25%	4 506 000	4 241 000
OFFICE CHERIFIEN DES PHOSPHATES (Groupe)	2 671 000	5,40%	60,65%	4 746 000	14 936 000
COMPAGNIE NATIONALE DE TRANSPORT AERIEN ROYAL AIR MAROC (Groupe)	1 764 437	3,57%	64,22%	1 530 265	1 799 028
AGENCE POUR L'AMENAGEMENT DE LA VALLEE DU BOU REGREG	1 745 278	3,53%	67,75%	2 026 000	2 000 000
ACADEMIES REGIONALES D'EDUCATION ET DE FORMATION	1 639 310	3,31%	71,06%	1 664 880	1 670 480
AGENCE SPECIALE TANGER MEDITERANNEE	1 594 969	3,23%	74,29%	3 117 000	2 034 000
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS	1 521 160	3,08%	77,36%	2 000 651	1 880 695
REGIES DE DISTRIBUTION	1 225 426	2,48%	79,84%	2 792 429	3 179 210
CAISSE POUR LE FINANCEMENT ROUTIER	957 386	1,94%	81,78%	1 140 000	1 216 000
UNIVERSITES	855 563	1,73%	83,51%	1 184 452	1 312 519
AGENCE NATIONALE DES PORTS	651 556	1,32%	84,82%	718 342	664 445
OFFICES REGIONAUX DE MISE EN VALEUR AGRICOLE	528 838	1,07%	85,89%	780 667	780 667
SOCIETE D'EXPLOITATION DES PORTS	470 423	0,95%	86,84%	1 137 649	413 884
AGENCES URBAINES	460 164	0,93%	87,77%	910 062	722 181
AUTRES	6 045 707	12,23%	100,00%	12 511 566	12 615 595
Total	**49 451 351**	**100%**		**72 991 115**	**84 928 474**

Annexe 10 bis -B

DONNEES SUR LES EP REALISANT PLUS DE 80% DES AGREGATS DU SECTEUR AU TITRE DE 2007 (EN MILLIERS DE DH)

FONDS PROPRES

Sigle	2006	2007	Evolution en %	Poids %	Cumul %
FDSHII	29 316 726	32 720 928	11,61%	17,65%	17,65%
CNSS	28 566 219	31 345 274	9,73%	16,91%	34,56%
ONE	17 952 062	17 603 747	-1,94%	9,50%	44,06%
CDG	8 244 694	14 955 042	81,39%	8,07%	52,13%
ONCF	13 841 239	14 637 588	5,75%	7,90%	60,03%
ONEP	11 964 377	12 548 120	4,88%	6,77%	66,80%
ADM	3 607 785	5 701 430	58,03%	3,08%	69,87%
TMSA	3 589 563	3 738 553	4,15%	2,02%	71,89%
RAM	3 209 345	3 335 648	3,94%	1,80%	73,69%
ORMVAD	5 509 841	3 305 274	-40,01%	1,78%	75,47%
ONDA	2 481 835	3 161 863	27,40%	1,71%	77,18%
ALEM	938 631	2 735 591	191,44%	1,48%	78,65%
HAO	1 058 664	2 402 155	126,90%	1,30%	79,95%
ORMVAH	2 289 143	2 343 093	2,36%	1,26%	81,21%
Autres	32 883 536	34 821 133	5,89%	18,79%	100,00%
Total	**165 453 660**	**185 355 439**	12,03%	100,00%	

DETTES DE FINANCEMENT

Sigle	2006	2007	Evolution en %	Poids %	Cumul %
ONE	16 208 438	19 592 903	20,88%	20,72%	20,72%
CAM	5 936 089	14 890 357	150,84%	15,75%	36,47%
ONCF	10 353 450	12 009 201	15,99%	12,70%	49,17%
ADM	9 205 701	10 932 607	18,76%	11,56%	60,73%
ONEP	6 162 738	7 694 296	24,85%	8,14%	68,86%
RAM	5 509 457	5 983 742	8,61%	6,33%	75,19%
FEC	3 417 950	4 518 350	32,19%	4,78%	79,97%
TMSA	964 752	2 457 724	154,75%	2,60%	82,57%
OCP Groupe	3 178 000	2 082 000	-34,49%	2,20%	84,77%
Autres	14 189 794	14 401 270	1,49%	15,23%	100,00%
Total	**75 126 369**	**94 562 450**	25,87%	100,00%	

Annexe 10 bis -C

DONNEES SUR LES EP REALISANT PLUS DE 80% DES AGREGATS DU SECTEUR AU TITRE DE 2007 (EN MILLIERS DE DH)

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

Sigle	2006	2007	Poids %	Cumul %
CNSS	4 930 244	4 825 656	**17,33%**	**17,33%**
CMR	3 394 520	4 014 406	**16,90%**	**34,24%**
OCP Groupe	-10 806 000	3 223 000	**11,58%**	**45,81%**
ONE	218 761	3 177 036	**11,41%**	**57,22%**
CDG	2 225 766	2 265 438	**8,14%**	**65,36%**
RAM	1 246 197	1 357 829	**4,88%**	**70,24%**
ONEP	993 158	1 221 544	**4,39%**	**74,62%**
ONCF	1 230 606	1 126 762	**4,05%**	**78,67%**
ONDA	593 062	976 633	**3,51%**	**82,18%**
SODEP	60 315	946 864	**3,40%**	**85,58%**
Autres	14 292 003	4 705 856	**14,42%**	**100,00%**
Total	**18 378 632**	**27 841 024**	**100,00%**	

VALEUR AJOUTEE

Sigle	2006	2007	Poids %	Cumul %
OCP Groupe	9 335 000	13 652 000	**25,19%**	**25,19%**
ONE	4 372 187	5 296 324	**9,77%**	**34,96%**
CNSS	4 813 836	5 154 081	**9,51%**	**44,47%**
RAM	3 753 445	4 040 672	**7,46%**	**51,93%**
CDG	3 490 858	3 405 474	**6,28%**	**58,21%**
ANCFCC	1 963 382	2 602 977	**4,80%**	**63,02%**
ONCF	2 234 278	2 391 364	**4,41%**	**67,43%**
CAM	2 184 651	2 357 140	**4,35%**	**71,78%**
ONEP	2 156 759	2 147 819	**3,96%**	**75,74%**
SODEP	114 074	1 705 233	**3,15%**	**78,89%**
ONDA	1 499 293	1 671 009	**3,08%**	**81,97%**
Autres	8 851 781	9 769 951	**18,03%**	**100,00%**
Total	**44 769 544**	**54 194 044**	**100,00%**	

Annexe 10 bis -D

DONNEES SUR LES EP REALISANT PLUS DE 80% DES AGREGATS DU SECTEUR AU TITRE DE 2007 (EN MILLIERS DE DH)

CHIFFRE D'AFFAIRES

Sigle	2006	2007	Poids %	Cumul %
OCP Groupe	23 887 000	28 900 000	**21,68%**	**21,68%**
ONE	15 067 106	16 420 471	**12,32%**	**33,99%**
CMR	14 551 559	15 614 794	**11,71%**	**45,70%**
CNSS	11 938 785	13 305 801	**9,98%**	**55,68%**
RAM	10 658 146	11 636 969	**8,73%**	**64,41%**
CDG	6 455 860	6 109 281	**4,58%**	**68,99%**
CAM	2 543 885	3 153 043	**2,36%**	**71,36%**
ONEP	2 958 450	3 117 925	**2,34%**	**73,70%**
ONCF	2 844 883	3 000 668	**2,25%**	**75,95%**
ANCFCC	2 093 472	2 908 294	**2,18%**	**78,13%**
SODEP	167 280	2 556 193	**1,92%**	**80,05%**
Autres	28 237 562	26 601 334	**19,95%**	**100,00%**
Total	**121 403 988**	**133 324 773**	**100,00%**	

CHARGES D'EXPLOITATION HORS DOTATION

Sigle	2006	2007	Poids %	Cumul %
OCP Groupe	21 882 000	21 923 000	**21,00%**	**21,00%**
CMR	13 309 125	13 976 996	**13,39%**	**34,39%**
ONE	12 472 823	13 027 915	**12,48%**	**46,87%**
RAM	8 927 099	9 788 347	**9,38%**	**56,25%**
CNSS	8 129 786	9 297 416	**8,91%**	**65,15%**
ANCFCC	1 645 793	2 168 718	**2,08%**	**67,23%**
HAO	2 063 355	1 980 074	**1,90%**	**69,13%**
ONEP	1 752 746	1 937 174	**1,86%**	**70,98%**
ATLAS BLUE	1 208 643	1 813 030	**1,74%**	**72,72%**
ONCF	1 590 225	1 747 361	**1,67%**	**74,39%**
SODEP	88 866	1 330 391	**1,27%**	**75,67%**
OFPPT	1 118 738	1 254 456	**1,20%**	**76,87%**
ALOMRANE MARRAKECH	1 446 055	1 136 354	**1,09%**	**77,96%**
SNRT	745 415	1 119 774	**1,07%**	**79,03%**
BAM	1 028 107	1 110 934	**1,06%**	**80,09%**
Autres	22 752 756	20 780 571	**19,91%**	**100,00%**
Total	**100 161 532**	**104 392 511**	**100,00%**	

Annexe 10 bis -E

DONNEES SUR LES EP REALISANT PLUS DE 80% DES AGREGATS DU SECTEUR AU TITRE DE 2007 (EN MILLIERS DE DH)

CHARGES DE PERSONNEL

Sigle	2006	2007	Poids %	Cumul %
OCP Groupe	6 141 000	6 071 000	**26,04%**	**26,04%**
RAM	2 035 203	2 159 638	**9,26%**	**35,30%**
ONE	1 720 495	1 762 321	**7,56%**	**42,85%**
CNSS	840 132	971 490	**4,17%**	**47,02%**
OFPPT	911 040	950 822	**4,08%**	**51,10%**
ONEP	854 505	869 258	**3,73%**	**54,83%**
BAM	740 811	780 786	**3,35%**	**58,17%**
ONCF	726 193	736 558	**3,16%**	**61,33%**
ANCFCC	697 149	719 342	**3,08%**	**64,42%**
CAM	428 270	538 047	**2,31%**	**66,72%**
SNRT	415 984	504 603	**2,16%**	**68,89%**
CDG	469 453	474 332	**2,03%**	**70,92%**
ONDA	414 288	446 946	**1,92%**	**72,84%**
SODEP	32 672	436 564	**1,87%**	**74,71%**
CT		331 580	**1,42%**	**76,13%**
EN	203 758	251 603	**1,08%**	**77,21%**
IAV	168 363	225 908	**0,97%**	**78,18%**
SOREAD	184 346	216 467	**0,93%**	**79,11%**
HAO	119 816	181 835	**0,78%**	**79,89%**
ORMVAG	127 872	181 069	**0,78%**	**80,67%**
Autres	4 667 096	4 508 341	**19,33%**	**100,00%**
Total	**21 898 446**	**23 318 510**	**100,00%**	

IMPOT SUR LES SOCIETES

Sigle	2006	2007	Poids %	Cumul %
CDG	872 005	1 886 318	**43,97%**	**43,97%**
OCP Groupe	114 000	477 000	**11,12%**	**55,09%**
SODEP	15 115	273 750	**6,38%**	**61,47%**
ONDA	335 476	268 103	**6,25%**	**67,72%**
ANCFCC	118 948	209 031	**4,87%**	**72,59%**
FEC	150 977	156 666	**3,65%**	**76,25%**
ANP	393	108 687	**2,53%**	**78,78%**
RADEEMA	26 972	93 439	**2,18%**	**80,96%**
Autres	809 634	816 886	**19,04%**	**100,00%**
Total	**2 443 520**	**4 289 880**	**100,00%**	

Annexe 10 bis -F

DONNEES SUR LES EP REALISANT PLUS DE 80% DES AGREGATS DU SECTEUR AU TITRE DE 2007 (EN MILLIERS DE DH)

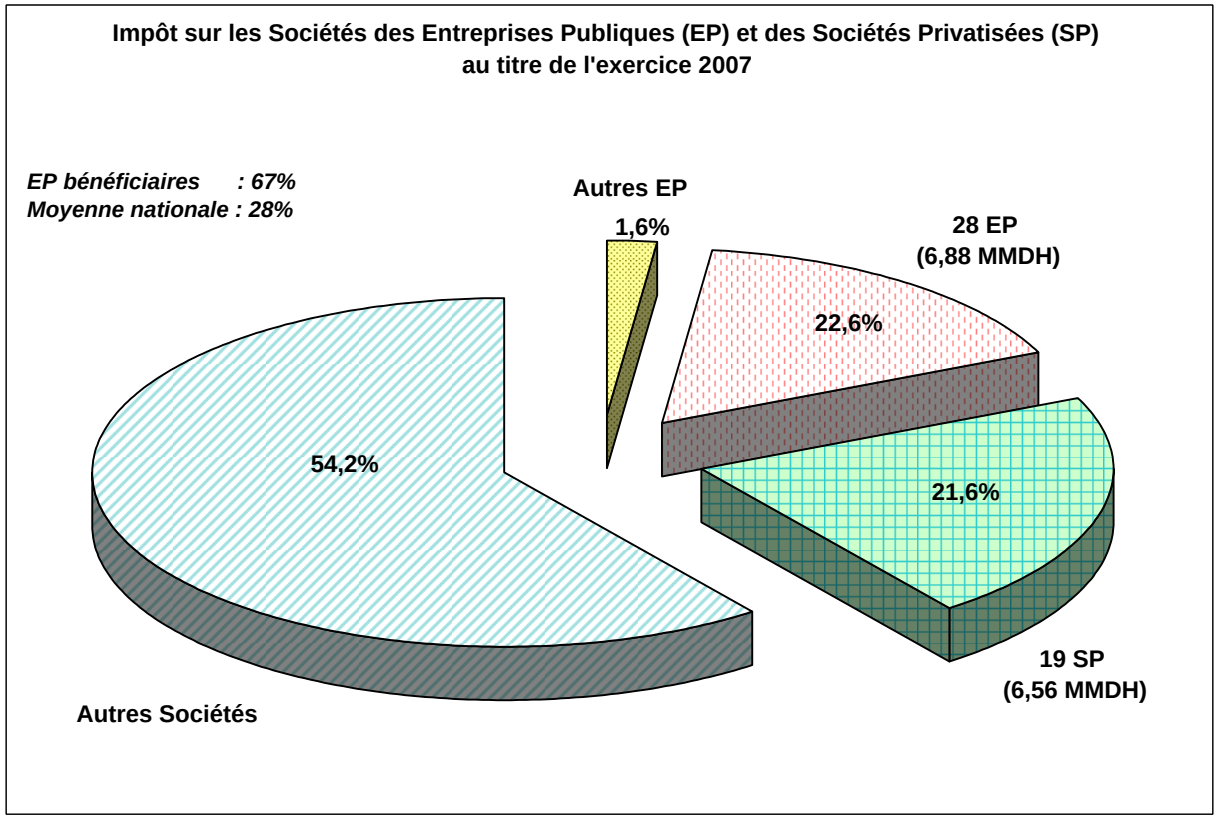
TRESORERIE				PLACEMENTS			
EP	Montant	Poids %	CUMUL	EP	Montant	Poids %	CUMUL
FDSHII	8 850 322	33,9%	33,9%	CMR	47 011 260	42,41%	42,4%
ANCFCC	1 877 094	7,2%	41,1%	CNSS	25 120 257	22,66%	65,1%
OFPPT	1 370 604	5,3%	46,4%	FDSHII	16 668 213	15,04%	80,1%
ONICL	988 826	3,8%	50,2%	OCP	13 371 439	12,06%	92,2%
AU CASABLANCA	894 284	3,4%	53,6%	BAM	4 041 000	3,65%	95,8%
SNTL	763 843	2,9%	56,5%	SODEP	1 243 025	1,12%	96,9%
ONEP	696 000	2,7%	59,2%	ONEP	813 000	0,73%	97,7%
ONMT	575 851	2,2%	61,4%	ALEM	562 500	0,51%	98,2%
CNSS	529 580	2,0%	63,4%	ADM	482 291	0,44%	98,6%
CC	516 250	2,0%	65,4%	ANP	270 561	0,24%	98,9%
ONHYM	477 811	1,8%	67,2%	ANRT	260 000	0,23%	99,1%
ANP	419 996	1,6%	68,8%	CCG	250 048	0,23%	99,3%
ONP	408 399	1,6%	70,4%	SGLN	151 973	0,14%	99,5%
CFR	387 378	1,5%	71,9%	SNTL	121 700	0,11%	99,6%
AAVBR	353 351	1,4%	73,2%	RAMSA	105 000	0,09%	99,7%
RAK	346 231	1,3%	74,6%	MJS	101 256	0,09%	99,8%
ONDA	310 095	1,2%	75,8%	AL OMRANE AGADIR	100 000	0,09%	99,9%
RADEEMA	309 461	1,2%	76,9%	CDVM	100 000	0,09%	99,9%
RAMSA	298 274	1,1%	78,1%	AL OMRANE OUJDA	50 000	0,05%	100%
AUTRES	5 719 299	21,9%	100,0%	TAMESNA	15 000	0,01%	100%
TOTAL	**26 092 949**	**100%**		**TOTAL**	**110 838 523**	**100%**	

Annexe 11

CONTRIBUTION FISCALE AU TITRE DE L'EXERCICE 2007

IMPOT SUR LES SOCIETES

Nombre	Dénomination	Montant en MDH	% Total IS National
263	Entreprises Publiques de l'échantillon	4 289,9	14,1%
121	Entreprises Publiques Hors échantillon (1)	3 041,7	10,0%
384	Total Entreprises Publiques (EP)	7 331,6	24,1%
dont 28 EP		6 883,0	22,6%
19	Sociétés Privatisées (SP) (2)	6 564,9	21,6%
403	Total Entreprises Publiques et Sociétés Privatisées	13 896,5	45,7%



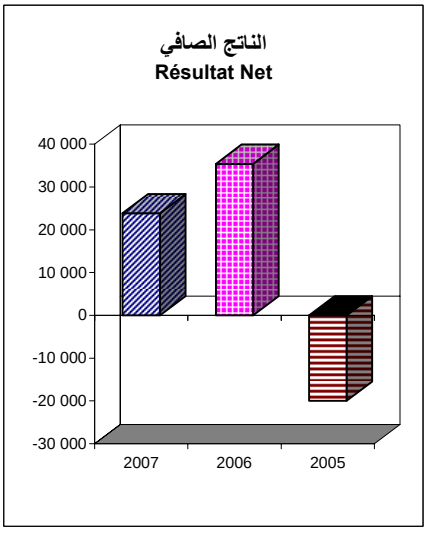
(1) : dont 2,45 MMDH de Bank Al Maghrib
(2) : dont 3,92 MMDH de Maroc Telecom

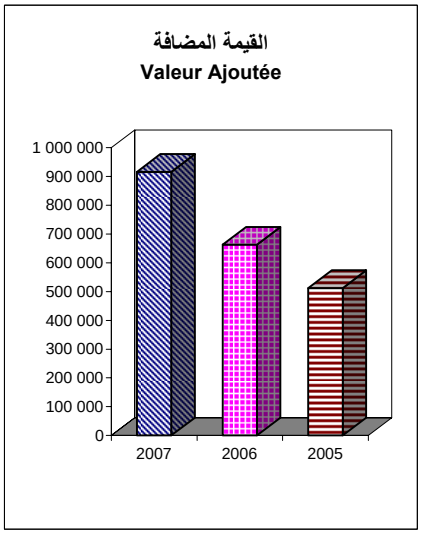
Annexe 12

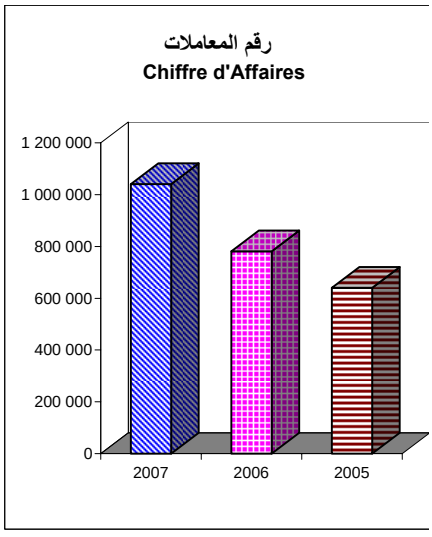
INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2005-2007

SIGLE	**ADM**			**رمز المؤسسة**
	الشركة الوطنية للطرق السيارة بالمغرب			**اسم المؤسسة**
RAISON SOCIALE	**SOCIETE NATIONALE DES AUTOROUTES DU MAROC**			
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	**6 507 629**	ألاف الدراهم	**رأس المال الأجتماعي**
DATE DE CREATION		**12/06/1989**		**تاريخ التأسيس**
STATUT JURIDIQUE	**Filiale Publique**		**شركة تابعة عامة**	**الطبيعة القانونية**
	تجهيز و إستغلال البنية التحتية للنقل الطرقي			**نشاط المؤسسة**
ACTIVITE	**CONSTRUCTION ET EXPLOITATION DES AUTOROUTES**			
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	**97,14%**	الإ جمالية	**المساهمة العمومية**
	DIRECTE	**33,11%**	المباشرة	
	INDIRECTE	**64,03%**	غير المباشرة	

Milliers DH	**2007**	**2006**	**2005**	بألاف الدراهم
Effectif	**597**	**594**	**555**	**عدد المستخدمين**
Charges de personnel	**101 882**	**97 005**	**81 427**	**تكاليف المستخدمين**
Charges d'exploitation	**228 302**	**217 588**	**211 755**	**تكاليف الإستغلال**
Chiffre d'Affaires	**1 040 142**	**781 283**	**640 596**	**رقم المعاملات**
Valeur ajoutée	**915 803**	**662 881**	**512 387**	**القيمة المضافة**
Impôt sur le résultat	**6 592**	**7 745**	**3 341**	**الضريبة على النتيجة**
Résultat net	**23 877**	**35 428**	**-20 012**	**الناتج الصافي**
CAF	**555 617**	**375 882**	**267 303**	**قدرة التمويل الذاتي**
Total actif	**19 428 552**	**16 100 085**	**12 142 842**	**مجموع الأصول**
Fonds propres	**5 701 430**	**3 607 785**	**2 602 589**	**الأموال الذاتية**
Dettes de financement	**10 932 607**	**9 205 701**	**7 980 123**	**ديون التمويل**
Investissements	**4 345 907**	**4 147 000**	**2 553 816**	**الإستثمارات**





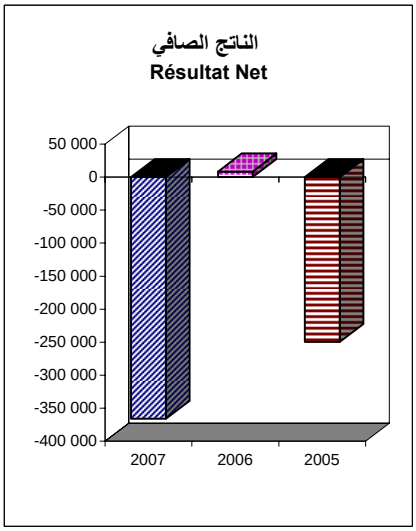


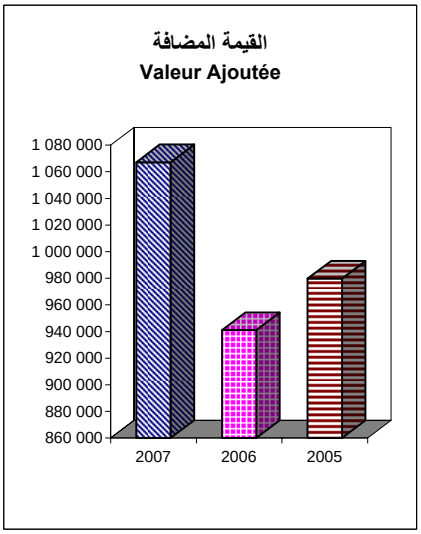
Annexe 12

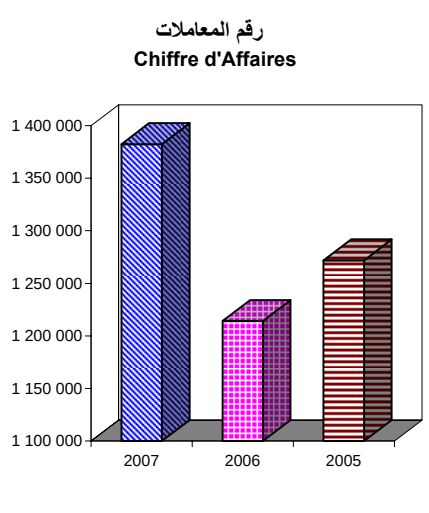
INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2005-2007

SIGLE		**BAM**		**رمز المؤسسة**
		بريد المغرب		**اسم المؤسسة**
RAISON SOCIALE		**BARID AL MAGHRIB**		
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	**1 191 399**	ألاف الدراهم	**رأس المال الأجتماعي**
DATE DE CREATION		**26/02/1998**		**تاريخ التأسيس**
STATUT JURIDIQUE	**Etablissement Public**		**مؤسسة عامة**	**الطبيعة القانونية**
		البريد و المصالح البريدية المالية		**نشاط المؤسسة**
ACTIVITE	**COURRIER ET MESSAGERIE - MANDATS - CCP ET CEN**			
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	**100%**	الإ جمالية	**المساهمة العمومية**
	DIRECTE	**100%**	المباشرة	
	INDIRECTE	**-**	غير المباشرة	

Milliers DH	2007	2006	2005	بألاف الدراهم
Effectif	8 621	8 045	8 032	عدد المستخدمين
Charges de personnel	780 786	740 811	694 236	تكاليف المستخدمين
Charges d'exploitation	1.110.934	1 028 107	1 000 156	تكاليف الإستغلال
Chiffre d'Affaires	1 382 394	1 214 294	1 271 871	رقم المعاملات
Valeur ajoutée	1 067 076	940 975	979 789	القيمة المضافة
Impôt sur le résultat	8 138	26 547	7 614	الضريبة على النتيجة
Résultat net	-366 064	8 404	-249 572	الناتج الصافي
CAF	-167 146	221 635	-181 195	قدرة التمويل الذاتي
Total actif	26 698 126	14 050 710	13 134 310	مجموع الأصول
Fonds propres	1 249 917	1 635 681	1 604 622	الأموال الذاتية
Dettes de financement	-	-	-	ديون التمويل
Investissements	338 207	518 000	357 000	الإستثمارات





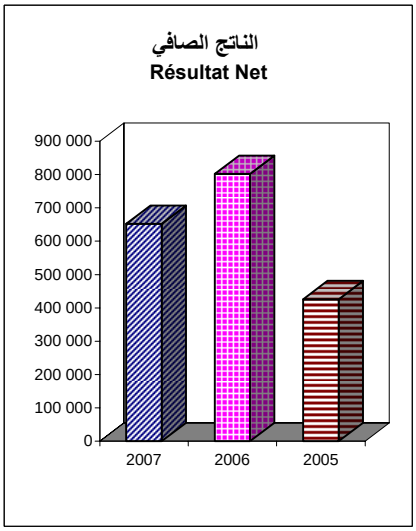


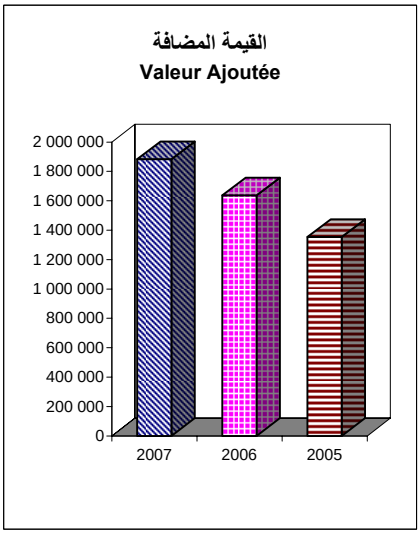
Annexe 12

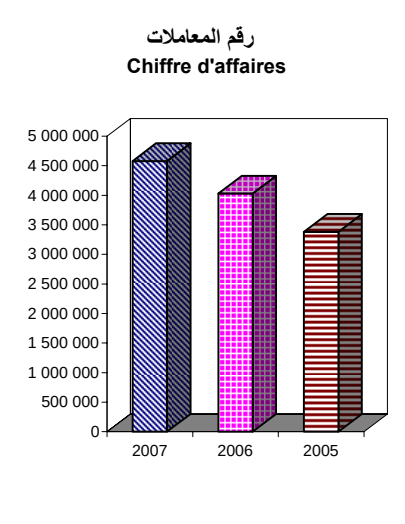
INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2005-2007

SIGLE	BCP GROUPE			رمز المؤسسة
	البنك الشعبي المركزي			اسم المؤسسة
RAISON SOCIALE	GROUPE BANQUE CENTRALE POPULAIRE			
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	588 805	ألاف الدراهم	رأس المال الأجتماعي
DATE DE CREATION		02/02/1961		تاريخ التأسيس
STATUT JURIDIQUE	Société Mixte		شركة مختلطة	الطبيعة القانونية
			مؤسسة بنكية	نشاط المؤسسة
ACTIVITE	BANCAIRE			
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	45,37%	الإ جمالية	المساهمة العمومية
	DIRECTE	45,37%	المباشرة	
	INDIRECTE		غير المباشرة	

Milliers DH	2007	2006	2005	بألاف الدراهم
Effectif	1 266	1 352	1 296	عدد المستخدمين
Charges de personnel	559 064	509 096	510 115	تكاليف المستخدمين
Charges d'exploitation	1 137 098	982 481	882 560	تكاليف الإستغلال
Chiffre d'Affaires	4 579 719	4 031 552	3 383 205	رقم المعاملات
Valeur ajoutée	1 883 136	1 636 544	1 354 009	القيمة المضافة
Impôt sur le résultat	332 747	364 177	330 693	الضريبة على النتيجة
Résultat net	652 489	801 792	425 912	الناتج الصافي
CAF	729 474	471 410	357 447	قدرة التمويل الذاتي
Total actif	84 606 677	79 432 997	73 508 363	مجموع الأصول
Fonds propres	4 664 576	4 326 301	3 850 388	الأموال الذاتية
Dettes de financement	65 059 849	64 393 200	60 991 012	ديون التمويل
Investissements	238 398	-	-	الإستثمارات





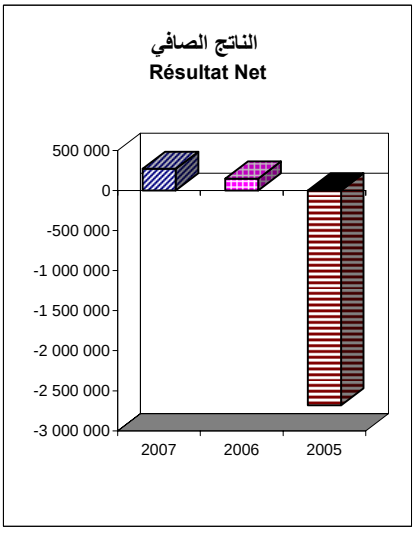


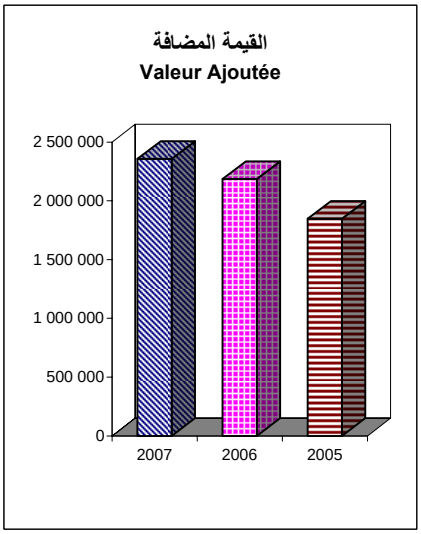
Annexe 12

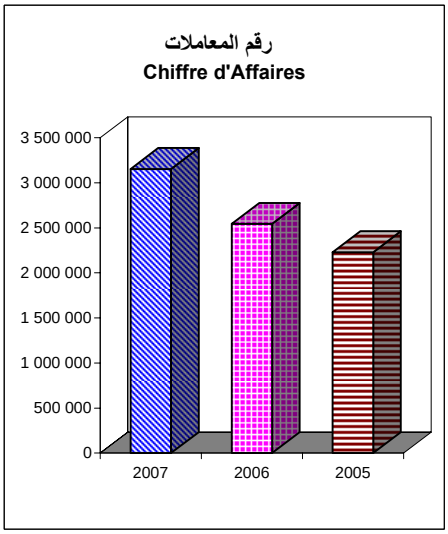
INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2005-2007

SIGLE	**CAM**			رمز المؤسسة
	القرض الفلاحي للمغرب			اسم المؤسسة
RAISON SOCIALE	**CREDIT AGRICOLE DU MAROC**			
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	**2 820 513**	ألاف الدراهم	رأس المال الأجتماعي
DATE DE CREATION		**01/06/2004**		تاريخ التأسيس
STATUT JURIDIQUE	**Filiale Publique**		**شركة تابعة عامة**	الطبيعة القانونية
			مؤسسة بنكية	نشاط المؤسسة
ACTIVITE	**BANCAIRE**			
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	**90%**	الإجمالية	المساهمة العمومية
	DIRECTE	**78%**	المباشرة	
	INDIRECTE	**12%**	غير المباشرة	

Milliers DH	2007	2006	2005	بألاف الدراهم
Effectif	3 152	2 980	2 938	عدد المستخدمين
Charges de personnel	528 146	428 270	477 217	تكاليف المستخدمين
Charges d'exploitation	821 840	757 904	682 978	تكاليف الإستغلال
Chiffre d'Affaires	3 153 043	2 543 885	2 229 725	رقم المعاملات
Valeur ajoutée	2 357 140	2 184 651	1 847 746	القيمة المضافة
Impôt sur le résultat	18 649	12 750	11 188	الضريبة على النتيجة
Résultat net	270 981	147 595	-2 682 497	الناتج الصافي
CAF	385 331	243 258	-2 816 526	قدرة التمويل الذاتي
Total actif	60 662 487	42 504 067	34 413 038	مجموع الأصول
Fonds propres	1 047 273	64 924	-382 497	الأموال الذاتية
Dettes de financement	14 890 357	5 936 089	6 382 014	ديون التمويل
Investissements	215 000	173 473	376 069	الإستثمارات





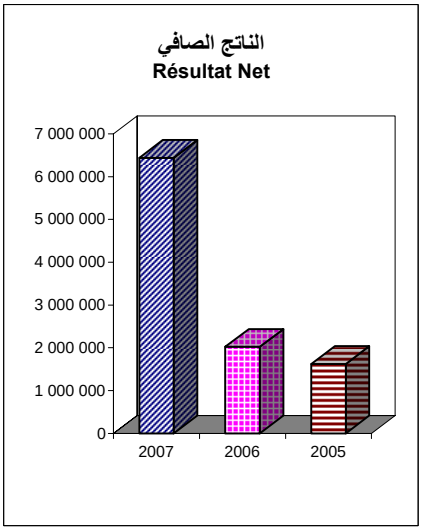


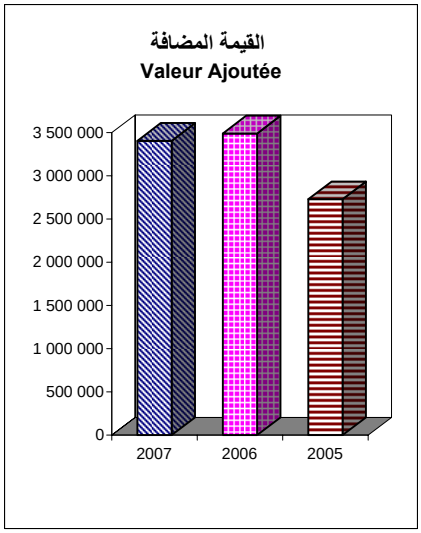
Annexe 12

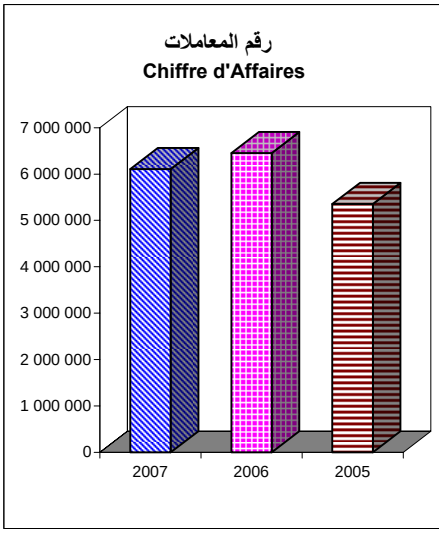
INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2005-2007

SIGLE	**CDG GROUPE**		**رمز المؤسسة**
	صندوق الإيداع و التدبير		**اسم المؤسسة**
RAISON SOCIALE	**CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION**		
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH		ألاف الدراهم **رأس المال الأجتماعي**
DATE DE CREATION	**10/02/1959**		**تاريخ التأسيس**
STATUT JURIDIQUE	**Etablissement Public**	**مؤسسة عامة**	**الطبيعة القانونية**
		مؤسسة بنكية	**نشاط المؤسسة**
ACTIVITE	**BANCAIRE**		
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	**100%**	الإ جمالية **المساهمات العمومية :**
	DIRECTE	**100%**	المباشرة
	INDIRECTE	**-**	غير المباشرة

Milliers DH	**2007**	**2006**	**2005**	بألاف الدراهم
Effectif	**522**	**522**	**564**	**عدد المستخدمين**
Charges de personnel	**474 332**	**469 453**	**423 680**	**تكاليف المستخدمين**
Charges d'exploitation	**918 022**	**832 262**	**694 852**	**تكاليف الإستغلال**
Chiffre d'Affaires	**6 109 281**	**6 455 860**	**5 358 139**	**رقم المعاملات**
Valeur ajoutée	**3 405 474**	**3 490 858**	**2 730 205**	**القيمة المضافة**
Impôt sur le résultat	**1 886 318**	**241 325**	**888 776**	**الضريبة على النتيجة**
Résultat net	**6 443 226**	**2 022 373**	**1 620 738**	**الناتج الصافي**
CAF	**2 265 438**	**2 225 766**	**585 478**	**قدرة التمويل الذاتي**
Total actif	**91 070 913**	**81 152 908**	**71 949 539**	**مجموع الأصول**
Fonds propres	**14 955 042**	**8 244 694**	**3 313 818**	**الأموال الذاتية**
Dettes de financement	**16 078 956**	**16 654 559**	**13 346 752**	**ديون التمويل**
Investissements	**3 306 804**	**1 209 802**	**1 077 889**	**الإستثمارات**





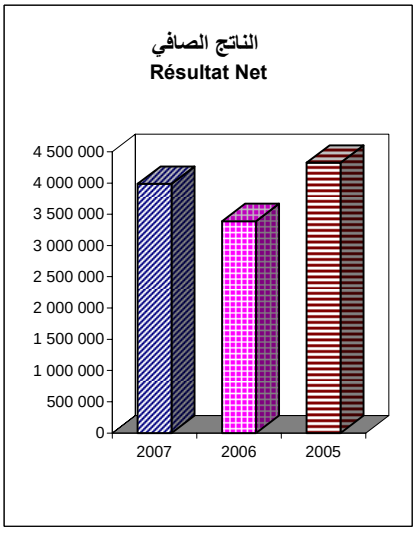


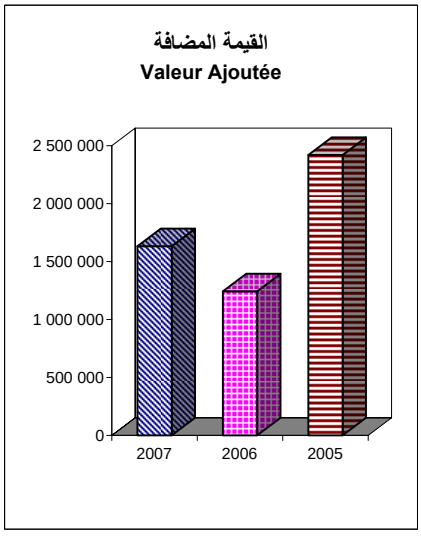
Annexe 12

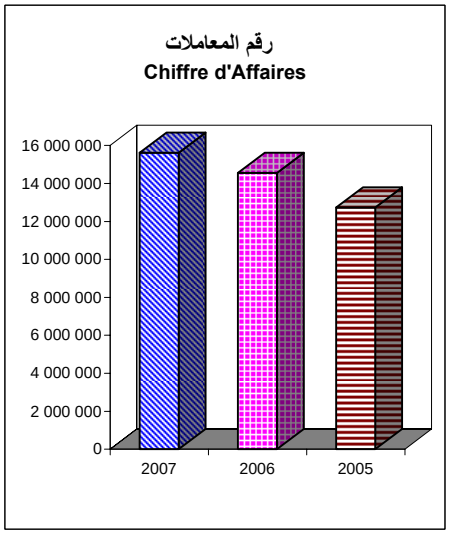
INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2005-2007

SIGLE		**CMR**		**رمز المؤسسة**
		الصندوق المغربي للتقاعد		**اسم المؤسسة**
RAISON SOCIALE		**CAISSE MAROCAINE DES RETRAITES**		
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	**12 018**	ألاف الدراهم	**رأس المال الأجتماعي**
DATE DE CREATION		**20/11/1996**		**تاريخ التأسيس**
STATUT JURIDIQUE	**Etablissement Public**		**مؤسسة عامة**	**الطبيعة القانونية**
		تدبير أنظمة معاشات القطاع العام		**نشاط المؤسسة**
ACTIVITE	**GESTION DU REGIME DES RETRAITES DU SECTEUR PUBLIC**			
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	**100%**	الإ جمالية	**المساهمات العمومية**
	DIRECTE	**100%**	المباشرة	
	INDIRECTE	**-**	غير المباشرة	

Milliers DH	**2007**	**2006**	**2005**	بألاف الدراهم
Effectif	**464**	**450**	**416**	**عدد المستخدمين**
Charges de personnel	**62 072**	**62 391**	**51 432**	**تكاليف المستخدمين**
Charges d'exploitation	**13 976 996**	**13 309 125**	**10 257 820**	**تكاليف الإستغلال**
Chiffre d'Affaires	**15 614 794**	**14 551 559**	**12 732 950**	**رقم المعاملات**
Valeur ajoutée	**1 633 019**	**1 242 434**	**2 419 455**	**القيمة المضافة**
Impôt sur le résultat	**-**	**-**	**-**	**الضريبة على النتيجة**
Résultat net	**3 986 144**	**3 389 180**	**4 324 326**	**الناتج الصافي**
CAF	**4 014 406**	**3 394 520**	**4 324 326**	**قدرة التمويل الذاتي**
Total actif	**56 783 408**	**52 067 117**	**47 927 567**	**مجموع الأصول**
Fonds propres	**12 018**	**12 018**	**12 018**	**الأموال الذاتية**
Dettes de financement	**272**	**272**	**272**	**ديون التمويل**
Investissements	**34 000**	**5 370**	**13 000**	**الإستثمارات**





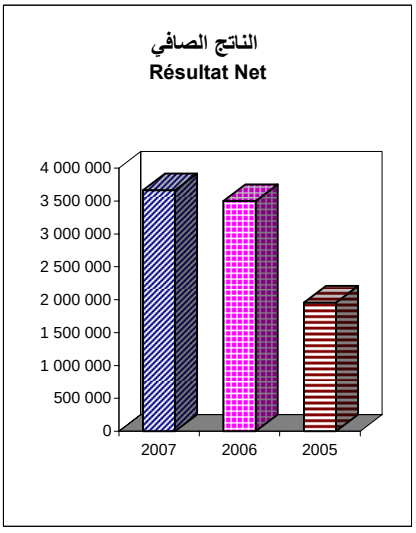


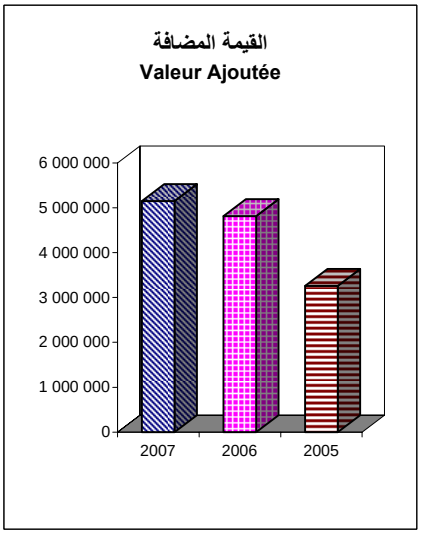
Annexe 12

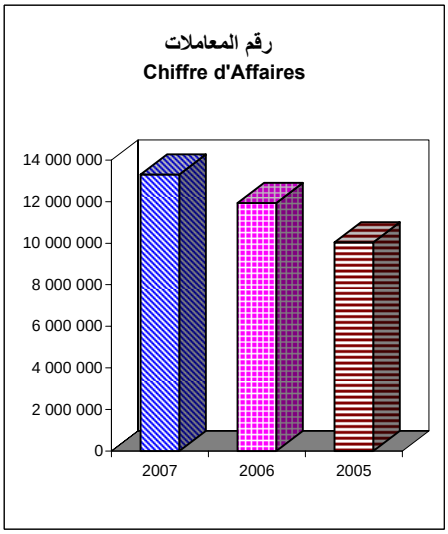
INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2005-2007

SIGLE	**CNSS**		**رمز المؤسسة**
	الصندوق الوطني للضمان الإجتماعي		**اسم المؤسسة**
RAISON SOCIALE	**CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE**		
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	ألاف الدراهم	**رأس المال الأجتماعي**
DATE DE CREATION	**27/07/1972**		**تاريخ التأسيس**
STATUT JURIDIQUE	**Etablissement Public**	**مؤسسة عامة**	**الطبيعة القانونية**
	تدبير نظام الضمان الإجتماعي		**نشاط المؤسسة**
ACTIVITE	**GESTION DU REGIME DE LA SECURITE SOCIALE**		
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE **100%**	الإجمالية	**المساهمات العمومية**
	DIRECTE **100%**	المباشرة	
	INDIRECTE **-**	غير المباشرة	

Milliers DH	2007	2006	2005	بألاف الدراهم
Effectif	4 679	4 884	5 438	عدد المستخدمين
Charges de personnel	971 490	840 132	906 050	تكاليف المستخدمين
Charges d'exploitation	9 297 416	8 129 786	7 837 004	تكاليف الإستغلال
Chiffre d'Affaires	13 305 801	11 938 785	10 036 969	رقم المعاملات
Valeur ajoutée	5 154 081	4 813 836	3 260 269	القيمة المضافة
Impôt sur le résultat	-	-	-	الضريبة على النتيجة
Résultat net	3 665 347	3 498 490	1 954 027	الناتج الصافي
CAF	4 825 656	4 930 244	3 159 943	قدرة التمويل الذاتي
Total actif	47 758 281	42 163 458	37 620 768	مجموع الأصول
Fonds propres	31 345 274	28 566 219	24 651 215	الأموال الذاتية
Dettes de financement	0	3 250	271	ديون التمويل
Investissements	114 000	240 000	207 217	الإستثمارات





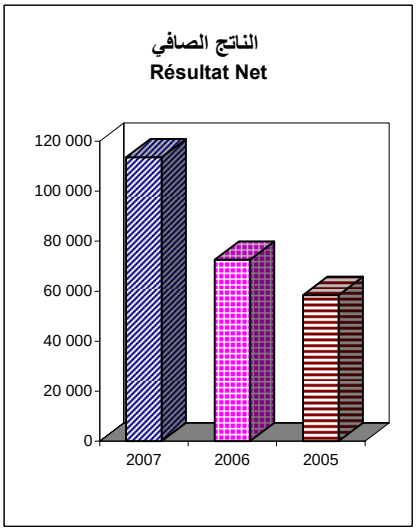


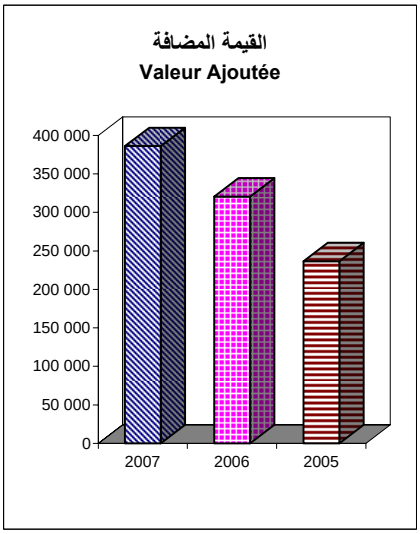
Annexe 12

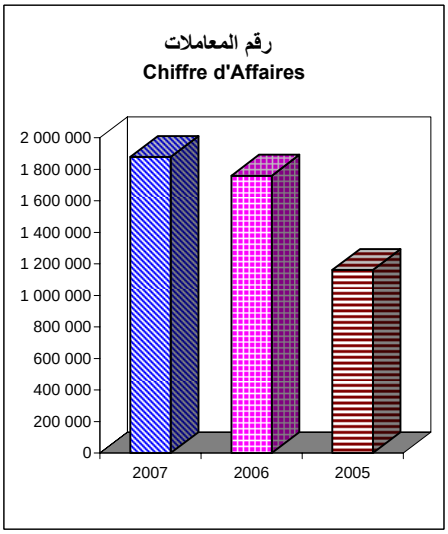
INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2005-2007

SIGLE	**HAO**			**رمز المؤسسة**
	مجموعة العمران للتهيئة			**اسم المؤسسة**
RAISON SOCIALE	**HOLDING D'AMENAGEMENT AL OMRANE**			
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	**2 104 048**	ألاف الدراهم	**رأس المال الأجتماعي**
DATE DE CREATION		**20/01/2004**		**تاريخ التأسيس**
STATUT JURIDIQUE	**Société d'Etat**		**شركة الدولة**	**الطبيعة القانونية**
	التجهيز و السكن			**نشاط المؤسسة**
ACTIVITE	**Aménagement et Habitat**			
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	**100%**	الإ جمالية	**المساهمة العمومية**
	DIRECTE	**100%**	المباشرة	
	INDIRECTE	**-**	غير المباشرة	

Milliers DH	2007	2006	2005	بألاف الدراهم
Effectif	425	488	489	عدد المستخدمين
Charges de personnel	181 835	119 816	115 109	تكاليف المستخدمين
Charges d'exploitation	1 980 074	2 063 355	1 771 272	تكاليف الإستغلال
Chiffre d'Affaires	1 877 248	1 758 904	1 161 508	رقم المعاملات
Valeur ajoutée	386 085	320 415	236 539	القيمة المضافة
Impôt sur le résultat	85 386	177 025	53 920	الضريبة على النتيجة
Résultat net	113 545	72 650	58 477	الناتج الصافي
CAF	110 842	145 364	81 505	قدرة التمويل الذاتي
Total actif	12 411 873	9 759 407	8 671 523	مجموع الأصول
Fonds propres	2 402 155	1 058 664	986 116	الأموال الذاتية
Dettes de financement	1 934 578	1 579 996	1 297 792	ديون التمويل
Investissements	2 670 000	2 100 000	1 951 000	الإستثمارات





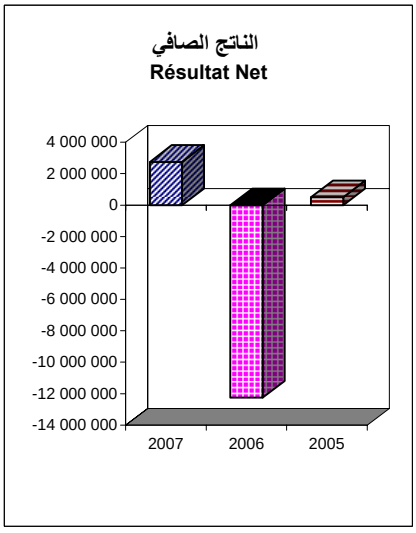


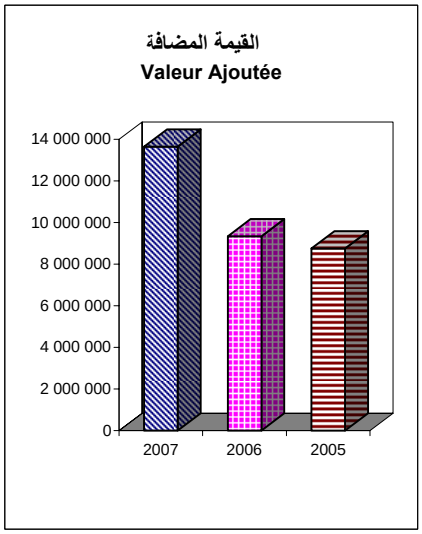
Annexe 12

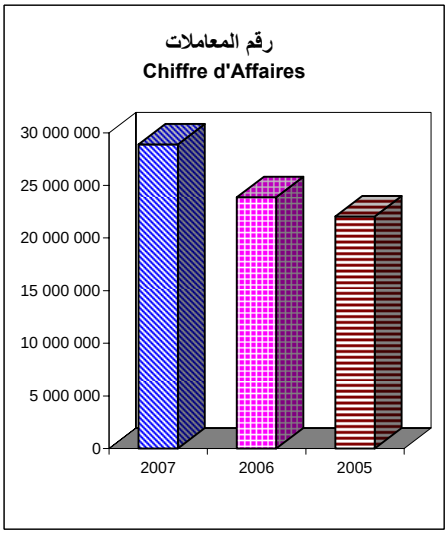
INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2005-2007

SIGLE	**OCP GROUPE**			**رمز المؤسسة**
	مجموعة المكتب الشريف للفوسفاط			**اسم المؤسسة**
RAISON SOCIALE	**GROUPE OFFICE CHERIFIEN DES PHOSPHATES**			
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	**7 800 000**	ألاف الدراهم	**رأس المال الأجتماعي**
DATE DE CREATION		**01/01/1920**		**تاريخ التأسيس**
STATUT JURIDIQUE	**Etablissement Public**		**مؤسسة عامة**	**الطبيعة القانونية**
	استخراج و إستغلال مناجم الفوسفاط			**نشاط المؤسسة**
ACTIVITE	**EXPLOITATION DES MINES DE PHOSPHATES**			
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	**100%**	الإ جمالية	**المساهمة العمومية**
	DIRECTE	**100%**	المباشرة	
	INDIRECTE	**-**	غير المباشرة	

Milliers DH	**2007**	**2006**	**2005**	بألاف الدراهم
Effectif	**17 062**	**18 751**	**19 409**	**عدد المستخدمين**
Charges de personnel	**6 071 000**	**6 141 000**	**4 984 000**	**تكاليف المستخدمين**
Charges d'exploitation	**21 923 000**	**21 882 000**	**28 900 000**	**تكاليف الإستغلال**
Chiffre d'Affaires	**28 900 000**	**23 887 000**	**22 053 000**	**رقم المعاملات**
Valeur ajoutée	**13 652 000**	**9 335 000**	**8 749 000**	**القيمة المضافة**
Impôt sur le résultat	**477 000**	**114 000**	**115 000**	**الضريبة على النتيجة**
Résultat net	**2 752 000**	**-12 251 000**	**510 000**	**الناتج الصافي**
CAF	**3 223 000**	**-10 806 000**	**1 549 000**	**قدرة التمويل الذاتي**
Total actif	**38 502 000**	**30 584 000**	**33 897 000**	**مجموع الأصول**
Fonds propres	**-9 860 000**	**-15 993 000**	**-1 652 000**	**الأموال الذاتية**
Dettes de financement	**2 082 000**	**3 178 000**	**3 520 000**	**ديون التمويل**
Investissements	**2 671 000**	**2 467 000**	**2 126 000**	**الإستثمارات**





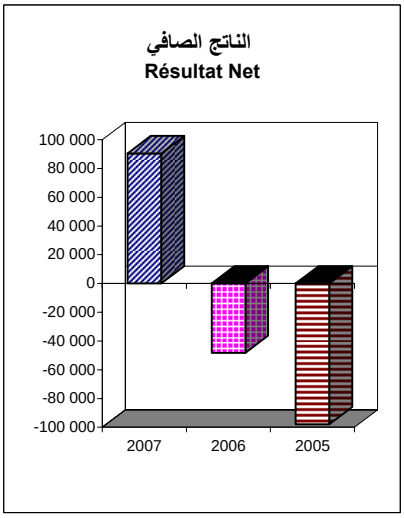


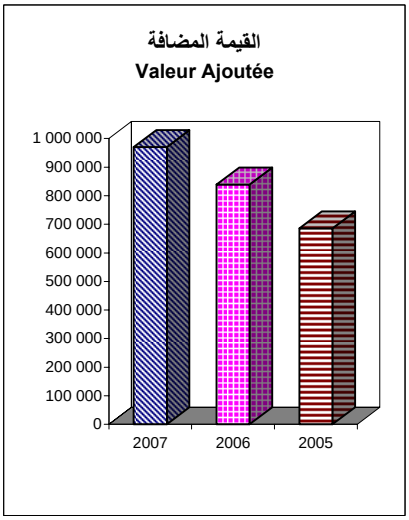
Annexe 12

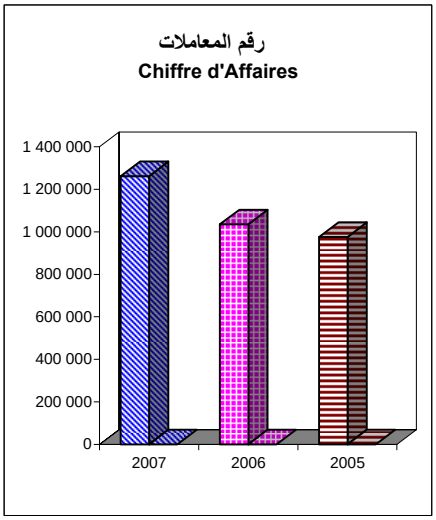
INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2005-2007

SIGLE	OFPPT			رمز المؤسسة
	مكتب التكوين المهني و إنعاش الشغل			اسم المؤسسة
RAISON SOCIALE	OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL			
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	3 821 875	ألاف الدراهم	رأس المال الأجتماعي
DATE DE CREATION		01/05/1974		تاريخ التأسيس
STATUT JURIDIQUE	Etablissement Public	مؤسسة عامة		الطبيعة القانونية
	تنمية التكوين المهني			نشاط المؤسسة
ACTIVITE	DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	100%	الإ جمالية	المساهمة العمومية
	DIRECTE	100%	المباشرة	
	INDIRECTE	-	غير المباشرة	

Milliers DH	2007	2006	2005	بألاف الدراهم
Effectif	5 765	5 839	6 080	عدد المستخدمين
Charges de personnel	950 822	911 040	843 384	تكاليف المستخدمين
Charges d'exploitation	1 254 456	1 118 738	1 145 187	تكاليف الإستغلال
Chiffre d'Affaires	1 261 584	1 035 275	976 215	رقم المعاملات
Valeur ajoutée	969 935	838 897	685 589	القيمة المضافة
Impôt sur le résultat	-	-	-	الضريبة على النتيجة
Résultat net	90 488	-48 341	-97 942	الناتج الصافي
CAF	275 099	144 998	100 853	قدرة التمويل الذاتي
Total actif	3 026 985	2 634 407	2 383 806	مجموع الأصول
Fonds propres	2 032 334	1 855 619	1 575 216	الأموال الذاتية
Dettes de financement	-	-	-	ديون التمويل
Investissements	163 497	280 100	162 000	الإستثمارات





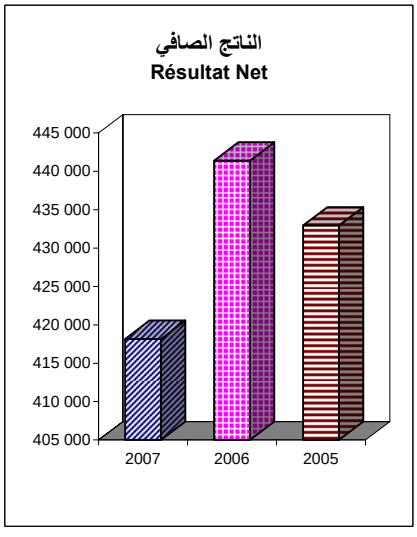


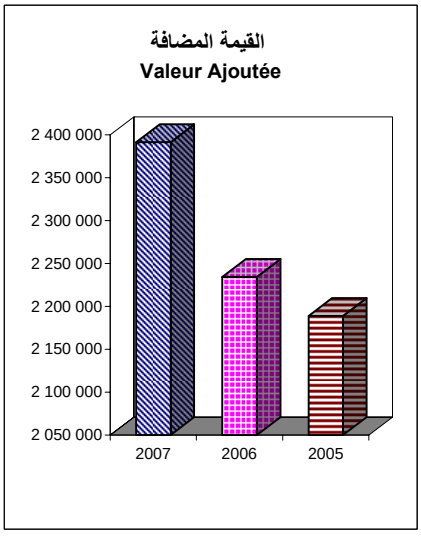
Annexe 12

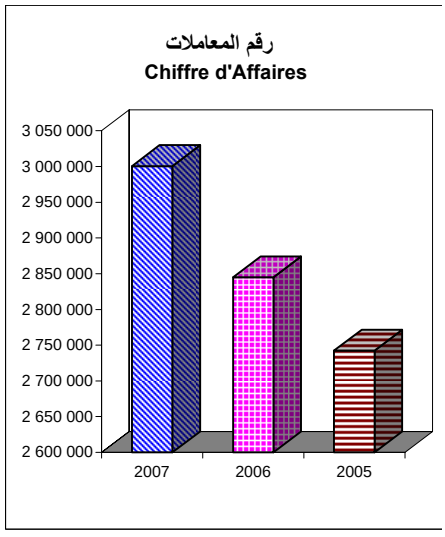
INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2005-2007

SIGLE	**ONCF**			**رمز المؤسسة**
	المكتب الوطني للسكك الحديدية			**اسم المؤسسة**
RAISON SOCIALE	**OFFICE NATIONAL DES CHEMINS DE FER**			
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	**24 036 598**	ألاف الدراهم	**رأس المال الأجتماعي**
DATE DE CREATION		**05/08/1963**		**تاريخ التأسيس**
STATUT JURIDIQUE	**Etablissement Public**		**مؤسسة عامة**	**الطبيعة القانونية**
	النقل السككي			**نشاط المؤسسة**
ACTIVITE	**TRANSPORT FERROVIAIRE**			
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	**100%**	الإ جمالية	**المساهمة العمومية**
	DIRECTE	**100%**	المباشرة	
	INDIRECTE	**-**	غير المباشرة	

Milliers DH	2007	2006	2005	بألاف الدراهم
Effectif	8 170	8 289	8 960	عدد المستخدمين
Charges de personnel	736 558	726 193	719 342	تكاليف المستخدمين
Charges d'exploitation	1 747 361	1 590 225	1 503 660	تكاليف الإستغلال
Chiffre d'Affaires	3 000 668	2 844 883	2 742 466	رقم المعاملات
Valeur ajoutée	2 391 364	2 234 278	2 188 662	القيمة المضافة
Impôt sur le résultat	15 123	14 945	13 940	الضريبة على النتيجة
Résultat net	418 157	441 397	432 953	الناتج الصافي
CAF	1 126 762	1 230 606	942 450	قدرة التمويل الذاتي
Total actif	30 133 867	26 953 632	23 996 307	مجموع الأصول
Fonds propres	14 637 588	13 841 239	13 305 337	الأموال الذاتية
Dettes de financement	12 009 201	10 353 450	8 016 867	ديون التمويل
Investissements	4 459 429	3 845 575	2 657 000	الإستثمارات





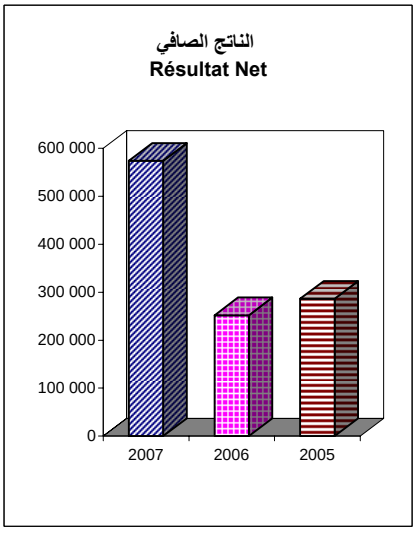


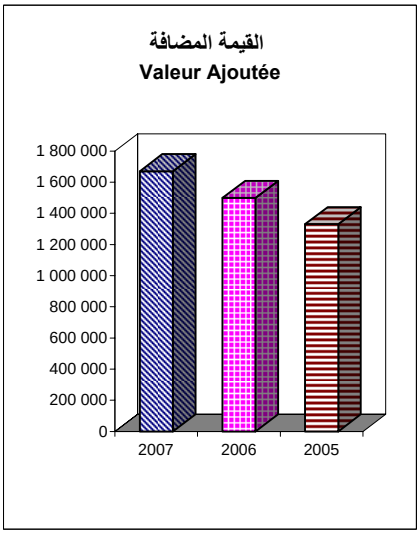
Annexe 12

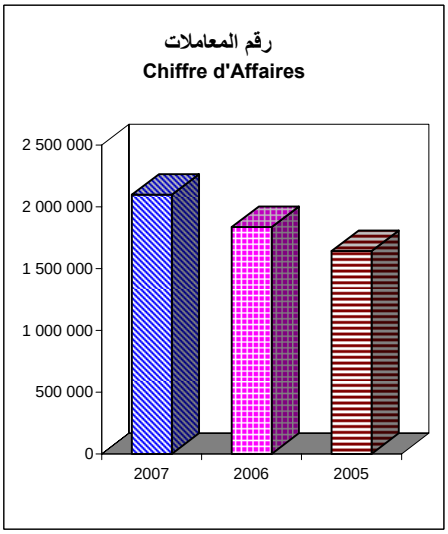
INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2005-2007

SIGLE	**ONDA**			**رمز المؤسسة**
	المكتب الوطني للمطارات			**اسم المؤسسة**
RAISON SOCIALE	**OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS**			
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	**1 416 662**	ألاف الدراهم	**رأس المال الأجتماعي**
DATE DE CREATION		**01/01/1980**		**تاريخ التأسيس**
STATUT JURIDIQUE	**Etablissement Public**		**مؤسسة عامة**	**الطبيعة القانونية**
	خدمات مرتبطة بالمطارات			**نشاط المؤسسة**
ACTIVITE	**GESTION DES AEROPORTS**			
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	**100%**	الإ جمالية	**المساهمة العمومية**
	DIRECTE	**100%**	المباشرة	
	INDIRECTE	**-**	غير المباشرة	

Milliers DH	2007	2006	2005	بألاف الدراهم
Effectif	2 656	2 553	2 559	عدد المستخدمين
Charges de personnel	446 946	414 288	480 290	تكاليف المستخدمين
Charges d'exploitation	905 335	814 173	801 345	تكاليف الإستغلال
Chiffre d'Affaires	2 097 932	1 835 374	1 641 449	رقم المعاملات
Valeur ajoutée	1 671 009	1 499 293	1 330 402	القيمة المضافة
Impôt sur le résultat	268 103	335 476	149 283	الضريبة على النتيجة
Résultat net	574 098	252 024	286 150	الناتج الصافي
CAF	976 633	593 062	561 367	قدرة التمويل الذاتي
Total actif	6 386 477	5 786 014	4 738 476	مجموع الأصول
Fonds propres	3 161 863	2 481 835	2 157 394	الأموال الذاتية
Dettes de financement	1 160 838	1 126 033	970 114	ديون التمويل
Investissements	1 521 160	1 114 155	732 079	الإستثمارات





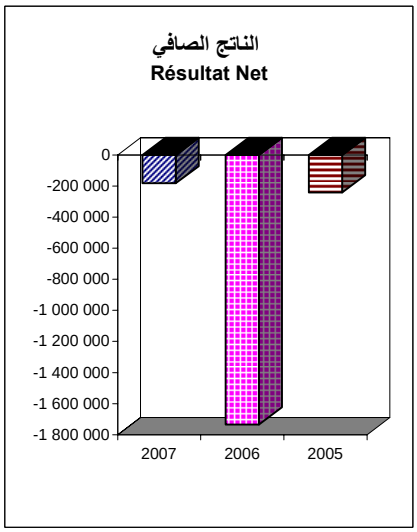


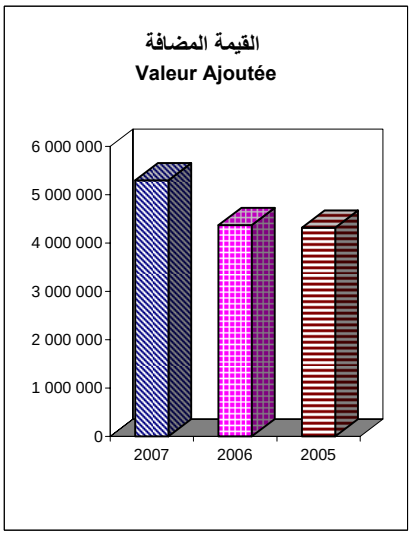
Annexe 12

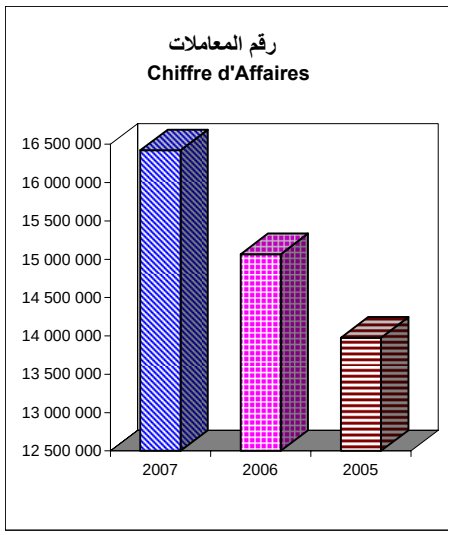
INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2005-2007

SIGLE		**ONE**		**رمز المؤسسة**
		المكتب الوطني للكهرباء		**اسم المؤسسة**
RAISON SOCIALE		**OFFICE NATIONAL D'ELECTRICITE**		
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	**14 937 261**	ألاف الدراهم	**رأس المال الأجتماعي**
DATE DE CREATION		**05/08/1963**		**تاريخ التأسيس**
STATUT JURIDIQUE	**Etablissement Public**		**مؤسسة عامة**	**الطبيعة القانونية**
	إنتاج، نقل و توزيع الكهرباء			**نشاط المؤسسة**
ACTIVITE	**PRODUCTION TRANSPORT ET DISTRIBUTION DE L'ELECTRICITE**			
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	**100%**	الإ جمالية	**المساهمة العمومية**
	DIRECTE	**100%**	المباشرة	
	INDIRECTE	**-**	غير المباشرة	

Milliers DH	**2007**	**2006**	**2005**	بألاف الدراهم
Effectif	**8 929**	**8 873**	**8 787**	**عدد المستخدمين**
Charges de personnel	**1 762 321**	**1 720 495**	**1 671 805**	**تكاليف المستخدمين**
Charges d'exploitation	**13 027 915**	**12 472 823**	**11 499 758**	**تكاليف الإستغلال**
Chiffre d'Affaires	**16 420 471**	**15 067 106**	**13 976 545**	**رقم المعاملات**
Valeur ajoutée	**5 296 324**	**4 372 187**	**4 318 886**	**القيمة المضافة**
Impôt sur le résultat	**48 712**	**47 755**	**42 025**	**الضريبة على النتيجة**
Résultat net	**-181 873**	**-1 733 960**	**-240 617**	**الناتج الصافي**
CAF	**3 177 036**	**218 761**	**2 450 485**	**قدرة التمويل الذاتي**
Total actif	**65 665 681**	**60 375 366**	**58 112 472**	**مجموع الأصول**
Fonds propres	**17 603 747**	**17 952 062**	**19 893 277**	**الأموال الذاتية**
Dettes de financement	**19 592 903**	**16 208 438**	**14 746 457**	**ديون التمويل**
Investissements	**5 510 000**	**4 132 391**	**4 217 000**	**الإستثمارات**





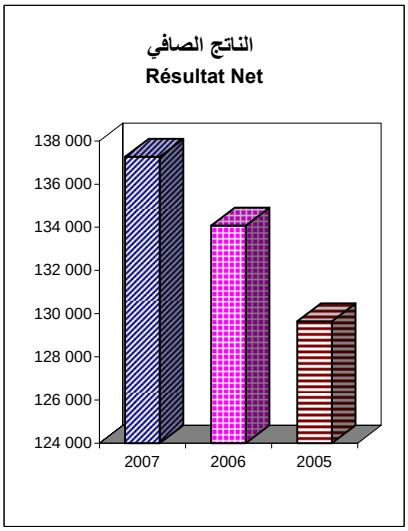


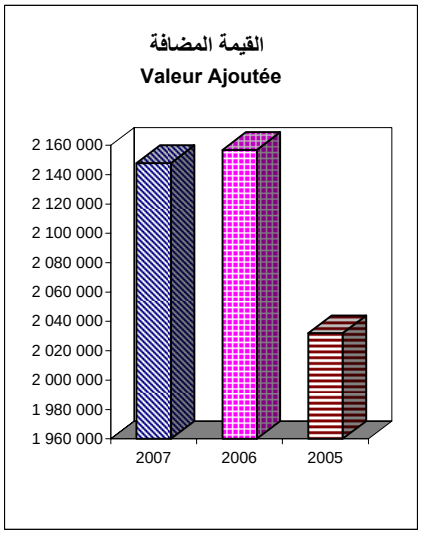
Annexe 12

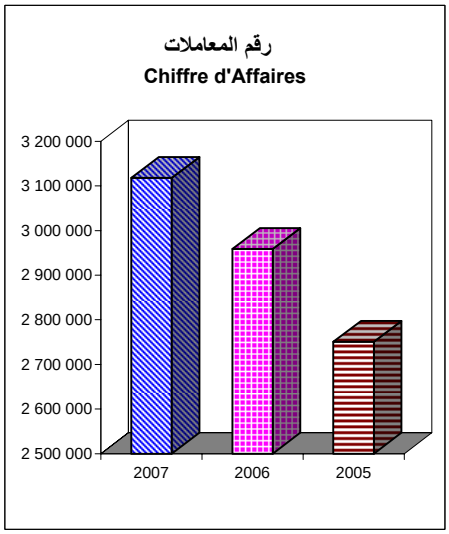
INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2005-2007

SIGLE	ONEP			رمز المؤسسة
	المكتب الوطني للماء الصالح للشرب			اسم المؤسسة
RAISON SOCIALE	OFFICE NATIONAL DE L'EAU POTABLE			
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	3 908 124	ألاف الدراهم	رأس المال الأجتماعي
DATE DE CREATION		03/04/1972		تاريخ التأسيس
STATUT JURIDIQUE	Etablissement Public	مؤسسة عامة		الطبيعة القانونية
	إنتاج و توزيع الماء الصلح للشرب			نشاط المؤسسة
ACTIVITE	PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE			
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	100%	الإ جمالية	المساهمة العمومية
	DIRECTE	100%	المباشرة	
	INDIRECTE	-	غير المباشرة	

Milliers DH	2007	2006	2005	بألاف الدراهم
Effectif	6 967	6 784	6 850	عدد المستخدمين
Charges de personnel	869 258	854 505	795 175	تكاليف المستخدمين
Charges d'exploitation	1 937 174	1 752 746	1 607 147	تكاليف الإستغلال
Chiffre d'Affaires	3 117 925	2 958 450	2 750 623	رقم المعاملات
Valeur ajoutée	2 147 819	2 156 759	2 031 967	القيمة المضافة
Impôt sur le résultat	87 660	85 563	77 720	الضريبة على النتيجة
Résultat net	137 266	134 088	129 650	الناتج الصافي
CAF	1 221 544	993 158	935 196	قدرة التمويل الذاتي
Total actif	1 418 735	22 085 539	19 973 755	مجموع الأصول
Fonds propres	12 548 120	11 964 377	11 445 228	الأموال الذاتية
Dettes de financement	7 694 296	6 162 738	4 836 066	ديون التمويل
Investissements	3 093 436	3 237 000	2 811 000	الإستثمارات





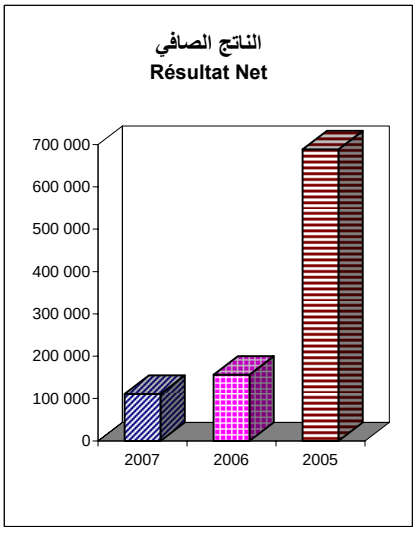


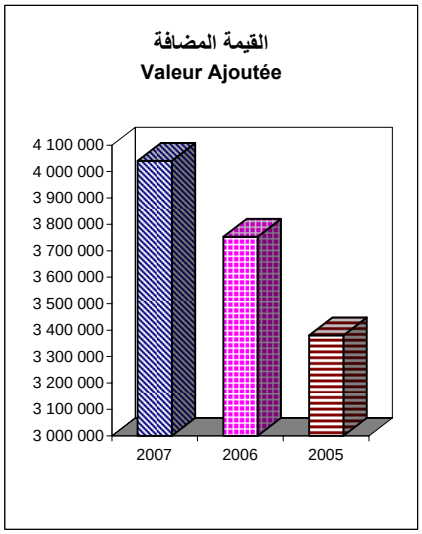
Annexe 12

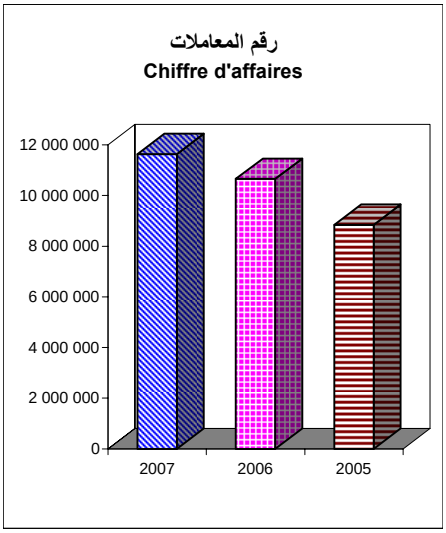
INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2005-2007

SIGLE	**RAM**			**رمز المؤسسة**
	الشركة الوطنية للنقل الجوي الخطوط الملكية المغربية			**اسم المؤسسة**
RAISON SOCIALE	**COMPAGNIE NATIONALE DE TRANSPORT AERIEN ROYAL AIR MAROC**			
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	**1 583 274**	ألاف الدراهم	**رأس المال الأجتماعي**
DATE DE CREATION		**18/06/1957**		**تاريخ التأسيس**
STATUT JURIDIQUE	**Filiale Publique**		**شركة تابعة عامة**	**الطبيعة القانونية**
	النقل الجوي			**نشاط المؤسسة**
ACTIVITE	**TRANSPORT AERIEN**			
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	**95,94%**	الإ جمالية	**المساهمة العمومية**
	DIRECTE	**95,94%**	المباشرة	
	INDIRECTE	**-**	غير المباشرة	

Milliers DH	2007	2006	2005	بألاف الدراهم
Effectif	4 619	4 775	5 155	عدد المستخدمين
Charges de personnel	2 159 638	2 035 203	2 058 544	تكاليف المستخدمين
Charges d'exploitation	9 788 347	8 927 099	7 564 120	تكاليف الإستغلال
Chiffre d'Affaires	11 636 969	10 658 146	8 845 660	رقم المعاملات
Valeur ajoutée	4 040 672	3 753 445	3 380 230	القيمة المضافة
Impôt sur le résultat	76 575	63 527	37 013	الضريبة على النتيجة
Résultat net	110 893	156 246	688 838	الناتج الصافي
CAF	1 357 829	1 246 197	807 410	قدرة التمويل الذاتي
Total actif	16 366 215	14 853 808	12 787 877	مجموع الأصول
Fonds propres	3 335 648	3 209 345	3 209 387	الأموال الذاتية
Dettes de financement	5 983 742	5 509 457	4 064 692	ديون التمويل
Investissements	1 778 171	2 741 471	1 693 369	الإستثمارات





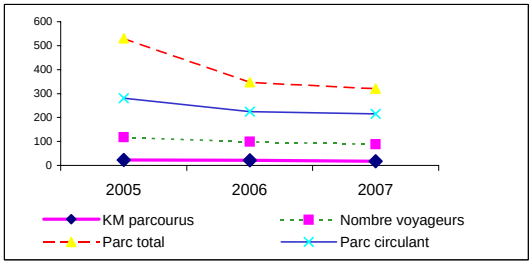


INDICATEURS TECHNIQUES DES PRINCIPALES EP : REALISATIONS 2005-2007

Annexe 13

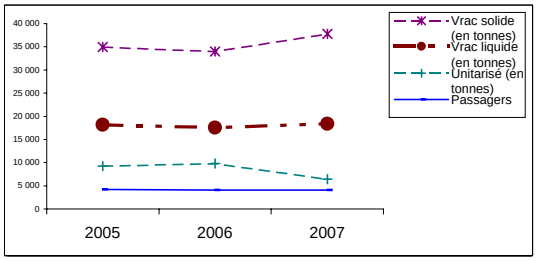
REGIES DE TRANSPORT URBAIN

INDICATEURS	UNITE	2005	2006	2007
KM parcourus	Million	23	21	18
Nombre voyageurs	Million	118	99	88
Parc total	U	530	347	321
Parc circulant	U	280	225	215



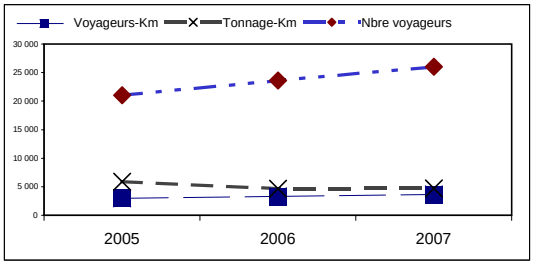
ACTIVITES DES PORTS (SODEP EX-ODEP)

TRAFIC	UNITE	2005	2006	2007
Vrac solide (en tonnes)	1000	34 973	33 979	37 817
Vrac liquide (en tonnes)	1000	18 195	17 549	18 384
Unitarisé (en tonnes)	1000	9 266	9 781	6 398
Passagers	1000	4 200	4 084	4 105



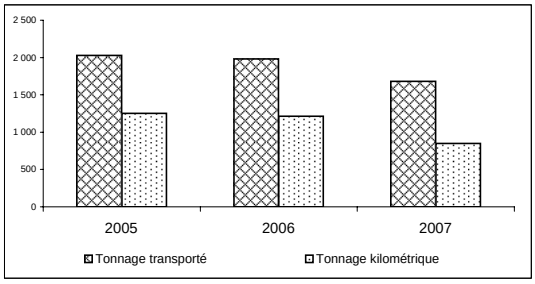
TRANSPORT FERROVIAIRE (ONCF)

INDICATEURS	UNITE	2005	2006	2007
Voyageurs-Km	1000	2 987	3 333	3 658
Tonnage-Km	1000	5 866	4 643	4 730
Nbre voyageurs	1000	21 010	23 600	26 000



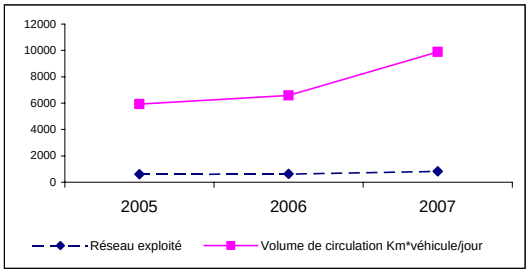
TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES (SNTL)

INDICATEURS	UNITE	2005	2006	2007
Tonnage transporté	10 000	2 028	1 980	1 683
Tonnage kilométrique	Million	1 254	1 213	849



AUTOROUTES DU MAROC (ADM)

INDICATEURS	UNITE	2005	2006	2007
Réseau exploité	KM	611	639	817
Volume de circulation Km*véhicule/jour	1000	5 930	6 585	9 888

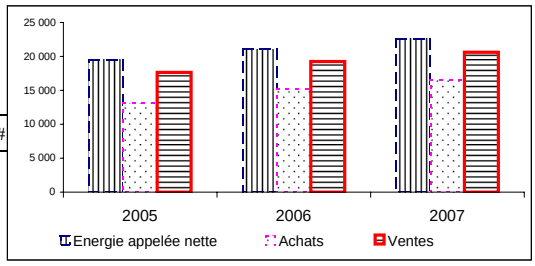


INDICATEURS TECHNIQUES DES PRINCIPALES EP : REALISATIONS 2005-2007

Annexe 13

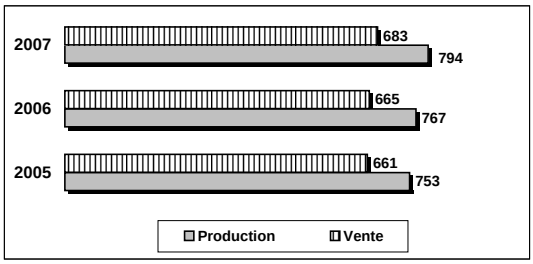
ENERGIE ELECTRIQUE (ONE)

ENERGIE	UNITE	2005	2006	2007
Energie appelée nette	GWH	19 518	21 105	22 608 #
Achats	GWH	13 121	15 227	16 560
Ventes	GWH	17 630	19 258	20 635



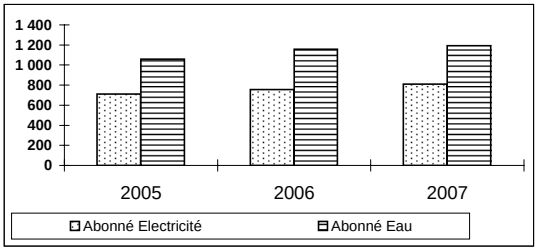
EAU POTABLE (ONEP)

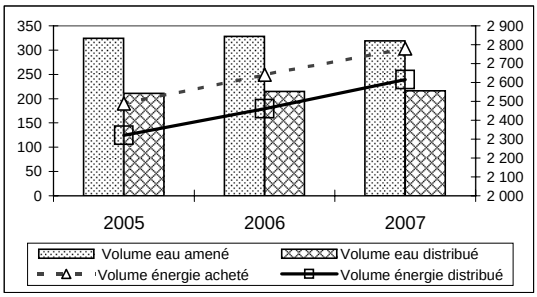
EAU POTABLE	UNITE	2005	2006	2007
Production	Mm3	753	767	794
Vente	Mm3	661	665	683



REGIES DE DISTRIBUTION

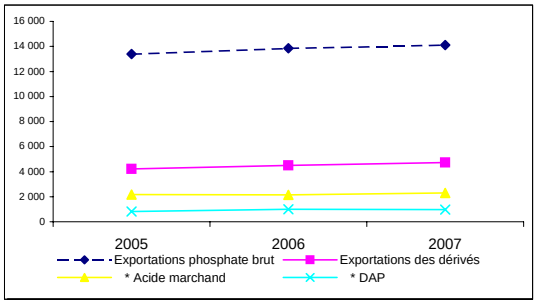
INDICATEURS	UNITE	2005	2006	2007
Abonné Electricité	1000	710	755	809
Abonné Eau	1000	1 060	1 159	1 193
Volume eau amené	Mm3	324	328	319
* Produit	Mm3	103	78	77
* Acheté	Mm3	221	250	242
Volume eau distribué	Mm3	211	215	216
Volume énergie acheté	Gwh	2 488	2 640	2 779
Volume énergie distribué	Gwh	2 320	2 461	2 616





PHOSPHATE (OCP GROUPE)

INDICATEURS	UNITE	2005	2006	2007
Exportations phosphate brut	1000 T	13 388	13 865	14 120
Exportations des dérivés	1000 T	4 217	4 502	4 740
* Acide marchand	1000 T	2 164	2 148	2 294
* DAP	1000 T	814	1 000	973
* TSP	1000 T	577	594	695
* MAP	1000 T	531	634	648
* Acide purifié	1000 T	131	126	130

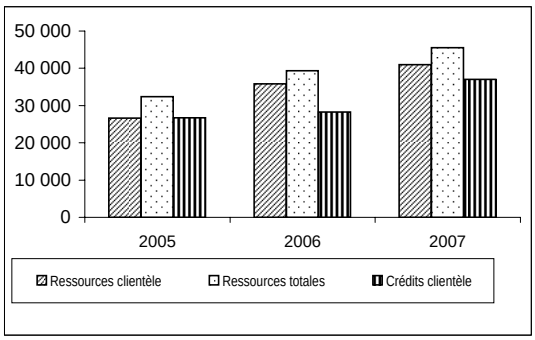


INDICATEURS TECHNIQUES DES PRINCIPALES EP : REALISATIONS 2005-2007

Annexe 13

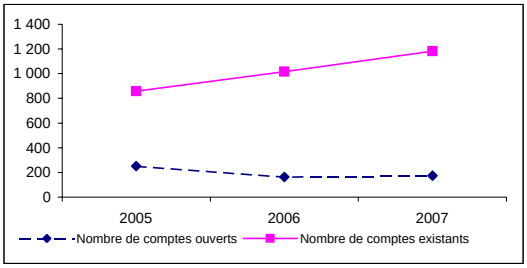
CREDIT AGRICOLE (CAM)

INDICATEURS	UNITE	2005	2006	2007
Ressources totales	MDH	32 409	39 313	45 531
Ressources clientèle	MDH	26 659	35 809	41 013
Crédits clientèle	MDH	26 707	28 248	37 048
Réseau Agences	U	300	300	305



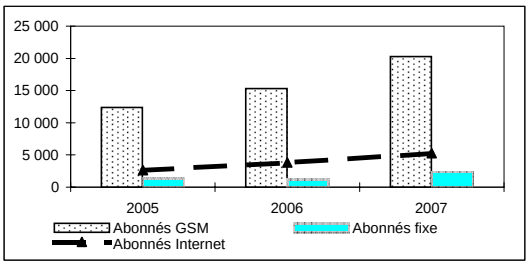
POSTE (BAM)

INDICATEURS	UNITE	2005	2006	2007
Nombre de comptes ouverts	1000	252	163	174
Nombre de comptes existants	1000	857	1 016	1 183
Avoir global des déposants	MDH	10 500	11 700	9 796
Etablissements postaux	U	1 672	1 690	1 726



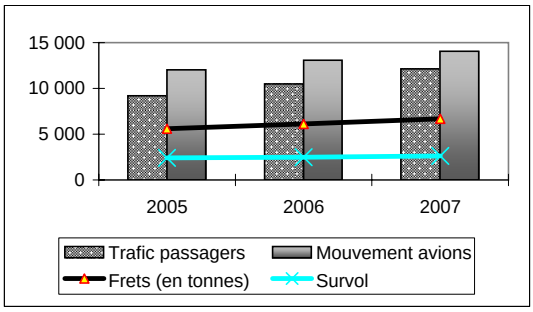
TELECOMMUNICATIONS (ANRT)

INDICATEURS	UNITE	2005	2006	2007
Abonnés GSM	1 000	12 360	15 290	20 290
Abonnés fixe	1 000	1 341	1 260	2 394
Abonnés Internet	100	2 623	3 846	5 260



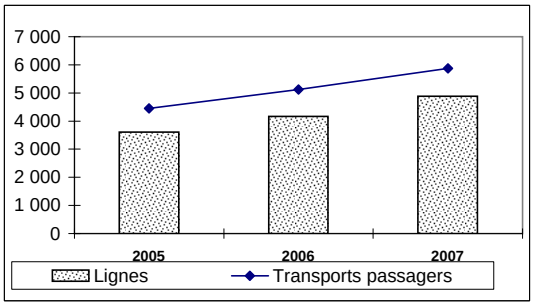
ACTIVITES DES AEROPORTS (ONDA)

INDICATEURS	UNITE	2005	2006	2007
Trafic passagers	1000	9 187	10 484	12 126
Mouvement avions	10	12 026	13 083	14 049
Frets (en tonnes)	10	5 584	6 124	6 678
Survol	U	2 399	2 492	2 617



TRANSPORT AERIEN (RAM)

INDICATEURS	UNITE	2005	2006	2007
Transports passagers	1000	4 450	5 119	5 877
Lignes	1000	3 603	4 163	4 882
* régulières	1000	3 552	4 107	4 834
* supplémentaires	1000	51	56	48
Vols charter	1000	47	40	32

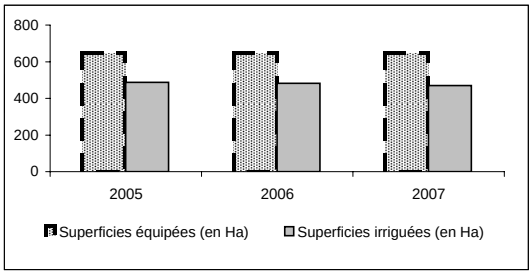


INDICATEURS TECHNIQUES DES PRINCIPALES EP : REALISATIONS 2005-2007

Annexe 13

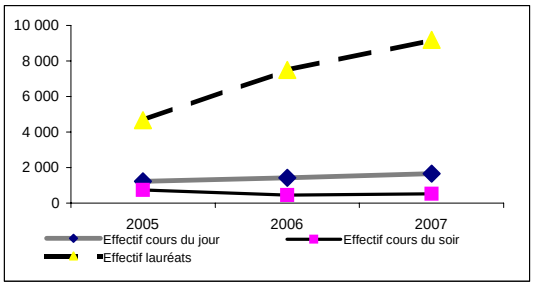
MISE EN VALEUR AGRICOLE (ORMVAs)

INDICATEURS	UNITE	2005	2006	2007
Superficies équipées (en Ha)	1000	646	646	646
Superficies irriguées (en Ha)	1000	488	482	470
Volume d'eau laché (en m3)	Million	2 941	2 632	2 488
Volume d'eau facturé (en m3)	Million	2 263	1 880	1 979



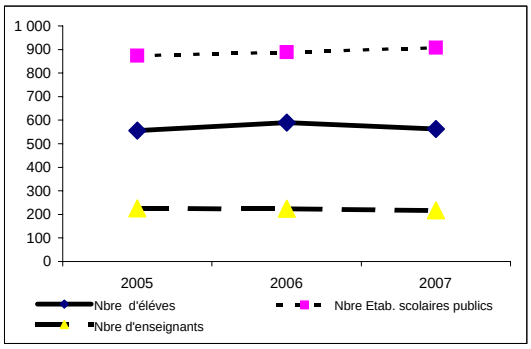
FORMATION PROFESSIONNELLE (OFPPT)

INDICATEURS	UNITE	2005	2006	2007
Nbre établissement formation	U	218	245	265
Nbre places pédagogiques	U	64 330	70 350	76 682
Effectif cours du jour	100	1 221	1 424	1 655
Effectif cours du soir	10	735	450	524
Effectif lauréats	10	4 669	7 500	9 197
Unités mobiles	U	20	20	20



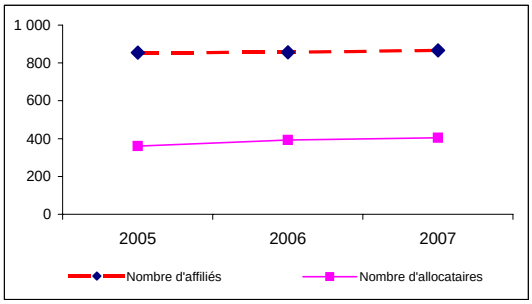
ACADEMIES REGIONALES D'EDUCATION ET DE FORMATION (AREFs)

INDICATEURS	UNITE	2005	2006	2007
Nbre de délégations	U	70	68	68
Nbre Etab. scolaires publics	10	873	889	907
Nbre d'enseignants	1000	226	224	218
Nbre d'éléves	10 000	556	590	563
Nbre d'internats	U	409	421	421



RETRAITE (CMR)

INDICATEURS	UNITE	2005	2006	2007
Nombre d'affiliés	1000	854	857	866
Cotisations	MDH	11 959	13 881	14 272
Prestations	MDH	8 793	12 690	12 270
Nombre d'allocataires	1000	361	393	404

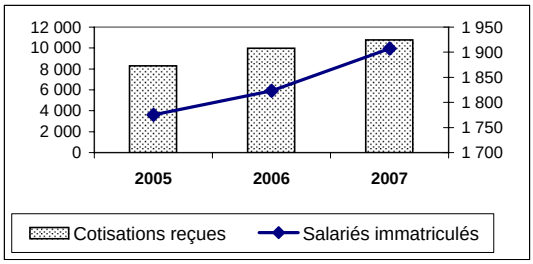


INDICATEURS TECHNIQUES DES PRINCIPALES EP : REALISATIONS 2005-2007

Annexe 13

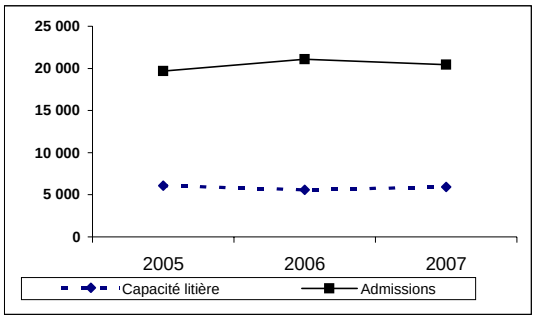
SECURITE SOCIALE (CNSS)

INDICATEURS	UNITE	2005	2006	2007
Cotisations reçues	MDH	8 293	9 983	10 774
Salariés immatriculés	1000	1 775	1 823	1 907
Préstations	MDH	6 381	6 755	7 425



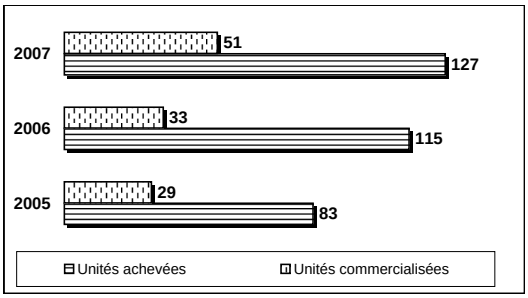
CENTRES HOSPITALIERS

INDICATEURS	UNITE	2005	2006	2007
Capacité litière	U	6 066	5 593	5 914
Admissions	10	19 700	21 089	20 446
Journées d'hospitalisation	1000	1 532	1 494	1 098



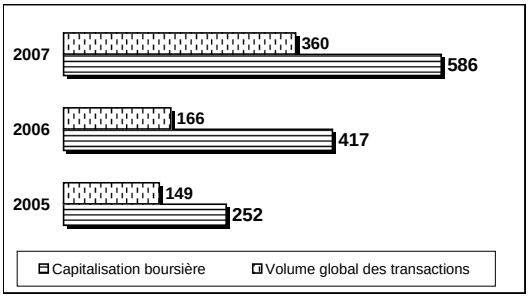
HABITAT (OPH)

INDICATEURS	UNITE	2005	2006	2007
Unités achevées	1000	83	115	127
Unités commercialisées	1000	29	33	51



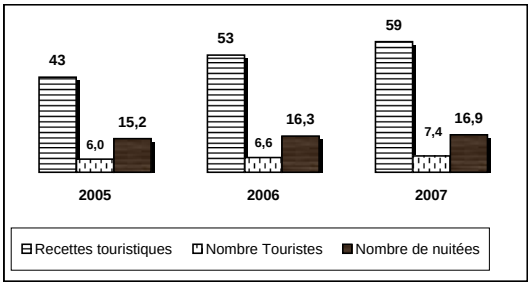
BOURSE (CDVM)

INDICATEURS	UNITE	2005	2006	2007
Capitalisation boursière	MMDH	252	417	586
Volume global des transactions	MMDH	149	166	360



TOURISME (ONMT)

INDICATEURS	UNITE	2005	2006	2007
Recettes touristiques	MMDH	43	53	59
Nombre Touristes	Million	6,0	6,6	7,4
Nombre de nuitées	Million	15,2	16,3	16,9



Annexe 14

INDICATEURS D'ACTIVITE DES PRINCIPALES EP
REALISATIONS 2007-2008

EP	Indicateurs techniques	Unité	1er semestre 2007	1er semestre 2008	VAR %
ONE	Energie nette appellée	GWH	9 851	10 622	7,8%
	Nombre d'abonnés	1000 U	3 432	3 702	7,9%
ONEP	Nombre d'abonnés	1000 U	1 161	1 255	8,1%
OCP	Exportations de phosphates bruts	1000 T	5 617	5 713	1,7%
ONMT	Nombre de nuitées	1000 U	7 011	6 700	-4,4%
	Recettes touristiques	MMDH	21	20	-4,8%
CDVM	Capitalisation boursière	MMDH	494	677	37,0%
	Volume des transactions boursières	MMDH	99	139	40,8%
CNSS	Etablissements affiliés	Unité	53 495	60 000	12,2%
OMPIC	Certificats négatifs	Unité	28 446	30 023	5,5%
	Registre du Commerce des Sociétés	Unité	10 790	11 457	6,2%
	Dépôts de propriété industrielle	Unité	4 498	4 758	5,8%
HAO	Unités produites	Unité	10 700	19 616	83,3%
EACCE	Tonnage des produits agricoles exportés	1000 T	1 138	1 224	7,5%
ANCFCC	Inscriptions des droits réels	Unité	199 938	215 118	7,6%
	Certificats de propriété délivrés	Unité	278 344	329 301	18,3%
Barid Al Maghrib	Avoirs Caisse d'Epargne	MDH	12 595	14 138	12,3%
	Nombre de comptes	1000 U	2 677	2 895	8,1%
SOREAD-2M	Recettes publicitaires	MDH	278	353	27,0%
ONDA	Mouvements d'avions	Touché	4 190	4 306	2,8%
	Mouvements de passagers	1000 U	2 647	3 008	13,6%
Groupe RAM	Transports de passagers	1000 U	2 801	2 957	5,6%
ONCF	Nombre de voyageurs	1000 U	12 623	12 978	2,8%
ADM	Trafic autoroutier en véhicules kilomètres	1000 U	7 844	9 583	22,2%
ANRT	Nombre abonnés GSM	1000 U	17 638	21 412	21,4%
	Nombre abonnés Internet	1000 U	477	653	36,9%

OPERATIONS DE PRIVATISATION
REALISATIONS 1993 - 2007

Annexe 15

1- SOCIETES

DATE	SIGLE	SECTEUR D'ACTIVITE	PART CEDEE %	ACQUEREUR	RECETTES MDH
02/93	SODERS	Fabrication de levure	33,34	Lesaffre (France)	27,0
			2,39	Salariés	1,6
04/93	CHELCO	Confection de vêtements	32	Courtaulds (Royaume Uni)	10,2
06/93	CTM--LN	Transport terrestre de passagers et messagerie	40	Bourse	94,3
07/93			35	Consortium d'institutions financières marocaines	111,6
07/93	PETROM	Distribution de produits pétroliers	51	Groupe Bouaida (Maroc)	145,0
08/93	CIOR	Fabrication de ciment	51	Holdercim (Suisse)	614,0
10/93	SNEP	Production de chlore, soude et PVC	90	Groupement marocain, Dolbeau-Dimatit, Holding Ynna	364,3
12/93	CIOR	Fabrication de ciment	34	Bourse	329,2
	CTM--LN	Transport terrestre de passagers et messagerie	2,6	Salariés	5,2
	SHELL	Distribution de produits pétroliers	50	Shell Petroleum International (Royaume Uni/Pays Bas)	450,0
02/94	Dragon-Gaz	Distribution de produits pétroliers	50	Dragofina (Italie)	0,9
03/94	CMH	Distribution de produits pétroliers	50	Hogespar (Maroc)	100,1
04/94	SOFAC/ Crédit	Crédit à la consommation	35	Consortium d'institutions financières marocaines	89,3
			18,37	Bourse	40,0
05/94	MOBIL Maroc	Distribution de produits pétroliers	50	Mobil Petroleum Corporation (Etats Unis)	110,0
	TOTAL Maroc	Distribution de produits pétroliers	50	TOTAL Outre-Mer (France)	300,0
08/94	MODULEC	Equipement électromécanique	84,8	M. Ouazzani Touhami Tayeb	1 DH
			8,48	Salariés	Gratuit
09/94	CTM--LN	Transport terrestre de passagers et messagerie	18,46	Bourse	48,7
10/94	General Tire	Industrie de pneumatiques	20	Consortium d'institutions financières marocaines	46,0
			2,21	Salariés	4,3
	SNI	Holding financier	15,63	Bourse	361,1
11/94	SNI	Holding financier	51	Consortium d'institutions financières marocaines et internationales	1 669,0
12/94	BMCE	Finance- Banque commerciale	14,01	Bourse	455,3
			3	Salariés	82,9
01/95	CIOR	Fabrication de ciment	1,22	Salariés	10,0
04/95	BMCE	Finance- Banque commerciale	26	Consortium d'institutions financières marocaines et internationales	1 243,4
06/95	Crédit EQDOM	Finance- - Crédit aux consommateurs	18	Bourse	72,0
	ICOZ	Industrie- Textile, filés et fil retors de coton, fils à coudre	97,44	Consortium Maroco-Etranger	10,0
	Sico-Centre	Industrie- Textile, prêt-à-porter	30	Investisseurs marocains	1,6
07/95	SIMEF	Industrie-gaz et diesel, Moteurs- électriques	89,98	Consortium International – (Maroc-Belgique- Tunisie)	1 DH
			10	Salariés	Gratuit
	Sochepress	Distribution de journaux	40	M. Abdallah Lahrizi	24,0

Annexe 15

OPERATIONS DE PRIVATISATION
REALISATIONS 1993 - 2007

DATE	SIGLE	SECTEUR D'ACTIVITE	PART CEDEE %	ACQUEREUR	RECETTES MDH
08/95	SOFAC/ Crédit	Crédit à la consommation	0,81	Salariés	1,5
09/95	SOTRAMEG	Production d'alcool de mélasse	60	Groupe Fouad Fahim et Cie (Maroc)	8,7
11/95	Crédit EQDOM	Finance-Crédit aux consommateurs	1,54	Salariés	5,0
03/96	SAMIR	Raffinerie du pétrole	30	Bourse	1 504,8
05/96	SOMAS	Distribution de produits pétroliers	56,04	consortium de 8 distributeurs de produits pétroliers	78,4
06/96	MAPROC	Industrie- cuir, chaussures	28,57	Consortium Salima Holding (Maroc-Libye)	1 DH
	SAMIR	Raffinerie du pétrole	1,11	Salariés	47,3
	SONASID	Industrie- Sidérurgie	35	Bourse	420,4
09/96	SMI	Mine-Argent	36,07	Groupe ONA (Maroc)	234,5
10/96	FERTIMA	Industrie-Engrais	30	Bourse	120,1
01/97	CTT	Mine-Cobalt	40	Société Métallurgique d'Imiter (Maroc)	88,0
	SAMINE	Mine-Fluorine	35	Société Métallurgique d'Imiter (Maroc)	38,5
	SOMIFER	Mine-Cuivre	34,2	Société Métallurgique d'Imiter (Maroc)	68,4
04/97	FPZ	Industrie-Fonderie de plomb	26	CMT et Touissit (Maroc)	39,0
05/97	CNIA	Compagnie d'assurance	78,57	Consortium (Maroc-Bahrein)	310,2
	SAMIR	Raffinerie du pétrole	60,99	Corral Petroleum (Arabie Saoudite)	3 157,5
	SCP	Raffinerie du pétrole	66,33	Corral Petroleum (Arabie Saoudite)	425,7
06/97	BMCE	Finance- Banque commerciale	10,85	Nomura International Plc (Royaume Uni)	744,3
	SMI	Mine-Argent	13	Groupe ONA (Maroc)	84,5
			20	Bourse	130,3
10/97	CIOR	Fabrication de ciment	0,0045	Salariés	0,0
	SONASID	Industrie- Sidérurgie	62	Consortium marocain+ Martial Ucin (Espagne)	837,1
03/98	SONASID	Industrie- Sidérurgie	3	Salariés	30,6
06/98	SAMIR	Raffinerie du pétrole	5,77	Corral Petroleum (Arabie Saoudite)	296,1
	SCP	Raffinerie du pétrole	4,39	Corral Petroleum (Arabie Saoudite)	27,8
			3	Salariés	16,3
11/98	SAMIR	Raffinerie du pétrole	1	Salariés	42,6
10/99	FERTIMA	Industrie-Engrais	51	Adubos de Portugal (Portugal) Consortium d'investisseurs marocains	230,0
	Ranch Adarouch	Elevage de bovins	50	INTERFINA (Maroc)	33,0
12/00	Sotrameg	Production d'alcool de mélasse	6,22	Salariés	0,7
01/01	SNEP	Production de chlore, soude et PVC	5,3	Salariés	18,3
02/01	Maroc Telecom	Télécommunications	35	Vivendi Universal (France)	23 345,0
05/02	SICOME	Industrie-Textile prêt-à-porter	11,4	HOLFIPAR (Maroc)	2,2

Annexe 15

OPERATIONS DE PRIVATISATION
REALISATIONS 1993 - 2007

DATE	SIGLE	SECTEUR D'ACTIVITE	PART CEDEE %	ACQUEREUR	RECETTES MDH
10/02	FERTIMA	Industrie-Engrais	16	Adubos de Portugal (Portugal) Consortium d'investisseurs marocains	75,4
06/03	FERTIMA	Industrie- Engrais	3	Adubos de Portugal (Portugal) Consortium d'investisseurs marocains	14,1
	Régie des Tabacs	Régie des Tabacs	80	Groupe ALTADIS (France-Espagne)	14 080,0
07/03	SONIR	Industrie du papier, Impression et distribution de journaux	72,97	Maroc soir (Maroc)	22,0
09/03	SOMACA	Montage de véhicules	26	Renault s.a.s (France)	65,0
12/04	Maroc Telecom	Télécommunications	14,9	Bourse de Casablanca et Euronext Paris	8 896,2
01/05	Maroc Telecom	Télécommunications	16	Vivendi Universal (France)	12 400,0
09/05	SUTA	Transformation de la betterave et de la canne à sucre en sucre blanc	93,94	COSUMAR (Maroc)	518,6
	SUCRAFOR		87,46		88,3
	SUNABEL		94,53		237,3
	SURAC		95		523,5
10/05	SOMACA	Montage de véhicules	12	Renault s.a.s (France)	30,0
07/06	Maroc Telecom	Télécommunications	0,1	Bourse	98,6
08/06	Régie des Tabacs	Régie des Tabacs	20	Groupe ALTADIS (France-Espagne)	4 020,0
09/06	Somathes	Agro-alimentaire	100	Holmarcom	539,0
05/07	COMANAV	Transport maritime	75,93	CMA-CGM(France)	1 182,2
06/07	DRAPOR	Dragage des ports	100	SATRAM (Gabon)	327,6
06/07	Maroc Telecom	Télécommunications	4	Bourse	4 571,3
Total 1 : 86 896,7 Millions de DH					

OPERATIONS DE PRIVATISATION
REALISATIONS 1993 - 2007

Annexe 15

2- HOTELS

DATE	HOTEL	ACQUEREUR	RECETTES en MDH
02/93	Amandiers	Société Floride (Maroc)	5
03/93	Tarik	United Moroccan Hotels (Maroc)	15,2
09/93	Basma	Bassamate (Maroc-Libye)	50
04/94	Toubkal	Beach Club (Maroc)	38,5
	Volubilis	FRAM (France)	35
05/94	Transatlantique- Meknès	Société Tikida-Ismaïlia S.A (Maroc)	41
06/94	Les Iles	Sté de Gestion Hôtelière Expertotel (Maroc)	20
09/94	Malabata	Sté. Malabata International (Arabie Saoudite)	55
	Rissani	Sociétété SHAT (Maroc)	8,1
12/94	Casablanca (Hyatt Regency)	INTEREDEC-Maroc (Maroc)	180
	Zalagh	Sté. Dar Si Aissa(Maroc)	17,25
01/95	Azghor	Société Touristique de Ouarzazate (Maroc)	14,55
04/95	Doukkala	Abdulmajid Abu Aljadayel (Arabie Saoudite)	22,17
	Oukaïmeden	Société Hôtelière Louka (Maroc)	3,01
05/95	Tour Hassan	Kasbah Tours Hotels (Maroc)	50
	Les Mérinides	Kasbah Tours Hotels (Maroc)	30
09/95	Friouato	Abdellatif Abouhafs (Maroc)	13
09/96	Splendid	Radia Benamar et Ahmed Lamaâni (Maroc)	0,3
10/98	Tinsouline	M. Tizliouine (Maroc)	5,5
	TransAtlantique- Casa	Chaîne Hôtelière Hadaiq (Maroc)	14
12/98	Les Almoravides	Club Jenane Marrakech (Maroc)	24,5
	Les Dunes d'or	FRAM (France)	74
09/99	Saghro	M.Bendidi Larbi et associés (Maroc)	6,6
01/01	Rose du Dadès	Société Rose M'Gouna (Maroc)	7,2
07/01	Riad	Mohamed Saoud (Maroc)	10
11/01	Madayaq	Société RIAD BA ALI (Maroc- Norvège)	7,32
Total 2 : 747,2 Millions de DH			

TOTAL GLOBAL (1+2) : 87 643,90 Millions de DH

3- AUTRES RECETTES NON REGIES PAR LA LOI N° 39-89

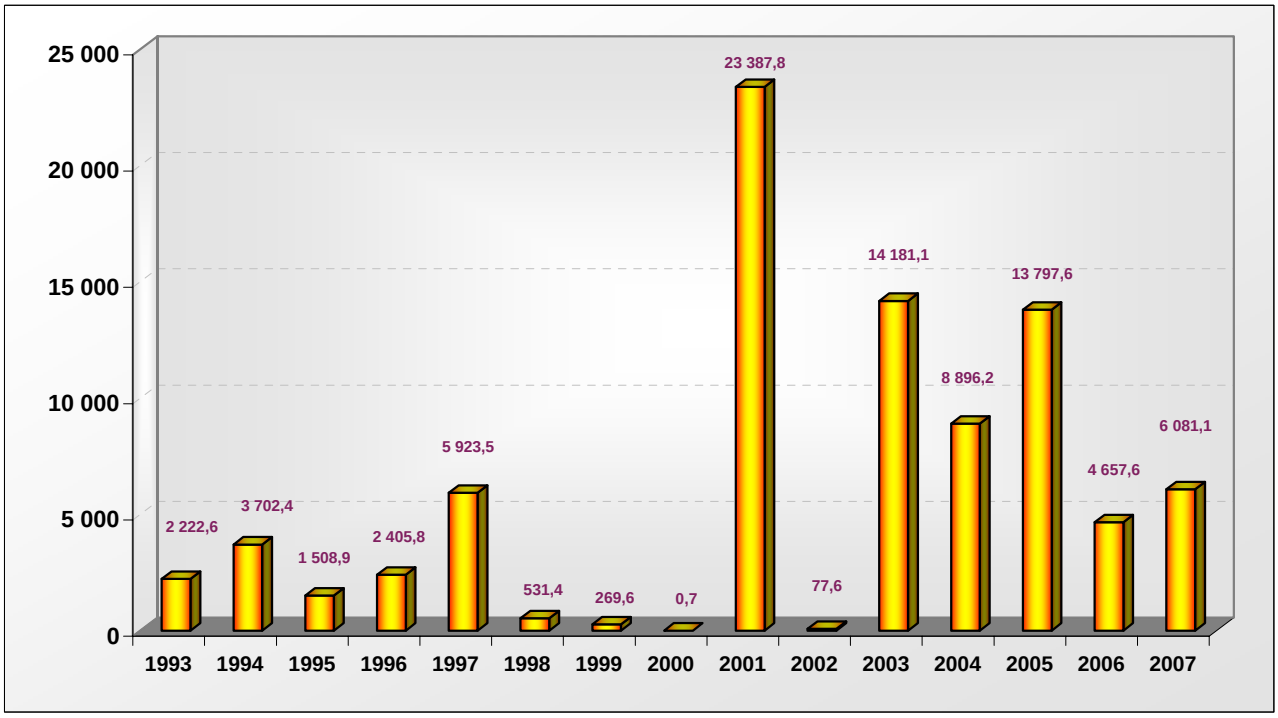
ANNEE	OPERATION	ACQUEREUR	RECETTES en MDH
2000	2ème Licence GSM	Méditel	**10 836**
2002	Cession de 20 % du capital de la Banque Centrale Populaire	Banques Populaires Régionales	**544**
2004	Cession de 21 % du capital de la Banque Centrale Populaire	Bourse	**760**
2005	2ème Licence fixe	Méditel	**75**
	licence nouvelle génération de télécommunications fixe	Maroc Connect	**306**
2006	trois nouvelles licences mobiles de 3ème génération UMTS	Maroc Télécom, Méditel et Maroc Connect	**1 080**
	Cession de 7,5% du capital de BMCE Internationale-Madrid détenu par le Trésor	BMCE BANK	**21**
Total 3 : 13 622 Millions de DH			

Total Général (1+2+3) : 101 265,90 Millions de DH

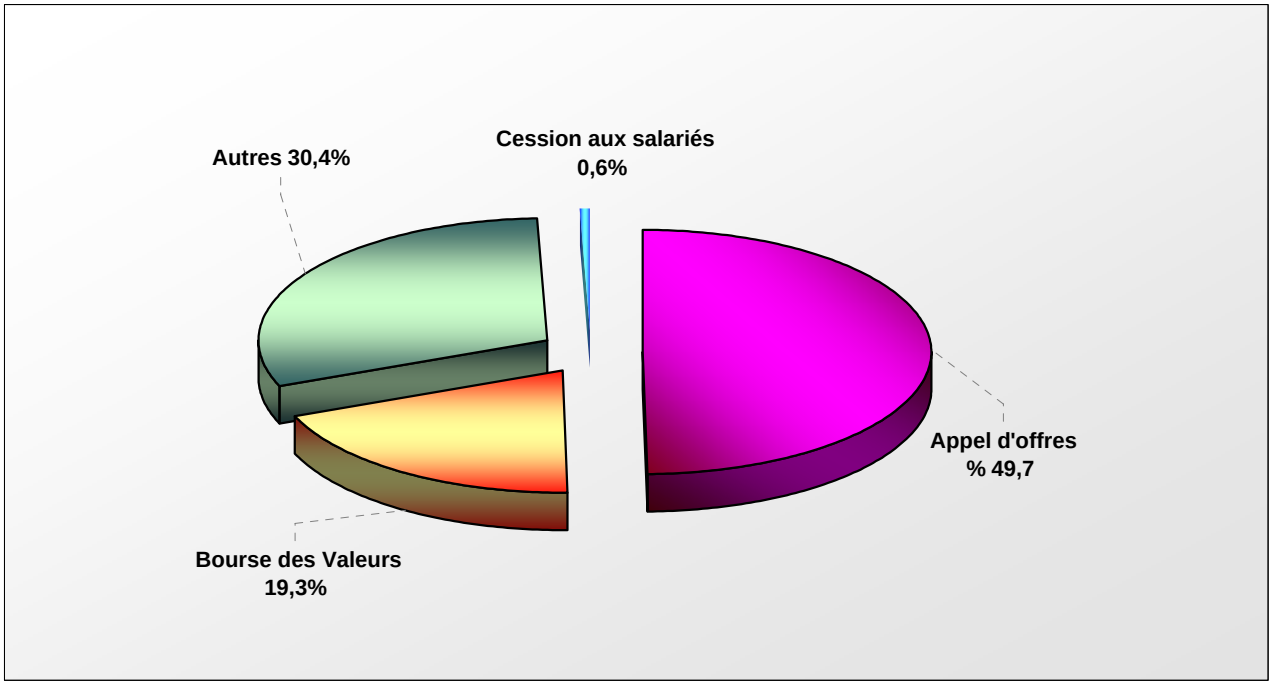
Annexe 16

Ventilation des recettes de privatisation régie par la loi 39-89
Réalisations 1993-2007

Ventilation par année en MDH



Ventilation par mode de transfert



Annexe 17 -A

LISTE DES ENTREPRISES PUBLIQUES SOUMISES AU CONTROLE FINANCIER DE L'ETAT CLASSEES PAR TYPE DE CONTROLE A FIN SEPTEMBRE 2008

CONTROLE PREALABLE (236)

Sigle	Raison sociale
AAVBR	AGENCE POUR L'AMENAGEMENT DE LA VALLEE DU BOUREGREG
ABHBC	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU BOUREGREG ET DE LA CHAOUIA
ABHL	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU LOUKKOS
ABHM	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE LA MOULOUYA
ABHOR	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE L'OUM ER-RBIA
ABHS	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU
ABHSM	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE SOUSS MASSA
ABHT	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU TENSIFT
ANAM	AGENCE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE
ANAPEC	AGENCE NATIONALE DE PROMOTION DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES
ANCFCC	AGENCE NATIONALE DE LA CONSERVATION FONCIERE, DU CADASTRE ET DE LA CARTOGRAPHIE
ANP	AGENCE NATIONALE DES PORTS
APDO	AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PROVINCES DE L'ORIENTAL
AREFCA	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DU GRAND CASABLANCA
AREFCO	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE CHAOUIA-OUARDIGHA
AREFDA	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE DOUKKALA-ABDA
AREFFB	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE FES-BOULMANE
AREFGCB	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DU GHARB-CHERARDA-BENI HSINE
AREFGS	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE GUELMIM SMARA
AREFLB	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE LAAYOUNE-BOUJDOUR- SAKIA EL HAMRA
AREFMT	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE MEKNES-TAFILALT
AREFODL	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE OUED ED-DAHAB-LAGOUIRA
AREFOR	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE L'ORIENTAL
AREFRSZ	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE RABAT-SALE-ZEMMOUR-ZAER
AREFSMM	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE SOUSS-MASSA-DRAA
AREFTA	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE TADLA AZILAL
AREFTEH	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE TENSIFT-EL HAOUZ
AREFTHT	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE TAZA-EL HOCEIMA-TAOUNATE
AREFTT	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE TANGER-TETOUAN
AU AGADIR	AGENCE URBAINE D'AGADIR
AU BENI-MELLAL	AGENCE URBAINE DE BENI-MELLAL
AU CASABLANCA	AGENCE URBAINE DE CASABLANCA
AU EL HOCEIMA	AGENCE URBAINE EL HOCEIMA
AU EL JADIDA	AGENCE URBAINE D'EL JADIDA
AU ERRACHIDIA	AGENCE URBAINE DE ERRACHIDIA
AU ESSAOUIRA	AGENCE URBAINE D'ESSAOUIRA
AU FES	AGENCE URBAINE ET DE SAUVEGARDE DE FES
AU GUELMIM	AGENCE URBAINE DE GUELMIM-SMARA
AU KELA SRAGHNA	AGENCE URBAINE DE KELAA SRAGHNA
AU KENITRA	AGENCE URBAINE DE KENITRA
AU KHEMISSET	AGENCE URBAINE DE KHEMISSET
AU KHENIFRA	AGENCE URBAINE DE KHENIFRA
AU LAAYOUNE	AGENCE URBAINE DE LAAYOUNE
AU MARRAKECH	AGENCE URBAINE DE MARRAKECH
AU MEKNES	AGENCE URBAINE DE MEKNES
AU NADOR	AGENCE URBAINE DE NADOR
AU OUARZAZATE	AGENCE URBAINE DE OUARZAZATE-ZAGORA
AU OUEDDAHAB	AGENCE URBAINE DE OUEDDAHAB-AOUSSERD
AU OUJDA	AGENCE URBAINE D'OUJDA
AU RABAT	AGENCE URBAINE DE RABAT - SALE
AU SAFI	AGENCE URBAINE DE SAFI
AU SETTAT	AGENCE URBAINE DE SETTAT
AU TANGER	AGENCE URBAINE DE TANGER
AU TAZA	AGENCE URBAINE DE TAZA
AU TETOUAN	AGENCE URBAINE DE TETOUAN
BNRM	BIBLIOTHEQUE NATIONALE DU ROYAUME DU MAROC
CADETAF	CENTRALE D'ACHAT ET DE DEVELOPPEMENT MINIER DE TAFILALET ET FIGUIG
CAGAGADIR	CHAMBRE D'AGRICULTURE D'AGADIR
CAGALHOCEIMA	CHAMBRE D'AGRICULTURE D'AL HOCEIMA
CAGAZILAL	CHAMBRE D'AGRICULTURE D'AZILAL
CAGBENI-MELLAL	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE BENI-MELLAL
CAGBENSLIMANE	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE BENSLIMANE

Annexe 17 -A

LISTE DES ENTREPRISES PUBLIQUES SOUMISES AU CONTROLE FINANCIER DE L'ETAT CLASSEES PAR TYPE DE CONTROLE A FIN SEPTEMBRE 2008

CONTROLE PREALABLE (236)

Sigle	Raison sociale
CAGBOUARFA	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE BOUARFA
CAGCASABLANCA	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE CASABLANCA
CAGCHEFCHAOUN	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE CHEFCHAOUNE
CAGELJADIDA	CHAMBRE D'AGRICULTURE D'EL JADIDA
CAGELKELAA	CHAMBRE D'AGRICULTURE D'EL KELAA
CAGERRACHIDIA	CHAMBRE D'AGRICULTURE D'ERRACHIDIA
CAGESSAOUIRA	CHAMBRE D'AGRICULTURE D'ESSAOUIRA
CAGFES	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE FES
CAGGUELMIM	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE GUELMIM
CAGKENITRA	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE KENITRA
CAGKHEMISSET	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE KHEMISSET
CAGKHENIFRA	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE KHENIFRA
CAGKHOURIBGA	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE KHOURIBGA
CAGLAAYOUNE	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LAAYOUNE
CAGLARACHE	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LARACHE
CAGMARRAKECH	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE MARRAKECH
CAGMEKNES	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE MEKNES
CAGMISSOUR	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE MISSOUR
CAGNADOR	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE NADOR
CAGOUARZAZAT	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE OUARZAZAT
CAGOUEDEDDAHAB	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE OUED EDDAHAB
CAGOUJDA	CHAMBRE D'AGRICULTURE D'OUJDA
CAGSAFI	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE SAFI
CAGSETTAT	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE SETTAT
CAGSIDIKACEM	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE SIDI KACEM
CAGTANGER	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE TANGER
CAGTAOUNATE	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE TAOUNATE
CAGTAROUDANT	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE TAROUDANT
CAGTATA	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE TATA
CAGTAZA	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE TAZA
CAGTETOUAN	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE TETOUAN
CAGTIZNIT	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE TIZNIT
CARAGADIR	CHAMBRE D'ARTISANAT D'AGADIR
CARBENI-MELLAL	CHAMBRE D'ARTISANAT DE BENI-MELLAL
CARCASABLANCA	CHAMBRE D'ARTISANAT DE CASABLANCA
CARELJADIDA	CHAMBRE D'ARTISANAT D'EL JADIDA
CARESSAOUIRA	CHAMBRE D'ARTISANAT D'ESSAOUIRA
CARFES	CHAMBRE D'ARTISANAT DE FES
CARKENITRA	CHAMBRE D'ARTISANAT DE KENITRA
CARKHEMISSET	CHAMBRE D'ARTISANAT DE KHEMISSET
CARKHENIFRA	CHAMBRE D'ARTISANAT DE KHENIFRA
CARLAAYOUNE	CHAMBRE D'ARTISANAT DE LAAYOUNE
CARMARRAKECH	CHAMBRE D'ARTISANAT DE MARRAKECH
CARMEKNES	CHAMBRE D'ARTISANAT DE MEKNES
CARNADOR	CHAMBRE D'ARTISANAT DE NADOR
CAROUARZAZAT	CHAMBRE D'ARTISANAT DE OUARZAZAT
CAROUEDEDDAHAB	CHAMBRE D'ARTISANAT DE OUED EDDAHAB
CAROUJDA	CHAMBRE D'ARTISANAT D'OUJDA
CARRABAT	CHAMBRE D'ARTISANAT DE RABAT
CARSAFI	CHAMBRE D'ARTISANAT DE SAFI
CARSALE	CHAMBRE D'ARTISANAT DE SALE
CARSETTAT	CHAMBRE D'ARTISANAT DE SETTAT
CARSMARA	CHAMBRE D'ARTISANAT DE SMARA
CARTANGER	CHAMBRE D'ARTISANAT DE TANGER
CARTAZA	CHAMBRE D'ARTISANAT DE TAZA
CARTETOUAN	CHAMBRE D'ARTISANAT DE TETOUAN
CC	CAISSE DE COMPENSATION
CCISAGADIR	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES D'AGADIR
CCISALHOCEIMA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICE D'AL HOCEIMA
CCISBENI-MELLAL	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE BENI-MELLAL
CCISCASABLANCA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE CASABLANCA
CCISELJADIDA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES D'EL JADIDA

Annexe 17 -A

LISTE DES ENTREPRISES PUBLIQUES SOUMISES AU CONTROLE FINANCIER DE L'ETAT CLASSEES PAR TYPE DE CONTROLE A FIN SEPTEMBRE 2008

CONTROLE PREALABLE (236)

Sigle	Raison sociale
CCISELKELAA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES D'EL KELAA
CCISERRACHIDIA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES D'ERRACHIDIA
CCISESSAOUIRA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES D'ESSAOUIRA
CCISFES	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE FES
CCISKENITRA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE KENITRA
CCISKHEMISSET	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE KHEMISSET
CCISKHENIFRA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE KHENIFRA
CCISKHOURIBGA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE KHOURIBGA
CCISLAAYOUNE	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE LAAYOUNE
CCISMARRAKECH	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE MARRAKECH
CCISMEKNES	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE MEKNES
CCISMOHAMADIA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE MOHAMADIA
CCISNADOR	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE NADOR
CCISOUARZAZAT	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE OUARZAZAT
CCISOUEDEDDAHAB	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE OUED EDDAHAB
CCISOUJDA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES D'OUJDA
CCISRABAT	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE RABAT
CCISSAFI	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE SAFI
CCISSETTAT	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE SETTAT
CCISTANGER	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE TANGER
CCISTANTAN	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE TANTAN
CCISTAZA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE TAZA
CCISTETOUAN	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE TETOUAN
CCM	CENTRE CINEMATOGRAPHIQUE MAROCAIN
CDER	CENTRE DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES
CFR	CAISSE POUR LE FINANCEMENT ROUTIER
CHIR	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE IBN ROCHD
CHIS	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE IBN SINA
CHUHII	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE HASSAN II
CHUMVI	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE MOHAMED VI
CMPE	CENTRE MAROCAIN DE PROMOTION DES EXPORTATIONS
CMR	CAISSE MAROCAINE DES RETRAITES
CNESTEN	CENTRE NATIONAL DE L'ENERGIE, DES SCIENCES ET TECHNIQUES NUCLEAIRES
CNPAC	COMITE NATIONAL DE LA PREVENTION DES ACCIDENTS DE LA CIRCULATION
CNRST	CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
CNSS	CAISSE NATIONALE DE LA SECURITE SOCIALE
CPMAGADIR	CHAMBRE DES PECHES MARITIMES AGADIR
CPMCASABLANCA	CHAMBRE DES PECHES MARITIMES CASABLANCA
CPMDAKHLA	CHAMBRE DES PECHES MARITIMES DAKHLA
CPMTANGER	CHAMBRE DES PECHES MARITIMES TANGER
CT	CENTRES DE TRAVAUX
EACCE	ETABLISSEMENT AUTONOME DE CONTROLE ET DE COORDINATION DES EXPORTATIONS
EHTP	ECOLE HASSANIA DES TRAVAUX PUBLICS
EN	ENTRAIDE NATIONALE
ENAM	ECOLE NATIONALE D'AGRICULTURE DE MEKNES
ENIM	ECOLE NATIONALE DE L'INDUSTRIE MINERALE
FFIEM	FONDS DE FORMATION PROFESSIONNELLE INTER-ENTREPRISES MINIERES
IAV	INSTITUT AGRONOMIQUE ET VETERINAIRE HASSAN II
INRA	INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE
INRH	INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES HALIEUTIQUES
IPM	INSTITUT PASTEUR DU MAROC
ISA	INSTITUT SUPERIEUR DE L'ADMINISTRATION
ISCAE	INSTITUT SUPERIEUR DE COMMERCE ET D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
ISM	INSTITUT SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE
ITPSMGEA	INSTITUT TECHNIQUE PRINCE SIDI MOHAMMED DE GESTION DES ENTREPRISES AGRICOLES
LOARC	LABORATOIRE OFFICIEL D'ANALYSES ET DE RECHERCHES CHIMIQUES
MAP	AGENCE MAGHREB ARABE PRESSE
MDA	MAISON DE L'ARTISAN
OC	OFFICE DES CHANGES
OCE	OFFICE DE COMMERCIALISATION ET D'EXPORTATION
ODCO	OFFICE DE DEVELOPPEMENT DE LA COOPERATION
OFEC	OFFICE DES FOIRES ET D'EXPOSITIONS DE CASABLANCA

Annexe 17 -A

LISTE DES ENTREPRISES PUBLIQUES SOUMISES AU CONTROLE FINANCIER DE L'ETAT CLASSEES PAR TYPE DE CONTROLE A FIN SEPTEMBRE 2008

CONTROLE PREALABLE (236)

Sigle	Raison sociale
OFPPT	OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL
OMPIC	OFFICE MAROCAIN DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE
ONDA	OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS
ONHYM	OFFICE NATIONAL DES HYDROCARBURES ET DES MINES
ONICL	OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES ET DES LEGUMINEUSES
ONMT	OFFICE NATIONAL MAROCAIN DU TOURISME
ONOUSC	OFFICE NATIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES SOCIALES ET CULTURELLES
ONP	OFFICE NATIONAL DES PECHES
ORMVAD	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE DOUKKALA
ORMVAG	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU GHARB
ORMVAH	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU HAOUZ
ORMVAL	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU LOUKKOS
ORMVAM	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE LA MOULOUYA
ORMVAO	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE OUARZAZATE
ORMVASM	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE SOUS MASSA
ORMVAT	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU TADLA
ORMVATAF	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU TAFILALET
RADEEC	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE CHAOUIA
RADEEF	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE FES
RADEEJ	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE D'EL JADIDA
RADEEL	REGIE AUTONOME INTERCOMMUNALE DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE LARACHE
RADEEM	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE MEKNES
RADEEMA	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE MARRAKECH
RADEEO	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU D'OUJDA
RADEES	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE SAFI
RADEET	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE BENI-MELLAL
RADEETA	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE TAZA
RAFC	REGIE AUTONOME DES FRIGORIFIQUES DE CASABLANCA
RAK	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE KENITRA
RAMSA	REGIE AUTONOME MULTI-SERVICES D'AGADIR
RATAG	REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS URBAINS D'AGADIR
RATF	REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS URBAINS DE FES
RATR	REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS URBAINS DE RABAT-SALE
RATS	REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS URBAINS DE SAFI
TNMV	THEATRE NATIONAL MOHAMED V
UNI SMS/BM	UNIVERSITE SULTAN MOULAY SLIMANE DE BENI-MELLAL
UNI.AE	UNIVERSITE ABDELMALEK ESSAADI DE TETOUAN
UNI.AQ	UNIVERSITE AL QUARAOUIYINE DE FES
UNI.CA	UNIVERSITE CADI AYAD DE MARRAKECH
UNI.CD	UNIVERSITE CHOUAIB DOUKKALI D'EL JADIDA
UNI.HI	UNIVERSITE HASSAN I DE SETTAT
UNI.HII/AI	UNIVERSITE HASSAN II DE AIN CHOCK
UNI.HII/MO	UNIVERSITE HASSAN II DE MOHAMMEDIA
UNI.IT	UNIVERSITE IBN TOFAIL DE KENITRA
UNI.IZ	UNIVERSITE IBNOU ZOHR D'AGADIR
UNI.MI	UNIVERSITE MOHAMED I D'OUJDA
UNI.MIS	UNIVERSITE MOULAY ISMAIL DE MEKNES
UNI.MVA	UNIVERSITE MOHAMED V DE RABAT AGDAL
UNI.MVS	UNIVERSITE MOHAMED V DE RABAT SOUISSI
UNI.SMBA	UNIVERSITE SIDI MOHAMED BEN ABDALLAH DE FES

Annexe 17 -B

LISTE DES ENTREPRISES PUBLIQUES SOUMISES AU CONTROLE FINANCIER DE L'ETAT CLASSEES PAR TYPE DE CONTROLE A FIN SEPTEMBRE 2008

CONTROLE D'ACCOMPAGNEMENT (28)

Sigle	Raison sociale	Actionnaire Principal
BAM	BARID AL MAGHRIB	Etablissement Public
BIOPHARMA	SOCIETE DE PRODUCTIONS BIOLOGIQUES ET PHARMACEUTIQUES VETERINAIRES	Trésor
CCG	CAISSE CENTRALE DE GARANTIE	Etablissement Public
CDM	CHARBONNAGES DU MAROC	ONHYM
CDVM	CONSEIL DEONTOLOGIQUE DES VALEURS MOBILIERES	Etablissement Public
COMAPRA	COMPAGNIE MAROCAINE DE COMMERCIALISATION DE PRODUITS AGRICOLES	Trésor
HAO	HOLDING D'AMENAGEMENT AL OMRANE	Trésor
JZN	JARDIN ZOOLOGIQUE NATIONAL SA	Trésor
MARCHICA MED	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DE LA LAGUNE DE MARCHICA MED	Trésor
MJS	MAROCAINE DES JEUX ET DES SPORTS	Trésor
OCP	OFFICE CHERIFIEN DES PHOSPHATES	Etablissement Public
ONCF	OFFICE NATIONAL DES CHEMINS DE FER	Etablissement Public
ONE	OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE	Etablissement Public
ONEP	OFFICE NATIONAL DE L'EAU POTABLE	Etablissement Public
SAR	SOCIETE D'AMENAGEMENT RYAD	Trésor
SEFERIF	SOCIETE D'EXPLOITATION DES MINES DU RIF	ONHYM
SGLN	SOCIETE DE GESTION DE LA LOTERIE NATIONALE	CDG
SIMEF	SOCIETE DES INDUSTRIES MECANIQUES ET ELECTRIQUES DE FES	Trésor
SNABT	SOCIETE NATIONALE D'AMENAGEMENT DE LA BAIE DE TANGER	Trésor
SNDE	SOCIETE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE	Trésor
SNRT	SOCIETE NATIONALE DE RADIODIFFUSION ET DE TELEVISION	Trésor
SNTL	SOCIETE NATIONALE DES TRANSPORTS ET DE LA LOGISTIQUE	Trésor
SODEA	SOCIETE DE DEVELOPPEMET AGRICOLE	Trésor
SODEP	SOCIETE D'EXPLOITATION DES PORTS	Trésor
SOGETA	SOCIETE DE GESTION DE TERRES AGRICOLES	Trésor
SONABA	SOCIETE NATIONALE D'AMENAGEMENT DE LA BAIE DE AGADIR	Trésor
SONACOS	SOCIETE NATIONALE DE COMMERCIALISATION DE SEMENCES	Trésor
TELECART	SOCIETE DE TELEDECTION, DE CARTOGRAPHIE ET DE TOPOGRAPHIE	Trésor

Annexe 17 -C

LISTE DES ENTREPRISES PUBLIQUES SOUMISES AU CONTROLE FINANCIER DE L'ETAT CLASSEES PAR TYPE DE CONTROLE A FIN SEPTEMBRE 2008

CONTROLE CONVENTIONNEL (20)

Sigle	Raison sociale
ADER	AGENCE DE DEDENSIFICATION ET DE REHABILITATION DE LA MEDINA DE FES
ADM	SOCIETE NATIONALE DES AUTOROUTES DU MAROC
AL BOUGHAZ	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE AL BOUGHAZ
AL JANOUB	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE AL JANOUB
AL OMRANE AGADIR	AL OMRANE AGADIR
AL OMRANE BENI MELLAL	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE BENI MELLAL
AL OMRANE CASA	AL OMRANE CASABLANCA
AL OMRANE FES	AL OMRANE FES
AL OMRANE MARAKECH	AL OMRANE MARAKECH
AL OMRANE MEKNES	AL OMRANE MEKNES
AL OMRANE OUJDA	AL OMRANE OUJDA
AL OMRANE RABAT	AL OMRANE RABAT
IDMAJ SAKAN	IDMAJ SAKAN
RAM	COMPAGNIE NATIONALE "ROYAL AIR MAROC"
SONADAC	SOCIETE NATIONALE D'AMENAGEMENT COMMUNAL
SOREAD	SOCIETE D'ETUDES ET DES REALISATIONS AUDIOVISUELLES-2M
SOREC	SOCIETE ROYALE D'ENCOURAGEMENT DU CHEVAL
SOSIPO	SOCIETE DES SILOS PORTUAIRES
TAMANSOURT	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE TAMANSOURT
TAMESNA	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE TAMESNA

Annexe 17 -D

LISTE DES ENTREPRISES PUBLIQUES SOUMISES AU CONTROLE FINANCIER DE L'ETAT CLASSEES PAR TYPE DE CONTROLE A FIN SEPTEMBRE 2008

CONTROLE SPECIFIQUE (09)

Sigle	Raison sociale
ADS	AGENCE DE DEVELOPEMENT SOCIAL
ALEM	AGENCE DE LOGEMENTS ET D'EQUIPEMENTS MILITAIRES
ANPME	AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DE LA PME
ANRT	AGENCE NATIONALE DE REGLEMENTATION DES TELECOMMUNICATIONS
APDN	AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT DES PREFECTURES ET PROVINCES DU NORD
APDS	AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PROVINCES DU SUD
FDSHII	FONDS HASSAN II POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL
FONDATION MVI	FONDATION MOHAMMED VI POUR LA PROMOTION DES OEUVRES SOCIALES DE L'EDUCATION-FORMATION
IRCAM	INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE